

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

VIOLENCE ET RAPPORT SOCIAL DANS LE MILIEU URBAIN HAÏTIEN :
LES CAS DE CITÉ SOLEIL ET DE MARTISSANT, 2004 - 2012

THÈSE
PRÉSENTÉE
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DU DOCTORAT EN SOCIOLOGIE

PAR
EMERSON JEAN BAPTISTE

AVRIL 2017

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.07-2011). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Mes remerciements vont d'abord à mon directeur de thèse, Louis Jacob, car sans lui, cette thèse serait impossible. Dès qu'il a accepté de m'accompagner, il a trouvé les mots justes pour me mettre en confiance et m'inciter à donner le meilleur de moi-même. Ses commentaires et ses exigences ont fait de cette thèse ce qu'elle est. Le professeur Jacob est un modèle qui inspire à l'UQAM un souffre régénérateur.

Je voudrais, par la suite, remercier les professeurs Shirley Roy, Magali Uhl, Jean-Marc Larouche, Marc Henry Soulet, Luc Van Campenhoudt, Vivianne Châtel, Jules Duchastel et Jacques Beauchemin, pour leur contribution à ma formation. Je m'en voudrais si je ne dis pas à Shirley Roy un remerciement spécial pour sa grande sagesse, en effet sans celle-ci je ne pourrais pas concrétiser ce rêve. Quant à Jean-Marc Larouche, vous m'avez marqué par votre probité intellectuelle et surtout votre modestie lors de nos échanges en salles de cours. Une qualité que j'avais aussi trouvée chez Jules Duchastel, avec une différence de style. Marc Henry Soulet et Luc Van Campenhoudt, vous m'avez illuminé au cours de l'École d'été 2010, à partir duquel mon choix épistémologique a commencé à se dessiner. Magali Uhl, l'éventail de textes de votre recueil de cours des méthodologies qualitatives avancées a aussi joué. Merci. Jacques Beauchemin, votre conviction inébranlable du politique m'a été très profitable.

Je remercie également les professeurs Nelson Sylvestre, Avin Jean François et Irdèle Lubin pour leur contribution dans cette œuvre. Chacun a contribué à sa façon, mais Sylvestre vous êtes spécial! Puis, Evens Lescouflair, Daniel Pierre-Charles, Marjorie

Avin, Marie-Ève Lacombe et Lucie Comeau, technicienne en documentation (UQAM), merci d'y avoir aussi contribué.

J'adresse mes remerciements, en outre, aux organismes Solidatite Fanm Ayisyen (SOFA), AVSI en Haïti, Programme de Cirque Soleil en Haïti, Commission Épiscopale Nationale Justice et Paix d'Haïti, Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH), la Congrégation Salésienne de Lassaline et de Cité Soleil et à tous et toutes mes enquêté.e.s sans lesquels mon travail de terrain n'aboutirait pas à ce résultat.

Mes remerciements vont maintenant à mes amis Dumay Miguel, Lachaud James, Richard Jacob Pierre, Walker Joseph, Alix Toussaint, Marcel Jean, Pierre Rochette et Isabelle Mathieu. Dumay, je vous remercie pour avoir été toujours disponible pour moi tout au cours de cette longue entreprise, en jouant le rôle de reviseur de mes textes dans la dimension linguistique et orthographique; Lachaud, nos discussions académiques, notamment sur la démographie, m'ont beaucoup aidé à cette réalisation; Pierre, nos inlassables discussions épistémologiques et de philosophies politiques ont bien contribué à ce travail; Joseph, votre aide dans la mise en forme du texte, parfois, dans la conception de mes figures est précieuse; Toussaint, pour vos livres que vous avez mis à ma disposition, Jean, votre aide au cours de mon terrain est sans égale, grâce à vous les portes de Martissant et de Cité Soleil m'étaient ouvertes. Junior Mercier vous y avez aussi contribué. Merci. Enfin, Rochette et Mathieu, vos oeils bienveillants m'ont permis de supprimer les coquilles.

Jean François Laniel, avec qui j'ai fait trois sessions de cours, vos conseils et nos discussions après chaque cours autour d'un verre de bière m'ont été profitables. Merci.

À ma belle-famille, j'envoie tous mes remerciements, car, sans son soutien indéfectible, je ne pouvais réussir cette étude doctorale. Kerlyne Millien, ma supportrice numéro 1, jamais fatiguée de voir un conjoint indisponible à cause de sa passion pour les études, je te dois une fière chandelle, tu es inégalable. Un bouquet de remerciements s'en va également à ma fille Tanya.

Je dédie cette thèse à mon père, Joseph Jean Baptiste pour m'avoir appris à aimer la connaissance scientifique. Je remercie ma mère, Marie Thérèse Sylla Jean Baptiste, mes sœurs et mes frères Macdala, Majory, Mirlande, Urbain, Hudson Jean Baptiste pour leur appui financier et leur soutien moral. À mon cousin Wedly Joseph, j'adresse aussi mes remerciements pour m'avoir fait trouver des livres édités en Haïti.

Je suis certain que tous ceux qui ont contribué d'une manière ou d'une autre, ne sont pas tous nommés. Mais ces omissions ne signifient pas que je ne vous suis pas reconnaissant. Enfin, c'est grâce à toutes ces personnes que je suis arrivé à produire cette thèse.

Merci!!!

AVANT-PROPOS

Nous avons été sensibilisé à la question de la violence depuis notre enfance. En Haïti, notre résidence, dans la commune de Petite Rivière de l'Artibonite, se situait tout près du Palais de 365 portes, construit par le Roi Henri Christophe, un ancien héros de la guerre de l'indépendance. Ce palais logeait plusieurs institutions publiques, dont le Tribunal de paix de la commune et un bureau du corps des Volontaires de la sécurité nationale, milice des Duvalier. Ainsi, nous observions les allées et venues de citoyens placés sous arrêt, soit par les milices du régime des Duvalier, soit par des militaires des Forces Armées d'Haïti. Souvent, ces citoyens, ensanglantés, pieds nus, marchaient en avant des autorités répressives, tantôt pour être entendus par les officiers de police judiciaire (juges de paix), tantôt pour se faire interroger et bastonner par les sbires des Duvalier pour des motifs politiques et/ou des délits de droit commun. Il arrivait en outre que les militaires et les tontons macoutes œuvraient de concert pour contenir les conflits terriens sanglants dans la vallée de l'Artibonite, plus précisément dans la première section communale, et pour amener les belligérants devant le tribunal de paix pour information préliminaire avant de les envoyer en détention préventive, puis par devant le juge compétent pour décider de leur sort. Ces scènes nous ont profondément marqué, et nous poussèrent à étudier en deux occasions les conflits terriens dans le cadre de nos deux mémoires pour l'obtention de nos grades de baccalauréat, en droit et en sociologie.

Par ailleurs, le droit criminel a été notre principal axe de travail pendant dix années d'exercice de la profession d'avocat en Haïti. Il nous a été donné de défendre les causes de démunis accusés de crime ou de délit. Cela nous a permis d'être en contact direct avec des acteurs de violence. À titre de directeur du centre Toussaint

L'ouverture pour les droits humains, la démocratie et le développement, entre 2004 et 2005, nous avons, à maintes reprises, dénoncé les cas de violence dans l'espace public, et nous avons en outre participé à des mouvements civiques en vue de renforcer le droit criminel (dont les lois sur le kidnapping). Cette époque était aussi celle des plus grandes scènes de violence orchestrées en Haïti, car la terreur ébranlait toutes les couches sociales. Même les institutions publiques et les forces de l'ordre ne furent pas épargnées, et donc, il était difficile de s'imaginer qu'il pouvait exister un seul Haïtien qui ne fut pas victime de la violence. C'est ce contexte chaotique qui nous a inspiré la présente thèse de doctorat sur les cas de deux grands bidonvilles de l'aire métropolitaine.

En tout premier lieu, il faut dire que l'étude de la violence n'est pas nouvelle dans la littérature scientifique. Ainsi, Alain Gilles (2008) l'a abordé sous l'angle de leurs finalités instrumentales, Louis Illionor (2007) sous celui de ses déterminations structurelles, Franklin Midy (2009) dans l'optique d'une violence fondatrice de droit, Roberson Édouard (2013) sous l'angle éthique etc. Il nous importe aussi de considérer cette violence dans le contexte régional et politique, étant entendu que, selon nous, elle ne peut se comprendre vraiment que par là. C'est ce qu'ont par exemple fait chacun à leur manière Corten ou Côté (2009), Peñafiel (1998), Grossi Porto (2001).

Il convient d'affirmer ici que si la violence urbaine est souvent renvoyée à l'existence de la pauvreté ou aux effets de la structure sociale. Celles-ci ne peuvent pas constituer l'unique explication. Nous avons plutôt choisi de mobiliser d'autres pistes théoriques susceptibles de présenter la complexité des phénomènes de violence, qui pourra à la fois apparaître comme fondatrice de droit, instrumentale et destructrice. Alain Noël (2011) affirme par exemple que les recherches pertinentes doivent combiner plusieurs dimensions conceptuelles sans nécessairement devoir les traiter de façon égale. Hervé Dumez (2013), d'autre part, soutient que la recherche

qualitative de type compréhensif se doit d'être menée à partir d'hypothèses rivales plausibles. Tous deux exhortent les chercheurs à ne pas mener une recherche avec une seule hypothèse ou selon une seule dimension conceptuelle. Miles et Huberman (2003), pour leur part, soutiennent qu'un chercheur inductif démarre toujours son travail avec des hypothèses ou idées directrices, mais c'est à lui de mesurer son degré de systématisation. Ils ajoutent que le chercheur doit aussi décider jusqu'à quel point il va laisser les données façonner, corriger ou élargir ses idées directrices.

C'est en tenant compte de ces assertions et du phénomène de violence en Haïti que nous avons pris parti et décidé d'initier une démarche à la fois typologique et compréhensive. Il s'agit d'une posture épistémologique clairement assumée.

En cours d'enquête, nous avons dû modifier certains de nos choix, et cela mérite quelques éclaircissements. Il s'est en effet avéré impossible de satisfaire à toutes les exigences du Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants impliquant des êtres humains (CERPÉ). Par exemple, il n'a pas été possible de trouver le cadre institutionnel adéquat pour garantir la sécurité et l'intégrité psychique des témoins initialement choisis, c'est-à-dire les jeunes victimes directes de violence. Très peu d'organismes de réinsertion étaient prêts à se charger de nos témoins en cas de trouble post-traumatique. De même, peu d'organismes de défense des droits de la personne étaient disposés à assurer leur défense en cas de poursuite judiciaire. Ce qui nous a porté à changer de perspective dans le choix de nos témoins. Plutôt que des acteurs ou des victimes directes de la violence, nous avons interrogé des intervenantes et des intervenants sociaux travaillant avec la population en conflit. Ces personnes sont des témoins privilégiés et des observateurs avisés. Elles proviennent de divers secteurs de la société haïtienne, et les entretiens se sont déroulés tant en français qu'en créole. Le discours de ces témoins privilégiés n'est certes pas le dernier mot sur la violence en Haïti, et il ne rend pas compte à lui seul

de l'entière réalité de cette violence, néanmoins, il mérite toute notre attention et doit pouvoir se prêter à une analyse approfondie.

Nous avons également mis à profit certains des témoignages pour suppléer au manque de littérature sur la mémoire politique, sociale et économique des deux sites étudiés, et notamment sur Martissant. Il va sans dire que la culture orale et les souvenirs des témoins ne sauraient remplacer le travail de l'historien, mais encore une fois, c'est dans un premier temps le discours, et le sens que les témoins accordent à la violence, qui nous importent. Par ailleurs, il faut rappeler que, au cours de certaines de nos entrevues, nous avons été témoin de manifestations de violence, tant du côté des forces de l'ordre que du côté des groupes armés, et cette situation transparaît parfois dans les témoignages.

Comme le veut la démarche inductive, nous avons tenu compte des événements et des effets surprenants (nouveauautés et anomalies), et nous avons modifié notre cadre analytique lorsque nécessaire. Notre posture compréhensive nous incline à faire nôtre, ces affirmations de Paillé et Mucchielli (2008):

Le sens d'une information est sens par sa mise en relation avec d'autres informations [...]; le sens d'un événement est sens par rapport à nos attentes, à nos intentions ou par rapport à notre situation [...]; le sens d'une action est sens par rapport aux événements passés, aux événements de la situation présente, à des projets futurs et par rapport à d'autres choses qui comptent pour nous et que nous faisons intervenir mentalement pour mettre notre action en perspective avec tout cela. (Ibid., p. 100)

En nous inspirant de cette théorie du sens, de celle de la description-narration de Dumez et de bien d'autres, nous avons construit une typologie de la violence. Cette typologie apparaît dans le discours qui cherche à identifier les « causes » de la violence, par l'intermédiaire des catégories de crise institutionnelle, de frustration et de pauvreté, ces grandes catégories se déployant elles-mêmes en

quelques dimensions et sous-dimensions, comme on le verra. La typologie apparaît également dans le discours sur les « effets », se donnant dans les catégories d'ordre renversé, de la violence destructrice et de la mutation des valeurs. Notons toutefois que la violence destructrice qui est l'une de nos hypothèses plausibles de départ ne se donne pas exclusivement dans le discours sur les « effets ». D'autre part, à l'instar d'Edgard Morin (2005, p. 115), nous soulignerons que les causes et les effets se lient dans une relation à la fois linéaire, circulaire, rétroactive et récursive. De plus, en nous inspirant de Salomon, nous montrerons que causes et effets doivent être disposés dans un réseau discursif, un système qui se modifie dans le temps et de façon non linéaire. (Salomon, cité par Miles et Huberman, 2003, p. 265) Pour finir, la typologie de la violence se décline dans les catégories instrumentale et fondatrice/réparatrice, selon un éventail de propriétés en partie conventionnelles ou issues des « concepts de premier niveau », en partie issues des « concepts limites », pour reprendre Miles et Huberman. Bref, nous n'avons voulu exclure d'emblée aucun des champs sémantiques de la violence.

Il convient de souligner que c'est bien dans le discours de nos témoins que s'exprime une triple logique d'action : intégratrice, stratégique et intersubjective. La logique intégratrice se déploie à la fois dans le discours sur les causes et dans le discours sur la violence fondatrice/réparatrice. Pourtant, les deux autres logiques se donnent à voir dans le discours sur la violence instrumentale et à un moindre degré dans celui sur les effets de cette violence. Il faut aussi signaler que la violence structurelle agit en connexion avec toutes ces catégories, même si elle n'a pas été considérée pour elle-même dans nos hypothèses et idées directrices.

Au final, nous concluons que lorsque la violence envahit de la sorte la société, les institutions étatiques ne sont plus au service des citoyens, mais bien au service de quelques individus et groupes d'individus insatiables. De l'autre côté, nous

affirmons que, dans la société haïtienne, deux principes de justice, à savoir l'égalité collective et l'égalité individuelle, s'affrontent sans que l'un s'impose à l'autre; ils n'arrivent non plus à cohabiter.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	xix
LISTE DE TABLEAUX.....	xxi
RÉSUMÉ.....	xxiii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
LE PROBLÈME DE LA VIOLENCE EN HAÏTI ET SON CADRE	
MÉTHODOLOGIQUE	9
1.1 La violence en Haïti, un objet de préoccupation	10
1.1.1 Les mesures des autorités établies pour enrayer la violence	22
1.2 Méthodologie du travail	25
1.2.1 Analyse documentaire	25
1.2.2 Informateurs-clés.....	26
1.2.3 Entretiens.....	27
1.2.4 Collecte et traitement des données	29
CHAPITRE II	
LES THÉORIES DE LA VIOLENCE	33
2.1 Vision générale de la violence.....	34

2.1.1 Violence symbolique.....	35
2.1.2 Violence interindividuelle	39
2.1.3 Violence collective/économique	41
2.1.4 Violence d'État.....	45
2.1.5 Violences sociales	51
2.2 Violence instrumentale.....	58
2.3 Violence destructrice	62
2.4 Violence fondatrice	64
CHAPITRE III	
CADRE ANALYTIQUE ET TYPOLOGIE DE LA VIOLENCE EN HAÏTI	71
3.1 Dimensions analytiques de la violence instrumentale.....	72
3.1.1 Privation relative/frustration.....	72
3.1.2 Force d'intégration	74
3.1.3 Rationalité axiologique	76
3.1.4 Conflits d'intérêts individuels et collectifs.....	78
3.2 Dimensions analytiques de la violence destructrice	79
3.2.1 Dimension émotionnelle de la violence	80
3.2.2 Dimension corporelle de la violence	81
3.2.3 Violence sans finalité	82
3.2.4 Frontières et affirmations identitaires.....	83

3.3 Dimensions analytiques de la violence fondatrice/réparatrice	85
3.3.1 Activités politiques conscientes	85
3.3.3 Représentation collective	88
3.3.4 Création d'ordre nouveau	89
3.4 Synthèse des catégories de violence	92
CHAPITRE IV	
CONTEXTE ÉVOLUTIF DE LA VIOLENCE DANS LES QUARTIERS DE CITÉ	
SOLEIL ET DE MARTISSANT	95
4.1 Brève histoire de l'Aire Métropolitaine de Port-au-Prince, aspects sociodémographique et économique	96
4.2 Cité Soleil, son origine et ses caractéristiques socio-politico-économiques	102
4.3 Martissant, son origine et ses caractéristiques socio-politico-économiques.	115
CHAPITRE V	
LE DISCOURS SUR LES CAUSES DE LA VIOLENCE.....	125
5.1 La crise institutionnelle, une catégorie compréhensive de la violence	126
5.1.1 Manque de visibilité policière	127
5.1.2 L'irrationalité policière et la MINUSTAH.....	128
5.1.3 Pouvoir judiciaire affaibli, tribunaux impuissants.....	133
5.1.4 Absence de projet politique.....	136
5.1.5 La corruption	142
5.1.6 L'État voyou.....	144

5.2 La frustration, une catégorie de la violence.....	147
5.2.1 La stigmatisation et le mépris.....	148
5.2.2 Misère, incertitude, précarité.....	150
5.2.3 Éducation, scolarisation et ignorance.....	157
5.2.4 La vengeance.....	160
5.2.5 Défection des masses à l'égard de la politique.....	162
5.3 La pauvreté, une catégorie de la violence	164
5.3.1 Le chômage	164
5.3.2 La compétition pour les ressources disponibles	166
5.3.3 La différenciation des populations	167
5.3.4 Exclusion, inégalités sociales et mesures économiques	168
CHAPITRE VI	
LES EFFETS DE LA VIOLENCE EN HAÏTI	175
6.1 L'Ordre renversé, une catégorie compréhensive de la violence.....	176
6.1.1 Bandits en lieu et place de l'État	176
6.2 La violence destructrice.....	179
6.2.1 Destruction corporelle, des propriétés publiques et d'autrui	179
6.2.2 Dimension émotionnelle.....	188
6.2.3 Dimension psychique	191
6.2.4 Indignité humaine.....	195
6.2.5 Réduction de l'espérance de vie/augmentation de risque de mourir	198

6.3 La mutation des valeurs : une conséquence de la violence	199
6.3.1 Banalisation de la vie	200
6.3.2 Ordre dans le désordre.....	203
6.4 Synthèses des conditions et des conséquences de la violence.....	205
CHAPITRE VII	
LA VIOLENCE INSTRUMENTALE, UN ENSEMBLE DE MOYENS AUX SERVICE DES FINS POLITIQUES, ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET INDIVIDUELLES	209
7.1 Outil politique et/ou économique	210
7.2 Moyen de survie pour la population	241
7.3 Outil d'enrichissement.....	243
7.4 Règlement des différends	245
7.5 Tension politique par le politique.....	247
7.6 Violence pour la reconnaissance collective/individuelle ou de groupe.....	251
7.6 L'instrumentalisation de la violence	254
CHAPITRE VIII	
LA VIOLENCE FONDATRICE / REPARATRICE : UN ENJEU POLITIQUE ET SOCIAL EN HAÏTI	259
8.1 Recherche d'intégration sociale et/ou quête identitaire.....	260
8.2 Revendications collectives ou activités politiques conscientes.....	262
8.3 Destruction créatrice/violence destructrice vers l'organisation	264
8.4 Ordre précaire/ordre apparent.....	267

8.6 Prise de conscience des acteurs	272
8.7 Changer les conditions de vie, revendiquer certains droits	275
8.8 Synthèse de la violence fondatrice et présentation du modèle de violence en Haïti.....	277
CONCLUSION	
L'IMAGINAIRE DE LA VIOLENCE URBAINE EN HAÏTI.....	283
Retour réflexif sur la démarche	283
Retour sur les enjeux théoriques et sociologiques.....	289
Les limites de la recherche	305
ANNEXES A	
GUIDE D'ENTRETIEN	307
ANNEXE B	
CERTIFICAT D'APPROBATION ÉTHIQUE 1	308
ANNEXE C	
CERTIFICAT D'APPROBATION ÉTHIQUE 2	309
BIBLIOGRAPHIE	311

LISTE DES FIGURES

Figure		Page
4.1	Vue aérienne de Port-au-Prince, Martissant et Cité Soleil	101
6.1	Conditions et conséquences sociales de la violence à Cité Soleil et à Martissant	208
8.1	Cycle de la violence fondatrice/réparatrice à Cité Soleil et à Martissant	280
8.2	Représentation de la violence à Cité Soleil et Martissant	281

LISTE DE TABLEAUX

Tableau	Page
3.1 Cadre analytique et typologique de la violence en Haïti	93
4.1 Recensement à Cité Simone en 1983	107
4.2 Population de Cité Soleil	108
4.3 Statut socioprofessionnel de la population Cité Soleil – Secteur formel	113
4.4 Statut socioprofessionnel de la population Cité Soleil – Secteur informel	114
4.5 Population de Martissant	116
5.1 Synthèse des causes de la violence	174
7.1 Récapitulation de l’instrumentalisation de la violence	258

RÉSUMÉ

Cette étude vise la compréhension du phénomène de violence urbaine en Haïti, notamment à Cité Soleil et Martissant, aux travers des systèmes de représentation, des pratiques sociales et des connaissances sociales. Certes, d'autres chercheurs, avant nous, ont tenté d'expliquer ce phénomène, mais il apparaît qu'en dépit de leurs efforts, celui-ci reste une énigme. Nous assistons à une recrudescence du cycle de violence, à laquelle les acteurs locaux et internationaux tentent de donner une réponse. Force est de constater que les remèdes proposés n'ont, en rien, résolu le problème. C'est ainsi que nous nous proposons de nous ajouter à la liste de ceux qui cherchent à expliquer la situation. Pour ce faire, nous partons de l'idée que si nous abordons ce phénomène sous l'angle des rapports sociaux dans le milieu urbain, nous pourrions contribuer à en faire avancer la compréhension. Après l'inventaire des écrits sur cette violence en lien avec le contexte à la fois régional et mondial, nous sommes amenés à poser les questions suivantes et l'hypothèse qui en découle.

Questions :

- 1) Quels sont les traits caractéristiques du phénomène (contexte, conditions, causes) ?
- 2) Quels sont les types ou catégories de violence ?
- 3) Qui sont les acteurs de la violence ?
- 4) Comment les acteurs donnent-ils sens à la situation ?

Hypothèses :

- 1) La violence urbaine en Haïti est un phénomène complexe dont les explications sont multiples.
- 2) La compréhension de la violence dans les quartiers de Cité Soleil et de Martissant exige :
 - i) la prise en compte d'un contexte mondial et d'un contexte local ;
 - ii) la prise en compte du point de vue des sujets (victimes et acteurs), en fonction de la typologie.

Pour répondre à ces questions et faire la lumière sur l'hypothèse, nous avons combiné les approches de recherche déductive et inductive, puis nous avons associé les stratégies d'analyse causale et interactionniste. Ces approches se déploient à la fois dans une triple typologie et dans chacune des catégories discursives de la violence que nous avons identifiées. Les stratégies d'analyse s'appliquent particulièrement à l'aspect inductif de la recherche, lequel aspect a mis à contribution les vingt-trois témoignages des acteurs sociaux, politiques, ainsi que des données secondaires, y compris les observations de terrain, pendant une durée de six mois environ. Mais, avant d'y arriver, nous avons construit un cadre référentiel. Ce dernier consiste en une définition générale de la violence en insistant sur la violence instrumentale, destructrice et fondatrice. Cependant, après le travail de terrain, et à la lumière de nos résultats, nous avons renforcé nos référents théoriques.

Ce phénomène de violence en Haïti, principalement à Martissant et à Cité Soleil, attire l'attention, mais les fins qu'elle poursuit échappent souvent à l'intelligence. Ses causes relèvent à la fois de la crise institutionnelle, de la pauvreté et de la frustration. La première renvoie à l'irrationalité policière, à l'affaiblissement du système judiciaire, à l'absence de projet politique et à l'État voyou. La pauvreté nous renvoie au chômage, à la compétition pour les ressources disponibles, à la différenciation des populations et à l'exclusion. La frustration est caractérisée par la stigmatisation et le mépris, par la précarité et la misère, et par un système d'éducation à deux vitesses. Ainsi, cette violence se manifeste sous des formes multiples, dont les plus pertinentes sont : instrumentale, destructrice, et fondatrice/réparatrice. Instrumentale, parce qu'elle sert de moyen pour toutes les classes sociales, voire même des individus ou des groupes pour atteindre leurs objectifs politiques, économiques et sociaux. Elle est destructrice en raison de ses impacts corporels et psychiques sur l'ensemble des citoyens et notamment sur les victimes directes de cette violence. La violence est fondatrice/réparatrice, parce qu'elle comporte des motivations qui visent à attirer l'attention des décideurs politiques et/ou l'ensemble des secteurs vers de nouveaux droits sociaux. Bref, elle est un moyen de restructuration sociale.

Ce phénomène de violence en Haïti nous amène à la conclusion selon laquelle deux valeurs de justice s'affrontent dans cette société, à savoir l'égalité collective et l'égalité individuelle, sans qu'aucune d'elle ne s'impose ou arrive à cohabiter avec l'autre.

MOTS-CLÉS : violence urbaine, violence instrumentale, violence destructrice, violence fondatrice/réparatrice, égalité universaliste, égalité individualiste.

INTRODUCTION

La violence est un phénomène social qui attire l'attention et inspire bien des peurs partout où elle s'installe. Mais d'une société à une autre, les perceptions changent et se présentent sous des aspects différents. Ainsi les pays développés semblent adopter une forme de tolérance zéro par rapport à toutes les formes de violence sur leur territoire, tandis que les pays les moins avancés et les pays émergents semblent subir une violence endémique qui bloquerait l'accès à la pleine modernité.

La violence se manifeste sous des formes diverses. Ces manifestations sont généralement en lien avec le contexte de son déferlement. Par-delà les formes traditionnellement connues (physique, verbale, instrumentale, symbolique, fondatrice, destructrice, structurelle, etc.), les approches classiques ne parviennent que très partiellement à comprendre le phénomène. Pour mieux l'appréhender, le recours à la catégorisation et au témoignage deviennent, selon nous, nécessaires, et ce sera un des objectifs principaux de cette thèse comme on le verra plus loin.

Nous avons convenu, dans cette brève introduction, de présenter d'abord une mise en contexte de la violence dans la région latino-américaine. Nous poursuivons en identifiant sommairement les traits politiques, sociaux et économiques de la violence en Haïti. Cette représentation tiendra compte des thèses avancées dans la littérature, d'une part, et d'autre part, des événements ou des actes de violence tels qu'ils apparaissent dans les archives et divers documents. À la suite de quoi seulement nous pourrons exposer notre cadre d'analyse et enfin aborder les témoignages recueillis sur le terrain.

Comme nous l'avons indiqué précédemment, la violence se présente sous différentes formes selon que l'on se trouve ici et là, et il ne faudrait surtout pas en négliger le contexte géopolitique. Ricardo Peñafiel (1998) souligne par exemple qu'une série d'actions contestataires transgressives secouèrent l'Amérique latine de 1989 à 2006 et eurent pour conséquence la destitution d'un nombre important de présidents. Elles ont aussi provoqué d'importantes explosions sociales dont des grèves générales, de longues marches, des blocages de route, des manifestations de masse. Peñafiel range ces formes d'action contestataires dans la catégorie conceptuelle des « actions directes spontanées ». Il dit s'inspirer en cela du concept de « spontanéisme des masses » de Rosa Luxemburg qui cherchait à montrer que les masses, en dehors des organisations politiques de la classe ouvrière, pouvaient parvenir à une « conscience de classe » bien plus radicale que celle des « dirigeants conscientisés ». Au final, Peñafiel estime que l'action collective contemporaine en Amérique latine déborde les cadres institués et constitue un détonateur de conscience sociale. (Ibid., 1998, p. 25-26)

Ce n'est là qu'une des représentations de la violence en Amérique latine. Pour André Corten et Anne-Élizabeth Côté (2009) l'imaginaire de la violence comporte des différences notoires et des similitudes sur l'ensemble du continent. Les auteurs rapportent, d'abord, que la violence se donne au quotidien : elle est « imaginaire de l'immanence » en Colombie ; elle est l'imaginaire de la « construction fragile du bonheur » en Bolivie ; elle est l'imaginaire d'une « posture d'attente » qui se cristallise dans le religieux, dans certains milieux évangéliques en Argentine ; elle est « temporalité ambivalente » au Mexique, c'est-à-dire que les récits du passé et du présent souvent se confondent. En Haïti, elle serait la mémoire obsédante d'une « violence fondatrice ». Toujours selon eux, la violence s'exprimerait dans des réactions collectives au Mexique, en Bolivie ou au Venezuela. Enfin, elle donnerait à voir un « virage à gauche ». À noter que dans les programmes politiques d'au moins

six pays d'Amérique latine : Bolivie, Pérou, Équateur, Venezuela, Chili, Paraguay, qui connaissent ce « virage à gauche » on prétend contrarier la violence structurelle sans toutefois la sanctionner, étant donné qu'elle relève de causes systémiques. (Ibid., 2009, p. 374-379)

Nous notons que ces deux perspectives partagent l'idée que la violence se dévoile dans des actions collectives et dans des actions spontanées ou quotidiennes. Elles envisagent aussi toutes deux des spécificités relatives à chacune des formes de violence. Ces perspectives ont le mérite de poser le problème de la violence sous l'angle global du continent latino-américain. Mais il nous semble aussi intéressant de la considérer selon une vision particulariste. À cet égard, nous proposons de voir brièvement comment elle se manifeste en Bolivie et au Brésil. Pierre Beaucage (2009) a constaté que la perte de crédibilité des personnes au pouvoir en Bolivie réduit considérablement l'efficacité de la violence symbolique (celle qui conduit à la soumission à un ordre établi et qui passe inaperçue), une perte qui déboucherait sur le défaitisme. Cependant, il reconnaît que, dans certains cas, la violence a donné lieu aux mouvements de masses qui ont opposé, souvent de manière violente, de larges segments de la population à l'État bolivien. D'autre part, il signale que les répondants de son étude sont partagés quant à la cause de la violence délinquante. Pour certains, ce sont la pauvreté et le chômage, tandis que pour d'autres ce sont les médias, notamment la télévision, qui en seraient responsables. Les représentations médiatiques de la violence provoqueraient la délinquance ou la violence sociale. (Ibid., 2009, p. 149-156)

Pour sa part, Maria Stela Grossi Porto (2001) soutient la thèse qu'au Brésil, « la violence peut se constituer en tant que réponse possible à certaines manifestations d'exclusion sociale ». L'auteure s'appuie sur le fait que le processus de mondialisation constituerait un facteur d'exclusion sociale et porterait les germes de

la fragmentation sociale dans toutes les sociétés, entre autres le Brésil. Par exemple, le travail ne constitue plus l'épine dorsale de l'intégration sociale. Ainsi, les changements survenus au cours du processus de mondialisation, notamment dans le travail, amplifient les mécanismes de fragmentation sociale et les manifestations de la production et de la reproduction des inégalités, tant du point de vue matériel que symbolique. Du côté matériel, l'absence ou le manque de travail entraîne la détérioration des conditions d'existence des jeunes au point qu'ils ont souvent recours à la violence. Sur le plan symbolique, ce qui est mis en péril c'est la possibilité d'avoir un projet de vie et de se bâtir une identité. Les effets de ces manquements se répandent dans toutes les sphères de la vie en société : économiques, sociales, politiques et culturelles. (Ibid., 2001, p. 50-55)

Ces deux cas de violence en Amérique latine ont plutôt mis en avant leurs causes et leurs conséquences, sans que soient vraiment spécifiées leurs formes. Pourtant, des formes de violence se différencient dans la texture globale de la violence dans cette Amérique. Par exemple, la mémoire obsédante d'une violence fondatrice en Haïti, et la violence réponse possible à l'exclusion sociale au Brésil. Qu'en est-il de la violence dans son contexte mondial ? D'après Michel Wieviorka (2006) il existe un lien entre mondialisation et violence. Il soutient que ce lien est perceptible par l'exclusion et l'inégalité que crée la mondialisation. De plus, selon lui, la fragmentation culturelle que la mondialisation encourage est porteuse de violence à travers le monde. Il nous invite donc à ne pas faire du « tiers monde » le lieu exclusif de la violence. (Ibid., 2006) Cette thèse concorde avec celle de Grossi Porto (2001) sur le Brésil, selon laquelle la fragmentation sociale provoquée par la mondialisation accroît les inégalités, donc augmente la violence. Akané D'Orangeville (2014), pour sa part, en se basant sur plusieurs études faites sur le Japon, souligne que la criminalité chez les jeunes japonais serait due à la perte des relations sociales et à la diversité des valeurs. Les émotions non contrôlées, dans le cadre des activités

sociales ou de classes, portaient les jeunes à perpétrer des crimes de nature violente et impulsive. La criminalité serait d'autre part due aux changements des structures familiales et scolaires. L'écroulement de l'autorité parentale aurait fait augmenter d'un cran les crimes juvéniles. (Ibid., 2014, p. 274-277) Nous retenons que la perte du lien social est commune à la thèse de Grossi Porto et à celle de Wieviorka.

En ce qui concerne Haïti, les thèses soutenues sur la violence accusent-elles également la mondialisation ? Selon Alain Gilles (2008) la violence en Haïti est instrumentale puisqu'elle est l'émanation des groupes d'intérêt tels que des trafiquants de stupéfiants et des contrebandiers. (Ibid., 2008, p. 42) Marc-Arthur Fils-Aimé (2004), de son côté, souligne que la violence en Haïti vient de sources diverses : les narcotrafiquants, le chômage, les inégalités sociales et l'analphabétisme. (Ibid., 2004) En revanche, Ilionor Louis (2007) postule que cette violence est à la fois structurelle et physique. Structurelle, parce qu'elle a foulé aux pieds les droits fondamentaux de la majorité de la population, notamment celle des bidonvilles des zones métropolitaines de Port-au-Prince, aggravant les inégalités sociales et la discrimination. Physique, parce que non seulement elle n'épargne aucune catégorie sociale, mais parce qu'elle porte atteinte aux individus dans leur corps, hommes, femmes, enfants et vieux. Mais Ilionor Louis situe cette violence dans une transformation du système de la société haïtienne en connexion avec d'autres sociétés. (Ibid., 2007) Franklin Midy abonde dans le même sens, cependant il ajoute que cette violence est tout à la fois fondatrice, symbolique, culturelle, sociale et magico-religieuse. (Midy, 2009)

Le contexte haïtien et les formes spécifiques de violence que nous aurons à explorer sont toujours en attente d'explication. Les auteurs précités ne sont pour l'instant que des jalons pour comprendre le phénomène en profondeur et les liens fondamentaux

qu'il entretient avec le contexte international. Voici les objectifs, les questions et les hypothèses qui orientent notre travail :

1. Objectif

Comprendre le phénomène de la violence en Haïti de 2004 à 2012. L'argument porte sur deux cas : Cité Soleil et Martissant, une commune et une section communale dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince.

2. Questions

- a) Quels sont les traits caractéristiques du phénomène (contexte, conditions, causes) ?
- b) Quels sont les types ou catégories de violence ?
- c) Qui sont les acteurs de la violence ?
- d) Comment les sujets donnent-ils sens à la situation ?

3. Hypothèses

- a) La violence urbaine en Haïti est un phénomène complexe dont les explications sont multiples.
- b) La compréhension de la violence dans les quartiers de Cité Soleil et de Martissant exige :
 - i. la prise en compte d'un contexte mondial et d'un contexte local ;
 - ii. la prise en compte du point de vue des sujets (victimes et acteurs), en fonction de la typologie.

Nous définirons en détail chacun des éléments de notre problématique au moment opportun. Nous avons choisi de nous arrêter à la période 2004-2012, soit la période qui débute avec le coup d'État contre la présidence de Jean-Bertrand Aristide et qui se termine avec la première année du gouvernement de Michel Martelly, parce qu'il s'agit d'une période de violence effrayante et multiple. La violence, pour ainsi dire, y atteint un point culminant et éminemment contradictoire. Il nous semble nécessaire de comprendre ce moment historique de la vie du peuple haïtien. Cité Soleil et Martissant sont, au cours de cette période, réputés être les lieux les plus violents, ou du moins ceux où la violence est le plus profondément installée.

Ce travail se veut qualitatif, et de type compréhensif, en ce sens qu'il tient compte des systèmes de représentation (pensées construites), des pratiques sociales (faits « expérimentés »), (Blanchet et Gotman, cité dans Ramos, 2015, p. 37), et les connaissances sociales (le journalisme et la culture issue des médias, la littérature...) (Hamel, 2010, p. 6). Nous avons divisé l'exposé en huit chapitres. Dans le premier chapitre, on identifiera un ensemble d'événements clés, on fera état des principales explications et des tentatives de solution. Nous justifierons nos choix épistémologiques, notre méthodologie et les techniques appropriées. Dans le deuxième, nous proposons un cadre de référence et une typologie de la violence, laquelle typologie tient lieu d'idée directrice pour aborder le terrain. Le troisième chapitre explicite les dimensions analytiques de notre typologie. Le quatrième récapitule les traits démographiques, historiques, politiques, économiques et sociaux du phénomène de la violence pendant la période. Le cinquième chapitre est consacré au discours de nos témoins qui tentent de reconstituer les « causes » de la violence ; nous mettrons ce discours en relation avec notre typologie et avec « les charges théoriques » (Becker, 2009, p. 26) que comportent les témoignages de nos interviewés et les documents consultés. Dans le sixième, nous poursuivons de la même manière avec le discours sur les « conséquences » de la violence. Nous

aborderons parfois la construction des liens de cause à effet dans les témoignages, mais toujours eu égard au sens que nos répondants accordent à la situation qui est la leur. Les chapitres sept et huit décrivent les motivations « instrumentales » puis « fondatrices » que nos témoins ont avancées pour donner sens à cette violence. Elles seront analysées en fonction de l'approche compréhensive que nous avons faite nôtre. Au final, nous ferons le portrait de l'imaginaire de la violence en Haïti par un retour réflexif sur quelques enjeux théoriques et sociologiques, et nous revenons sur les limites de notre étude.

CHAPITRE I

LE PROBLÈME DE LA VIOLENCE EN HAÏTI ET SON CADRE MÉTHODOLOGIQUE

Dans ce chapitre, nous nous proposons de décrire et de commenter les faits, les événements, mais aussi les grandes théories explicatives du phénomène de la violence en Haïti. De prime abord, il n'y a pas consensus sur la nature de cette violence et ses explications. D'aucuns affirment que la cause de la violence réside dans la souffrance sociale des gens des bidonvilles, d'autres trouvent des motifs de la violence dans les affrontements politiques. En plus, sur le plan analytique, la violence apparaît sous diverses formes : structurelle, fondatrice de droit, instrumentale, symbolique, pour ne citer que les principales catégories formelles.

Dans un premier temps, nous devons brosser en quelques traits les processus sociaux qui précèdent la période à l'étude pour entrevoir son historicité. L'ensemble permettra de cerner le problème. Dans un deuxième temps, nous expliquerons le cadre méthodologique que nous avons établi pour mener cette recherche. Nous dévoilerons les principaux aspects épistémologiques de la recherche et exposerons nos techniques de collecte de données. Nous ferons également état des difficultés de l'enquête. Le tout compose un cocktail de repères historiques et épistémologiques pour la compréhension et l'appréciation de la thèse. Débutons par le problème proprement dit.

1.1 La violence en Haïti, un objet de préoccupation

Nous initions cette section par ce témoignage qui semble pertinent à la compréhension de ce phénomène.

Je ne crois pas que cette violence soit focalisée à partir de la période de 2004-2012. Selon moi, 2004 ce fut une accumulation de pratiques de violence très anarchisante. Car les civils et les agents répressifs étatiques firent de la violence un moyen pour résoudre les problèmes. Le régime des Duvalier eut à utiliser la violence contre les citoyens avec sa milice et les forces armées. À la chute du régime, la junte militaire qui lui succéda en 1986 forma des groupes paramilitaires perpétrant des actes de violence sur la population. On voyait des gens entrer par infraction au domicile des citoyens violant leurs femmes et leurs enfants comme ils volaient leurs biens. À cette même période, on constatait des gens sans vie sur des piles de fatras dans les rues. Cela se poursuivait après le coup d'État sanglant de 1990 des militaires contre le régime démocratique d'Aristide. On voyait de nouveaux groupes paramilitaires répondant au nom de « frappe » faisant des exactions sur les partisans du régime destitué par le coup de force. Ce groupe paramilitaire fut institué car il avait un leadership connu et un bâtiment logeant ces membres, proche du Palais national. Les membres de ce groupe furent appelés « brassa-rouge ». En effet, quand ils perpétrèrent la violence sur la population, ils se munissaient de leur étiquette de « brassa-rouge ». Toutefois, il y avait une autre catégorie d'individus dont le nom fut « zenglendo », qui opérait surtout la nuit. À ce moment, nous autres des organisations sociales pritions nos concours à la population des bidonvilles, notamment Cité soleil et Martissant, qui fut victime des exactions des forces paramilitaires de vols, de viols sans distinction d'âge. Il y avait même un cas d'un bébé où « des gens commirent des rapports sexuels » avec sa bouche ou une fellation, en tout cas je ne sais pas, à la suite duquel elle fut morte étranglée. Ce furent des cas qui avaient été rapportés. Avec autant d'armes en circulation soit du côté des tontons macoutes, soit du côté des civils armés, dont on ne sait qui en répondait. Il y a lieu de dire qu'il y avait une impunité généralisée qui sévissait au pays. Même après le retour à l'ordre constitutionnel en 1995 (retour du président Jean-Bertrand Aristide, destitué par les militaires), le contrôle des armes à feu ne figurait pas dans l'agenda politique des dirigeants. Dans de telle situation de violence, rétablir le cadre légal fut impossible,

alors que notre (elle et son organisation sociale) revendication articulait autour de la justice et réparation. La porte restait ouverte à toutes les sortes de pratiques de violence. Malheureusement, le « lavalas » (nom du régime que dirigeait le président Aristide) par ses comportements dictatoriaux, n'avait pas facilité les choses. Mais il était de loin de ressembler à la milice du régime des Duvalier. Cependant, les réflexes restaient les mêmes quant au vouloir rester au pouvoir par des actes de violence et d'intimidation. Il n'y avait certes pas un corps de milice comme à l'époque des Duvalier, mais on constatait que ce régime armait de très jeunes enfants, qui perpétrèrent des actes de violence sur la population au moment des mouvements de protestation contre le régime et à leur profit dans d'autres circonstances. Cette situation nous avait entraînés vers 2004-2006 à des cas de kidnapping qui était un phénomène nouveau dans l'histoire d'Haïti. (Témoignage recueilli le 29-10-2013, Haïti)

Ce témoignage décrit le processus par lequel on est arrivé à une violence extraordinaire et des plus préoccupantes. Il convient toutefois d'ajouter d'autres éléments pour faire un portrait plus adéquat de la trajectoire de la violence jusqu'à la période 2004-2012. Selon Alain Gilles (2008) la défaillance de l'État haïtien dans les années 1990 fut telle que les pays voisins l'avaient perçue comme une menace pour leur sécurité, au point qu'il a fait l'objet de sept missions de paix ou de stabilisation de la part des Nations Unies :

- Mission Civile Internationale en Haïti (MICIVIH), février 1993 ;
- Mission des Nations Unies en Haïti (MINUHA), septembre 1993 à juin 1996 ;
- Mission d'Appui des Nations Unies en Haïti (MANUH), juillet 1996 à juillet 1997 ;
- Mission de transition des Nations Unies en Haïti (MITNUH), août à novembre 1997 ;
- Mission de Police Civile des Nations Unies en Haïti (MIPONUH), décembre 1997 à mars 2000 ;

- Mission des Nations Unies pour la stabilité en Haïti (MINUSTAH), juin 2004 à nos jours. (Ibid., 2008, p. 50-51)

Dans ce contexte, il est difficile aujourd'hui de vivre en Haïti sans se préoccuper des conditions de sécurité. Le rythme et l'ampleur des actes de violence font que les probabilités d'en être victime, de près ou de loin, sont très élevées.

Est-ce à dire que ce sont ces seuls motifs qui nous portent à étudier ce phénomène ? En fait, les conflits ont toujours été pour nous une préoccupation. C'est pourquoi nos mémoires de baccalauréat en sciences juridiques en 1996 et en sociologie en 2003 traitèrent des conflits terriens en milieux ruraux. Le département de l'Artibonite, où nous avons vécu de notre petite enfance jusqu'à l'âge adulte, fut le théâtre des scènes de violence. Souvent, nous avons été frappés par les blessures infligées aux victimes et les deuils de leurs familles. Nous avons également constaté des coups et blessures portés sur les présumés coupables par les forces répressives (milices et militaires), au moment où ils sont amenés devant la première juridiction de jugement. Comme cette institution était très proche de notre domicile, cela nous a donné l'occasion d'être témoin de bon nombre de cas. Nous avons en outre pris connaissance de la diversité de la violence à titre d'avocat pendant dix ans, notamment dans le domaine du droit criminel, et comme militant des droits de la personne au sein d'un organisme de la société civile. Puis, nous avons été fonctionnaire public, attaché au ministère de la Jeunesse, des Sports et de l'Action Civique (MJSAC). Ce sont ces activités, ainsi qu'une attaque à mains armées dont nous avons été victimes (moi, ma femme et une de nos employées) à Simon Pelé, l'un des bidonvilles de l'Aire métropolitaine de Port-au-Prince, qui ont interpellé notre conscience sur la violence en Haïti, notamment à Cité Soleil et à Martissant.

Les communautés de Cité Soleil et de Martissant attirent notre attention parce qu'il semble, selon la majorité des auteurs, les rapports officiels, ainsi que nos propres

observations, que ces zones soient les véritables lieux où sont recrutés et façonnés les acteurs de violence. Ce sont ces expériences et ces observations qui nous poussent à formuler nos objectifs, nos questions de recherche et nos hypothèses afin de comprendre le phénomène.

Les thèses existantes, depuis des décennies, tentent d'expliquer les diverses formes de violence : structurelle, banale, instrumentale, fondatrice de droit ou destructrice. Comme on le verra, la violence s'approprie toutes les sphères de la vie en société : politique, sociale, économique et culturelle. En effet, Alain Gilles (2008), en citant Laënnec Hurbon (2001b), décrit en ces termes la violence post 1986 :

[...] « Nous avons vu en spectacle des crimes d'une nature bien particulière, on ne faisait pas que tuer, on violait avant de tuer, on rendait impossible jusqu'aux funérailles, jusqu'au deuil. On s'attaquait ainsi sur des interdits fondamentaux qui sont à la base du système symbolique et culturel pour montrer qu'on n'avait pas affaire à des humains. » [...] À l'incapacité de l'État, correspond une banalisation du pouvoir, qui se traduit par l'irresponsabilité, l'incertitude, l'arbitraire du pouvoir lui-même dans son exercice, et à laquelle correspond enfin une banalisation de la violence, qui devient à la fois ciblée et aléatoire et « reléguée au rang des faits divers. » (Ibid., p. 36)

D'autre part, Gilles soutient que la violence urbaine en Haïti est une réaction du pouvoir politique, à la fois ceux qui sont liés à l'appareil d'État et ceux qui n'y sont pas, ainsi que les agents de la contrebande et du trafic de stupéfiants. Il ajoute que ces éléments sont fondamentaux « pour comprendre les violences sociales et politiques qui continuent de secouer le pays et qui ont valu les missions de paix et de stabilisation depuis des années 1990. » (Ibid., 2008, p. 42)

Gilles et Hurbon ont développé deux thèses majeures par rapport à la violence en Haïti : il s'agit de la violence banale et de la violence instrumentale, étant donné qu'elle est exercée à la fois par les pouvoirs d'État et des acteurs de la société civile, d'une part, et d'autre part, elle est l'œuvre des groupes d'intérêts comme les trafiquants de stupéfiant et des contrebandiers. Mais, comment peut-on dire que la violence est à la fois banale et instrumentale en Haïti ? N'y a-t-il pas donc là une dichotomie qu'il faudrait expliquer ? Est-ce le fait du double contexte, en admettant que la violence banale se situe dans le contexte de 1986, et la violence instrumentale dans celui d'avant et d'après 2000 ? Aucune évidence ne nous a permis de le confirmer ou de l'infirmer. En attendant, nous pensons que la présentation de quelques données peut nous aider à déterminer des éléments de réponse. Par exemple, l'Enquête de mortalité, morbidité et utilisation des services (EMMUS III) réalisée par le ministère de la Santé et de la Population (MSPP) en 2000, indiquait que 35 % des femmes haïtiennes déclaraient avoir subi des violences physiques de la part de leur mari ou d'autres personnes depuis l'âge de quinze ans. 27 % des femmes disaient avoir été victime de violence physique ou sexuelle de la part de leur mari ou de leur conjoint. Le Centre Haïtien de Recherches et d'Action pour la promotion féminine (CHREPROF), de son côté, réalisa, en 1996, une étude sur la violence faite sur les femmes et les jeunes filles. Il appert que 70 % des femmes haïtiennes ont vécu des situations de violence sous différentes formes telles que physique, sexuelle, psychologique, sociale, politique. 43 % des femmes interrogées ont déclaré avoir subi l'un de ces types de violence, et 14 % ont indiqué avoir été victimes de viol.

Ces données concordent-elles avec les thèses de la banalité et de l'instrumentalisation de la violence soutenues par les deux précédents auteurs ? Si certaines évidences laissent présager que, dans ces faits, il y a quelques éléments de la violence banale, il est cependant difficile de voir son aspect instrumental. Les explications proposées sont donc lacunaires. Nous persistons à croire que la violence

à laquelle les Haïtiens font face depuis 1986 est de formes diverses et se spécifie selon les conjonctures.

La démarche de Robert Muggah (2005) peut nous en dire davantage. Muggah dresse un tableau dramatique de la violence au cours de la fin de l'année 2004. Selon lui, les bandes armées dans les dix provinces d'Haïti menaçaient « la sécurité humaine ». Il rapporte que la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTHA) dénombrait une trentaine de bandes armées dans la capitale, sans compter d'autres groupuscules qui y opéraient, dont les chimères favorables à Aristide, les « Zenglendos » (voleurs à mains armées) et les rebelles, ex-membres des forces armées d'Haïti (FADH). Les alliances entre les groupes armés sont dynamiques et fluides en raison du contrôle que chacun veut avoir sur sa communauté respective. Après le départ d'Aristide, les groupes s'adonnèrent à des formes traditionnelles d'extorsion, comme le vol de voitures avec violence, l'enlèvement et l'attaque à mains armées. Les groupes utilisaient des armes variées : M16, M4, T-65, Uzis, pistolets. (Ibid., 2005)

Muggah se penche également sur les effets de la violence et de l'insécurité. Il estime que la violence armée a tué au moins mil six-cents personnes dans l'année qui a suivi le départ forcé de l'ex-président Aristide en 2004. Ce nombre se répartit en neuf-cents morts par violence intentionnelle en février et mars, ainsi qu'au moins sept-cents cas de morts par balle reconnus entre septembre et juin de la même année. En outre, il souligne que les violences sexuelles sont des causes supplémentaires de blessures mortelles et non mortelles. Les femmes (jeunes femmes et jeunes filles) sont notamment exposées à la violence armée. Muggah ne peut s'appuyer sur des sources sûres qui recenseraient les cas de violence sexuelle contre les femmes ; il doit faire confiance aux nombreux témoignages. L'auteur est arrivé à la conclusion qu'« une des raisons pour laquelle la violence armée tend à être si meurtrière en Haïti

est l'extrême faiblesse de l'infrastructure des services publics, et particulièrement de la santé et de la police. » (Ibid., 2005, p. 23-26) Il faut reconnaître que cette thèse garde toute son importance dans la compréhension du phénomène de violence en Haïti. Cependant elle n'est pas la seule.

De l'avis de Marc-Arthur Fils-Aimé (2004) les quartiers populaires Bel-Air, Cité Soleil et Martissant sont les principaux centres de violences après le départ d'Aristide. Les bandits, les chimères aristidiens qui s'autoproclamaient « lame san tet » (armé sans commandement), baptisaient leurs actes de violence du nom d'« opération Bagdad » en référence au contexte de guerre entre les USA et l'Irak. Ces acteurs violents furent tous et toutes dans les tranches d'âges de douze à vingt ans. Ils étaient lourdement armés. Ils tuaient et décapitaient plusieurs personnes. Certains indices montrent que les anciens membres de la garde présidentielle révoqués après le départ du président Aristide alimentaient la violence, tout comme les anciens militaires ayant participé à la lutte armée contre l'ex-président Jean-Bertrand Aristide. Cette violence, selon Fils-Aimé, qui déferlait dans des bidonvilles, et dont la politique serait la cause, ne serait qu'un prétexte, car elle peut avoir des motivations diverses telles que le trafic de la drogue, le chômage, l'inégalité sociale et l'analphabétisme. (Fils-Aimé, 2004) L'auteur cependant évite de qualifier de bandits toute la population des bidonvilles.

Ces deux perspectives et les argumentaires qui s'y rattachent nous éclairent un peu plus, non seulement sur les acteurs directs des actes de violence, mais aussi sur les facteurs qui peuvent donner lieu à ces scènes de violence. Toutefois, elles n'ont pas permis de cerner le phénomène. De toute évidence, la violence n'a pas cessé d'attirer l'attention et de générer des explications concurrentes. C'est ainsi que la Commission épiscopale nationale Justice et Paix a émis une opinion pour le moins contradictoire.

Dans son 38^e rapport sur la violence dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, cette commission a constaté une recrudescence de la violence par les armes, dont quatre personnes sont victimes au moins par jour. Cela a créé de la peur au sein de la communauté. La commission a toutefois retenu que, malgré ce constat, le peuple haïtien n'est pas violent en considérant les conditions infrahumaines dans lesquelles il vit. (Commission Épiscopale Nationale Justice et Paix, janvier à mars 2001)

Selon ce même rapport, la violence au lieu de diminuer s'est accrue dans sa forme la plus brutale et ouverte. Les réseaux criminels dans les banlieues comptent dans leurs rangs de nombreux jeunes et même des enfants. Les policiers tout comme la population civile en sont victimes. En effet, on comptait deux-cent-quarante-sept cas de personnes tuées par balle et vingt-quatre cas de crimes par arme blanche entre janvier et mars 2011, alors que pour la période précédente on n'avait dénombré que deux-cent-soixante-deux cas. D'autre part, le rapport mentionne que quatre-vingts personnes sont victimes de la violence des groupes armés identifiés, parmi lesquels les vingt-quatre cas ci-dessus. On ne nie pas toutefois que le nombre réel de victimes puisse être plus élevé. Enfin, le nombre de victimes par intervention policière est de sept personnes.

Ce rapport relève aussi que les banlieues qui font les frais de la violence sont notamment Martissant (Grand-ravine et Cité Ti bwa) et Cité Soleil. Il a de plus établi un lien entre les gangs armés et certains agents de la Police nationale. Ceux-ci informent les gangs des éventuelles interventions policières. Par ailleurs, ce rapport a dénoncé la mauvaise qualité des interventions policières, qui ne tiendraient pas compte de la complexité géographique et sociologique des bidonvilles. De même, il a reproché l'absence de violence légitime de l'État, mais reconnaît que cette violence est la résultante d'une situation de conflit mal géré. Les conditions de vie de la population dans la périphérie de la capitale sont, en effet, des éléments significatifs

qui entraînent nombre de personnes dans des actes de violence. Les droits des citoyens sont bafoués, car le chômage et la misère sont à leur comble. Seuls les services publics fonctionnant en toute légitimité pourraient garantir la paix et la sécurité de tous.

Voilà, au bout du compte, les deux éléments sur lesquels le rapport attire notre attention : un conflit social mal géré, et le manque de légitimité de l'État. Mais ne faut-il pas prendre garde et éviter de confondre conflit et violence ? Le rapport en effet parle de conflit lorsqu'il désigne l'action des gangs, et de conflit encore lorsqu'il s'agit des institutions devant garantir la paix. Dans un contexte mondial où l'on invoque sans cesse la fin du politique et où l'on réduit l'État au rôle exclusif de gardien de la propriété, comment les services publics pourraient-ils résorber le problème de la violence ? Si la violence, selon ce rapport, trouve son origine dans la misère, il est loin d'être certain qu'elle se réglera par le politique. D'autres éléments sont à prendre en compte. Nous mettrons maintenant en relief la proposition de la Commission Nationale de Désarmement, de Démantèlement et de Réinsertion (CNDR) selon laquelle on doit situer la violence dans un contexte migratoire. Dans son rapport du premier août 2011, la CNDR rappelle que les années 1950 sont marquées par des vagues importantes de migration vers les villes d'Haïti, d'où l'implantation anarchique des bidonvilles. Ainsi, la troisième génération de ces migrants, qui n'ont jamais été supportés par une politique publique, tout au moins sectorielle, constitue aujourd'hui un repère des gangs armés, se combinant avec des manipulateurs idéologiques et politiques. Selon ce même rapport, les efforts entrepris par ladite commission avec certaines institutions de l'État entre 2004 et 2006 avaient par ailleurs permis de réduire les actes de violence dans les bidonvilles du pays, notamment dans celles de la capitale. Par contre, après le séisme du douze janvier 2010 un regain de violence avait été constaté à Cité Soleil et à Martissant. Mais les appareils répressifs, ainsi que les interventions socio-économiques de la commission,

ont permis tout au moins de freiner les actes de violence. La commission reconnaît, toutefois, que la crise économique mondiale, y compris la marginalisation et l'exclusion de ces jeunes de la vie sociale et économique, peuvent encore contribuer à la résurgence de la criminalité, puisqu'elle correspondrait souvent à une lutte pour la survie. La CNDR fait donc appel à une politique publique en faveur des jeunes, c'est-à-dire une politique d'inclusion pour garantir la paix des rues. En d'autres termes, la commission a recommandé que l'on traite le problème à partir de ces causes sociales, économiques et spatiales. Par ailleurs, la commission a aussi permis la récupération de quatre-cents armes à feu. Celles-ci sont pour la plupart des armes automatiques, des fusils de calibre douze et des pistolets révolvers. Néanmoins, la commission dit n'avoir pas réussi à récupérer toutes les armes du secteur privé étant donné que le programme avait un caractère volontaire. Peut-on conclure que les armes ayant appartenu au secteur privé, dans certaines circonstances, alimenteraient la violence ? Cela reste à déterminer.

Il semble que ce rapport rejoint celui de la Commission épiscopale Justice et Paix en ce sens qu'ils préconisent les mêmes solutions à la violence haïtienne : la prise en charge des jeunes, le fonctionnement adéquat des services publics. Pourtant, les deux commissions divergent dans leur diagnostic. Considérons à titre d'exemple, la référence à la crise économique mondiale et la marginalisation, ainsi que l'exclusion des jeunes dont le rapport de la CNDR. Peut-on dire qu'il existe un lien réel entre la marginalisation, l'exclusion et la crise économique mondiale ?

C'est une thèse qu'Ilionor Louis (2007) a déjà soutenue. En effet, son étude des quartiers de pauvreté absolue et de marginalité extrême, renvoie la violence urbaine en Haïti, notamment à Port-au-Prince, aux inégalités sociales, à la détérioration des conditions de vie dans les bidonvilles, à l'instabilité politique, à la discrimination, à l'absence continue de l'État, ainsi qu'au retrait des populations du marché de

l'emploi. Il soutient aussi que cette violence à double dimension sévissait autant en Haïti que dans les pays du Sud pour avoir appliqué les « recettes néolibérales ». Cette double dimension est la violence physique qui n'épargne aucune catégorie sociale (riches et pauvres) ; et la violence structurelle, matérialisée dans le non-respect des droits fondamentaux de la majorité de la population. L'auteur invite toutefois à comprendre cette violence « dans le processus diachronique des transformations historiques que connaît notre système de société lui-même en connexion avec l'évolution d'autres sociétés ». Il cite en exemple les favelas de Sao Paolo, les bidonvilles de Santo-Domingo, les ghettos de New York et de Chicago. (Louis, 2007)

Bien qu'elle porte sur la violence en Haïti, la thèse de Louis implique le contexte socio-politico-économique mondial, en nous invitant à comprendre la violence dans le processus diachronique des transformations historiques des sociétés. Maria S. Grossi Porto et Michel Wieviorka en ont fait état également, et ils reconnaissent le lien que la mondialisation entretient avec la violence. Mais il est prématuré d'en conclure que c'est précisément le cas en Haïti. En effet, les événements et les contextes de déferlement de cette violence exigent autant de regards croisés que de regards exclusifs. C'est ainsi que Gilles (2008) retient deux principaux aspects de la violence. Le premier circonscrit la violence dans une perspective de migration rurale vers les villes autour des années 1980, il s'agirait donc avant tout d'une violence urbaine, médiatisée par des facteurs tant sociaux que politiques. Ce faisant, l'auteur écarte la thèse selon laquelle la violence serait liée seulement à la grande pauvreté (violence structurelle). Le second aspect, sur lequel nous avons aussi insisté, est que cette violence urbaine est comprise comme le produit d'une majorité de leaders politiques, liés ou non au pouvoir d'État, ainsi que des agents de la contrebande et du trafic de stupéfiants. Gilles qualifie cette violence d'instrumentale. (Ibid., 2008, p. 38-42)

Dans cette même optique, il est utile de rappeler la position du journaliste, documentariste et écrivain Arnaud Robert. En janvier 2011, Robert publia un article intitulé « Les Nantis d'Haïti », dans lequel il faisait remarquer que 3 % de possédants gèrent 80 % de l'économie d'Haïti. Dans le même souffle, il traite du drame des riches. Car, selon lui, ceux-ci sont la cible des gangs, en partie structurés par des Haïtiens déportés des États-Unis. Ceux-ci ont fait du kidnapping une « rente redistributive à l'endroit du ghetto de Cité Soleil ». Arnaud et Gilles n'ont pas les seuls à avoir des perspectives différentes si nous considérons la thèse de Franklin Midy (2009). Midy qualifie de « fondatrice de droit et d'ordre social nouveau » la violence en Haïti, en rappelant le proverbe « Bay kou bliye ; pote mak sonje », qu'on traduit par « Donner des coups s'oublie ; en porter des marques colle à la mémoire ». Ce proverbe a sa source profonde dans le passé aussi bien que dans la situation actuelle de violence en Haïti. Dans une autre optique, mais dans le même contexte d'une violence fondatrice de droit, Midy estime qu'il faut examiner les formes de violence selon trois plans d'analyse : en gros plan, en plan d'ensemble et à l'arrière-plan. Le premier plan renvoie à la violence physique et psychologique, ou bien à la violence morale, ou bien à la violence symbolique. La violence physique s'exprime dans l'enlèvement, le viol et le vol, tandis que celle psychologique se dévoile par l'intermédiaire de l'injure du conjoint pour sa conjointe, des paroles dépréciatives du père à l'endroit de ses enfants et des chicanes de voisinage. Le plan d'ensemble renvoie à la violence familiale, à la violence économique, à la violence militaire/policière, à la violence sociale et à la violence culturelle. Ce plan inclut les coups du conjoint contre sa conjointe, la bastonnade des enfants par les parents ; le chômage ; la violence inter-partis ; la répression policière. L'arrière-plan renvoie à la violence structurelle/institutionnelle, ou bien environnementale et à la violence magico-religieuse. Celui-ci se donne à voir dans le chômage, l'État irresponsable, l'impunité ; les règlements de compte par des procédés de sorcellerie. (Ibid., 2009, p.246-253) Il nous semble que ce n'est pas Roberson Édouard (2013) qui

contredirait l'affirmation majeure (violence fondatrice de droit) de ce dernier, puisque selon lui la violence n'envoie pas toujours à la destruction ou à la vengeance, elle peut être « source de vie, d'équilibre et de création ». Toutefois, il soutient que la violence en Haïti est fondamentalement rituelle, symbolique, primordiale, institutionnelle et structurelle. (Ibid., 2013, p. 10) Encore, pouvons-nous retenir qu'il rejoint Midy dans l'inventaire des formes de violence Haïtienne, excepté la violence primordiale.

Nous constatons la complexité des interprétations de la violence en Haïti. Voyons maintenant ce qu'il en est de l'action publique.

1.1.1 Les mesures des autorités établies pour enrayer la violence

L'arrivée des casques bleus en Haïti, après le départ forcé du président Jean-Bertrand Aristide en 2004, s'avère, pour dire le moins, peu efficace pour garantir la paix des rues et du régime. Car le peu qu'ils ont apporté semble loin d'être durable en terme organisationnel, étant donné qu'il est toujours impossible pour les gouvernants d'envisager la date approximative de leur retrait et/ou le moment où les institutions nationales s'assureraient à elles seules la gouvernance de la République. Les observateurs constatent la faible consolidation des institutions, y compris des forces de maintien de l'ordre. Les programmes de réinsertion sociale sont d'autre part créés dans des quartiers chauds où la violence s'installe et on a procédé à un désarmement partiel. Ce qui nous ramène à un train de mesures pour agir sur des facteurs de violence jusque-là identifiés et jugés pertinents par les gouvernants. Cependant, il semble que les efforts déployés depuis des décennies pour déterminer les causes de cette violence et les enrayer, sont encore loin d'être payants.

Entre 2006 et 2011, sous le régime du président René Préval, on assiste à la promulgation de la loi anti-kidnapping, on met en place le plan de promotion des enfants vulnérables par l'UNICEF et ses partenaires locaux, le plan contre les violences faites aux femmes, y compris les mesures prises par les forces répressives institutionnalisées, pour ne citer que cela. Quelques indices laissent croire à une régression de certains actes violents. Par exemple, la Police nationale d'Haïti dit avoir enregistré seulement dix cas de kidnapping au cours du mois de février 2008. Le porte-parole de la Police des Nations Unies (UNPOL), John Walter Destiné, quant à lui, a parlé d'une réduction du kidnapping de 76% au cours du mois de mai 2008 par rapport au mois de février. (Destiné, 2009) Le phénomène de kidnapping, quoique nouveau en Haïti, malgré son ralentissement, reste encore une énigme pour les pouvoirs publics.

L'avènement du président Joseph Michel Martelly en mai 2012, malgré les espoirs qu'il a fait naître, ne semble pas avoir résorbé significativement la violence. En effet, malgré la poursuite des mesures du précédent régime et même le renforcement des activités à caractère social, la peur continue de régner en Haïti. On a vu encore récemment une recrudescence des actes de violence, comme le kidnapping, le vol à mains armées. C'est comme si l'on voulait confirmer la thèse de la violence banale ; pour peu de chose, on peut se faire tuer par un bandit. Une personne, après avoir fait un retrait de sept cents dollars en banque, peut aisément laisser sa peau. Pourtant, le dernier rapport de la Mission des Nations Unies pour la Paix et la Stabilisation en Haïti (MUNUSTAH) soutient que la violence est en réduction en Haïti. (Rapport Amérique latine/caraïbes, no 44, 2 août 2012)

On est toujours à même de se demander si les mesures sont bien en adéquation avec les besoins véritables de la population haïtienne. Les pouvoirs publics sont encore incapables de rassurer la population sur les risques de violence dont elle peut être

victime à tout instant. Ces faits ne sont pas le fruit du hasard, ils résultent d'une réalité à laquelle les Haïtiens doivent faire face.

Mais comment peut-on faire face à un phénomène quand on ne le comprend pas tout à fait ? Bien qu'on puisse dire qu'il est compréhensible en raison des thèses soutenues par des auteurs précités.

Dans une situation aussi complexe, et face à la diversité des interprétations, il est difficile pour un chercheur de prétendre comprendre le phénomène de violence en Haïti, voire de s'imaginer qu'on pourrait la réduire ou l'estomper de manière durable. Il est tout aussi difficile d'identifier les acteurs de cette violence, même si la littérature sur la question semble désigner « les jeunes ». Cette piste est bien entendu évidente, étant donné que la population haïtienne est très jeune. Selon le dernier recensement de 2003 de l'Institut de Statistique Haïti et d'Informatique (ISHI), plus de la moitié de la population a moins de vingt-et-un ans. En 2010, on estimait que le groupe des 15-29 ans représentait 29,48% de la population globale, soit 9 896 000 habitants.

C'est face à de tels constats que nous avons formulé l'hypothèse voulant que la violence urbaine en Haïti soit un phénomène complexe dont les explications sont multiples. Pour comprendre la violence, nous proposons de l'examiner au prisme du contexte mondial tout en accordant une attention très particulière aux perceptions et aux discours des intervenants sociaux, des acteurs politiques et des observateurs avisés, et cela en lien avec notre typologie de la violence : violence instrumentale, violence destructrice et violence fondatrice. Celles-ci constituent les idées directrices par lesquelles nous aborderons le terrain. Mais avant de proposer le cadre théorique qui embrassera l'ensemble des théories de violence et le modèle d'objectivation du

phénomène, il nous importe de justifier nos choix épistémologiques, notre méthodologie et nos techniques d'enquête.

1.2 Méthodologie du travail

Comme nous l'avons mentionné plus haut, les localités de Cité Soleil et de Martissant, plus précisément Cité petit bois et Grand-ravine, seront nos univers de travail. Ainsi, notre étude se veut une étude de cas. Comme toute étude de cas, nous avons combiné des entrevues avec des acteurs sociaux et politiques, des données de nature quantitative et qualitative. (Noël, 2011, p. 158) A. P. Pires (1997), en se penchant sur le rapport de celles-ci, affirme l'urgente nécessité d'assouplir leur lien pour produire une connaissance heuristique. (Ibid., 1997, p.129) Mais pour y arriver, nous avons établi une méthodologie par laquelle nous cherchons à comprendre ce que signifie la violence, et comment elle peut aggraver la fragmentation de la société.

Nous soulignons premièrement l'importance du contexte sociohistorique, la démographie et les caractéristiques sociales, économiques et politiques de ces deux localités. Nous justifions deuxièmement la méthode qualitative et la technique d'entretien.

1.2.1 Analyse documentaire

En tout premier lieu, nous avons fait une recension des écrits relatifs au phénomène de violence en Haïti. Cela nous a permis de découvrir en partie la nature et l'ampleur du phénomène. Les documents dans lesquels nous avons puisé sont de type divers. Ce sont des rapports, des revues spécialisées, des journaux traitant des aspects factuels du phénomène, des livres d'auteurs haïtiens et ceux d'outre-mer, qui ont

travaillé sur la violence dans une perspective mondiale et régionale. Nous nous sommes basé sur ces documents pour construire notre problème et notre proposition de recherche. Ces documents, notamment les journaux, nous ont permis aussi de considérer des événements clés pour construire notre typologie, nous inspirant en cela de Dominique Schnapper. (Schnapper, 2012, p. 130, 131)

En ce qui a trait au contexte sociohistorique et démographique de la violence, et aux caractéristiques sociales, économiques et politiques, ainsi qu'à l'histoire des phénomènes de violence entre 2004 et 2012 dans les localités à l'étude, nous avons utilisé les documents disponibles dans les archives de la Bibliothèque nationale d'Haïti, des institutions privées, des bibliothèques de particuliers, des sites internet des institutions internationales, entre autres l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI). Nous avons également interviewé des notables du milieu et certaines personnes ayant une connaissance historique de ces deux localités. Comme on le verra plus loin au chapitre 3, au moment d'établir nos catégories analytiques, nous avons confronté nos entrevues avec les données documentaires. (Ibid., 2012, p. 138,139)

Par ailleurs, les données documentaires ont aussi inspiré notre analyse globale et nos conclusions.

1.2.2 Informateurs-clés

Nous avons avant tout voulu recueillir le témoignage d'acteurs sociaux qui ont observé la violence dans les quartiers de Cité Soleil et de Martissant. Ces acteurs ont également travaillé auprès de groupes violents. Aucun chercheur ne peut au petit bonheur s'y rendre pour interviewer qui bon lui semble. Toute tentative de ce genre

risquerait d'obtenir des informations biaisées, et irait d'ailleurs à l'encontre des règles éthiques en cette matière.

Nous avons en conséquence contacté quelques-uns des principaux acteurs qui ont travaillé dans les communautés et auprès des chefs de gang, ainsi que des leaders d'association et des directeurs de programmes sociaux. Nous sommes aussi entré en relation avec plusieurs directeurs d'école et certains acteurs politiques qui nous ont accordé une entrevue et qui ont facilité le travail de terrain. L'effet boule de neige nous a permis de rencontrer d'autres acteurs institutionnels et diverses personnalités qui ont une connaissance de la violence dans les quartiers à l'étude. Ainsi, chemin faisant, nous croyons avoir évité les biais et nous être assuré de la qualité des témoignages. (Boutin, 2008, p. 105-107) Nos enquêtés ont presque tous répondu à nos questions dans leurs bureaux respectifs et/ou dans leurs lieux de travail dans les quartiers de Cité Soleil et de Martissant. Certains en ont profité pour nous faire visiter le quartier. Malheureusement, nos témoins avaient jugé imprudent de faire des photos. Les autres ont répondu à nos questions dans des espaces publics. Il faut noter que, dans certains cas, après un premier contact, l'obligation nous a été faite de formaliser officiellement l'entente d'entrevue par une lettre. Notons que parmi nos enquêtés, nous avons trouvé deux victimes directes de cette violence, soit par kidnapping, soit par tentative d'assassinat par balle, sans que nous le sachions au préalable. L'un est un acteur de la société civile, l'autre est une autorité publique de haut niveau.

1.2.3 Entretiens

Nous avons initialement prévu des entretiens non directifs. Selon Jean Poupard (1997), l'entretien non directif, comme technique de recherche, est une des façons d'enrichir le matériel d'analyse et le contenu de la recherche. Ce type d'entretien

favorise, grâce à son ouverture, l'afflux d'informations nouvelles susceptibles d'être déterminantes pour la compréhension de l'univers de l'interviewé et de l'objet étudié. (Ibid., 1997, p. 183-184) Il permet aussi une meilleure mise en perspective de l'expérience de l'interviewé, pour ne citer que cela. Après réflexion cependant, en raison des obstacles éthiques qui n'auraient pas manqué de se présenter, tels que l'absence de garanties suffisantes en cas de choc traumatique ou de poursuite judiciaire, nous avons privilégié l'entretien semi-directif. Nous avons au préalable obtenu le consentement de quinze personnalités et intervenants dans ces quartiers pour les entrevues. Considérant sur place les enjeux et les configurations des quartiers en conflit, nous avons jugé opportun d'ajouter six autres répondants. Une seule de ces personnes n'a pu finalement répondre à nos questions. Il est important de mentionner que, malgré qu'il s'agisse de deux sites distincts, nos interviewés ne sont pas répartis en proportion égale, ni proportionnellement aux populations respectives de Cité Soleil et de Martissant. Il est vrai que le caractère « hypothético-inductif » de l'enquête ne nous y oblige pas. (Sauvayre, 2013, p. 28) Nombre d'interviewés connaissent les deux terrains pour y avoir travaillé, d'autres pour les avoir observés, certains n'en connaissent qu'un seul ; on constatera que nos répondants ont parlé davantage de Cité Soleil, mais cela n'entache pas la valeur des témoignages. En ce qui a trait au temps réservé pour l'entrevue, en nous inspirant des bonnes pratiques (Gouvernement du Québec, 2009 ; Boudin, 2008), la durée minimale de nos entretiens était fixée à quarante-cinq minutes et la durée maximale à quatre-vingt-dix minutes. Quelques entrevues ont dépassé la durée maximale. Ajoutons qu'un guide d'entretien a été soumis à chacun de nos interviewés.

Mis à part ces considérations, nous devons rappeler que notre travail s'inscrit dans une perspective compréhensive axée sur les acteurs sociaux. Ainsi avons-nous trouvé utile de chercher à appréhender la violence par une approche qualitative et par la technique d'entretiens semi-directifs. Tout en étant en bonne partie inductif, notre

travail ne part pas non plus de rien. Nos entretiens ont été conduits à partir d'une typologie de la violence — instrumentale, destructrice, et fondatrice — mais sans que nos répondants y soient confinés. En d'autres mots, nous nous permettrons de sortir du cadre de notre typologie, le cas échéant, pour construire de nouveaux « espaces d'attributs » (Schnapper, 2010, p. 334) selon le contenu des témoignages.

1.2.4 Collecte et traitement des données

Nos entrevues sont enregistrées sur un magnétophone et transcrites. Nous avons recensé tous les thèmes de discours ayant trait aux « causes », aux « effets » et aux « motifs » de la violence. Puis, nous avons regroupé ces thèmes par catégorie. Nous avons aussi inséré dans l'analyse les données documentaires pertinentes. Il faut ajouter que nos catégories tiennent compte des thématiques de notre modèle d'observation initial, notre typologie de la violence en Haïti, nous appuyant ainsi sur nos « intuitions raisonnées ». (Soulet, 2006)

Dans un premier temps, nous avons procédé à une analyse de type séquentiel en passant par une description-narration de celle construite par les témoins et données en cours. (Dumez, 2013, p. 99-145) Dans un deuxième temps, pour contextualiser les discours des acteurs et les données documentaires à la fois qualitatives et quantitative, nous avons fait appel à deux « schèmes d'intelligibilité » : causal et actanciel. (Berthelot, 1990, 2004, p. 62-81 ; 78-80) Nous avons aussi mis à contribution les stratégies explicatives d'Alain Touraine dans l'analyse de l'action, telles que nous les retrouvons chez Geoffrey Pleyers (2008). C'est, en effet, dans les chapitres abordant les « causes » de la violence dans le discours de nos répondants que nous avons systématiquement utilisé le schème d'intelligibilité causal. Dans les chapitres qui font état des « motivations », nous avons mis en évidence les

mécanismes du schème actanciel selon Berthelot et Touraine, pour faire la lumière sur le sens que donnent les répondants à la violence.

Nous avons osé combiner les styles analytiques, en accord avec Berthelot qui soutient qu'« il est toujours possible de basculer d'un style à l'autre. À condition, cependant, de respecter les normes argumentatives qui lui sont associées. » (Berthelot, 2004, p. 207) Il n'est pas le seul à y croire, puisque Roy et Hurtubise (2013) en posant le problème de l'analyse des phénomènes sociaux, soutiennent la même complémentarité entre les perspectives dites de cause/effet, de producteur/produit et d'interactions des acteurs (Ibid., 2013, P. 341). Roy et Hurtubise s'appuient eux-mêmes sur la « pensée complexe » d'Edgard Morin (1900) Pour justifier encore notre approche, nous rappelons à la suite de Pierre Paillé (2006) que l'interprétation est « une approximation », « une relation », « un engagement ». (Ibid., 2006, p. 117-119) Et, en tant que telle, elle n'est pas une science exacte ; les discours à interpréter sont mis en relation avec l'histoire, avec des sources et des traces, avec des théories, les discours des uns avec celui des autres, avec les lecteurs ; l'interprétation engage enfin le chercheur parce qu'elle lui donne aussi la parole.

Notre recherche constitue également une étude de cas, portant sur deux quartiers spécifiques. Elle est donc soumise aux règles appropriées ; classiquement, nous devrions analyser les deux cas l'un après l'autre, puis chercher les ressemblances et les dissemblances, pour enfin aboutir à une conclusion en fonction de notre problème de recherche ou de notre hypothèse de travail. Mais nous avons suivi une autre démarche, en raison des difficultés du terrain auxquelles nous avons fait allusion plus haut. En outre, nous avons tenté, sans succès, de réaliser des entrevues avec les deux principaux chefs de gang de Martissant, dans l'espoir d'arriver à un portrait plus équilibré des deux quartiers. C'est pourquoi nous avons adopté la position d'Alain Noël (2011) selon laquelle « les cas multiples ne doivent pas servir à produire plus

d'informations de même nature, mais au contraire permettre de dégager des convergences et des divergences entre différents cas pour répondre à la question du chercheur. » (Ibid., 2011, p.169)

C'est ainsi que nous avons surtout fait ressortir les points de convergence et de divergence des deux sites à l'étude, et nous les avons analysés en regard des données quantitatives (démographiques et/ou statistiques) et qualitatives disponibles, et bien évidemment en regard de notre cadre analytique et typologique portant sur les discours des acteurs.

CHAPITRE II

LES THÉORIES DE LA VIOLENCE

La violence s'avère un domaine des sciences sociales dont les contours sont à la fois saisissables et insaisissables. Dans ses manifestations, elle imprègne à la fois le désordre et l'organisation sociale, politique et économique, qui procure la souffrance à certains et la jouissance à d'autres. Tout est contexte de son déferlement.

Dans le cadre de ce travail, toutefois, nous avons tenté de tenir compte des formes de violence les plus fréquentes, notamment les catégories de violence identifiées dans notre problème de recherche et celles retrouvées dans les témoignages de nos témoins, y compris les données secondaires faisant partie de la problématique de violence en Haïti. Nous établissons leur lien respectif, ainsi que leur point de différence. Ainsi, nous décrivons la vision générale de la violence à partir d'un ensemble de définitions, comme la violence symbolique, la violence interindividuelle, la violence collective, la violence d'État, la violence structurelle, la violence sociale, la violence urbaine, la violence banale, puis les catégories de violence instrumentale, violence destructrice et violence fondatrice. Nous insistons sur ces dernières puisqu'elles constituent les idées directrices par lesquelles le terrain est abordé.

2.1 Vision générale de la violence

La violence est plus qu'une simple contrainte, car son champ s'applique à d'autres niveaux : satisfaire des pulsions de colère, de haine ou des sentiments négatifs. En d'autres termes, l'acte violent ne vise pas en tout temps la contrainte, puisqu'il peut chercher à salir, à détruire et/ou à se construire. (Crettiez, 2008, p. 5) Pour Wieviorka (2005), elle s'applique à un nombre infini de phénomènes à caractère individuel ou collectif : la délinquance, le crime, la révolution, le massacre de masse, l'émeute, la guerre, le terroriste, le harcèlement. Son domaine d'application peut aussi s'étendre sur des dimensions morales comme la notion de violence symbolique dans l'œuvre de Bourdieu. Celle-ci s'exercerait dans un système ou bien dans un État où les acteurs dominants refusent aux dominés de penser par eux-mêmes les propriétés (catégories) leur permettant de penser leur domination. (Ibid, 2005, p.14) Tous deux, Crettiez et Wieviorka, partagent l'idée du champ étendu d'application ou des formes multiples de la violence. Quant à Meyran (2006), après avoir estimé que la violence minimale est l'usage de la force physique ou psychologique en vue de contraindre quelqu'un ou un groupe à agir contre sa volonté, s'empresse d'affirmer qu'on l'identifie dans cinq « domaines redoutables » des sciences humaines de nos jours, dans une perspective opératoire. Le premier domaine est la violence physique et la violence morale (symbolique). Le deuxième pose le problème des limites de la conscience, du « moi », car s'interroger sur l'acte violent est une question de choix. Le troisième ne donne jamais la violence pour telle, celle-ci existe si seulement on la nomme, c'est donc l'« aspect performatif » selon Jean Jamin. Le quatrième positionne la violence sur le terrain de l'éthique (ce qui est bien ou mal, juste ou injuste). Le cinquième renvoie à s'interroger sur son substrat « naturel » : agressivité, pulsions, libido ou hormones. En un mot, Meyran l'inscrit dans la dualité opposant la nature humaine et la culture. Celle-là rejoint Hobbes dans son caractère inné et préexistant à la vie en société. Celle-ci porte l'empreinte de Rousseau, étant donné que celui-ci prétend que l'homme est né bon, mais la société le rend violent. Ainsi,

Meyran place l'école comme lieu de détention du monopole de la violence symbolique légitime, en se référant à Pierre Bourdieu et à Jean-Claude Passeron (1970). Ce que ces derniers expliquent par la transmission masquée d'un capital culturel (habitus). (Ibid., 2006, p.7-10) Jean-Claude Chesnais (1981) identifie, pour sa part, trois types de phénomènes de violence : violences physiques, violences économiques et violences morales ou symboliques. Le premier renvoie aux homicides, aux viols, aux coups et blessures..., le deuxième aux atteintes contre les biens et le dernier aux celles de la dignité de la personne (Chesnais, cité dans Le Goaziou, 2004, p.10).

Cette diversité de perspectives de violence et l'enchevêtrement dont elles font l'objet, à bien des égards, nous amènent à considérer les caractéristiques spécifiques de certains types de violence pour mieux nous éclairer sur sa généralité. Comme la violence symbolique a parcouru presque l'ensemble des perspectives précitées, nous démarrons avec elle.

2.1.1 Violence symbolique

[...] le terme de violence symbolique qui dit expressément la rupture avec toutes les représentations spontanées et les conceptions spontanéistes de l'action pédagogique comme action non violente, se soit imposé pour signifier l'unité théorique de toutes les actions caractérisées par le double arbitraire de l'imposition symbolique, en même temps que l'appartenance de cette théorie générale des actions de violence symbolique (qu'elles soient exercées par le guérisseur, le sorcier, le prêtre, le prophète, le propagandiste, le professeur, psychiatre ou le psychanalyste) à une théorie générale de la violence et de la violence légitime, appartenance dont témoignent directement la substituabilité des différentes formes de violence sociale et indirectement l'homologie entre le monopole scolaire de la violence symbolique légitime et la monopole étatique de l'exercice légitime de la violence physique. (Bourdieu et Passeron, 1970, p. 11)

Il nous semble légitime de chercher à comprendre la violence symbolique, en commençant par une définition de Bourdieu, étant donné que tous les auteurs ci-dessus, pour rendre compte de la violence proprement dite, signalent cette violence par l'entremise de celui-ci.

Philippe Braud (2003) fait de la violence symbolique une conséquence de la violence physique. Cette dernière provoque en effet des sentiments d'humiliation, d'insécurité, de rancœur, d'ébranlement des repères d'éthiques, etc., considérés eux-mêmes comme des dommages collatéraux, sont plutôt et/ou souvent des effets recherchés. Ceux-ci sont des dommages d'ordre psychologique que l'on renomme violence symbolique. La littérature sociologique cependant donne à ce concept un autre sens, dont Bourdieu est le précurseur. Elle la qualifie de « violence douce et invisible » au point qu'elle intègre la position de celui qui la subit ou est à la fois choisie et subie. (Ibid., 2003, p. 33-34) Mais, Johan Galtung (1972) la nomme de « violence structurelle » par opposition à la « violence intentionnelle », vue comme « violence psychologique ». Il s'appuie sur les deux visions de Mauss : les normes culturelles, juridiques, institutionnelles, qui s'imposent aux individus sans tenir compte de l'équilibre entre « les possibilités d'accomplissement et leur réalisation effective », sous prétexte de rationalité. En fait, ce sont les dominants qui s'imposent aux dominés. D'autre part, l'économie du don et de la dette aux travers desquelles l'échange est sanctionné par un sentiment de déshonneur, de culpabilité et de perte d'estime de soi (Galtung, cité dans Braud, 2003, p. 34). Braud, enfin, estime que Pierre Bourdieu voudrait dire par là que « la domination est un processus d'inculcation d'une infériorité identitaire ». Toutefois, il reproche à celui-ci l'omission de la dimension de « souffrance vécue et perçue par la victime ». Pour lui, la violence ne saurait avoir de sens sans prendre en compte la subjectivité de celui qui la subit ni l'observateur qui la constate. Tout son sens réside dans l'ébranlement émotionnel qu'elle provoque. (Ibid., 2003, p. 34-36)

Pierre Beaucage (2009), à l'instar de Braud, reconnaît en Bourdieu celui qui a le mérite d'élargir les dimensions conceptuelles de la théorie de la violence symbolique. En soutenant que Bourdieu renvoie cette dernière à la soumission en douceur de celui qui l'a subi en lien avec l'attente collective et les croyances socialement inculquées, ceux-là se rencontrent également. Beaucage la définit, en revanche, comme la pression exercée par l'intermédiaire d'un discours et de symboles non partagés, dans un processus de discussion, qui garantissent l'hégémonie des représentations pesant sur le sens commun d'une société. En d'autres termes, elle est la pression exercée pour assurer l'hégémonie d'un groupe par l'entremise « des représentations, de l'histoire à l'image du corps, de la morale à l'esthétique. » (Ibid., 2009, p.146) Ni Beaucage ni Braud ne se détachent complètement de Bourdieu en ce sens qu'ils ont en commun une soumission inculquée aux dominés aux moyens des représentations. Quand bien même, Braud garde sa distance en raison de la grande importance accordée à son côté psychologique. Xavier Crettiez (2008), pour sa part, estime que le double mécanisme de reconnaissance et de méconnaissance constitue les leviers sur lesquels la violence symbolique fonctionne chez (dans l'œuvre de) Bourdieu. La domination, par la force physique, pour les uns, sauf cas exceptionnel, en démocratie, est nulle, sinon elle passe par l'ignorance des dominés de l'arbitraire de l'ordre social conçu par les dominants. Habituellement, les dominants utilisent les couloirs de l'école, de l'université, du langage politique et des médias pour asseoir leur domination sur les dominés. Ces lieux constituent donc l'espace d'expression la plus authentique de la violence symbolique. (Ibid., 2008, p. 7) Le langage de Crettiez diffère des auteurs susmentionnés, mais ceux-ci ont en commun le rapport dominant et dominé. Le premier s'impose en douceur sans que l'autre s'en aperçoive aux moyens des représentations diverses. Pour Lahouari Addi (2001) la violence symbolique chez Bourdieu est construite en opposition à la violence physique, en ce sens qu'elle est une violence dont l'axe fondamental est la reproduction de la domination « sans

frasque ». Celle-ci s'exerce par la complicité des dominés dans la reconnaissance et méconnaissance de l'ordre social inégalitaire, conçu par les dominants. Cette reconnaissance permet aux dominants de faire l'économie de la force brutale pour assurer leur domination. La contribution des dominés à leur domination est récurrente. Addi poursuit que cette violence, malgré qu'elle crée l'ordre social inégalitaire, dissimulée dans des représentations performatives ou pas, garantit la paix civile. Il déduit toutefois que son usage est limité sur le terrain historique et sur celui des pratiques sociales. Suffit-il de se demander si toute action individuelle s'inscrit dans la violence symbolique comme le veut Bourdieu? Le fait d'aller à l'école ou au travail, de préparer le lit conjugal est-il du ressort de la violence symbolique? Cela met en difficulté de retracer la limite entre un acte librement consenti et de celui entraîné par la violence symbolique. D'où la difficulté, selon Addi, de concevoir ce qui est violence symbolique ou pas. (Ibid., 2001, p. 3-4)

Tous ces auteurs partagent la thèse de Bourdieu selon laquelle la violence symbolique se conçoit dans un rapport de domination. Cependant, Braud et Addi formulent leurs réserves à l'idée de mettre toute action sous l'angle de violence symbolique. C'est pourquoi Braud a mis, d'une part, comme condition pour donner un sens à la violence, la subjectivité de celui qui en est victime, de celui qui l'observe; Addi estime, d'autre part, que la violence symbolique chez Bourdieu trouve ses limites face aux difficultés de distinguer un acte libre d'un acte imposé en douceur.

Enfin, Gérard Mauger (2012) soutient que Bourdieu n'est ni le premier, ni le seul à révéler la contribution des dominés à leur domination. L'oxymore, mis en avant pour sa capacité avérée à brouiller les frontières entre le matériel et le spirituel, la force et le droit, le corps et l'esprit, affirme que la violence symbolique s'insère dans toutes les formes de violence « douce », dont les dominés font l'objet. En revanche, Mauger

voit en quelque sorte la douceur s'insérer dans les forces brutales (force physique ou armée) ; la « violence » opère de manière douce, au point où les dominés qui la subissent ne la perçoivent pas, pourtant, celle-ci engendre « la honte de soi et des siens, l'auto-dénigrement, l'autocensure ou l'auto-exclusion ». Somme toute, elle est « symbolique » en raison de la signification qu'elle a pour les dominés tant sur le plan social que sur le plan personnel. Mais Mauger, en guise de conclusion, estime que la théorie de la violence symbolique chez Bourdieu a deux optiques :

- l'une s'identifie au concept de l'« idéologie » chez Marx, c'est-à-dire la forme conservable est celle qui est donnée pour vraie et en dehors d'elle il n'y a aucune vérité;
- l'autre, c'est la forme de contrainte active où la complicité de celui qui subit la violence participe à sa mise en œuvre sans toutefois faire référence à sa conscience et à sa volonté, car l'opportunité d'une liberté construite à partir d'une prise de conscience est interdite ou impossible. (Ibid., 2012, p. 13-14)

Le reproche majeur qu'on a fait à Bourdieu, selon lequel l'individu selon lui est incapable de faire un choix libre en tout temps, semble être prise en compte par plus d'un.

2.1.2 Violence interindividuelle

Wieviorka (2006) soutient que l'individualisme contemporain, dont les deux faces sont à la fois opposées et complémentaires, est l'élément pivot sur lequel repose la mondialisation. L'individu moderne veut, d'un côté, participer à la modernité, c'est-à-dire à ses offres et/ou aux promesses qu'elle donne à voir à travers ses médias et

les sollicitations d'une consommation de masse. Il veut être reconnu, de l'autre côté, comme sujet capable de construire sa propre existence, loin d'être totalement dépendant des normes et des rôles prescrits par la société. L'individu entend être à la fois partie prenante de sa production et de sa reproduction. Ses deux faces entretiennent un rapport à la violence aussi bien individuelle que collective. Ainsi, certaines violences instrumentales qui poursuivent des fins économiques sont perpétrées par des acteurs qui cherchent à gagner de l'argent aux fins de consommation à la fois pour eux et pour les siens éventuellement. De plus, Wieviorka pense que certains acteurs exercent la violence également en rapport avec un désir frustré d'accéder aux fruits de la modernité. Ce qui s'apparente à une rage de ne pas être reconnu, au sentiment d'une injustice vécue ainsi qu'à l'interdiction à devenir sujet. En d'autres mots, l'auteur nous dit que : « la violence est ici ou bien quête et production de sens, effort pour produire soi-même ce qui était auparavant dispensé par la culture ou les institutions, projection de soi-même jusqu'à la mort éventuelle, ou bien appel à la subjectivité impossible ou malheureuse, expression d'un refus de la personne à continuer une existence ou elle se sent niée. » (Ibid., 2006, p. 7, 8)

Par rapport à la violence subjective, l'auteur propose cinq types par le biais desquels on peut chercher à comprendre la violence et à en sortir. « Le sujet flottant » qui se définit par l'incapacité du sujet de devenir acteur. « L'hyper-Sujet » exerce la violence sur la base de convictions, telles que l'idéologie, le mythe et la religion. « Le non-Sujet » est celui qui pratique la violence par obéissance à une autorité légitime. « L'anti-Sujet » est celui qui exerce la violence par souci d'ignorer le droit de l'autre d'être sujet ; il est négation de l'humanité de l'autre. « Le Sujet en survie » est celui qui s'estime menacé dans son existence. (Wieviorka, 2010, p. 250-255)

Les réserves formulées sur la violence symbolique de Bourdieu, en raison de l'omission de possibilité aux individus d'avoir conscience de ces actes, nous amène à aborder la violence interindividuelle. De même, il semble important d'approcher la violence sous l'angle collectif, dans de contextes divers, d'autant que Wieviorka et Chesnais l'ont souligné, en définissant la violence proprement dite. Toutefois, Chesnais n'en a pas fait état directement, puisque, en guise de violence collective, il a soutenu celle d'économie. Qu'en est-il donc de la violence collective et/ou économique ?

2.1.3 Violence collective/économique

À la troisième partie du livre, « la violence et ses causes », de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la science et la culture, paru en 1980, Rasheeduddin Khan nous a donné à comprendre que la violence dans les pays en développement ne trouve sa source ni dans le sous-développement, ni dans le développement. Par contre, il la renvoie au « mal-développement » qui aboutit à la transformation d'élite traditionnelle tribale ou féodale en nouvelles classes exploiteuses, renforçant les inégalités. Plus loin, en se référant à la conclusion d'une étude empirique selon laquelle « l'inégalité économique implique la violence politique », il conclut que la cause principale de la violence dans les pays sous-développés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine réside dans le système politico-économique. Également, il soutient que les liens existant entre l'inégalité et la violence politique sont établis, depuis qu'Aristote a dit, dans la *Politique*, que : « partout c'est l'inégalité qui cause la sédition » ; a affirmé que : « de fait, si l'on est en état d'infériorité, on se révolte pour avoir l'égalité, et, en état d'égalité, on se révolte pour avoir la supériorité ». Dans cette même veine, il ajoute que Madison a considéré l'inégalité dans la répartition des biens, comme la source « la plus courante et la plus durable » dans la dissension politique. Aussi, nous dit-il qu'« Engels a soutenu que la violence

politique se produit lorsque les structures politiques ne sont pas synchronisées avec les conditions socio-économiques » (Khan, 1980, p. 172-196).

Par ailleurs, à côté des théoriciens marxistes de la violence et de la révolution, Khan (1980) propose d'autres théoriciens qui leur sont contraires. C'est ainsi qu'il estime qu'Hannah Arendt et Ralf Dahrendorf ont privilégié le lien entre la violence et le changement. En effet, Arendt identifie la violence à « l'instrument de l'intervention directe dans la politique et affirme donc qu'une théorie ne peut porter sur la justification de la violence », tandis que Dahrendorf voit dans la révolution un changement politique, social violent et rapide. Celui-ci comme Arendt, c'est la corrélation entre violence et changement qui l'intéresse. Pour Khan, le courant « structuraliste-fonctionnaliste-behaviouriste » avec les auteurs comme Lucien Pye, Edward Shils, Clifford Geertz et d'autres tiennent l'argument principal selon lequel la cause essentielle de la violence intérieure, dans les jeunes États d'Asie et d'Amérique, est le défaut d'intégration au niveau politique, en raison des scissions et divisions ethniques, régionales, linguistiques ou communautaires. Mais, dans la foulée, il mentionne la remarque de Bienen selon laquelle « à mesure que les gens passent de la tradition au modernisme... (leur) sensibilité aux changements est une source de violence dans les sociétés en transition... Comme les changements accroissent l'insécurité, le degré d'agression et d'hostilité dans la société augmente nécessairement » (Ibid., p. 191).

Par ces thèses à la fois semblables, complémentaires et contradictoires, il semble qu'il ne reste pas d'autres éléments sur lesquels on peut s'appuyer pour expliquer la violence collective. Ce n'est certes pas le cas, puisque d'autres auteurs l'abordent autrement et renforcent même certaines explications précédentes aux travers d'autres contextes. Ainsi, nous prendrons en compte deux nouvelles perspectives soutenues par Consuelo Corradi (2009).

La première, une conception instrumentale de la violence, léguée par les auteurs classiques de la sociologie, selon laquelle « la violence est le moyen à travers lequel atteindre (sic) des objectifs déterminés ». En effet, Ted Robert Gurr, un de ses représentants, voit les sources psychologiques et sociales de la violence collective dans le sentiment de privation relative. Cette dernière s'inscrit dans un décalage entre les attentes de valeur et leurs capacités de valeur. Les attentes de valeur représentent les biens et les conditions de vie que les personnes aspirent à atteindre. Leurs capacités de valeur désignent les biens et les conditions de vie qu'ils estiment pouvoir atteindre. C'est pourquoi la violence se manifeste sous des formes multiples : tumulte, émeute ou révolte ; mais son intensité varie en fonction de son degré de privation.

La seconde, une « conception moderniste » de la violence, selon laquelle « la violence est une force sociale chargée de signification et douée d'une capacité structurante de la réalité », dont Corradi est le précurseur. Celle-ci échappe, en fait, à la logique des fins et des moyens. Ses caractéristiques sont:

- Elle n'est pas un instrument au service d'un projet social et politique. Par exemple : les missions suicidaires contre la population, les viols civils de masse contre les ennemis inventés au XIX^e siècle ;
- Le travail atroce sur le corps des victimes. En d'autres termes, l'objet de la violence est le corps humain ou ce qui en reste. Par exemple : le viol de masse, la torture ;
- Le mélange d'émotion et de raison, c'est-à-dire la honte, l'humiliation, l'orgueil, la rage qui déchaîne l'action violente et la nourrit ;

- Une nouvelle manière de voir le sujet agissant, qui renvoie à un sujet rationnel, qui choisit la violence comme instrument politique conscient. (Ibid., 2009)

Est-ce qu'il est possible de renoncer à la thèse de la violence instrumentale dans le monde moderne, comme l'a fait Corradi, en dépit que d'autres circonstances l'ont établie? En effet, selon un article du New York Times rapporté par Hannah Arendt (2008) : « La force et la violence peuvent être des instruments efficaces de pression et de revendication sociale dans tous les cas où elles bénéficient d'un large soutien populaire. » (Ibid., p. 123)

C'est pourquoi il nous paraît nécessaire de répéter après Michel Wieviorka (2010) qu'un constat préliminaire nous renvoie à identifier deux grandes approches de la violence. Celle qui a la prétention objective, se réclamant de l'universel, d'une part, et d'autre part, celle qui est subjective et relative, renvoyée à l'idée d'une personne, d'un groupe, d'une société. En effet, la perspective de Max Weber, accordant à l'État le monopole légitime de la violence, rentre purement et simplement dans la perspective objective. Mais, la mise en cause de celle-ci renvoie à la considérer sous l'angle de l'expérience vécue et de ses conséquences sur ceux qui la subissent. La violence est ici une atteinte à l'intégrité physique et morale d'une personne, dès lors elle s'inscrit dans un processus de subjectivation. Dans cette perspective, elle affecte des existences singulières, personnelles et collectives. Ainsi, Wieviorka pense que cette tension entre objectivité et subjectivité de la violence n'est pas seulement un problème théorique, étant donné qu'elle peut produire des débats politiques de mauvais goût.

Sortir de la violence, en somme, n'implique pas seulement d'envisager les victimes et leur subjectivité, mais également de considérer leur point de vue et leur capacité à mobiliser l'opinion et les médias ; et de faire appel à l'État et aux responsables

politiques, y compris les acteurs de la violence. Ainsi, les approches classiques de la violence ne sont pas à écarter. Car, même si elles mettent de côté des dimensions essentielles que le concept de sujet peut permettre d'appréhender, elles comportent toutefois des propriétés substantielles pour comprendre de manière concrète une expérience de violence. (Ibid., 2010, p. 223-255)

Nous avons déjà traité, en partie, la violence subjective lorsque nous considérons les réserves faites à la violence symbolique chez Bourdieu. Nous y avons fait autant en considérant la violence collective via ses aspects économique, politique, sociale etc., mais l'argument de Wieviorka pour parler de la violence objective : l'État a le monopole de la violence légitime, mérite quelques éclaircissements et/ou considérations.

2.1.4 Violence d'État

Crettiez (2008) décrit la violence d'État comme une violence légale. Cette dernière est une violence qui est au cœur de la construction politique moderne, mais quoique masquée, elle n'en demeure pas moins présente à chaque fois l'ordre public est menacé. Ce qui lui amène à dire que l'État est l'acteur le plus ontologiquement violent. Cependant, il reconnaît que l'imaginaire collective ne fait pas automatiquement le lien entre l'État et la violence. Les marxistes orthodoxes et néo-marxistes voient au contraire en lui rien d'autre qu'un instrument de domination de la classe bourgeoise à la classe exploitée. À travers son appareil répressif (police, armée, justice), il s'impose et impose un sentiment de sureté en faveur des dominants et refoule tout désir de révolte chez les dominés. Crettiez argue que Weber avait raison d'affirmer que l'État détient le monopole de la violence physique et légitime. Mais, Crettiez se demande si la légalité de cette violence lui procure toujours un statut légitime. À cela deux réponses sont données en s'appuyant à la fois sur Weber

et sur Kant. La première, c'est que Crettiez affirme que les actes contraignants de l'État ne sont pas toujours en accord avec les valeurs éthiques transcendantes, mais l'organisation de la violence d'État est source de nombreuses techniques de légitimation. La seconde, c'est que la violence pratiquée par l'État repose sur la reconnaissance de l'individu comme sujet de droit ; en tant que tel, celui-ci ne peut évoluer dans la sphère de la violence privée. C'est donc le droit qui donne force à la violence d'État. (Ibid., 2008, p. 43-47)

Mathieu Rigouste (2012), pour sa part, en analysant la violence d'État dans le contexte de la fin du XX^e siècle, soutient que la police, comme appareil répressif de l'État, est structurée pour produire de la violence. En effet, il prétend que les études focalisées sur des « violences illégitimes » ou « illégales », des « bavures » et des « accidents » représentent une partie du phénomène. La violence physique des policiers, en tentant de réduire les risques de tuer, dans les sociétés dites démocratiques, ne constitue qu'une exception. Rigouste pense que ces observations n'offrent pas la possibilité de constater l'impact et les effets sociaux de l'agir du policier dans sa vie, mais les conséquences dans la vie de ceux qui les ont subis sont énormes. Elles cachent, d'autre part, le système des violences symboliques et physiques produits par l'activité policière. Ainsi, l'occupation virile et militarisée des quartiers, les chasses et rafles, les perquisitions et les passages à tabac, les techniques d'immobilisation et les brutalisations, les mutilations et les pratiques mortelles ne sont pas des dysfonctionnements, ni des erreurs, ni de dégâts collatéraux. Ils sont en revanche des mécanismes institués, de procédures légales, de méthodes et de doctrines, qui sont enseignés et encadrés par des écoles et des administrations. Les meurtres policiers sont en majorité planifiés par les différents niveaux de la hiérarchie policière et politique. En fait, le mot « police » invoque contrainte par sa seule prononciation et à son existence. La police, dans ses regards et ses silences, est violence. (Ibid., 2012, p. 7, 8)

Par ailleurs, ce dernier indique les tactiques contre-insurrections appliquées par les policiers français dans les quartiers populaires pour expliquer un régime de violence d'État. Mises en œuvre eu égard aux circonstances, celles-ci sont au nombre de six : « la présence simple des forces de police, la présence active, la présence dissuasive, la présence regroupée, l'action judiciaire non visible, l'action judiciaire et de maintien de l'ordre ». La phase de « présence active », constituant les patrouilles chargées doublement de sécuriser et d'intervenir en cas de flagrant délit, est la première. Suit la « présence regroupée », consistée à déployer des forces en tenue de gardien de paix dans un espace situé. Ce déploiement se compose des unités légères de sécurité, mobiles, pour faire des contrôles de routine d'identité par petits groupes de cinq et six policiers. La « présence dissuasive », phase suivante, constitue l'exposition d'un véhicule de police avec des unités du maintien d'ordre à proximité, dans un souci d'avertir, mais sans renvoyer une image de provocation. Vient ensuite, la phase « d'action judiciaire non-visible » qui consiste à perquisitionner les propriétés des suspects et les arrêter, le cas échéant, en vue d'éviter la contre-attaque. Les agents chargés de faire cela sont en civil. Finalement, « l'action judiciaire et de maintien de l'ordre » : la combinaison de toutes les forces antiémeutes, forme la dernière phase de cette échelle tactique contre-insurrection d'intensité minimale. À noter que celle-ci se déroule sous les projecteurs des caméras de la presse et est diffusée à l'échelle nationale pendant au moins une semaine, pour produire les effets psychologiques recherchés (Ibid., 2012, p. 55-70).

Il semble que ces démarches ne sont pas communes dans toutes les sociétés démocratiques, puisque, dans le contexte nord-américain, notamment canadien, Vern Neufeld Redekop et Shirley Paré (1010/2013) dévoilent les techniques policières dans la gestion des manifestations des mouvements sociaux.

Redekop et Paré parlent de trois paradigmes relatifs au maintien de l'ordre lors des manifestations : contrôle de la foule, la gestion de la foule et le respect mutuel. Mais, compte tenu de l'évolution de ces paradigmes dans ces dernières décennies dans les démocraties, ils nous soulignent leur complétude. Le « contrôle des foules » évoque la puissance et l'objet à contrôler. La police étant la puissance et les manifestants sont les objets à maîtriser lorsqu'ils transgressent l'ordre structurel hégémonique. C'est ainsi qu'ils pensent que ce paradigme prime la force. La « gestion des foules » correspond à une vision dans laquelle la police reconnaît les droits des citoyens de manifester leur désaccord avec les décisions des élites dirigeantes. Alors, pour éviter des incidents au cours des manifestations revendicatives, la police prend toutes les dispositions qui s'imposent. Mais, Redekop et Paré nous invitent à ne jamais oublier l'idée d'objet qui caractérisent les foules. Ainsi, la police suppose faire tout pour diriger les manifs. « Le respect mutuel », quant à lui, revoie la police à considérer la foule comme un rassemblement de gens qui manifestent pour des raisons valables. Dans ce contexte, la foule est prise comme un ensemble de relations faisant partie d'un système composé : « des institutions gouvernementales et des affaires, les spectateurs et les services de sécurité ». Il s'agit ainsi d'une dynamique de relations, au cours de laquelle la police, au lieu de contrôler, préfère gérer les manifestants. Ce dernier paradigme, contrairement aux deux autres, accorde beaucoup de places aux besoins identitaires de ces derniers et aux intérêts des parties. (Ibid., 2010/2013, p. 193-198)

Il semble que la violence d'État ne se circonscrit pas seulement dans la violence des institutions forcément répressives, étant donné que d'autres structures peuvent exercer la violence au nom de l'État. Ne peut-on pas dire que la violence structurelle fait partie de celle-ci ?

2.1.4.1 Violence structurelle

Il apparaît que Jacky Bouju et Mirjam De Bruijn (2008), en voulant rendre compte de la théorie de la violence structurelle, partent de la violence sociale, dont les caractéristiques sont ordinaires, routinières et banales. C'est donc une violence qu'on retrouve dans les relations sociales de tous les jours. Elle se manifeste par l'exploitation, l'injustice ou l'anomie de la société globale. En d'autres termes, la violence sociale est tout acte intentionnel qui vise à contraindre autrui à agir par la souffrance psychique ou physique. La souffrance psychique, dont les déterminants peuvent être anxiété, angoisse, désespoir, peur, prive la victime de son autonomie. La souffrance physique renvoie aux lésions, aux dommages corporels ou à la mortification. Ces formes de violence dans ses mixtures ont conduit ces auteurs à placer l'acte violent dans un processus de violence. Ce processus renvoie à un cycle d'échanges violents dont l'objectif sert à maintenir les rapports sociaux inégaux des acteurs en présence ; d'où la notion de la violence structurelle. En terme spécifique, Bouju et De Bruijn renvoient la théorie de la violence structurelle à la violence de la domination légale : les moyens psychiques mis par les autorités en place, dans une structure ou des institutions, pour maintenir certaines catégories sociales dans des rapports sociaux très inégalitaires. (Ibid., 2008) André Corten et Anne-Élizabeth Côté (2009) rejoignent la perspective de ces derniers, étant donné qu'ils affirment que « la violence structurelle renvoie [...] à l'existence de structures sociales produisant les inégalités économiques et sociales ainsi que les structures politiques ou morales créant l'oppression ou l'aliénation. » (Ibid., 2009, p. 378) Il faut reconnaître que si pour l'essentiel la définition de Bouju et De Bruijn partage le même contenu avec eux, elle a toutefois l'avantage de prendre en compte plus de dimensions pour nous éclairer de cette violence, comme la violence sociale et ses caractéristiques.

Michel Parazelli (2008), de son côté, ne paraît pas trop éloigné des précédentes conceptions puisqu'il soutient, de manière générale, qu'on définit la violence structurelle comme une forme d'agression commise par des institutions d'une société située dans l'optique d'entraver l'émancipation des individus. Il nous invite en outre à penser sur quelques types de violence structurelle dont certains sont : « La privatisation des liens sociaux au nom de l'autoréalisation de soi ; la marchandisation croissante des activités humaines au prix de la non-prise en compte des subjectivités ». Et, enfin il nous donne à comprendre que :

Les violences structurelles résultant du programme néolibéral de transformations institutionnelles que nous vivons actuellement dans le monde occidental et qui se déploient depuis une vingtaine d'années donnent du fil à retordre aux intervenants sociaux qui souhaitent travailler dans une perspective démocratique. (Ibid., p. 2)

Pour Tortosa José Maria, au contraire, la violence structurelle est de cinq sortes : patriarcat, luttes de classes, oppression ethnique, impérialisme, et déprédation et pollution. Elle se donne dans des rapports respectifs entre hommes, femmes et enfant ; entre capitalistes et prolétaires ; entre ethnies dominants et subordonnés ; entre centre et périphérie ; et entre humains et nature. (Beaucage, 2009, p.148) Pourtant, Johann Galtung rejoint Parazelli dans sa seconde considération puisqu'elle la définit comme « l'extrême inégalité, entre les nations et à l'intérieur de chacune, dans presque tous les aspects de la vie humaine, y compris le pouvoir de décider sur ces conditions de vie et la résistance de cette inégalité au changement. » (Galtung, cité dans Beaucage, p. 147) Cette perspective concorde également avec celle de Corden et Côté, et celle de Bouju et De Bruijn. Elle se joue actuellement dans l'idéologie néolibérale qui s'impose à tous les États et individus.

Guadalupe Salazar (2006) soutient que lorsque, pour la première fois, la violence structurelle était abordée, c'était pour désigner la violence non institutionnelle à

laquelle les structures sociales ont recouru pour accroître l'injustice sociale. Les écrits suivants renseignent davantage sur ce qu'il comprend de cette violence:

Il s'agit d'une forme de violence qui inflige des dommages de manière indirecte, immatérielle et invisible – particularités qui défient la comptabilité. L'obscurité de sa nature rend la violence structurelle insidieuse, car le blâme et la culpabilité ne peuvent pas aisément attribuer à sa source réelle ; ils ont plutôt tendance à être attribués à tort à ceux qui en sont victimes. La violence structurelle attire les individus à travers des systèmes sociaux existants [...] (Ibid., p. 78)

La violence d'État tient compte de la violence structurelle, celle-ci génère la violence sociale, qui s'oppose de la violence d'État. Il importe donc de découvrir les principaux déterminants de cette violence.

2.1.5 Violences sociales

La violence sociale est celle dirigée contre l'État. Elle est l'instrument par lequel les groupes sociaux institués (mouvements sociaux, syndicalisme, organisations de lutte armée) imposent leur vision politique à l'État avec plus ou moins de force par l'entremise des doléances. (Crettiez, 2008, p. 42) Dans la France contemporaine, ce dernier constate quatre types de motivations à cette violence : stratégie d'interpellation des pouvoirs publics, stratégie de victimisation ou de scandalisations, stratégie de mobilisation pour certains groupes et quête d'autonomie pour certains groupes.

La première motivation, mise en œuvre par ceux qui n'ont pas d'autres mécanismes, vise surtout à faire passer un message plutôt qu'à délégitimer les autorités établies. La deuxième s'exprime dans des scènes visant à dénoncer la « répression du pouvoir » ou son indifférence par rapport aux droits fondamentaux des citoyens. La

troisième, celle de la stratégie de mobilisation, revitalise le mouvement syndical dans la protestation radicale (grève, ovation d'un ministre pour une déclaration contre les intérêts des travailleurs syndiqués) contre certaines mesures des pouvoirs publics. La dernière s'exprime en accord avec l'idéologie libertaire du groupe. Elle se donne dans l'affrontement des groupes minoritaires (les altermondialistes, les Black Bloc) avec les forces de l'ordre. Crettiez ajoute deux autres mouvements pour clore les catégories de violence sociale : terrorisme politique et violence urbaine. Cette dernière est une forme de violence des jeunes contre les biens et institutions, au point que d'aucuns parlent de « violence anti-institutionnelle ». Le terrorisme politique est une violence contre la puissance publique à la fois arbitraire et aveugle dont l'État est incapable de prévention certaine. (Ibid., 2008, p. 55-61)

La violence urbaine qui est l'une des catégories de violence sociale de ce dernier, nous semble importante à décrire, étant donné que notre étude s'inscrit dans un contexte urbain.

2.1.5.1 Violence urbaine

Richard Bousquet (1998), pour définir la violence urbaine, part du concept d'incivilité, qui est un ensemble de faits et de comportements très hétérogènes à la frontière de l'infraction pénale, dont les plus marqués sont : bruits et différends entre voisins, comportements menaçants, provocations verbales et physiques. Ceux-ci sont autant d'actes provocateurs d'un climat d'insécurité prenant l'allure d'ordre nouveau auquel les jeunes tentent d'imposer, qui est au contraire une rupture de l'ordre établi. Il s'agit donc d'une contestation de certains groupes à l'encontre des groupes institutionnalisés représentant l'ordre public local. Ainsi, considérée comme mineure et banale, elle ne s'inscrit pas dans l'ordre de l'infraction pénale. C'est pourquoi

l'auteur reconnaît qu'il n'est pas aisé de dissocier le concept de l'incivilité à celle de violence urbaine tellement sa nature n'est pas différente.

En effet, les deux partagent des éléments communs comme leur acte commis (dénusés d'aspect pénal, faible caractérisation pénale), leur mode de commission (collectif, provocateur et spectaculaire, ludique), leurs victimes (plainte rarement ou jamais déposée par crainte de représailles des groupes mafieux) et leurs traitements (éviter au recours policier par souci de ne pas aggraver la situation). Alors, les incivilités et petits désordres urbains ou violence urbaine, maux pris en compte par les autorités publiques diverses, vont générer davantage d'insécurité. Ces deux concepts étant semblables, l'auteur propose la définition de violence urbaine adoptée par le groupe « coopération policière » de l'Union Européenne, en 1995, dont quinze États sont membres.

[...] tout acte violent commis contre les personnes, les biens ou les symboles des institutions, par un groupe de jeunes généralement, structuré ou non sur un terrain donné, soit de façon spontanée et non concertée et faisant suite à un événement catalyseur, soit au contraire sur la base d'un plan plus ou moins bien élaboré, traduisant ainsi la volonté de commettre des actes provocateurs. (Ibid., p. 27-36)

Pour Xavier Crettiez (2008), définir la violence urbaine est problématique. C'est pourquoi il se demande si la destruction d'une poubelle sur une place publique constitue une violence urbaine. En fait, il semble partager l'idée que les violences urbaines se perçoivent dans des actes à caractère collectif, éruptif, non maîtrisé perpétrés contre les biens ou des institutions. Pour étayer sa position, il vient avec celle de Sophie Body-Gendrot (1998) selon laquelle les violences urbaines constituent des actions collectives faiblement organisées par les jeunes contre des biens et des personnes en rapport avec des institutions dans des milieux défavorisés. Il complète avec celle de Laurent Mucchielli (2007) qui postule que les violences

urbaines sont des manifestations légitimes de colère et de vengeance des groupes d'acteurs sociaux contre un adversaire institutionnel, malgré qu'elles puissent entacher de prédatons diverses dans certaines circonstances. (Crettiez, 2008, p. 61)

Si pour l'union Européenne, tous les actes violents contre les biens, les personnes liées aux institutions, dans un souci de provocation par les jeunes organisés ou pas, sont qualifiés de violence urbaine, Crettiez a plutôt mis l'accent sur la vengeance et à la colère contre l'adversaire institutionnel. Mais, ils ont tous qualifiés cette violence de juvénile. Voyons comment la violence juvénile est-elle perçue ?

Angelina Peralva (2005), dans un contexte de crise et de turbulence des villes et notamment des villes françaises, au cours des années 1990, semble davantage nuancée le sens que l'on attribue à la violence juvénile.

L'auteure souligne que les significations de la violence juvénile peuvent être identifiées dans la grande mutation de la société industrielle et du monde ouvrier, étant donné qu'à ce moment la scène urbaine était désorganisée et vide. Toutefois, il est difficile de soutenir une telle assertion de nos jours. C'est pourquoi elle propose de définir la violence juvénile dans divers aspects. Dans les représentations courantes, l'auteure fait remarquer que la violence juvénile se dissocie mal d'une délinquance sans cesse croissante, pratiquée par des jeunes récemment sortis de l'adolescence. Pourtant, dans les représentations des autorités instituées (enseignants, policiers, adultes) « la violence juvénile avant même d'être un ensemble de faits d'agression verbale ou physique, émane de ce refus de reconnaissance de l'autorité ». Cela renvoie à la construction symbolique de la jeunesse au sens de Pierre Bourdieu « ordre des successions ». La perspective des jeunes par contre se voit à partir de trois conduites juvéniles transgressives constatées sur la scène américaine par David Matza : « la délinquance, définie par rapport au code légal ; le

radicalisme politique, fondé sur une conception globale de la société ; et la tradition bohémienne, définie par un certain rapport à la culture. » (Ibid., 2005, p. 3) La première viole la propriété bourgeoise sans la dénoncer ; la deuxième est en opposition à la rationalité bourgeoise ; la dernière conteste les aspects les plus généraux du système. Toutes se définissent en opposition à l'ordre bourgeois. Leur point de ralliement, c'est la transgression de l'ordre social. (Ibid., p. 3) Cette transcendance de ces trois dimensions, caractérisée par la transgression de l'ordre social, s'apparente au concept de déviance. En effet, Gérard Mauger (2009) estime que la notion de déviance est plus large que celle de délinquance. Il la définit comme tout comportement transgressant la norme acceptée au sein d'un groupe social quelconque, une institution, y compris les catégories punies par le système juridico-policiier. Il n'a pas non plus fait l'économie des maladies mentales et l'alcoolisme. Ce dernier a tout de même mentionné que la déviance est définie en fonction des groupes à l'intérieur d'une même société. (Ibid., 2009, p. 10) Howard S. Becker (1963) ne s'éloigne pas de cette vision, étant donné qu'il définit « la déviance comme la transgression d'une norme acceptée d'un commun accord. » (Ibid., 1963, p. 32) Il partage l'inquiétude de Mauger (2009) sur le fait que dans une société les groupes se diffèrent et ne partagent pas toujours les mêmes normes. De même, il reconnaît qu'un individu peut se retrouver au sein de plusieurs groupes, et par ces statuts il peut se qualifier déviant par un groupe et pour d'autres il ne l'est pas. Becker se réjouit du fait qu'il y a des normes qui sont communes à tous.

On serait tenté d'assimiler « la déviance » chez Becker et chez Mauger à la délinquance. Cette dernière se définit comme l'ensemble des comportements incriminés. (Mauger, 2009, p. 13) En revanche, Maurice Cusson (1989) désigne les infractions commises par les jeunes, punies par le code pénal, ayant causé des dommages aux tiers comme un acte délinquant. (Ibid., 1989, p.19) Il semble que cette dernière définition est plus précise, car elle met en avant sa dimension légale.

Cependant, les comportements incriminés, que Mauger décrit plus tard, selon toute évidence, poussent à cerner davantage l'aspect juridique de la question. En même temps, ceux-ci dévoilent les notions qui échappent à la vigilance des juristes.

Mauger (2009) distingue trois types d'infraction : crime, délit et contravention. Mais il fait remarquer que ce classement nie les distinctions courantes entre grande criminalité (« crime organisé ») et petite délinquance, entre délinquance « en col blanc » et délinquance « populaire ». La reconnaissance par contre des classements dits indigènes comme délinquance amateur « vol à la roulette » : auto et radio ; vols à l'arraché : sacs à main et téléphone portable ; délinquances professionnelles : cambriolages, braquages, proxénétisme etc. (Ibid., 2009, p.14)

Il semble que la délinquance constitue un fourre-tout, étant donné que toutes les infractions y trouvent place. C'est ainsi que nous insérons la violence banale dans cette catégorie.

2.1.5.2 Violence banale

La violence banale, selon Daniel Pécaut (1997), est le genre de violence généralisée, c'est-à-dire la violence organisée et désorganisée. Tellement ses formes sont variées et croisées, son processus apparaît comme une violence dont on ne saisit pas les dimensions. Tantôt, elle se manifeste dans l'interaction individuelle, tantôt à travers des groupes organisés, puis dans des relations des groupes organisés avec des acteurs individuels violents. La banalité de la violence est loin d'être uniquement le profil de ce qui, volontairement, pratique la violence, puisqu'elle n'est pas en totale rupture avec les interactions coutumières, ni donne naissance à de nouvelles représentations imaginaires. La violence dans sa banalité semble offrir des possibilités

d'accommodement, dans lesquelles on retrouve des normes et régulations. Mais, elle n'est qu'une structure formelle conçue pour assurer une domination d'une classe/catégorie sur une autre. (Ibid., 1997)

Nous devons toutefois rappeler que l'auteur nous a livré cette théorie dans le contexte de la violence en Colombie par laquelle il décrit la collusion de la violence des guérilleros, des trafiquants de drogue, des particuliers et de l'ordre institué. Ceux-ci sont souvent rentrés dans une confrontation à la défense des intérêts divergents et convergents à partir des normes établies et en leur absence. Ce qui donne un tour complexe de violence que l'auteur appelle la violence banale. Roland Bizien (1963), pour sa part, soutient que la violence banale est caractérisée non seulement par la facilité à commettre des actes de violence, mais aussi par ces actes qui n'attirent pas des regards réprobateurs de la société civile. Elle est une forme d'expression à part entière par laquelle les conflits sont réglés à ciel ouvert en tous lieux. Elle est l'expression d'un rapport de force non durable et le milieu criminel constitué est incertain. (Ibid., 1963) Toutefois, cette thèse partage celle de Pécaut (1997) le lien qu'elle entretient avec l'habitus au travers des interactions. Il semble également que ces théories ont été élaborées dans deux contextes différents. Car, non seulement l'étude de l'approche de Bizien a été faite à Brest, à la fin de l'Ancien régime, mais aussi dans une période de temps assez éloignée de l'époque contemporaine au cours de laquelle l'étude de Pécaut a été menée en Colombie.

En somme, la violence générale est une boîte de Pandore où toutes les catégories de violence sont prises en compte, les unes plus détaillées que les autres. Or, pour les besoins de notre étude, il se trouve que les catégories instrumentale, destructrice et fondatrice sont d'importances capitales. Ainsi, il nous importe de les reprendre et de les traiter avec soin pour bien en faire usage au premier chef à l'analyse de nos témoignages et de nos données documentaires.

2.2 Violence instrumentale

Les termes violence et conflit sont employés l'un pour l'autre, même si certains auteurs les distinguent. Consuelo Corradi (2009) identifie les classiques de la sociologie parmi ceux qui n'ont pas établi tout à fait cette différence, pourtant Wieviorka (2005), en ayant fait la même remarque, soutient que la violence et le conflit ne sont pas identiques. C'est pourquoi il affirme que : « le conflit est un rapport inégal entre deux personnes, deux groupes, deux ensembles qui s'opposent au sein d'un même espace avec chacun pour objectif et pour horizon, non pas de liquider la partie adverse, et avec elle la relation elle-même, mais de modifier cette relation et tout au moins d'y renforcer sa position relative ». Inversement, il soutient que « la violence ferme la discussion, plutôt qu'elle ne l'ouvre, elle rend difficile le débat, l'échange, même inégal, au profit de la rupture ou du seul rapport de force, à moins qu'elle ne surgisse parce qu'il y a rupture, pur rapport de force ». (Ibid., 2005, p. 24, 25) C'est en établissant cette différence qu'il s'est appuyé sur la thèse de frustration relative que nous verrons plus tard dans la perspective de Corradi et celles de plusieurs auteurs qu'il a pris en appui pour définir la violence instrumentale.

Michel Wieviorka (2005) aborde la violence instrumentale, en réfutant la thèse de la frustration relative, en raison de son caractère éminemment mécanique. En se fondant sur la perception philosophique et sociologique, qui définit la violence comme un outil, une source, un instrument utilisé par les acteurs de manière rationnelle, il fait de la violence instrumentale un moyen au service des fins. Cette thèse de Wieviorka se fonde, au moins, sur trois perceptions : celle de Thomas Hobbes, celle de Mancur Olson et celle de la théorie de mobilisation de ressources.

Hobbes pense que la nature humaine crée la violence, puisque ce sont les passions humaines, l'envie, le déshonneur et la honte qui la conçoivent. Le chapitre XIII du

Léviathan expose en effet trois causes principales de querelle : la rivalité, la méfiance et la fierté. La rivalité renvoie à la violence comme outil de domination de l'homme par l'homme. La méfiance se décline dans la conversation de la domination. La fierté porte sur l'estime que les acteurs de violence peuvent entretenir d'eux, de leur famille et de leur nation. C'est ainsi que Wieviorka s'écarte de la thèse que la violence est due à la frustration relative et s'interroge sur comment l'homme passe-t-il de l'état de nature à la raison, au droit et à la morale ; en un mot, à la réduction significative de la violence. En conséquence, il prescrit la création d'un pouvoir commun pour contraindre l'homme au respect de tous. Cette perception résout le problème de la violence privée, étant donné qu'elle instaure la violence publique en lieu et place de la violence privée. Ainsi, la rationalisation individuelle de la violence passe à la rationalisation institutionnelle. C'est pourquoi Wieviorka pense que Hobbes nous aide à penser les dimensions instrumentales de la violence et en même temps nous aide à constituer l'une des sources du paradigme utilitariste. Mais, à cause du contexte actuel, il estime que cette approche est limitée. Cette limite renvoie Wieviorka à la thèse de Mancur Olson, qui affirme que l'instrument qu'est la violence ne présente vraisemblablement aucune spécificité de taille, car cela est un moyen, parmi d'autres. Il faut dire qu'Olson soutient cette thèse dans son livre : « Logique de l'action collective », où il explique le syndicalisme en lien avec le paradoxe du « free rider ». Il s'agit des ouvriers salariés qui n'ont jamais participé à une action collective, mais qui profitent de ses fruits. Il retient que l'existence du « free rider » provoque la violence dans l'action syndicale. C'est pourquoi Olson estime que la violence est nécessaire, si les ouvriers veulent que leur action soit partagée par tous. Car, sans piquets de grève, les ouvriers (free rider) s'en absentent, alors qu'ils vont bénéficier de ses bienfaits. (Ibid., 2005, p.167)

Cette perception d'Olson est critiquée par Wieviorka pour la simple et bonne raison que la violence syndicale ne fait pas place à une communauté d'intérêts conscients des acteurs. Idée qui est révélée dans ses termes :

Olson semble ignorer que le mouvement ouvrier a construit son action et ses luttes à partir d'identifications collectives, de proximités idéologiques, de communautés, ou que la conscience ouvrière se définit non pas tant par simple attentes économiques, que par le refus d'une domination qui prive l'ouvrier d'un rapport positif à ses œuvres et lui ôte la maîtrise de son travail, et le contrôle de sa production. (Ibid., p.168)

En d'autres mots, l'approche d'Olson, selon lui, ne permet pas de comprendre l'engagement individuel à celui du collectif, or il existe un abîme entre l'intérêt individuel et l'intérêt collectif. Ainsi, il soutient que, l'arrivée de la théorie de mobilisation des ressources, a permis de comprendre l'action collective. Cette nouvelle théorie, dont l'historien-sociologue Charles Tilly est le représentant le plus décisif, postule que la violence n'est jamais traitée comme un phénomène irrationnel. D'une part, parce qu'elle n'est que le fait d'individus ou de groupes socialement isolés, perdus ou en chute ; et d'autre part, en raison du fait qu'elle ne naît de la dislocation, de l'anomie, de la perte du lien social. Mais elle appartient à la vie sociale et politique, comme elle trouve sa place dans des relations normales. Celles-ci peuvent s'inscrire dans ce que Tilly appelle « répertoire », qui est l'ensemble de modalités disponibles d'expression pour l'action. (Ibid., 2005, p.180)

Cette théorie a pris naissance dans le contexte de bouleversement de la fin de l'année 1970 aux États-Unis d'Amérique et de l'Europe occidentale, où les mouvements sociaux et politiques étaient menés par des personnes ou groupes, des intellectuels, des syndicats fortement institutionnalisés. C'est probablement ce qui fait dire que la violence n'est pas irrationnelle et correspond à des fins non identifiées aux intérêts exclusifs d'un particulier, mais l'intérêt général. Les protagonistes de la violence de

cette époque, qui ne se distinguaient pas du reste de la population, sont venus avec l'« expression de l'action » pour désigner la violence.

Cela n'empêche pas Wieviorka de la critiquer. Sa faiblesse, selon lui, réside dans le fait qu'elle ne nous aide pas réellement à penser les mouvements sociaux. Cette théorie ne définit pas en effet les mouvements sociaux en termes de rapports sociaux ou de conflictualité sociale en vertu d'un principe d'opposition (adversaire social), mais en fonction d'objectif politique, c'est-à-dire les acteurs de ces mouvements veulent leur participation dans la sphère du pouvoir politique. En outre, il fait remarquer que la notion « répertoire » qui concourt à l'action dans des mouvements sociaux pose une limite à sa rationalité. Ce qu'il identifie dans l'impossibilité pour l'action d'être en dehors du cadre permis, ou de son cadre spatial et temporel. La raison est enfermée dans un univers culturel. (Ibid., 2005, p.161-180)

Finalement, il est difficile d'affirmer que la différence faite par Wieviorka entre violence et conflit est établie par sa thèse sur la violence instrumentale. Encore faut-il admettre qu'il nous a éclairés davantage sur la difficulté de comprendre les deux termes dans le champ de la sociologie.

En réalité, Consuelo Corradi semble apporter d'autres éclairages sur les notions de conflit et de violence, à la lumière des auteurs classiques de la sociologie.

Ted Robert Gurr, Alessandro Pizzorno et Hannah Arendt sont les auteurs dont Consuelo Corradi s'est inspirée pour parler de violence et de conflit en lien avec la violence instrumentale. D'après Corradi, Gurr, en analysant la violence politique, laisse entendre que la violence est un instrument pour combler les désavantages de la privation relative. Psychologiquement et sociologiquement, la violence collective trouve sa source potentiellement dans la privation relative. Ainsi, plus les attentes de

valeur sont grandes, plus la possibilité des scènes de violence est grande contre les sources de la frustration. Pourtant, pour Wieviorka, cette thèse ne s'inscrit dans la violence instrumentale, avons-nous vu précédemment.

Alessandro Pizzorno, dans la perspective de la violence ethnique, conçoit trois types de conflit : de reconnaissance, d'intérêt, d'idéologies. Selon lui, les conflits de reconnaissance renvoient à la reconnaissance identitaire (nationale, ethnique, linguistique, etc.). Les conflits d'intérêts mettent les adversaires en situation de défendre des objectifs qui se rapportent à des bénéfices concrets pour leurs membres. Les conflits d'idéologies poussent les parties en conflit à se prévaloir de l'universalité de leur vision du monde, donc la personne entière s'engage.

Corradi présente, finalement, Arendt comme l'un des rares auteurs dans l'approche classique de la violence qui ne confond pas celle-ci avec le conflit. Elle souligne en effet que le repère sur lequel Arendt s'appuie pour la définir est le pouvoir, tout au moins, une distinction entre pouvoir et violence. Ainsi, elle donne à entendre que le pouvoir « correspond à l'habilité humaine non seulement à agir, mais à agir de concert ». Inversement « la violence est par sa nature instrumentale ; comme tous les moyens, elle a toujours besoin d'un guide et d'une justification pour atteindre le but qu'elle poursuit ». Position que Corradi trouve éthiquement fondée et analytiquement correcte, même si elle reconnaît sa difficulté de l'appliquer au monde contemporain. (Corradi, 2009)

2.3 Violence destructrice

À l'origine d'un grand nombre de violences, sinon à l'origine de toutes, il existe une blessure, une souffrance, dont l'histoire est un élément

déterminant à décrypter pour comprendre les passages à l'acte et les situations de violence. (Cailliot, 2004, p.19)

Si l'on part avec l'idée qu'aucune violence n'est anodine, l'assertion qu'elle s'inscrit dans un processus de destruction semble tenir. L'élimination de l'adversaire représente l'ultime étape de la violence, mais la dynamique de mise à mort est inscrite à l'origine. Il semble que c'est dans ce contexte que s'inscrit la citation ci-dessus. En effet, la souffrance que toute violence semble apporter est repérable dans certains axes opératoires, comme les violences physiques, les violences psychiques. Sans aucun doute, celles-ci ont été déjà prises en compte dans ce cadre théorique, mais reprendre certains d'entre eux contribuerait à mettre en exergue davantage l'aspect destructeur de la violence.

Cailliot (2004), par rapport à la violence destructrice, décrit certaines formes de violence. Il nous dit que les violences physiques sont identifiables facilement. Il s'agit des coups et blessures à mains nues ou tous autres instruments, des brûlures, des viols sexuels, y compris du meurtre et du suicide. Les violences psychiques au contraire sont difficiles à comprendre. Elles opèrent dans l'invisibilité. En effet, avec les mots, on peut blesser davantage que des coups : langage irrespectueux ou dévalorisant, chantages, injonctions paradoxales à des personnes à mobilité réduite, des mineures, etc. On peut ajouter les pressions psychologiques telles que : absence de considération, abus d'autorité, comportements d'infantilisation, non-respect de l'intimité, indifférence ... Ces éléments constituent, selon lui, la « partie immergée de l'iceberg qu'est la violence ». Il poursuit que la dignité humaine est un morceau important aux valeurs morales, celles-ci donnent une raison ou un sens à la vie de chacun. L'atteinte à cette dignité peut avoir des conséquences sur la personne sans compter des implications physiques et psychologiques. En outre, il nous dit que la violence est un viol, car, celui-ci « est une intrusion de force dans l'univers de l'autre. » En définitive, il nous invite à ne pas seulement la voir sous l'angle des

événements, mais aussi dans un contexte, un processus, puisqu'elle se réalise dans un système véhiculant de la violence par des mécanismes dévalorisants les rapports de travail entre employeurs et employés, entre autorités et citoyens. Ce qu'il appelle violence structurelle. (Ibid., 2004, p.14, 15) Justement, Cristina Oehmichen Bazán (2009) donne raison à ce dernier quand il fait remarquer que « la violence structurelle affecte directement le corps : la réduction des salaires, la misère et la pauvreté sont quelques-unes des expressions qui se traduiront, tôt ou tard, en souffrance sociale. » (Ibid., 2009, p. 94) Celle-ci peut être conçue comme toutes les sources de la violence sociale que nous avons mise en relief dans le cadre de cette théorie de la violence. L'inscription de la violence dans un processus de destruction révèle le vrai caractère de celle-ci, car, à en croire Le Goaziou (2004), « être violent, c'est chercher à écarter ou à détruire l'insupportable souffrance ressentie, afin de retrouver l'apaisement ». Mais il pense que la recherche de l'apaisement peut être à la fois dans un retour de la violence contre autrui et contre soi qu'il identifie dans la dépression, les conduites addictives, et le suicide. Il enchaîne en disant que les moyens importent peu, l'essentiel c'est une question de survie. La personne est violente parce qu'on attaque aux fondements de son identité. (Ibid., 2004, p. 36) Ces considérations nous amènent à comprendre que les auteurs cités laissent entendre que la violence, quelle qu'elle soit, produit ses effets destructeurs.

2.4 Violence fondatrice

Selon Jean-Marie Donegani et Marc Sadoun (2007), la psychanalyse, de manière primaire, soutient que « la violence est fondatrice de l'être au monde, elle joue un rôle constructeur en fixant la réalité, en plaçant la destructivité hors du sujet. » (Ibid., 2007, p. 327) Il semble que cette thèse garde un lien avec l'interrogation de Michel Maffesoli (2009), stipulant : « Quelle peut être la facture contemporaine de ce que l'on peut appeler le désordre fécond ». Cette question sert de base à celui-ci pour

élaborer sa thèse de la violence fondatrice. Par celle-ci, il entend que la violence est constante ; au lieu de chercher à la condamner, à l'ignorer, il est préférable de négocier avec elle, ainsi que de voir la forme de ruse que l'on peut développer à son égard.

Maffesoli prend en appui une thèse de Weber et une de Simmel pour étayer la sienne. Il relate que Weber a fait remarquer qu'il n'est pas question de comprendre la violence, comme un fait anachronique, une survivance des périodes barbares ou pré-civilisées, mais bien comme la manifestation majeure de l'antagonisme existant entre volonté et nécessité. L'auteur estime ainsi que Weber inscrit la violence dans l'affrontement des valeurs. Il s'ensuit que la lutte ne peut être éliminée dans la réalité, car elle est le fondement de toute relation sociale ou moteur modal du dynamisme des sociétés. D'autre part, Maffesoli estime que Simmel approche la lutte sous l'angle de structuration du fait social, c'est-à-dire la société est « une certaine proportion d'harmonie ou de discorde, d'association et de compétition, de tendances favorables et de tendances défavorables ».

En conséquence, Maffesoli fait de la violence une manière commode de rassembler tout ce qui a trait à la lutte, au conflit et au combat. Autrement dit, il fait de celle-ci la part d'ombre qui, toujours, transperce le corps individuel ou le corps social. Avec l'appui du philosophe Empédocle, plus tard, il affirme que l'hétérogénéité (la différence) provoque la violence, tout en reconnaissant qu'elle est source de vie, c'est-à-dire elle contient à la fois les germes de la pacification et celles potentiellement mortifère. Il déduit ensuite que chez Spinoza la violence est comme structurant collectif en prenant appui sur l'assertion suivante : « un pays où la paix est un effet de l'inertie des sujets mérite le nom de solitude plutôt que celui de cité ». (Ibid., 2009, p. 2- 6)

C'est ainsi que Maffesoli se propose d'identifier les composants de la violence plutôt que d'en faire une théorie. Avant de les mettre en lumière, il souligne que les productions théoriques analysées précédemment sont des discours du social, et pas uniquement sur le social. Ce qu'il précise en affirmant que violence et dissidence ne se dissocient pas, elles sont deux envers d'une même médaille. En d'autres termes, « la violence sociale s'inscrit dans un double mouvement de destruction et de fondation, ou encore qu'elle est la révélatrice d'une destruction sociale plus ou moins prononcée, et qu'elle en appelle à une fondation nouvelle. » (Ibid., 2009, p.15) Ainsi définie, la violence est un élément structurel du fait social. En effet, l'assertion de Gurvitch, la sociologie part de la notion de discontinuité, lui a servi de point d'appui pour faire ressortir la fonction structurante de la violence. Cette dernière se précise par le fait que l'auteur avance que le bruit, la fureur et le désordre ont une fonction structurante dans la société et qu'il faut les étudier en tant que tels. C'est pourquoi la violence « constructive » n'est pas un paradoxe, elle est plutôt l'expression de la fondation sociale, tandis que la violence « destructive » est manifestation de l'affirmation individuelle. Ainsi, les changements s'opèrent souvent dans le système sociopolitique à partir d'actes de violence et par lesquels les sociétés sont restructurées. Autrement dit, les normes anciennes ont disparu pour faire place à de nouvelles qui, elles-mêmes, sont appelées à disparaître à leur tour.

La violence renvoie donc à une attitude affirmative, parce qu'elle traduit le vouloir vivre-social. L'auteur admet ainsi que la dissidence (violence) renvoie à une logique utilitaire, qui demeure nécessaire, sinon on se référerait à ce que Horkheimer appelle « le mépris secret de sa propre existence ». Sommes toute, Maffesoli soutient que « la qualité sociale et individuelle est la mesure du rapport qui peut s'établir entre l'ordre et le désordre » (Ibid., p. 23- 27)

C'est dans une telle relation que ce qui apparaît de l'ordre de destruction peut contenir le germe de structuration sociale. L'évidence de son utilité, reconnue par Maffesoli, sans la réduire à cela, porte ce dernier à révéler ses autres aspects.

La violence tout en étant insaisissable, excessive, sans finalité, dans son actualisation, finit par instaurer un ordre nouveau, une nouvelle norme. Elle tire toujours son existence dans une nostalgie par rapport à un ordre absolu. Toutefois, depuis Durkheim, son caractère ponctuel, provisoire, c'est-à-dire délimité dans le temps, est reconnu, il convient de s'en protéger soigneusement. Dans tous les sens, « la violence fondatrice et destruction constructive » ne peuvent être que du passé ou de l'avenir. La violence ne peut, en outre, que s'apprécier dans un contexte social. D'où l'idée que la criminalité ne peut se mesurer qu'en fonction d'un degré de justice d'une société dans la perspective de Horkheimer. C'est pourquoi Maffesoli pense que cet aspect de sa forme imaginaire peut aussi se placer dans l'ordre du présent. C'est ainsi qu'il propose de voir l'utopie de vouloir vivre-social au présent, contrairement à l'injonction du devoir-être que propose le progressisme. En d'autres termes, il souligne en dehors de la contemplation ou de la prospection, il existe l'action créatrice du présent par laquelle la richesse plurielle et éclatée doit se conjuguer.

Il semble que la violence fondatrice est perçue autrement par Walter Benjamin. Mais pour différente qu'elle soit, elle contient des germes communs, dès lors qu'elle tend toute vers un ordre nouveau, même si Benjamin parle lui-même de violence fondatrice de droit. Comment cette dernière est-elle abordée par Benjamin ?

C'est à Walter Benjamin (2012) que nous devons ce terme de violence fondatrice de droit. Il a fait, dans son essai *Critique de la violence*, une représentation des rapports de la violence au droit et à la justice. Selon lui, la violence ne peut se définir que

dans des rapports moraux, et ceux-ci ne peuvent se concevoir que dans les notions de droit et de justice. Or, a priori, l'ordre juridique est celui des fins et des moyens. La violence est donc pourtant reléguée avant tout dans le domaine des moyens. Tout en étant du domaine des moyens, elle vise à la fois des fins justes ou injustes. C'est dans ce contexte que l'auteur confronte l'école du droit naturel à celle du droit positif pour asseoir sa thèse de la violence fondatrice de droit.

Il semble, d'abord, que le droit naturel fait de la violence une donnée de la nature, tandis que le droit positif la renvoie à un « devenir historique ». Le droit naturel juge le droit en raison de la justesse de ses fins, alors que le droit positif le juge par la critique de ces moyens. La justice elle-même est le critère des fins, alors que la conformité au droit est celle des moyens. Malgré cette contradiction, les deux perspectives gardent en commun les valeurs (dogmes) suivantes : « les fins justes peuvent être atteintes par des moyens légitimes, des moyens légitimes peuvent être employés pour des fins justes » (Ibid., 2012, p. 58). Le droit naturel justifie donc les moyens par la justice des fins, le droit positif garantit la justice des fins par la légitimité des moyens. Benjamin nous dit que la critique veut que le droit naturel tende vers une « casuistique » sans fin, tandis que la théorie du droit positif est acceptable, car elle établit une grille d'évaluation de la violence. Cependant, là où les moyens légitimes ne peuvent plus justifier les fins justes en raison des besoins naturels pressants, les moyens légaux ne peuvent plus être considérés. Ce qui amène à se questionner sur la validité sans faille de la thèse du droit positif. Il convient de dire qu'à certains égards, même le droit positif admet que la violence en dehors des moyens légitimes, fonde ou modifie les rapports de droit. L'auteur a pris en exemple deux situations : le droit de grève des classes sociales et le droit de la guerre.

La classe ouvrière, à qui l'État reconnaît le droit de grève, semble être l'unique sujet de droit à qui le droit à la violence est admis. Il s'agit ici de la rupture de relation

entre les ouvriers et les employeurs. Ce qui correspond à la conception de l'État du droit. Cette rupture est loin d'être vue comme une violence selon le droit, mais simplement comme un moyen pur qui tend à mettre à l'écart l'employeur. Elle devient violence quand il y a chantage : la reprise du travail est faite sur certaines conditions. Pourtant, de l'avis des ouvriers, le droit de grève constitue le droit d'exercer la violence pour imposer certaines fins. La contradiction entre les deux conceptions provoque une tension entre les protagonistes. Tantôt, les ouvriers appellent à la grève générale, tantôt, l'État en appelle à l'abus du droit de grève. Cette différence d'interprétation fait dire que l'État admet dans certaines circonstances une violence dont les fins sont considérées comme des fins naturelles. C'est pourquoi un comportement actif dans l'exercice d'un droit à la violence est perçu comme une possibilité de renverser l'ordre juridique en vertu duquel ce droit lui est accordé. Inversement, un comportement passif ne mérite pas cette qualification, car il renvoie au chantage que nous avons déjà mentionné.

La possibilité d'un droit de la guerre repose sur les mêmes contradictions objectives du droit de grève en situation juridique. En effet, les sujets de droit sanctionnent les violences des fins qui restent des fins naturelles pour ceux qui sanctionnent. Alors que ceux-ci, en punissant, dans des cas graves, poursuivent des fins qui leur sont naturelles, elles-mêmes en conflit avec des fins légales qui sont les leur. En conclusion, la violence guerrière, comme force prédatrice, vise d'abord ses fins. Les sujets de droit, la guerre une fois terminée, rétablissent l'ordre des vainqueurs, un nouvel ordre, en appelant à la paix. À partir de là, la conclusion à laquelle l'auteur nous amène est que toute violence qui vise des fins naturelles a en elle-même un caractère fondateur de droit.

Excepté l'individu, comme sujet de droit, le droit moderne ôte tout droit à la violence des fins naturelles ; les classes ouvrières, par le biais du droit de grève, et les

puissances étrangères, par le droit de la guerre, peuvent en user pour fonder de nouveaux droits. Tout compte fait, Benjamin s'appuie sur la violence policière, à laquelle une conception tend à lier ses fins constamment au reste du droit, pour affirmer sa thèse la plus formelle sur la violence. Il dénonce la fausseté de cette assertion par le fait que l'État dans sa logique de conserver les moyens de son ordre juridique, ne garantissant plus les fins empiriques, la police intervient dans des situations où aucun moyen légal n'a garanti ses actes de violence. Donc, l'institution policière d'un État tout comme les classes ouvrières et les puissances étrangères, avons-nous rapporté plus loin, exercent à bien des égards la violence des fins naturelles qui relève du droit naturel. Ce constat, semble-t-il, a conduit l'auteur à la conclusion que :

Toute violence en tant que moyen fonde le droit ou le conserve. Si elle ne revendique aucun de ces deux prédicats, elle renonce d'elle-même à toute validité. Mais il s'ensuit que toute violence en tant que moyen, même dans les cas les plus favorables, participe à la problématique du droit en général. Et même si, au point où en est cette étude, la signification de cette problématique est encore impossible à prévoir avec certitude, le droit apparaît pourtant, d'après ce qui a été dit, dans un éclairage si ambigu que s'impose d'elle-même la question de savoir si, pour régler les intérêts humains en conflit, il y aurait d'autres moyens que la violence (Ibid., p. 76).

Cette revue de littérature sur les théories de la violence rencontre les préoccupations de violence qui sévissent en Haïti et ailleurs. Toutefois, nous avons jugé au regard du problème de recherche que les violences instrumentales, destructrices et fondatrices de droit sont les plus significatives. Nous allons ainsi construire un cadre analytique au chapitre suivant, à partir de ces types avec des exemples d'événement de violence respectifs pour montrer le fondement de cette intuition, par laquelle nous espérons avoir les instruments pour en savoir davantage, le cas échéant, sur nos deux sites d'étude.

CHAPITRE III

CADRE ANALYTIQUE ET TYPOLOGIE DE LA VIOLENCE EN HAÏTI

L'ensemble théorique développé dans le précédent chapitre ne rencontre pas tout à fait la problématique de violence en Haïti ou plutôt à Cité Soleil et Martissant. Notre problème de recherche nous a révélé les difficultés de souscrire entièrement à une des thèses évoquées pour expliquer la violence. Ainsi, en tenant compte de nos objectifs et de notre approche inductive, nous nous proposons de présenter un cadre analytique avec des propositions théoriques rivales ou idées directrices : violence instrumentale, violence destructrice et violence fondatrice/réparatrice, qui constituera notre préjugé ou notre anticipation que toute recherche qualitative de terrain, notamment l'enquête compréhensive, prend en compte. Il s'agit surtout de justifier la pertinence de notre cadre d'analyse provisoire en l'illustrant, en donnant des exemples de quelques événements ou de faits d'actualité (et seulement secondairement d'en « montrer les liens théoriques »). Car, ces idées directrices ou hypothèses provisoires peuvent être approfondies, testées ou abandonnées après le terrain suivant les cas. (Beaud, Weber, 2003, cité dans Ramos, 2015, p. 143)

Néanmoins, les événements et les faits peuvent comporter tellement d'aspects, il peut s'avérer difficile de les nommer de manière exclusive. Ces considérations et le

contexte de notre étude seront mis à contribution pour éclairer un peu les manifestations de cette violence en Haïti, en attendant l'étude proprement dite.

3.1 Dimensions analytiques de la violence instrumentale

Nous rappelons que la violence instrumentale est le fait pour un individu, un groupe d'individus ou une institution légitime de poser des actes répressifs en vue de satisfaire des fins raisonnables ou irraisonnables. Les sources ou les motivations de cette violence sont multiples, nous retiendrons les dimensions suivantes : la dimension de la privation relative ou frustration, la dimension de la force d'intégration, la dimension de la rationalité axiologique, enfin la dimension des conflits d'intérêts individuels et collectifs. En ce qui nous concerne, ces dimensions et d'autres constituent les éléments autour desquels vont se révéler la portée instrumentale de la violence en Haïti. Pour ce faire, nous proposerons les théories qui s'articulent à chacune des dimensions, puis nous établirons les liens entre celles-ci et quelques événements et/ou faits dans le contexte de la violence actuelle en Haïti. Commençons avec la dimension de la privation relative.

3.1.1 Privation relative/frustration

Nous soulignons que la privation relative, selon Ted Robert Gurr, psychologiquement et sociologiquement, provoque la violence collective. Celle-ci s'amplifie au gré des attentes de valeur contre les sources de frustration. Elle prend d'autre part des formes variées : révolution, émeute, tumulte. (Corradi, 2009) Dans cet ordre d'idée, Marcelo Perine soutient que des valeurs structurent la vie commune des êtres humains, et que donc la morale existe pour garantir la survie des groupes humains. Il évite de prendre la survie strictement dans son acception biologique. Il

soutient quand même qu'on ne peut calmer l'ardeur de la violence si on n'arrive pas à répondre aux besoins biologiques, car aucun humain n'éprouve le désir de s'interroger sur le bien, la justice et l'utilité quand ses besoins ne sont pas satisfaits. Ainsi, il affirme qu'« aussi longtemps que la vie commune des êtres humains souffre de ce manque, pour parodier Jurandir Freire Costa, notre société risque de devenir un "laboratoire social de meurtres" » (Perine, 2010) Voyons comment ces théories s'appliquent au contexte de violence haïtienne.

Nous pensons que cette dimension analytique se retrouve de manière exemplaire dans les propos soutenus par Marie Judith Pierre-Lominy sur la violence dans certains bidonvilles de Port-au-Prince (Cité Soleil, Bel Air, ...) :

Plusieurs phénomènes expliqueraient ces violences actuelles. L'une des causes de ces violences pourrait tenir à la rudesse des conditions de vie et de survie, plus particulièrement dans ces milieux populaires. Les bidonvilles sont marqués par une précarité très forte. L'essentiel de la population est en chômage. En fait, cette misère ambiante, dans ces bidonvilles, doublée d'une promiscuité très forte ont favorisé l'augmentation des cas de délinquance et d'insécurité, ceux qui amènent un peu plus tard à la violence de ces groupes sociaux constitué pour la plupart de jeunes. Ces derniers, généralement, ont parfois un sentiment d'abandon, d'exclusion. N'ayant accès à l'éducation, au marché du travail ou à d'autres conditions favorables leur permettant de vivre mieux ou de contribuer d'une façon ou d'une autre à leur pays. Ces jeunes se sentent frustrés ou donc la rage et la colère se transforment chez eux parfois sous forme de violence. Alors le plus souvent ils basculent dans la criminalité. (Pierre-Lominy, 2007, p. 122)

À la lumière de ces affirmations, il semble que les théories de Gurr et de Perine constituent des argumentaires types pour illustrer la violence instrumentale ici. Nous allons maintenant voir comment peut-on répondre de la dimension de la force d'intégration, et quels sont les faits et les événements qui seraient en rapport avec elle.

3.1.2 Force d'intégration

Il faut rappeler que Corradi affirme que les classiques n'ont pas fait de différence entre conflit et violence. Dans cette perspective, nous considérons la définition que Simmel donne du conflit. De l'avis de dernier, le conflit est « une forme d'association entre individus, un mouvement réparateur de tension qui divise des positions antithétiques, et une voie pour parvenir à une espèce d'unité » (Simmel, cité dans Corradi, 2009) La fonction qu'il exerce dans les groupes est la « force d'intégration ». (Corradi, 2009) Par ailleurs, la théorie de la mobilisation des ressources semble éclairer davantage la fonction d'intégration de la violence haïtienne. Charles Tilly, l'un des tenants de cette théorie, postule que la violence n'est pas un phénomène irrationnel, ni une création d'individus, ni de groupes détachés de la réalité sociale, elle appartient à la vie sociale et politique. En ce sens, elle est l'une des modalités disponibles d'expression pour l'action. (Tilly, cité dans Wieviorka, 2005) À la lumière de ces théories, nous prétendons que les événements suivants peuvent témoigner de la force d'intégration de la violence en Haïti.

Au lendemain des élections de 2006, le conseil électoral provisoire annonça que le candidat le plus populaire, monsieur René Gracia Préval, allait au deuxième tour avec monsieur Nesly F. Mannigat. Cette décision provoqua des manifestations violentes au cours desquelles le siège du conseil électoral fut pris d'assaut par la population des bidonvilles. Quand cette dernière y arriva avec des affiches de photos de son champion, elle en profitait pour se baigner en piscine, manger les repas disponibles, se coucher sur des lits, puisque c'était un des hôtels les plus huppés du pays qui logeait le conseil. Cette vaste opération de vandalisme conduisit les

autorités électorales et la communauté internationale¹ à proclamer René G. Préal président sans le deuxième tour préalablement annoncé.

Par ailleurs, après le départ forcé du président Aristide le vingt-neuf février 2004 par les forces de l'opposition et de la communauté internationale, principalement la France et les États-Unis d'Amérique, le petit peuple des bidonvilles, notamment celui de Cité Soleil, de Bel-Air, de Martissant, brisait tout sur son passage et exigeait le retour de son leader charismatique. Ce moment historique était marqué par des scènes de violence atroce : manifestations, assassinat, viol, kidnapping, sous le label du retour du président Jean-Bertrand Aristide.

Dans les deux cas, il s'agissait de revendications suivies de violence qui se déroulaient pour exiger l'intégration politique et sociale. D'un côté, la population revendiquait son droit de choisir librement ses dirigeants et d'assurer la durée de leur mandat, de l'autre, elle manifestait son désir d'avoir une condition de vie meilleure.

Voyons maintenant comment la dimension de la rationalité axiologique peut nous aider à cerner encore davantage la violence instrumentale.

¹ La communauté internationale est l'ensemble des pays ayant une représentation en Haïti ainsi que les Casques bleus des Nations Unies répondant au nom de la MINUSTAH (Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti). Elle joue un rôle prépondérant dans la dynamique politique, économique et sociale d'Haïti. Elle a pour chefs de file les États-Unis d'Amérique (USA), la France, le Canada et le Brésil.

3.1.3 Rationalité axiologique

Les perspectives classiques, que rapportent notamment Wieviorka et Corradi, appréhendent sans détour cette dimension. Elle se fonde d'abord sur la perception philosophique et sociologique selon laquelle la violence est un outil, un instrument utilisé par les acteurs de manière rationnelle. Les acteurs en font donc un moyen au service des fins. La dimension de la rationalité axiologique renvoie ensuite la violence à sa matrice instrumentale, c'est-à-dire un moyen parmi d'autres, qui a toujours besoin d'un guide et d'une justification pour atteindre le but poursuivi. (Wieviorka, 2005 ; Corradi, 2009)

Nous pensons que l'opinion suivante, diffusée par Radio Concorde le 30 novembre 2012, dans une émission sur les actualités politiques en Haïti, illustre bien ces perspectives :

Le kidnapping introduit avec certaine intensité depuis quelques années en Haïti, a toujours été imputé par défaut aux truands et aux gangs des bidonvilles. On a découvert cette fois-ci, à la stupéfaction de tous, qu'un enlèvement ait été perpétré le 16 octobre 2012 par un membre d'une des familles des plus riches de l'élite commerciale et industrielle, contre les enfants d'une des familles les plus riches de l'élite financière. Un contentieux entre familles des plus hautes sphères de la société, qui se règle avec des méthodes draconiennes, propres aux truands de bidonville. Ceci a non seulement choqué, mais a brutalement détruit toutes les lignes de démarcation traditionnelle qui sont supposées décanter les catégories et types de crimes normalement imputés à certaines classes sociales et pas à d'autres, [...] (Benodin, 30 novembre 2012)

Cette opinion semble partagée par plus d'un puisque d'autres émissions de radio l'ont aussi affirmé. Ces théories qui soutiennent que la violence est un moyen au

service des fins dans cette catégorie instrumentale nous semblent concorder avec le réel haïtien en matière de violence.

Encore une fois, nous pouvons nous appuyer sur cette analyse de Marie Judith Pierre Lominy (2007) autour de la violence dans les principaux bidonvilles de Port-au-Prince selon laquelle :

Certaines zones constituent le théâtre privilégié des mutations de la violence et des conflits. L'élément déterminant de cette mutation est la formation et le développement d'un espace criminel autonome où la violence devient un instrument d'appropriation du patrimoine d'autrui. (Ibid., p. 126)

Il semble toutefois que ce propos ne trouve pas tout à fait l'adhésion de Lyonel Trouillot (2012). En effet, ce dernier, en analysant l'arrestation de Clifford Brandt, fils de l'une des riches familles haïtiennes, dans le kidnapping de deux enfants d'une autre riche famille haïtienne, soutient ceci :

[...] ce que la société est en train de payer et constater, c'est que, dans toutes les classes sociales, le banditisme est devenu pour un grand nombre d'individus l'instrument du maintien ou du transfert social, ou, presque banalement, la solution aux conflits privés avec un collègue, un voisin, un conjoint ou un concurrent [...] Le banditisme s'est répandu dans la société comme l'arme de l'individualité monstrueuse et désocialisée. Et cette désocialisation, cette bourgeoisie qui n'a d'haïtienne que l'origine de ses profits y a largement contribué. (Ibid., jeudi 8 novembre 2012)

Ces deux perceptions, malgré leur opposition relative, semblent renforcer la validation de la logique de l'instrumentalisation de la violence en Haïti dans la mesure où elles justifient la théorie des moyens au service des fins. Ainsi, elles nous

ouvrent les yeux davantage sur l'importance de cette dimension dans la compréhension du phénomène de violence en Haïti.

3.1.4 Conflits d'intérêts individuels et collectifs

Alessandro Pizzorno, que Corradi inscrit dans la perspective classique de la violence en sociologie, aborde la violence sous trois angles, dont celui de l'intérêt. Selon ce dernier, les conflits d'intérêts poussent les adversaires dans la défense des objectifs qui se rapportent à des bénéfices concrets pour leurs membres. (Pizzorno, cité dans Corradi, 2009)

Le Nouvelliste nous livre une information qui illustre bien cette vision :

Il y a moins de quarante-huit-heures, une attaque d'individus lourdement armés venant de Boston, un quartier de Cité Soleil, s'est soldée par la mort de huit personnes, dont des innocents, selon le juge de paix, Evens Lévêque (sic). « Sept corps ont été retrouvés sur place et une autre personne grièvement blessée a rendu l'âme à l'hôpital », confie-t-il. « Sept blessés sont dénombrés », ajoute Evens Lévêque [...] Des gangs s'affrontent depuis plusieurs semaines pour contrôler des territoires et étendre leur influence dans le plus grand bidonville de la capitale, soutient Evens Lévêque (sic), assurant que tout est fait par les autorités policières et judiciaires pour un retour à la normale. (Alphonse, 5 novembre 2012)

Face à une telle information, il est difficile de ne pas admettre que la violence défend l'intérêt du groupe, car ces individus, lourdement armés, en voulant défendre leur intérêt, n'ont évité aucun moyen, y compris la perte en vie humaine. Il semble même que la violence meurtrière est plus efficace pour garantir l'intérêt de groupe.

Nous pensons que cet autre évènement peut aider à mettre en évidence la dimension de l'intérêt individuel et de groupe dans la catégorie instrumentale de la violence en Haïti.

Des policiers cantonnés au commissariat de Cité Soleil (nord de Port-au-Prince) ont procédé dimanche à l'arrestation de Wendy Salomé, un demi-frère de l'ex-chef de gang Amaral Duclona, pour son implication présumée dans des enlèvements crapuleux et la piraterie sur les routes, a annoncé le commissaire Jean Alex Pierre-Louis [...] Outre des kidnappings, le gang dont il fait partie a développé une spécialité dans le détournement de camions transportant du riz ou du ciment souvent braqués à hauteur de la route 9 ou dans la gare routière des Gonaïves. (*Radio Kiskeya*, 20 mars 2012)

Les faits et événements que nous avons considérés constituent une représentation de la violence instrumentale en Haïti. Celle-ci prend l'allure d'une violence des fins justes et injustes, et répond à un besoin d'intégration et de régulation. Qu'en est-il de la violence destructive?

3.2 Dimensions analytiques de la violence destructrice

La violence destructive selon Cailliot s'inscrit dans un processus. À son origine, il y a toujours une souffrance. Elle se donne à voir dans des violences physiques et des violences psychiques. Ces actes violents sont respectivement: viol sexuel, meurtre, suicide ; absence de considération, abus d'autorité, comportements d'infantilisation, non-respect de l'intimité, indifférence, etc. Par ailleurs, il semble qu'elle peut être définie, en s'appuyant sur le concept de rationalité de Weber, comme celle qui est perpétrée par un individu ou un groupe d'individus sans finalité. Ces perspectives nous portent à considérer cet ensemble dimensionnel qui devrait nous aider à rendre compte de la violence destructrice. Ce sont : la dimension émotionnelle ; la

dimension de la violence sans finalité ; la dimension corporelle ; la dimension de l'affirmation individuelle et de groupe.

3.2.1 Dimension émotionnelle de la violence

Cette dimension rencontre la thèse de Thomas Hobbes, puisqu'elle évoque la passion, l'envie et le déshonneur, pour signifier que la violence est consubstantielle à la nature humaine. Ce qui se définit par le postulat « homo homini lupus », l'homme est un loup pour l'homme. (Wieviorka, 2005, p. 162) Aussi devrait-on associer la perspective de Marcelo Pirene à cette dimension selon laquelle l'être humain de par sa nature est violent et ne peut jamais se dépouiller totalement de ce trait. L'humain doit faire l'usage de sa raison pour faciliter la vie bonne, mais il ne peut être définitivement raisonnable. (Pirene, 2010)

Il existe en Haïti un nombre considérable d'hommes qui battent leur femme ou qui s'adressent violemment à leur femme pour cause de jalousie. Cela est évidemment notre constat ainsi que celui d'organisations féminines. Ainsi, les propos suivants peuvent bien en rendre compte :

En 2006, l'organisation féminine Kay Fanm avait enregistré 954 cas de violence à l'égard des femmes; en 2007 et 2008, elle a enregistré 3 393 cas, précise Mme Mérisier. Selon une étude sur la violence au sein de la famille, publiée par le Ministère à la Condition féminine et aux Droits des femmes, 30% des femmes haïtiennes sont victimes de violence physique, émotionnelle et sexuelle aux mains de leur conjoint. Vu la banalisation de la violence conjugale, principalement des viols conjugaux, les agresseurs sont rarement poursuivis et, lorsqu'ils le sont, les poursuites donnent rarement lieu à une inculpation des auteurs. (*Lenouvelliste*, le 25 septembre 2011)

Tout bien considéré, il apparaît que les viols sexuels provoquent inévitablement des conséquences psychiques incalculables chez les femmes victimes. Il est donc évident que l'aspect émotionnel de la violence en Haïti n'est pas négligeable. Toutefois, si l'on ne peut pas parler de dimension émotionnelle proprement dite, on acceptera une dimension de violence psychique.

3.2.2 Dimension corporelle de la violence

Nous pensons que la thèse de la « violence moderniste » de Consuelo Corradi selon laquelle la violence est « une force sociale qui structure les rapports entre ennemis et qui modèle culturellement les corps des victimes et des agresseurs » (Corradi, 2009) correspond bien à cette dimension. Si elle semble trop générale pour répondre à l'idée de violence corporelle, ce n'est pas du tout le cas lorsqu'elle aborde le travail atroce sur le corps de la victime.

Les acteurs de violence en Haïti sont saisis par la violence de différentes manières, mais la violence corporelle semble provoquer plus de remous dans la société. Voici des événements qui peuvent nous éclairer sur cette dimension :

- ✧ La frayeur se lisait sur le visage des riverains. La population est victime tous les jours de rapine, de viol, de meurtre, etc. Les écoles, les églises, les boutiques et les maisons ne sont pas épargnées. Cette situation inquiète de plus en plus ces résidents. Le dimanche 2 septembre 2012 vers 7 heures du matin, des bandits lourdement armés ont assassiné un notable mieux connu sous le nom de « Lionel » à Simon-Pelé, et quelques heures plus tard, dans la soirée, deux jeunes garçons [...] Le samedi 29 septembre aux environs (sic) de 5 heures de l'après-midi, un commerçant – dans la trentaine a été criblé de balles non loin du sous-commissariat de police à l'entrée de Cité Soleil. Deux cireurs de chaussure et deux passants ont été abattus par ces malfrats; il y eut plusieurs blessés dans l'après-midi du lundi 29 octobre 2012, nous

explique un riverain, qui a échappé de justesse à ces actes de banditisme (sic). (Cincir, 31 octobre 2012)

Dans l'événement suivant, il s'agit des différends sur le choix d'appartenance politique de ces chefs de gang, puisque l'un estime que l'autre a trahi le groupe politique auquel il fait allégeance. Le groupe d'Emmanuel Wilmé avait abattu le chef de gang Robenson Thomas et deux de ses gardes de corps. À noter que le premier chef de gang s'identifiait au président Aristide et l'autre s'identifiait au groupe politique qui a renversé Aristide. Il n'y va pas par quatre chemins, le règlement de la trahison, c'est la mort. Pour révéler le caractère mortifère de la violence en Haïti, nous soulignons également cet élément :

Robenson Thomas (alias Labanyè) l'un des chefs de gang de Cité Soleil a été abattu mercredi soir dans son fief, en compagnie de deux de ses principaux lieutenants. Leurs cadavres ont été emportés par la bande à Emmanuel Wilmé (dit Dread Wilmé), l'un des principaux chefs de l'Opération Bagdad déclenchée en septembre dernier en vue d'exiger le retour au pays de Jean Bertrand Aristide. (*Radio Kiskeya*, jeudi 31 mars 2005)

Ces faits témoignent du caractère destructif de la violence en Haïti, particulièrement sa dimension physique. Cette violence possède de multiples facettes qui peuvent se dévoiler selon les circonstances, sans nécessairement s'exclure les unes les autres.

3.2.3 Violence sans finalité

La thèse de Consuelo Corradi que nous avons évoquée plus haut eu égard au travail sur le corps des victimes de la violence nous paraît aussi appropriée à cette dimension. En effet, ainsi qu'on peut le comprendre dans les événements que rapporte Marie Judith Pierre-Lominy, les victimes de violence, malgré qu'elles

remettaient aux bandits les clefs de leurs voitures et tout l'argent qu'elles ont dans leurs poches et leurs sacs à mains, sont souvent tuées (Pierre-Lominy, 2007, p. 125).

Marc-Arthur Fils-Aimé dans une analyse sur l'insécurité en Haïti et la politique néolibérale semble rapporter des faits qui s'accordent à ce type de violence. Selon cette analyse :

La violence est devenue aussi protéiforme. À chaque moment, elle a changé de cibles et de tactiques dominantes. À un certain moment, c'était surtout le vol à mains armées de voitures, surtout de véhicules 4x4. Après, les assassinats en pleine rue parfois sans motifs apparents ont handicapé le développement normal de la cité [...] (Fils-Aimé, 20 juin 2006)

Fils-Aimé affirme avoir constaté que l'accent, à un moment de cette violence, porte sur le fait même de donner la mort par-delà toute autre considération ou finalité. Ainsi nous estimons que l'aspect mortifère de cette violence semble bien pertinent.

La violence destructrice identifiée en Haïti s'illustre également comme violence des frontières et des affirmations identitaires. Voyons comment cela est corroboré par des faits dans le contexte haïtien.

3.2.4 Frontières et affirmations identitaires

La thèse de Lewis Conser selon laquelle « le conflit pose les frontières et renforce la conscience du groupe et donc son identité » (Corradi, 2009), semble bien correspondre à cette dimension. Voici un fait qui l'illustre selon nous : entre 2004 et 2005, des groupes de bandits ont tué des personnes de couches aisées. Au cours de

leur meurtre, ils ont soutiré d'énormes rançons des familles victimes de leur kidnapping, puis ils ont étalé les cadavres sur des tonnes de déchet de toutes sortes. Ce qui d'ordinaire révolte la conscience collective.

Ilionor Louis (2009) en citant l'agence de presse en ligne Alterpresse, nous donne un autre argument qui nous semble adapté à cette dimension. Selon l'agence :

[...] le Réseau national de défense des droits humains (RNDDH), annonce que « la terreur règne à Port-au-Prince ». En effet, dit cette note, de janvier à décembre 2006, on a enregistré à Port-au-Prince 721 assassinats, dont 28 policiers et 4 casques bleus. La responsabilité de ces actes est attribuée aux gangs qui font la loi dans les quartiers populaires particulièrement dans les bidonvilles. Il y aurait eu, selon RNDDH, plus de cent cinquante (150) cas de kidnapping répertoriés dans la nuit du 6 au 7 juillet 2006, au moins vingt-deux (22) personnes ont été tuées à Grand Ravineee, un quartier populaire situé sur les hauteurs de Martissant, [...] (Ibid., p.16)

Il est arrivé aussi qu'un individu faisant partie d'un groupe de bandits, voulant être reconnu par ses pairs grâce à sa capacité à tuer, commette des crimes qu'ensuite il revendique. Là aussi, l'événement est l'affirmation de la puissance d'un groupe et la manifestation du mépris d'autrui.

L'ensemble des faits ici rapportés illustrent comment une violence destructrice se présente sous diverses formes socio psychologiques. Elle est à la fois pathologique, miséreuse et méprisante. Mais il importe maintenant de mettre en évidence son caractère fondateur/réparateur.

3.3 Dimensions analytiques de la violence fondatrice/réparatrice

Celle-ci se définit comme un appel à la fois au respect de l'ordre établi et à un ordre nouveau. Dans le contexte de la violence en Haïti, l'ordre établi et l'ordre nouveau s'affrontent. Pour en rendre compte, nous mettons en avant les dimensions de l'activité politique consciente, la conservation du droit, la représentation collective et la création d'ordre nouveau.

3.3.1 Activités politiques conscientes

La proposition théorique de Donegani et Sadoun (2007) semble bien s'appliquer ici. Selon eux, du point de vue psychanalytique, la violence est fondatrice de l'être au monde et joue un rôle constructeur en fixant la réalité ; sur le plan politique, la violence est un phénomène dynamique, situé historiquement et socialement. La violence est liée aux contextes culturels, donc elle peut faire l'objet d'évaluation et de réévaluation selon qu'on se situe ici ou là. Enfin, ces auteurs postulent que la violence serait la limite du politique, la condition de sa pensée et de sa réalisation (Ibid., p. 327)

L'émeute de la faim d'avril 2008 est un événement qui illustre cette dimension. En effet, au cours de cette année, il y avait dans le monde un contexte d'inflation de tous les produits de première nécessité. Haïti n'y échappait pas. Quoique le gouvernement eût annoncé une baisse de 15 % du prix de riz, considéré comme aliment de base de la population, une émeute violente éclata pendant au moins cinq jours. Ce qui provoqua cinq morts et deux-cents blessés, sans compter des dégâts matériels selon un bilan non officiel. Le gouvernement que présidait Jacques-Édouard Alexis fut destitué par le sénat le douze avril de l'année en cours. Les reproches auxquels ce dernier faisait face étaient de ne pas répondre aux attentes de la population (*Le*

Monde, 12 avril 2008), pourtant le 14 avril le président René Préal trouvait injuste la décision, car, dit-il, « le gouvernement n'est pas responsable de la hausse des prix ».

Les différents aspects de la théorie de Donegani et Sadoun expliquent selon nous l'émeute de 2008. Nous pouvons également établir des liens avec la théorie de mobilisation des ressources de Charles Tilly dont nous avons fait état dans la section consacrée à la violence instrumentale. Les catégories analytiques, du moins certaines dimensions de ces catégories, comme on l'a dit, ne sont pas exclusives.

3.3.2 Conservation du droit

Nous allons tenter de justifier cette dimension à partir de la théorie wébérienne, qui donne le monopole de la violence légitime à l'État, puis avec Benjamin, selon qui « Toute violence en tant que moyen fonde le droit ou le conserve ».

La violence légitime est un ensemble d'actes de l'autorité publique pour rétablir l'ordre et la confiance dans la société haïtienne. Si d'aucuns sont convaincus de la nécessité de telles actions, pour d'autres, certaines méthodes d'intervention des forces répressives sont démesurées et parfois incohérentes. Les avis sont partagés, lorsqu'il est question d'interventions des forces de l'ordre. Les propos suivants illustrent cette tension :

L'ONU a annoncé mardi à New York que plus de 400 personnes ont été arrêtées dans le cadre de l'offensive lancée depuis le début de l'année contre les gangs par la Police nationale d'Haïti (PNH) avec l'appui policier et militaire de la Mission de stabilisation des Nations Unies (MINUSTAH) [...] Cité Soleil semble revenir peu à peu à une vie normale après un long cycle de violences infernales ayant fait de

nombreuses victimes. Lors d'une visite la semaine dernière dans le vaste bidonville, le chef civil de la mission onusienne a appelé au retour des organisations humanitaires et des investisseurs qui avaient déserté ce secteur de la capitale. (*Radio Kiskeya*, le mardi 7 mars 2007)

Un policier et un présumé bandit ont été blessés jeudi après-midi à Port-au-Prince, lors d'une offensive des forces de sécurité lancée sous la direction de la police judiciaire en prélude à une importante opération anti-gang qui doit démarrer vendredi dans l'aire métropolitaine [...] Baptisée en principe « Opération Dragon », l'opération de ce vendredi vise à traquer les bandits partout où ils se trouvent et à démanteler les gangs impliqués dans toutes sortes d'activités criminelles, y compris des kidnappings, ont indiqué *off the record* des responsables sécuritaires. (*Radio Kiskeya*, le 15 décembre 2011)

La Police nationale aurait procédé de manière arbitraire à l'arrestation d'une vingtaine de personnes, dont deux écoliers, lors d'une opération menée jeudi après-midi dans le bidonville à risques de Grand Ravine (sud de Port-au-Prince), ont dénoncé des riverains interrogés sur place par Radio Kiskeya [...] Selon les témoignages de plusieurs jeunes gens des deux sexes, aucun incident violent n'avait précédé l'intervention des policiers cantonnés au sous-commissariat de Grand-Ravine qui a, elle, entraîné des tirs nourris et occasionné une vive panique au sein de la population (*Radio Kiskeya*, le 11 octobre 2012).

Ces faits et événements, tout en interpellant la société civile, ont interpellé les autorités publiques. C'est pourquoi, les forces déployées pour protéger la vie et les biens se sont saisies de la situation et ont agi pour contrer les actes de violence. Ainsi, elles cherchent à conserver l'ordre établi, mais ces actions n'ont pas été sans violence. Il est vrai que le postulat wébérien attribue le monopole de la violence légitime à l'État, mais les actions de l'autorité publique ne semblent pas toujours rentrer dans les bornes du droit positif. Les opérations policières, y compris celles des forces des Nations Unies, font parfois des victimes dans la population civile, lesquelles victimes n'ont souvent rien à voir avec les acteurs de violence. On comprend pourquoi certaines personnes désapprouvent les méthodes d'intervention

des forces de l'ordre. Celles-ci maintiennent certes le droit, mais les moyens dont elles disposent pour le faire ne sont pas toujours légitimes, donc la thèse de Benjamin selon laquelle toute violence fonde le droit ou le conserve semble valider dans ces circonstances.

Si tel est vraiment le cas, n'est-il pas aussi possible que la violence ait un effet structurant, collectif ? C'est ce que nous allons tenter de démontrer.

3.3.3 Représentation collective

Pour Michel Maffesoli (2009), la violence n'est pas un reliquat anachronique d'un ordre barbare en voie de disparition, elle est plutôt un élément structurant du fait social. Quant à Consuelo Corradi (2009), la violence est une force sociale chargée de signification et douée d'une capacité structurante de la réalité.

Il nous paraît évident que la situation de violence qui prévalait entre 2003 et 2004 pendant et après le règne du président Aristide est un cas typique illustrant cette dimension. En fait, entre 2003 et 2004, on assistait à une série d'actes de violence contre les couches sociales possédant le capital économique et contre celles qui ont du capital culturel et social, pour reprendre les termes de Pierre Bourdieu. Ce contexte de violence avait son origine dans la réélection du président Jean-Bertrand Aristide et l'élection des membres du parlement haïtien. Ces élections étaient contestées par la société civile organisée et par la majeure partie de la classe politique haïtienne. Selon certains analystes, le candidat Aristide voyait sa popularité s'effriter, et c'est grâce à la complicité du président sortant et du conseil électoral qu'il réussit à gagner haut la main ce qui fut qualifié de mascarade électorale. Il s'ensuivit que les partisans du président, en majeure partie des jeunes des

bidonvilles, semèrent la panique partout dans les villes, notamment dans la capitale. Des riches hommes et femmes d'affaires étaient kidnappés et rançonnés. Parfois, les femmes étaient violées avant d'être relâchées. Les couches moyennes, au rang desquelles on retrouvait les contestataires du pouvoir, étaient aussi victimes d'agression, de kidnapping et de viol. Cette situation provoqua un tollé, les organisations de femmes se mobilisèrent, soit pour demander le respect de l'intégrité physique, soit pour exiger l'égalité des genres. Les groupes populaires revendiquèrent de leur côté le respect de leur vote. Ce qui amena parfois à des affrontements suivis des scènes de violence. C'est ainsi qu'un contexte de violence s'instaura pendant le deuxième mandat du président Aristide.

Mais, au milieu de cette vague de violence, des groupes sociopolitiques de toutes tendances qui exigeaient la démission du chef de l'État proposaient un nouveau contrat social. Autrement dit, ils se revendiquaient d'une représentation collective qui ne recevait certainement pas d'écho au sein des partisans du pouvoir politique de l'époque. Ainsi, leurs mouvements de protestation étaient tous violemment entravés, soit par les groupes populaires pro-Aristide, soit par les agents de l'ordre.

À partir de ces faits, nous avons mis en lumière cette dimension, il nous reste à présent à considérer ce qu'il en est de la création d'un ordre nouveau.

3.3.4 Création d'ordre nouveau

Comme on l'a vu à la section 2.3, Maffesoli, en nous invitant à ne pas réduire la violence à sa structure utilitaire, dévoile un autre aspect de la violence qui peut nous aider à cerner cette dimension. Il affirme que, bien que la violence soit insaisissable, excessive, sans finalité, et toujours inquiétante, son actualisation finit par instaurer

un ordre nouveau, c'est-à-dire qu'elle inaugure une « canonicité épurée ». Il nous convie donc à ne pas limiter les effets de la violence fondatrice au passé ou à l'avenir, car elle peut aussi se placer dans l'ordre du présent. Il nous semble que Wieviorka (*cf.* section 2.1.2) rejoint Maffesoli dans cette dernière considération.

Justement, ces perceptions constituent les idéaux majeurs des luttes de la modernité : liberté et égalité, selon la façon dont Jean-François Lessard (2008) les présente. Ceux-ci renvoient à l'égalité politique, c'est-à-dire le droit de tous et de toutes de choisir le candidat de leur choix ; l'égalité économique, s'appuyant sur un État de type social où l'on réduit les inégalités ; l'égalité sociale, s'appuyant sur un État de type communautaire où les droits des minorités sont garantis et respectés (*Ibid.*, p.170-180).

Pour justifier ces thèses et éclairer la dimension de l'ordre nouveau, nous pouvons nous pencher sur un extrait du journal *Le Nouvelliste* du 10 mars 2006. Cet article a été publié au lendemain de la proclamation des résultats des élections de 2006 donnant gagnant le candidat René Préval au premier tour, alors que ce même conseil électoral et la communauté internationale avaient opté, sous toute sorte de prétextes, pour un second tour. Face à la ferveur populaire, ils étaient revenus sur leur décision.

[...] Désormais, s'il y a une route qui mène au pouvoir légitime en Haïti, elle passe par les bidonvilles et la paysannerie où vit la majorité des Haïtiens contre laquelle les petits potentats de Port-au-Prince ont beau essayer de construire leur propre Haïti-Chérie. Finis les raccourcis ! Finis les ponts jetés entre élites économiques et le pouvoir ! Finies les pentes glissantes de coups d'État militaires ! Finis les tunnels passant aux ambassades et conduisant au pouvoir !

Le peuple haïtien ne vote plus un candidat, mais l'espoir de sortie de la pauvreté et le rejet de l'humiliation. Il comprend que son pays est l'un des plus pauvres et injustes du monde. Il sait, voit et vit aussi

l'inadmissible : 10 % de ses concitoyens, qui le considèrent déjà comme un simple accident démographique ou un mauvais surplus humain, possèdent 90 % des richesses nationales.

[...] Les élections ne sont pas un simple concours de popularité en Haïti. Elles sont des revendications populaires, une exposition de la lutte acharnée des masses pour le pouvoir et contre le statu quo, une déclaration de guerre civile sans armes entre une coalition d'insouciantes et une vaste majorité de miséreux. Libres et honnêtes, elles seront toujours gagnées d'avance par les masses affamées, mobilisées, assoiffées de justice et avides de pouvoir. (*Le Nouvelliste*, 10 mars 2006)

Combattre le grand banditisme politique, social et économique, selon *Le Nouvelliste*, exige d'aller au-delà des élections, et demande que le peuple parte à la conquête de l'État de droit. L'article souligne que la démocratie est antipathique à la pauvreté endémique dont souffre le pays. Elle est un processus long et difficile de transformation politique, sociale et économique. Elle renvoie à des institutions fortes, à des services et au bien-être commun. Elle renvoie également à l'intégration politique, sociale et économique des citoyens dans la vie nationale. Naturellement, elle fonctionne au nom de la majorité et protège les minorités.

La lettre de protestation du Conseil Exécutif de l'Université d'État d'Haïti (UEH) et l'invitation lancée à la communauté étudiante de participer à une marche contre l'insécurité semble aussi éclairer la dimension de création d'ordre nouveau. La conclusion de cette lettre stipule :

Dans ces circonstances, le Conseil Exécutif de l'UEH rappelle au Gouvernement, aux élus à tous les niveaux, leurs responsabilités vis-à-vis de la nation. L'insécurité met à nu la faiblesse de l'État haïtien. La tâche principale des responsables aujourd'hui est de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour reconstruire cet État qui seul a la capacité de protéger la collectivité contre la fureur des appétits individuels qui gangrène notre société et dont le kidnapping ne représente que la facette

peut-être la plus abjecte. Dans le même ordre d'idées, l'UEH propose la mise en place de structures décentralisées et participatives faisant une large place à l'initiative collective, à la mobilisation et à la solidarité citoyennes avec l'encadrement de l'État. (Conseil Exécutif de l'Université d'État d'Haïti, le 3 juin 2008)

Tenant compte de toutes ces considérations, on peut envisager comment la violence politique devient une violence fondatrice et réparatrice. En ce sens, la violence peut porter les élites et les citoyens à agir en fonction du grand projet politique de la modernité.

3.4 Synthèse des catégories de violence

Sans aucun doute, toutes les dimensions analytiques de la violence fondatrice se chevauchent, car tous les mouvements sociaux et politiques que la population a entrepris tendent vers un droit à fonder et/ou à garantir. Même la violence d'État à travers les interventions policières et les forces onusiennes, si elle ne cherche pas à fonder un droit, cherche tout au moins à le conserver. C'est pourquoi cette violence joue un rôle structurant collectif. Par ailleurs, nous avons argumenté le rapport que la violence fondatrice entretient avec la violence instrumentale, en s'appuyant sur la théorie de la mobilisation des ressources. Cette théorie, par sa nature instrumentale et sa capacité à expliquer l'activité politique consciente, montre que les types de violence instrumentale et de violence fondatrice entretiennent des liens (voir sections 3.1.2, 3.3.1 et 3.3.3). Enfin, la violence destructrice, ayant toujours à son origine une souffrance à laquelle elle cherche à mettre fin, croise la violence instrumentale et la violence fondatrice. C'est pourquoi nous avons parlé de non-exclusivité des types. Et c'est avec cet esprit que nous avons mené nos observations et nos entretiens sur le terrain.

Le tableau suivant résume le cadre analytique que nous avons proposé dans ce chapitre.

Tableau 3.1 Cadre analytique et typologique de la violence en Haïti

Catégorie I	Dimensions I			
Violence Instrumentale	Privation relative	Force d'intégration	Rationalité axiologique	Conflits d'intérêt individuel/collectif
Elle est la violence des fins et des moyens	Elle est le fait pour des individus de vivre dans des conditions inhumaines : en absence des besoins de base.	Elle consiste à utiliser tous les moyens légaux et légitimes en vue de porter les dirigeants politiques à assumer leur responsabilité avec équité à l'égard des citoyens. Elle poursuit parfois des fins justes loin de toute légalité et de légitimité.	C'est l'ensemble des moyens mis en œuvre par des groupes et des individus pour satisfaire à leurs besoins. Elle prend en compte l'appropriation du patrimoine d'autrui, le moyen de régler des différends et le transfert de classe. Ceux-ci sont les armes de toutes les classes sociales.	Ce sont des conflits par lesquels les groupes de bandits et les individus s'entredéchirent et surtout s'entretuent pour défendre leurs intérêts. L'un des actes de prédilection des bandits est le kidnapping.
Catégorie II	Dimensions II			
Violence destructrice	Dimension émotionnelle de la violence	Dimension corporelle de la violence	Violence sans finalité	Frontières et Affirmations identitaires
Elle est cette violence qui déchire le corps et le psychique de l'être humain.	Elle est la violence qui frappe les femmes en particulier, soit sexuellement, soit en mauvais traitement.	C'est une violence qui se manifeste par l'assassinat des gens de la population civile et publique, et celui des chefs de gang entre eux.	Elle est une violence qui ne réclame aucun besoin spécifique au préalable. Elle prend son envol au concours des circonstances. Elle ne vise pas une personne en particulier.	C'est la violence qui se donne en vue d'imposer la reconnaissance des gens oubliés de la société. Elle pose le problème des frontières entre les classes sociales. L'arme privilégiée dans ce type de violence est le kidnapping en masse.
Catégorie III	Dimensions III			
Violence fondatrice/réparatrice	Activités politiques conscientes	Conservation du droit	Représentation collective	Création d'ordre nouveau
Elle est la violence qui attire l'attention aux besoins de changement. Elle tend aussi à conserver le statu quo.	Elles constituent des mouvements sociaux revendicatifs et subversifs en vue d'avoir de meilleures conditions de vie. Elles n'écarteront pas la destitution des gouvernements.	Elle consiste à rétablir l'ordre. Elle se donne dans des quartiers déclarés de non-droit.	Elle est la violence qui se donne pour le rétablissement du droit à la légalité politique pour la représentation au niveau des institutions d'État. Elle met en face les protagonistes.	Elle est un appel à la refondation de l'État et celui du respect du droit de vote de la majorité.

CHAPITRE IV

CONTEXTE ÉVOLUTIF DE LA VIOLENCE DANS LES QUARTIERS DE CITÉ SOLEIL ET DE MARTISSANT

Ce chapitre vise à contextualiser de manière spécifique des quartiers à l'étude, car il semble que le processus historique, qui a conduit leur population à la violence, dont le sens reste à déterminer, se révèle important. Révéler l'historicité d'une population ou d'un événement suppose un travail d'archive a priori, mais, à défaut, d'autres procédés sont mis en œuvre. En ce qui a trait à ces quartiers, les sources documentaires écrites sont défaillantes, et pour pallier cette lacune il importe de considérer l'histoire orale. Celle-ci constitue une source de première main qui est loin d'être sans importance dans l'histoire des sciences sociales. En effet, les approches qualitatives en font un instrument au service de la science. C'est pourquoi là où les données manqueront les témoignages des gens qui ont vécu dans ces quartiers nous serviront de support. Ainsi, nous allons faire une mise en contexte de la situation provoquant le renforcement de la paupérisation et la bidonvilisation des périphéries de la capitale d'Haïti, notamment l'aire métropolitaine de Port-au-Prince, puis l'origine de Cité Soleil et ces caractéristiques sociodémographiques, et enfin, celles de Martissant.

4.1 Brève histoire de l'Aire Métropolitaine de Port-au-Prince, aspects sociodémographique et économique

De l'avis de Rachelle Charlier Doucet et Alain Gilles (2012), la fin du vingtième siècle était marquée par une politique de baisse de la production agricole au profit des industries de sous-traitance et l'importation des biens alimentaires. Cette politique a non seulement dégradé les conditions de vie de la population rurale, mais aussi l'a poussée vers les centres urbains. L'absence d'un secteur industriel capable de donner du travail à tous contraint les migrants à s'installer dans des zones marginalisées dites bidonvilles. Celles-ci sont considérées comme des quartiers de prédilection pour la contrebande et le trafic des stupéfiants. Ainsi, elles sont devenues les milieux naturels de recrutement des leaders de la violence qui ont marqué la période post-duvaliériste (Ibid., 2012, p.7).

L'Aire métropolitaine de Port-au-Prince pouvait être présentée sous des angles divers. Mais, nous sommes plutôt attiré par des aspects qui nous amèneront vers la compréhension de l'explosion démographique et la dégradation des conditions de vie. Car ces dernières semblent avoir leur part d'incidence sur la violence dans les quartiers de Cité Soleil et de Martissant.

D'après Christian Girault et Henry Godard (1983), l'agglomération de Port-au-Prince passa de 494 000 à 820 000 habitants respectivement selon le recensement de 1971 et l'estimation de l'Institut haïtien de la statistique et l'informatique (IHSI) pour 1980. De 1950 à 1980, le taux de croissance annuel de la population passa de l'ordre de 4% à 6%. Pourtant la population haïtienne ne s'accroissait que de 1,7% par an. La centralisation grandissante des fonctions économiques les plus attractives et des investissements dans la métropole haïtienne accompagnait le processus de croissance démographique. Cet espace devint la seule alternative viable pour la

population en termes de bien-être économique, étant donné que plus de 90% des effectifs d'hébergement touristique furent concentrés à Port-au-Prince et que plus de 80% des emplois industriels y furent regroupés dans la même période, en 1980. Dans le cadre du développement du tourisme international et de la relocalisation progressive de certaines branches industrielles dans les pays du tiers monde, le tourisme et l'industrie d'assemblage connurent un véritable essor dans les années soixante-dix. Haïti est dans le voisinage du marché nord-américain et offrait la main-d'œuvre à meilleur marché que la zone caraïbe. Il reçut en effet 34 000 visiteurs en 1970 et 112 000 en 1978 pour des séjours de plus de vingt-quatre heures. Durant la même décennie, on compta une centaine d'usines situées surtout dans les zones industrielles du Nord de la ville. (Ibid., 1983, p. 155-167)

Par ailleurs, Gary Lhérisson (1999) souligne qu'en 1980, la population de Port-au-Prince fut de 447 831 habitants, selon le dernier recensement de l'Institut haïtien de la statistique et de l'informatique (IHSI). Elle passa, de 1988 à 1996, de 751 276 habitants à 778 149, selon les estimations de la firme chargée de l'étude du Plan Directeur d'Urbanisme de Port-au-Prince. Ce dernier explique ces estimations par le retard mis par l'IHSI à produire des données au cours de cette période. En outre, Lhérisson relate que la récession mondiale des années 1980-1982, la chute du régime des Duvalier et le coup d'État de septembre 1991 renversant le président Aristide amenèrent Haïti à une crise économique. Vint l'embargo commercial imposé par la communauté internationale qui, lui-même, précipita le déclin du système productif. Ce qui entraîna une diminution de 32% de la valeur ajoutée dans l'agriculture, entre 1990 et 1994. La décapitalisation de ce secteur accéléra l'endettement des exploitations agricoles paysannes et la mise en vente des actifs, notamment le foncier. L'industrie, de son côté, connut une diminution de 23% de sa valeur ajoutée pendant la période de l'embargo, ce qui donna une baisse de 83% entre 1993 et 1994 par rapport à 1991. Cette situation de l'économie entraîna une perte énorme d'emploi

et le renforcement du secteur informel. L'évolution de l'agglomération de l'Aire métropolitaine de Port-au-Prince mettait en cause la responsabilité des institutions chargées d'aménager et de planifier le plan d'urbanisme : les municipalités et le ministère des Travaux Publics, Transports et Communications par le biais de son service de planification urbaine. En principe, ces entités de l'État avaient respectivement la tâche d'établir les règlements d'urbanisme appropriés et les plans d'aménagement des territoires communaux. Ces vides institutionnels, suivis des crises politiques, ont facilité l'occupation illégale de vastes territoires dans l'aire métropolitaine.

IHSI estima la population de Port-au-Prince à 801 566 habitants en 2005, dont 798 715 habitants en milieu urbain, 2 851 habitants en milieu rural. En 2012, son estimation fut de 942 194 habitants. La population urbaine compta alors 927 575 habitants et la population rurale 14 619 habitants. À la troisième section communale de Port-au-Prince, Martissant, la population s'éleva à 277 992 habitants en milieu urbain et à 3 322 habitants en milieu rural. Ainsi, la population de Port-au-Prince aurait doublée entre 1980 et 2012. En absence de mesure adéquate en matière d'urbanisme et de logement, on n'aurait pu s'attendre qu'à des effets pervers sur la population. (Ibid., 1999, p. 23-26) Comment se présentait la situation de logement dans l'aire métropolitaine ?

De l'avis de Gary Lhérisson, en 1976, les bidonvilles de l'aire métropolitaine se construisirent pêle-mêle. Certains firent moins de deux hectares, d'autres plus de trente. Leur implantation s'éparpilla sur différents sites de l'aire métropolitaine : littoral, exutoire de ravin, partie centrale des îlots de centre historique, piémonts abrupts, berges et lits de ravines, terrains interstitiels de la zone industrielle, abords et intérieurs de marchés publics, etc. De plus en plus, on les retrouvait « en dur » (murs et toitures) plutôt qu'en matériaux de fortune. L'absence de plan d'urbanisme

perdure, ce qui faisait que ces bidonvilles étaient sans réseaux hiérarchisés de voiries, inaccessibles aux services de bases (eau, énergie électrique, assainissement...). Les surfaces moyennes de logement furent de huit mètres carrés à trente mètres carrés, tandis que les densités d'occupation du sol allèrent de 800 à 1 799 personnes par l'hectare.

En 1997, sur l'ensemble de l'aire métropolitaine, les bidonvilles occupèrent près du quart, soit 22,15% de l'aire bâtie urbanisée et comptèrent plus que la moitié de la population. La plus forte concentration de la population et de l'aire bâtie furent dans la commune de Port-au-Prince. (Ibid., 1999, p. 159) La Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC) affirme que l'Aire Métropolitaine de Port-au-Prince concentra une part importante de la population nationale (30% selon les estimations de 1996) et s'étala sur une superficie d'environ 11 000 hectares dont près de 15% étaient occupées par des quartiers précaires. En 2012, l'IHSI a estimé la population de l'Aire Métropolitaine à 2 470 762 habitants pour une superficie de 158,50 kilomètres carrés, soit une densité de 15 588 personnes par kilomètre carré, comparable à celle de Buenos Aires. (CEPALC, 2005, p. 9)

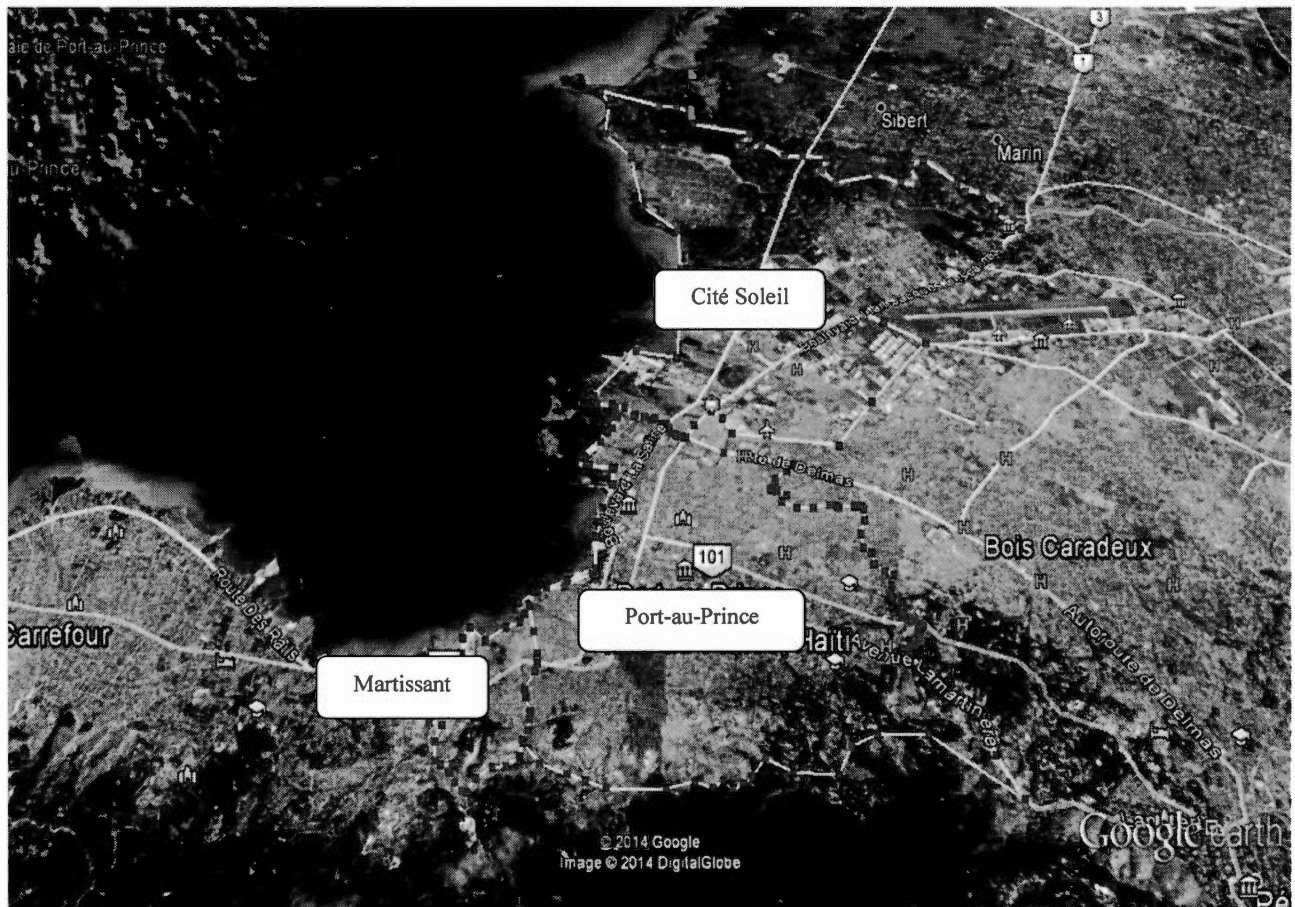
Jacques Jean-Vernet (2004) a, pour sa part, fait un historique de la politique de logement en Haïti de 1930 à 1979, que nous estimons utile de rappeler.

Selon S.FASS (1991, 246), les décisions gouvernementales officielles concernant l'habitat en Haïti découlent de trois stratégies. La première, ciblant les employés des entreprises publiques, les cadres moyens du gouvernement, les soldats et plus tard le makout (milices du régime des Duvalier), prônait la vente ou la location d'habitations construites par l'État. Les présidents S. Vincent (1930-1941), et P-E Magloire (1950-1956) furent les premiers à l'appliquer. F. Duvalier (1957-1971) a continué sur la même lancée jusqu'en 1971 avec 1,200 logements à Cité Simone (Cité Soleil) et son fils a poursuivi avec notamment 1,100 unités près de l'aéroport en 1981. A. Boucart (1968) nous a fait une éloquente

description de ces logements de Cité Simone I et II (Cité Soleil), construits par la compagnie américaine Sterlite et le Corps du Génie sur les terres faites de cactus, d'arbres rustiques et de marécages, avec leur chambre-logement de 2,80m de large, de 4m de long, leurs latrines collectives sordides destinées aux 1024 habitants de la saline et aux victimes du cyclone Inès. Vraisemblablement, la question du logement fait l'objet de propagande politique, eu égard aux résultats de cette stratégie. Dans beaucoup de cas, les zones de construction portaient le nom du chef d'Etat ou d'un des siens. Une telle déduction n'est pas dénuée de fondement. Le 19 mars 1979, Mme Simone O. Duvalier, s'associant à l'ONL (Office National du Logement), s'adresse aux populations des Cité Simone I et II (Cité Soleil), Saint-Martin I et II, Cité Lintho, Cité Brooklyn, à titre de protectrice des déshérités. (Ibid., p.132)

Cette mise en contexte nous prépare à décrire les origines et les caractéristiques socio-politico-économiques de Cité Soleil. Mais avant, il importe de donner une cartographie qui présente la configuration de ces zones. Cela a pour mérite de faire voir les liens entre celles-ci et le recrutement contrasté de l'origine de leur population.

Figure 4.1 VUE AÉRIENNE DE PORT-AU-PRINCE, MARTISSANT ET CITÉ SOLEIL



4.2 Cité Soleil, son origine et ses caractéristiques socio-politico-économiques

Cité Soleil s'éleva au rang de commune par la loi de mai 2002, publiée au journal officiel de la république, le Moniteur, no 38, le lundi 13, en son article 1. Il stipule que « les localités logeant les communautés de Cité Soleil et de Tabarre sont désormais élevées au rang de communes de l'arrondissement de Port-au-Prince ». Mais l'article 2 a annoncé qu'une loi devait fixer ses limites. Toutefois, la délimitation arriva trois années après par un décret du 23 novembre 2005 qui semble ne pas publier au journal officiel comme le vœu la loi. Selon ce décret :

Les limites de la Commune de Cité Soleil partent, de l'ouest vers l'est, du Wharf de Jérémie, traversent le boulevard de la Saline, longent le bas de la route principale de Delmas jusqu'à sa rencontre avec le boulevard Jean-Jacques Dessalines ou Carrefour Aviation.

De là, vers le Nord, elles suivent le boulevard Jean-Jacques Dessalines, prolongent la route nationale No. 1 jusqu'à son intersection, au carrefour Damiens, avec la route de Damiens qui passe par le domaine de l'entreprise Rhum Barbancourt, continuent cette route de Damiens jusqu'à la limite occidentale du domaine de cette entreprise Rhum Barbancourt, suivent cette dernière limite jusqu'à la Rivière Grise, puis longent la Rivière Grise jusqu'au littoral. Elles côtoient le littoral en allant vers le Sud jusqu'au warf de Jérémie.

La Commune de Cité Soleil comprend la ville de Cité Soleil, la 1^{ère} Section Communale des Varreux, ainsi que la 2^{ème} Section communale des Varreux amputée d'une petite partie localisée au Nord de la route de Damiens jusqu'au domaine de l'Entreprise Rhum Barbancourt, et qui fait partie de la 3^{ème} Section Communale de Bellevue de la Commune de Tabarre.

Les origines de Cité Soleil sont multiples selon divers témoignages et documents. À défaut de documents officiels, nous proposons plusieurs témoignages et une recherche documentaire. Mais avant, précisons que Cité Soleil est une commune

faisant partie de l'Aire Métropolitaine de Port-au-Prince et non une partie de la commune de Port-au-Prince. Sa population est estimée à 252 960 habitants en 2012, selon l'IHSI. Sa première et deuxième section communale des Varreux ont respectivement 201 929 et 51 031 habitants, toutes deux sont des zones urbaines. Il n'existe donc pas de zone rurale à Cité Soleil.

Le premier témoignage sera celui d'un ancien maire du conseil municipal à qui nous avons demandé de nous raconter l'origine de la Cité.

A.15. Avant ce n'était pas du tout une Cité, car celle-ci signifie ville. C'était une zone rurale des Varreux, proche de Duvivier, Martial, Vaudrouille. C'était cet espace que Duvalier avait transformé en Cité Simone. Les premiers groupes qui s'y installaient, étaient ceux de Fort Touron, parce qu'on avait voulu protéger le Bicentenaire, construit sur le gouvernement du président Estimé. Deuxièmement, c'était parce que le régime de Duvalier avait eu une rancune contre les gens de Fort Touron et de La Saline. Ces derniers qui étaient partisans du candidat Fignolé, son rival immédiat. Le coup d'État qui capota le pouvoir d'Estimé firent 5000 morts du rang de ses partisans. Donc, le régime avait choisi de les éloigner. Le projet du village avait deux phases. On arrivait à le démarrer, mais on ne bâtissait, comme prévu, les deux phases. Le temps que cela avait pris poussait les « makouts » (milices) des Duvalier à investir l'espace avec leur proche et en même temps modifiaient le projet. La première cité qui n'était pas achevée par les autorités d'alors devenait une troisième cité. Au lieu d'avoir trois zones au nom de première, deuxième et troisième cité, la population les appelait trois bébés. [...] Je suis né à la Cité Simone, ma mère et d'autres adultes me racontaient toujours l'histoire de la Cité. Pour le projet de logements sociaux des deux cités, les règles d'urbanisme étaient respectées, mais l'État ne les achevait pas. La Cité avait approximativement 5 kilomètres environs, pour une population d'environ 6000 habitants, soit 1000 familles. On fut en 1970. À l'époque, l'économie haïtienne s'appuya sur le touriste. On n'avait pas voulu projeter de mauvaises images, on repoussa les gens de La Saline vers cette nouvelle Cité. Les motifs de ce déplacement furent multiples, non seulement ces gens étaient très miséreux et vivaient dans des abris indésirables, mais aussi les conditions sanitaires de leurs milieux de vie pouvaient effrayer les

touristes. En effet, les abords des rues constituaient pour eux leur cabinet d'aisance, car, au vu et au su de tout le monde, ils s'accroupissaient pour refouler leur matière fécale. Cette situation était intenable pour le régime, c'était ainsi que Madame Max Adolphe qui fut le chef des milices des Duvalier et en même temps maire de Port-au-Prince intervint en personne à La Saline et repoussa ces gens de ce bidonville vers la nouvelle Cité, en mettant le feu dans leurs maisons. C'était à ce moment-là qu'on eut la quatrième cité. Elle portait le nom de Cité-Brooklyn. Elle créa avec les débris des matériaux des maisons qui étaient détruites à La Saline. Depuis, le conflit existait entre les gens de la quatrième cité, Brooklyn, et les gens des trois autres cités qui firent bâtir partiellement par le gouvernement. [...] On va y arriver. Le cinquième quartier naquit par un feu qui eut pris à Saint-Martin en 1975, un bidonville proche du centre de la capitale. Le régime emmena les gens à la cité dans une autre portion dont elle porta le nom de Jean Claude Duvalier. Le gouvernement les avait construits quelques maisons. Je ne peux dire que ce fut le régime qui mit le feu, cependant les acteurs politiques d'alors les accusèrent ou les soupçonnèrent de mettre le feu pour reculer les bidonvilles de la capitale. On continuait à brûler les quartiers proches de la capitale. C'était ainsi qu'on avait créé deuxième cité Jean Claude, qui répondait aussi au nom de cité cannibale, tellement il y avait eu de la violence. Les gens qui peuplaient ces cités n'étaient pas seulement ceux des quartiers avoisinant Port-au-Prince, ils venaient aussi des villes de province. N'oubliez pas, la violence était instituée par les tontons macoutes des Duvalier, or ces gens qui ne connaissaient pas les pratiques des gens du milieu et les « autorités » du milieu ripostaient à toutes les attaques d'où elles venaient. Cela n'avait surtout pas fait que la deuxième cité de Jean Claude, un quartier de forte violence. Puis, on créa cité Boston de manière spectaculaire. Un jour, pendant que je jouais au football chez Jardin Jdio près de HASCO (Haitian American Sugar Company), je voyais arriver des centaines de bourrettes chargées des débris de matériaux de construction et lorsque j'ai demandé d'où venaient ces gens, on m'apprit que ce fut l'autre portion des gens de La Saline que le gouvernement amena à la cité pour former Cité Boston. En un rien de temps, on créa cette cité, sans infrastructure. (Témoignage recueilli le 14-10-2013, Haïti)

Comme nous allons maintenant le voir, ce récit est corroboré par la littérature savante.

Selon Maxius Bernard et Julio Desormeaux (1996), les incendies qui dévastèrent les banlieues de la capitale comme La Saline, Cité-Rouge, Saint-Martin furent à l'origine de nombreux quartiers à Cité Simone. Celle-ci était constituée d'un ensemble de quartiers difficiles à délimiter. À cet effet, les auteurs précisent :

Brooklyn est constitué de Bélékou, Cité-la-Paix, Trou-quarante, Cité-Norée ; la partie centrale englobe Soleil 1, Soleil 2, 3 BB, Lumière 1, Lumière 2, Lumière 3 ; l'agglomération de Varreux est formée de PCS-Pélé, Cités Absalon, Varreux, Dieu-Seul et Richard Brisson ; Linthau qui est administrativement divisé en Linthau 1 et Linthau 2, contient entre autres Ti-Haiti, Ti-Canada, Cité-Gérard, Nan-mang ; Drouillard est couramment reparti en Raquettes, Projet-Drouillard, Drouillard-Neuf et Bois-Neuf. (Ibid., p. 24-27)

Toutefois, ces auteurs mentionnent que ces quartiers sont, de toute évidence, nommés de manière fantaisiste et éphémère, puisqu'ils portent les noms des personnalités occupant les quartiers ou les noms des autorités politiques. Bernard et Desormeaux en veulent pour preuve qu'à la chute du régime des Duvalier, le 7 février 1986, Cité Simone Duvalier et Cité Jean Claude Duvalier nommèrent désormais Cité Soleil et Cité Lumière. C'était en hommage à Radio-Soleil et à Radio-Lumière, saluant leur courage pendant les événements qui ont conduit au renversement du dictateur Jean Claude Duvalier.

Une autre littérature savante nous permet de remonter à d'autres liens dans ce discours. En effet, selon un rapport de l'Agence des États-Unis pour le développement international (U.S. Agency for international Development, USAID), à bien des égards, la région de Cité Simone caractérise le genre de quartiers urbains où des squatters poussent comme des champignons dans toute l'Amérique latine et la plupart des pays en développement. Sa population s'élève à de près de 100 000 à plus de 10% de la totalité de la capitale. La population vit dans des maisons de fortunes entassées les unes contre les autres sur une superficie d'environ 1.5 km² juste

en face de la baie de Port-au-Prince. Les inondations se produisent fréquemment, à la fois de la mer et des montagnes intérieures. L'altitude moyenne de la région est de 3 mètres, de sorte que le drainage et l'assainissement sont des problèmes constants. Des enquêtes socio-économiques indiquent que les habitants sont en grande partie analphabètes et ont de très faibles revenus par habitant. Certains résidents, les nouveaux migrants, entretiennent des liens étroits avec leur région d'origine. D'autres sont plutôt de la deuxième ou troisième génération des anciens propriétaires de la zone, nés et grandis à Cité Simone ou dans d'autres quartiers marginaux avoisinants.

L'établissement initial dans la zone Cité Simone commença en 1958 avec la construction de maisons pour cinquante-deux familles. Le premier afflux important eut lieu en été de 1966, quand un incendie avait détruit une grande partie de quartier de La Saline, situé proche du port de Port-au-Prince, et la plupart de ses victimes s'installaient dans le quartier de Cité Simone maintenant connu comme Brooklyn. Après cet incendie, la migration plus ou moins continue dans la Cité Simone eut lieu, comme indiqué dans le tableau 4. 1.

Tableau 4.1 Recensement à Cité Simone en 1983

Zones	Quartiers	Population
Boston	Boston---	23 905
	PCS Pelé---	6 935
	3 Bébés---	10 982
Subtotal		41 822
Brooklyn	Brooklyn---	17 978
	Wharf----	2 685
	Linteau---	5 030
Subtotal		25 503
Cité Jean Claude	Cité Jean Claude---	2 645
	2 ^{ème} Cité Simone---	8 944
	Cité Bennette---	1 310
	Non-classés---	1 967
Subtotal		14 866
Grand total		82 191

Source: (United States International Development Cooperation Agency, mai 1984, p. 1-3)

Ce tableau nous informe sur la population de Cité Simone par quartier de la même façon dont nos témoins et certaines données secondaires l'ont fait. Nous estimons qu'il renforcera nos témoignages et permettra de suivre le processus d'accroissement de la population aux travers d'autres recensements et/ou estimations. Voyons maintenant les estimations de l'IHSI de la population de Cité Simone devenue Cité Soleil pour les années 2009 et 2012.

Tableau 4.2 Population de Cité Soleil

	Année			
	1983	2003	2009	2012
1 ^{ère} section des Varreux	ND	ND	192 425	201 929
2 ^e section des Varreux	ND	ND	48 630	51 031
Total (Cité Soleil)	82191	206917	214 005	252 960
Taux de croissance annuel moyen entre 1983-2012 (r)*				3.95
Temps de triplement (en année) **				27.81

ND. Signifie que les données ne sont pas disponibles.

* Le taux de croissance annuel moyen de la population correspond au taux exponentiel de croissance de la population, exprimé en pourcentage²

**Temps de triplement= $\ln(3)/r$, \ln =logarithme népérien et r =taux de croissance annuelle. (Caselli, Vallin et Wunsch, 2001, P. 27)

Source :

- 1983 : (IHSI, Recensement général de la population et de l'Habitat, 1983)
- 2003 : (IHSI, Recensement général de la population et de l'Habitat, 2003)
- 2009 : (IHSI, Estimation de la population, 2009)
- 2012 : (IHSI, Estimation de la population, 2012)

Il est important de faire remarquer que le recensement général et de l'habitat 2003 fut fait sur une modalité différente de celle de 1983, en effet en 1983 on donna les résultats du recensement par quartier pour les communes, alors qu'en 2003 on les a

² $P_t = P_0 \cdot (1+r)^t \Rightarrow r = (P_t / P_0)^{(1/t)} - 1$, avec $P_t = 252960$, $P_0 = 82191$ et $t = 29$ (Caselli, Vallin et Wunsch, 2001, P.27)

donnés par de section communale. D'autre part, l'absence de chiffre pour l'année 2003 suivant cette nouvelle modalité est due à la montée de la violence dans la Cité. Il était donc quasi impossible pour les agents recenseurs de faire leur travail suivant le plan général du recensement pour toutes les communes. Les sources orales dévoilent bien des éléments d'informations qui nous permettront de mieux comprendre le processus historique de la Cité.

Le témoignage suivant va nous conduire vers de nouveaux éléments. Le récit nous a été fait par un ex-officier, écrivain et homme politique. Pour lui :

A.16. Cité Soleil [...], c'est une entité qui a été conçue comme appendice de développement au niveau des manufactures qui a été décidé à un moment sur François Duvalier, c'était dans la conception d'une Cité ouvrière. Donc, cette Cité ouvrière par rapport aux diverses manufactures qu'on devrait mettre en place au niveau du parc industriel. Cet espace a été construit pour accueillir des travailleurs. C'est un espace qui est tout proche, qui est à moins de cinq kilomètres en ligne droit du parc industriel et cette construction a été pour le docteur François Duvalier importante au point qu'il l'avait donnée le nom de sa femme à cette cité. C'était Cité Simone Ovide Duvalier. Tout a commencé, Cité Simone était un espace totalement fréquentable, jusqu'en 1984, 86 n'importe qui pouvait aller flâner à Cité-Simone. J'avais même dans mon travail comme professeur d'éducation physique un sergent qui habitait là et il travaillait pour moi en électro radiogramme, assez souvent j'allais le chercher et le déposer après le travail. C'est l'espace que j'ai beaucoup connu avant 1986. Maintenant, la dégradation de la situation économique a fait que les espaces urbains en Haïti ont été un tout petit peu envahis par les paysans totalement délaissés au niveau des communes intérieures et des sections communales. À ce point-là les services de basse n'existaient pas, l'accès au soin de santé, à l'électricité, à l'éducation est extrêmement difficile et sociologiquement, il y a une forte demande en Haïti pour l'école par exemple. La demande en soin de santé primaire ne se fait pas sentir avec la même acuité que la demande scolaire par exemple. Parce qu'il y a une série de successions d'années entre la voie scientifique et le vécu des gens sur le plan santé. Les gens ont assez souvent recours à des moyens intermédiaires transitant par des méthodes empiriques en matière de médecin avec des docteurs feuilles

par exemple. Mais les besoins au niveau travail, au niveau scolaire, au niveau d'un minimum de vie par exemple avoir un peu de l'électricité, mais surtout le travail a poussé une masse de gens vers les espaces urbains, mais comme ils ne peuvent pas pénétrer ces espaces urbains, donc ils rentrent dans des agglomérations qui entourent ces espaces-là. En 1986, nous savons que le départ du président Duvalier a été enclenché par une situation déclarée de situation de famine presque. Donc, des gens se sont rapprochés où il y a une apparence de vie. Etant donné à ces point de chute là, il n'y a pas de structure pour les recevoir. Naturellement ils n'ont pas de maison, naturellement, ils n'ont pas de parents dans ces zones. Donc, ce sont des gens qui se construisent des abris dans leur tête provisoire, sachant très bien que la terre n'est pas à eux, sachant très bien qu'ils sont dans un espace inapproprié. Dans leur tête, ils construisent des abris provisoires, comme ils construisent des abris provisoires pour tenter de trouver la vie en se collant sur ces espaces urbains ; ils finissent par trouver des petits jobs quelque part où s'accrocher. Ces abris provisoires au fil du temps se transforment en abris définitifs. Et, l'exemple qui a été donné par la capacité de venir sur cet espace de se construire une petite « Kay » (maison) et de n'avoir pas été délogé a été considéré comme un appel, comme une offre, comme une proposition. Et c'est comme ça autour [...], par exemple vous allez voir Port-au-Prince, Pétion-Ville, les bidonvilles n'entrent pas dans la ville mais entourent la ville. Et bien ce sont des espaces restés libre ou bien par des absentéistes, ou bien des propriétés qui sont des propriétés de l'Etat, ou bien c'étaient des zones réservées pour le développement de ces espaces. Par exemple, quand vous prenez Cité Soleil. Maintenant à un moment déterminé le poids périphérique sur ces centres urbains fini par amener les gens à pénétrer l'espace central, l'espace urbain. Ça a été le cas par exemple à Cité Soleil. (Témoignage recueilli le 18-10-2013, Haïti)

Cet autre témoignage semble venir en appui au précédent, puisqu'il met en relief la conception d'une cité ouvrière :

A.14. Des groupes de gens qui sont entassé dans des villes, sans services, sans opportunités, sans perspectives, qui sont aux aléas des politiciens. On prétendait qu'on allait faire des cités ouvrières, comme Cité Simone qui est devenu Cité Soleil. L'accroissance démographique dépassait les projections de travail stable que pouvait donner la cité ouvrière qu'on prétendait 15000 à 20000 emplois. Ça a créé des sous villes qui sont plus

grandes que des villes elles-mêmes. Ça a aussi donné plusieurs générations qui sont utilisées par des acteurs politiques à des fins politiques. Notre violence commença dans les années 2000 par les besoins de protection des industries adjacentes. Elles sont connues pour leur faiblesse en sécurité, pour leur protection, elles ont créé de petits noyaux qui ont donné des divisions territoriales des gangs. Plus tard, on trouva des politiciens qui s'approprièrent des gangs ayant un langage populaire. Eux aussi avaient besoin d'une assise idéologique et politique pour justifier leur comportement et agissement. Et, on avait eu une situation incontrôlable, ce qui fit qu'en 2004, 2005, 2006, le pays eut pratiquement comme sous nom Cité Soleil. Les gens qui l'avaient dirigé, c'était Amaral, Ti Blanc, etc. (Témoignage recueilli le 14-10-2013, Haïti)

Nous retenons que ces témoignages sont complémentaires, puisqu'ils nous permettent de comprendre certains des mécanismes de l'histoire de Cité Soleil, si ceux-ci ne nous relèvent pas toute la complexité de la création ou de la construction de ce bidonville. Voyons maintenant quelques-unes de ses caractéristiques socio-politico-économiques.

Pour décrire ces caractéristiques, nous utilisons les récits et les témoignages parce qu'ils nous renseignent directement sur le sens donné à la situation générale et à la violence. En outre, ces récits sont corroborés par divers documents et études qui nous permettront de mieux mettre en lumière les différentes facettes de la réalité socio-politico-économique de la Cité.

Un ancien maire du conseil municipal témoigne que :

A.15. Ces gens vivaient du commerce informel. Mais, ils pillaient aussi la compagnie HASCO (Haitian American Sugar Company), puisqu'ils s'étaient amusés à voler de la canne, l'essence et les rails de train transportant la canne à sucre dans la compagnie. Ils vivaient également d'une autre compagnie qui faisait des boules de pingpong et la compagnie de sieur Jebara qui faisait du « chic lette », TEBO, qui faisait

des blocs de construction. Plus tard, il y eut l'extension de Boston. C'était Boston qui amena la violence. Les gens de celui-ci étaient mieux formés que les autres personnes des autres cités. Il y avait parmi eux des gens qui avaient terminé leur étude classique. Ils savaient mieux joué au football que les autres, puis ils furent des karatékas. Ils ne supportèrent pas que les gens d'autres quartiers gagnèrent les compétitions qu'ils organisèrent. Ils avaient avec eux des « makouts » (milices) des Duvalier de la Croix des Bossales. Ils vendaient de la drogue. Il y avait des conflits entre les trafiquants. C'était là que commença la structure des gangs. C'est pourquoi ils sont considérés comme ceux qui ont débuté la violence civile dans les quartiers de Cité Simone. Plus tard, ils créèrent un nouveau quartier qu'on appelait Medein. Ainsi de suite, on construisait d'autres quartiers : cité-carton, cité-Linthau, Ti-Haïti, Ti-Canada. Ces gens n'étaient pas originaires de la ville de Port-au-Prince, mais des campagnes du pays.

Cette situation donnait naissance à une prolifération d'ONG (organismes non gouvernementaux). Il y avait le plan parrainage, Tèt Ansam, Salésien (école primaire), CDS (les Centres pour le Développement et la Santé), centre « Papayo ».

La violence a commencé dans la cité au départ de Jean Claude Duvalier entre Linthau 1 et Linthau 2. La guerre fut sanglante. Le gouvernement de transition d'alors forma un corps des attachés (une espèce de milice) pour avoir le contrôle de ces gens dans la cité. Ils faisaient de la violence sur la population. Mais, ils n'étaient pas tolérés par certains groupes, lesquels s'approvisionnaient en arme auprès de certains acteurs politiques opposés au gouvernement de l'époque. D'où il y avait la situation explosive de la cité. (Témoignage recueilli le 14-10-2013, Haïti)

Jean Maxius Bernard et Julio Desormeaux (1996) soulignent qu'une étude sur des institutions travaillant à Cité Soleil, en particulier les Centres pour le Développement et la Santé (CDS), a montré qu'en 1991, 24.71% de la population était analphabète ; 46% fréquentait l'école de la maternelle au certificat d'études primaires ; 29% entamait et/ou terminait le cycle secondaire (Ibid., 1996, p. 36-39). Cette même étude livre le statut socio-professionnel de la population, qui se répartit comme suit :

Tableau 4.3 Statut socioprofessionnel de la population Cité Soleil en 1991– Secteur formel

Type	Définition
Agents de transports	Camionneurs Chauffeurs de taxi Marins Portefaix
Artisans/artistes	Boulangers, Charpentiers, Cordonniers Coiffeurs/coiffeuses Tailleurs/Couturières Ebénistes Electriciens, Electroniciens, Mécaniciens Fabricants de réchauds
Commerçants	Boutiquiers, Epiciers Gargotières Marchands (es) Vendeurs (euses) de rue
Domestiques	Balayeurs de rues Garçons, Servantes Vidangeurs
Techniciens agricoles (Agents ruraux)	Agriculteurs Eleveurs, Pêcheurs
Autres ouvriers spécialisés	Ecoliers Enseignants Ouvriers d'usine
Chômeurs	...

Nous ajoutons le tableau suivant pour renforcer le précédent, car cette population a d'autres pratiques, comme le bric-à-brac et le système de prêt mutualisé, pour garantir sa survie. Nous notons toutefois que celles-ci s'inspirent des alternatives aux chômages et de l'accès au prêt bancaire pratiqués dans diverses couches de la population haïtienne, voire dans une fraction de sa diapora.

Tableau 4.4 Statut socioprofessionnel de la population Cité Soleil – Secteur informel

Type	Définition
Bric-à-brac	Une petite entreprise qui reçoit des objets neufs ou usagés contre un montant d'argent prêté à échéance. Celle-ci terminée, si le client ne retire pas son objet en restituant le montant, le créancier peut en disposer. Les objets sont par exemple des ustensiles de cuisine, des appareils de radio, des téléviseurs et des bijoux. Cette activité est très courante dans les bidonvilles.
Système de prêt mutualisé	C'est un système de prêt qui se fait entre les personnes vivant généralement dans le même quartier et ayant une activité économique connue. La somme totale sera remise mensuellement ou hebdomadairement à une personne qui fait partie de l'entente suivant le calendrier établi au préalable et accepté par tous. Ce système est courant dans tout le pays, des haïtiens de Montréal le pratiquent aussi. Son nom courant est « solde ». Il représente une alternative pour ceux et celles qui ne remplissent pas les conditions pour accéder au prêt bancaire.

De notre côté, nous avons observé, lors de notre enquête en 2013, que Cité Soleil a disposé d'un commissariat de police au côté ouest, un peu parallèle au marché central de la Cité, soit sur la route de La Saline à Bwa nèf (Bois neuf), un de ses quartiers, et un sous-commissariat de police au côté Est, soit sur la route national numéro 1.

Cette brève caractérisation socio-politico-économique n'est qu'un préliminaire pour mieux comprendre le contexte dans lequel la population de la Cité évolue.

4.3 Martissant, son origine et ses caractéristiques socio-politico-économiques.

Il n'est pas facile de retracer l'histoire et les caractéristiques de Martissant, puisqu'il n'existe pas ou presque pas d'étude sur le devenir de ce quartier. Pourtant, ce quartier a une histoire au point qu'aujourd'hui il fait l'objet de préoccupation de toute la cité. Les recherches documentaires n'ayant pas donné de résultats escomptés, nous mettons à profit le patrimoine immatériel (la mémoire), du moins l'« histoire orale » pour constituer ces caractéristiques. Nous y arriverons en recueillant des témoignages des observateurs et de ceux qui sont nés et ceux qui ont grandi dans le milieu. Quelle est donc l'histoire de Martissant ? Voyons d'abord comment la population s'accroît pendant la période de 2003 à 2012.

Tableau 4.5 Population de Martissant

	Année			
	1983	2003	2009	2012
Zone urbaine	ND	239 284	262 530	277992
Zone rurale	ND	653	4 980	3322
Total (Martissant)	ND	239 937	267 510	281314
Taux de croissance annuel moyen entre 2003-2012 (r)*				1.78
Temps de triplement (en année)				61.6

ND. Signifie que les données ne sont pas disponibles pour le recensement de 1983.

*Le taux de croissance annuel moyen de la population correspond au taux exponentiel de croissance de la population, exprimé en pourcentage³

Source :

- 1983 : (IHSI, Recensement générale de la population et de l'Habitat, 1983)
- 2003 : (IHSI, Recensement général de la population et de l'Habitat, 2003)
- 2009 : (IHSI, Estimation de la population, 2009)
- 2012 : (IHSI, Estimation de la population, 2012)

Un citoyen haïtien qui a vécu à Martissant et qui vit encore dans ce milieu, nous livre son récit :

A.20. Martissant est une zone qui a connu plusieurs noms au cours de son évolution. Le premier qui m'a été rapporté fut Bolté. C'était le nom

³ $P_t = P_0 * (1+r)^t \rightarrow r = (P_t / P_0)^{(1/t)} - 1$, avec $P_t = 281314$, $P_0 = 239937$ et $t=9$ (Caselli, Vallin et Wunsch, 2001, P. 27)

d'un notable indien avant le débarquement des troupes françaises dirigées par Rochambeau et Leclerc. Je l'ai donné sur toute réserve, les archives peuvent le confirmer. À l'arrivée des troupes de l'armée française, il porta le nom de l'habitation Leclerc. Leclerc fut un général de l'armée Française qui fut à la tête de l'une des expéditions de l'époque coloniale. [...] Les enquêtes que j'ai menés auprès des vétérans du quartier et auprès de ma mère, un vieux de la vielle qui me l'a révélé. [...] Certaines personnes croyaient que ce fut après la guerre entre les esclaves marron au haut du sommet du Fort Mercredi et les troupes de Leclerc. Il eut eu tellement d'esclaves morts, on l'appelait désormais « Martyrs du gang », en reconnaissance aux esclaves qui furent massacrés dans cette guerre. Plus tard, on le nommait plutôt Martissant. Ce sont ces trois noms qui sont retenus pour ce quartier. Actuellement, le camp militaire dirigé par ce général est aménagé par le gouvernement Haïtien en vue de servir de musée. Mais avant la détérioration de l'environnement du quartier, l'habitation de Leclerc abritait un Hôtel qui recevait beaucoup de touristes. (Témoignage recueilli le 13-10-2013, Haïti)

Par contre, un autre citoyen, qui a aussi vécu à Martissant, nous donne une version différente sur les origines de la dénomination de ce quartier.

A.21. Je dois vous dire d'abord que Martissant était une zone au dix-huitième siècle qui fut davantage une forêt. Un ancien colon du nom de Markissant qui vécut dans la zone lui donnait le nom de Martissant. Cette zone pendant la période coloniale avait une valeur socio-politique. Elle était donc importante pour les colons. C'était ce qui avait expliqué, plus tard, que le général de l'armée Française, Leclerc, y habita. Mais, après la révolte des esclaves, elle était habitée par les vainqueurs des colons. Jusqu'à aujourd'hui il y a un endroit qui porte le nom de l'habitation de Leclerc. (Témoignage recueilli, le 13-10-2013, Haïti)

Une ancienne résidente de Martissant, nous donne un autre aspect de ce que c'était Martissant et de ce qu'il est devenu aujourd'hui en ces termes :

A.1. Martissant était un quartier résidentiel, moi, j'ai grandi à Martissant pendant une bonne partie de ma jeunesse. Il y avait beaucoup de zones

résidentielles dont Bolosse, quatrième avenue. N'oubliez pas au fur et à mesure que les zones se sont bidonvillisées, leur habitant les abandonnait pour y installer dans d'autres plus sécuritaires. Les types de gouvernement qui n'ont eu aucun projet pour le pays et les appuis internationaux qui ne correspondaient pas aux besoins de développement appropriés, en ont été donc pour beaucoup. En plus, la situation économique s'est dégradée : la bidonvillisation s'est accentuée, le monde rural n'a pas eu de service, le travail de plus en plus rare. Enfin, le régime des Duvalier avait eu aussi une pratique politique qui tendait à faire gonfler des gens des milieux ruraux dans la ville de Port-au-Prince à l'occasion de certaines fêtes du régime. Ces gens, y arrivés, enfantaient, pourtant ils n'avaient pas trouvé de travail, y compris des écoles pour leur enfant. Par exemple, à Cité Soleil les gens venaient du département du nord, à Martissant les gens venaient du département du sud. Ils venaient tous gonfler ces zones. Donc, au milieu de ces gens, on allait trouver des gens qui se versaient dans le trafic de la drogue, d'arme à feu et dans la prostitution. Nous pensons que si ces quartiers sont arrivés là, c'est la dégradation économique qui en est responsable. (Témoignage recueilli le 29-10-2003, Haïti)

La convergence de certains propos nous semble dresser un portrait cohérent de Martissant hier et aujourd'hui.

A.16. Si vous prenez Martissant ou bien les hauteurs de Martissant, c'était à proximité de l'habitation de Leclerc. Si vous allez même aux endroits tout proches de Fontamara, c'était des zones de villégiature extrêmement boisées. Boisées demi forêt, donc espace abandonné, nous renvoie au fil des ans. Ces espaces totalement boisés, au fur et à mesure et à chaque flux de révolution politique, il y a, vous allez voir, une quantité de maisons qui se construisent. C'est de là que l'État a perdu le contrôle de la situation. Le jeu politique justement a aidé à mettre en place cette infrastructure accidentelle, non organisée et a créé ces bidonvilles [...] les hauteurs de Martissant, c'était des espaces de villégiature, les gens, qui sortaient de Port-au-Prince, y allaient en vacance ; il y avait des maisons de vacance, de Martissant jusque vers Fontamara, et jusqu'à présent Fontamara conserve encore de beaux restes. C'était des espaces de villégiature [...] Donc, c'était des espaces totalement boisés. Maintenant la dégradation économique a entraîné une certaine dégradation sociale et maintenant la politique va mettre ces

griffes sur cette infrastructure. (Témoignage recueilli, le 18-10-2013, Haïti)

Ces descriptions nous ont permis de voyager à travers le temps pour cerner une certaine idée, largement partagée, du devenir de Martissant sur le plan historique. Mais elles ne nous ont pas permis de voir ces potentialités socio-polico-économiques. Ainsi, nous nous proposons de faire ce travail dans les lignes qui suivent.

Comme nous l'avons signalé auparavant, la source de nos informations va être tirée des récits et des témoignages racontés par certains habitants du quartier de Martissant. En effet, ils nous renseignent directement sur le sens donné à la situation générale et à la violence. Un témoin, en répondant à nos questions, a rapporté ce qui suit sur sa situation sociale, économique et politique:

A.20. Les clubs, notamment le club Topolino, les ambiances musicales et l'hôtel Royal Haïtian attiraient beaucoup de touristes et d'artistes dans le temps à Martissant. La région de Fontamara 47 jusqu'à Barreau abritait une frange de l'élite haïtienne. Je prends en exemple, Albert Mangonèse, un des meilleurs architectes haïtien, qui fut mort à son domicile, en 2005 ; Yolette Mengual, journaliste Haïtienne, qui y était habitée également, mais, à un certain moment, elle obligeait de se réfugier ailleurs pour cause de violence ; Dadou Pasquet, un grand musicien haïtien, qui a vécu à la quatrième avenue de Bolosse, un de ses quartiers.

Il y avait une petite industrie de fabrication de chaussures dirigée par la famille Martinau, famille qui, aujourd'hui, est versée dans la musique et qui a une bonne réputation dans la communauté haïtienne à l'étranger et en Haïti pour la facture de ses musiques. On fut dans les années de 1970 à 1980. Prenons par exemple, la zone « kayé poison », Larochelle qui approvisionna tout le pays en poisson. Ce fut un pilier économique pour la Zone. Actuellement, prenons la zone où est situé l'hôtel Royal Haïtian, il y a un centre de santé dont le nom est « Hands love », là c'était un marché où les spéculateurs achetaient du café et du cacao pour

l'exportation. Par exemple, dans la zone de Tibwa et de Grand-ravine, il y avait une usine de transformation de pite et d'achat de pite pour l'exportation. Avant les années 1986, Martissant fut une zone d'activité économique. Au départ de Jean Claude Duvalier, il y avait un flux de gens des milieux ruraux qui regorgeaient Port-au-Prince. Le Haut de Fontamara, Delouis, Tibwa, Fort Mercredi devenait des bidonvilles, d'où une explosion démographique. Le reste s'en suivait, chômage, violence etc. C'est ainsi qu'on a eu des groupes de bandit à la solde de certains secteurs dans la société haïtienne et de la communauté internationale.

Maintenant, il y a quelque petites entreprises : Palmera Market sur Martissant 17 ; l'hôtel Royal Haïtian existe encore, mais avec faible potentialité, car il ne draine plus les touristes. Actuellement, je crois que si je ne m'abuse pas il y a six à sept écoles nationales à Martissant. Il y a un lycée à l'entrée de Grand-ravine. Mais, il ne manque pas d'école privée. Le problème c'est que les élèves n'ont pas pris l'école au sérieux, car à l'école ils ont pris l'habitude de fumer de la marijuana, du ciment (c'est une combinée de ciment de construction et de produits pharmaceutiques) et autres. (Témoignage recueilli, le 13-10-2013, Haïti)

Une de nos interviewées, nous donne le peu d'informations dont elle dispose en ce qui a trait aux caractéristiques socio-économiques de Martissant dans ces mots :

A.1. Caractéristique sociale de Martissant ? Malheureusement, c'est difficile pour moi de répondre à cette question, il me fallait une étude sur Martissant avant. Toutefois, nous avons un centre de santé à Portail Léogane, institution publique, médecin sans frontière, clinique santé génésique, SOFA. Il y a eu des écoles comme république du Nicaragua, mère Saint Joseph de Clunie, Collège Maranatha, République du Pérou et les institutions privées. Est-ce que ces écoles sont suffisantes pour la population ? Je ne sais pas, car il faudrait une étude. Il y a une banque commerciale, Unibank, l'hôtel l'auberge du Québec, l'hôtel Royal Haïtian. Reste à savoir la quantité de travail qu'ils offrent. Mais nous savons que dans ces quartiers populaires, il y a une forte proportion de gens qui travaillent dans des factoreries et la majeure partie de celles-ci vivent du secteur informel. Nous ne devons pas oublier qu'il y avait une fraction de l'élite haïtienne qui avait son domicile à Fontamara. Ces gens ont tous quitté. À Martissant il existe encore un grand marché de fruits

de mer, notamment de poissons. (Témoignage recueilli, le 29-10-2013, Haïti)

De l'autre côté, ce répondant voit les caractéristiques socio-économiques de la manière suivante :

A.21. Il n'y a pas de grande infrastructure économique à Martissant. Si on fait le tour de Martissant on pourra voir une usine à la glace qui ne peut donner que moins de trente emplois. Il y a l'école de la République du Pérou que je ne crois pas avoir environ vingt professeurs, ni d'infrastructure nécessaire pour une bonne éducation ; il y a aussi vers l'habitation de Leclerc un Zoo, un projet de FOKAL qui vise à attirer les touristes. Je ne crois pas qu'il y a d'autres choses d'envergures. Certainement, le projet FOKAL embauche les gens du milieu. Les gens vivent aussi des activités commerciales et des professions libérales comme la mécanique. (Témoignage recueilli, le 13-10-2013, Haïti)

En ce qui nous concerne, nos constats au cours de notre enquête en 2013, nous ont permis d'identifier un commissariat de police à Martissant 1 sur la route nationale numéro 2 et un sous-commissariat de police à Grand-ravine et à proximité de son marché. Toutefois, ce sous-commissariat de police est en dessous et/ou dans le flanc de la colline où les gangs armés ont leur base. Il faut dire que ce sous-commissariat aux alentours de Matissant n'existait pas avant qu'il y ait ce regain de violence. Il a été probablement créé pour protéger et servir la population, voire de contrecarrer et dissuader les bandits. Cette visibilité policière est sans doute rassurante pour les petits marchands et les petites marchandes qui vendaient leur produit apparemment en toute quiétude. Apparemment, parce que, entre autres, nous avons vécu, au moment de l'enquête, une démonstration de force de la part des policiers haïtiens, des militaires et policiers de la MINUSTAH pendant un quart d'heure. Ce déploiement est constitué par des chars blindés, des pickups et voitures bondés de gendarmes et de policiers armés jusqu'aux dents. Quant au commissariat sur la route

nationale 2, il joue le même rôle que le sous-commissariat, mais il était créé en temps normal.

Nous avons vu que Cité Soleil et Martissant sont fondamentalement contrastés par rapport à leur origine. D'abord, Cité Soleil a été une zone qui était destinée initialement pour loger les gens à faible moyen économique, pour ne pas dire les pauvres. Elle a eu sa naissance dans la contradiction et la confusion de l'idéal pour lequel elle avait été conçue. Dès son origine, elle a connu en plus des moments de tension entre autorité et para-autorité (milice des Duvalier), et entre quartiers anciens et quartiers nouvellement créés, ainsi que les divisions de quartier au cours des conflits internes d'un même quartier. Martissant est au contraire initialement un quartier résidentiel qui avait de grandes potentialités touristiques et commerciales. Il est au sud de Port-au-Prince alors que Cité Soleil est au Nord. La population de celle-ci est estimée à 505 920 habitants en 2012, tandis que celle de Martissant est de 281 314 habitants, donc la taille de leurs populations est bien distincte. Cependant, le même contexte historique a favorisé les conflits et leur bidonvilisation, même si que tout prête à croire que leur violence n'a pas toujours les mêmes caractéristiques.

Sans doute, les données que nous venons d'exposer sur Cité Soleil et sur Martissant sont insuffisantes pour décrire la réalité dans laquelle ces populations vivent. Mais, il semble comporter un ensemble d'informations que l'on peut greffer sur d'autres en vue de comprendre le phénomène de la violence en Haïti et notamment dans ces quartiers-là. Nous tenons toutefois à avancer que Cité Soleil et Martissant, en considérant leurs origines et leurs caractéristiques socio-politico-économiques, ainsi que démographiques, n'ont pas tout à fait les mêmes profils, ni la même historicité, même si leur population semble avoir les conditions de vie identiques. Ainsi nous

invitons, à travers les chapitres suivants, nos lecteurs à apprécier les différentes manifestations de cette violence pour mieux la comprendre.

CHAPITRE V

LE DISCOURS SUR LES CAUSES DE LA VIOLENCE

André Akoun et Pierre Ansart (1999) soutiennent que la cause est l'ensemble des « antécédents, conditions, facteurs, structures ou actions auxquels sont imputées des conséquences effectives et qui font l'objet d'une recherche scientifique. » (Ibid., 1999, p. 66) Dans le cadre de notre recherche, qui s'inscrit d'abord dans une perspective compréhensive, il nous a semblé important de chercher quelles sont les causes invoquées par nos interlocuteurs pour faire sens des actes de violence. D'autant que Donald Davidson estime qu'une explication causale est tout aussi celle de la raison, puisque les croyances et les attitudes sont des raisons de l'action. Celles-ci sont reliées à des événements psychiques distincts de l'action ; elles possèdent un lien logique et causal avec l'action. (Davidson, cité dans Pharo, 2004, p. 178) Il s'agit d'une première étape du raisonnement grâce auquel nous estimons pouvoir rendre compte à la fois des causes généralement identifiées dans la sociologie de la violence, et plus spécifiquement dans les études portant sur la violence en Haïti, mais aussi de la façon dont les témoins construisent un univers de sens en reconnaissant eux-mêmes un certain ordre de conditions objectives et leurs conséquences pratiques. Notre étude prend ainsi en compte les raisonnements des experts et à la fois ceux des témoins, des raisonnements parfois très documentés et

bien informés qui circulent sous différentes formes dans l'espace social haïtien et dans la communauté scientifique.

En ce qui concerne la violence à Cité Soleil et à Martissant, les causes les plus souvent invoquées sont la pauvreté, l'absence de volonté politique et la faiblesse de l'institution policière. Les données recueillies au cours de notre enquête se résument en effet à ces trois axes sur lesquels le phénomène peut être compris ; la violence renverrait à une crise institutionnelle, à la frustration et à la pauvreté. Néanmoins, chacune de ces catégories contient de multiples dimensions. C'est ainsi que la crise institutionnelle révèle le manque de visibilité policière, l'irrationalité policière, l'affaiblissement du pouvoir judiciaire, l'absence de projet politique, la corruption, et la présence d'un État voyou. Quant à la frustration, nous distinguons les dimensions suivantes : la stigmatisation et le mépris ; la misère, l'incertitude, la précarité ; le manque d'éducation et l'ignorance ; la « défection des masses », et enfin l'esprit de vengeance. Sur l'axe de la pauvreté, nous retrouvons : le chômage ; la compétition ; la différenciation sociale ; l'exclusion et l'inégalité ; enfin les mesures économiques discriminatoires.

Nous nous proposons donc d'examiner le discours des témoins et de mettre en lumière les liens logiques construits par eux autour de la notion de « cause ».

5.1 La crise institutionnelle, une catégorie compréhensive de la violence

Nos témoins, en répondant à nos questions au cours de l'entrevue, approchent cette violence sous l'angle de crise institutionnelle. Ce qui semble contraire aux prénotions par lesquelles nous démarrons cette enquête, c'est-à-dire cette violence est instrumentale, destructrice et fondatrice. Nous avons ainsi décidé d'ajouter la

catégorie de crise institutionnelle. À la lumière de nos témoignages et des données disponibles nous allons dégager le sens de cette dernière. Nous nous proposons donc de mettre en relation tous les éléments qui sont à notre portée : contexte et/ou situation des témoins, conditions de production, et contexte global des discours.

5.1.1 Manque de visibilité policière

Cette notion de manque de visibilité policière, liée à l'absence de présence constante de la police, est énoncée par plus d'un de nos témoins privilégiés. Un témoin en fait même une des sources de la violence. Les interventions ponctuelles de la police, selon celui-ci, n'aideraient pas à solutionner le problème de la violence. Ainsi il supposait que l'institution policière le résolut en affichant sa présence. Voici son propre discours.

A.9. L'absence de présence constante de la police est responsable de la violence. Ce n'est pas comme ça qu'on peut résoudre le problème de la violence par des interventions ponctuelles. (Témoignage recueilli le 17-10-2013, Haïti)

En parlant du retard souvent constaté des forces de l'ordre à chaque agissement des gangs, le témoignage suivant a éclairé davantage l'absence de visibilité de la police comme responsable de la permanence de cette violence. Toutefois, cette femme, témoin, n'a osé dire la manière dont on pouvait résoudre le problème. Mais, elle sous-entendait que la responsabilité des forces de l'ordre est en cause.

A.8. [...] la réaction des forces de l'ordre est souvent tardive, mais elles réagissaient, quand même, aux agissements des bandits. (Témoignage recueilli le 28-10-2013, Haïti)

Ces deux témoins ont leurs bureaux au cœur de Cité Soleil. L'une a organisé une série d'activités socio-économiques à la fois avec les chefs de bande et la population de Cité Soleil et de Martissant, l'autre a animé celles-ci avec les jeunes de la Cité.

Quant au manque de visibilité policière, il semble que cette perception provienne de ces lieux où les actes de violence se sont perpétrés quotidiennement. Il s'avère difficile d'écarter cette hypothèse. Par ailleurs, il existe une controverse sur les termes « bandit » et « chef de bande », qui traduit la difficulté de ces deux témoins à s'entendre sur la nomination des groupes armés et sur le sens de leurs actes. Étant donné que cette dimension constitue la première de toute une série dans la catégorie de crise institutionnelle, on se demandera comment elle se rapporte aux autres. Les propos ci-après cités le révéleront.

5.1.2 L'irrationalité policière et la MINUSTAH

Selon certains de nos témoins privilégiés, l'action de la police est irrationnelle. Cette dernière résultait de son manque de moyens, d'une part, et d'autre part, des victimes innocentes de la population lors des interventions policières, lesquelles préféraient se lier aux gangs plutôt que se faire les alliées de l'institution policière. Ces déclarations paraissent à la fois déresponsabiliser et incriminer la police, en ce sens qu'elles justifient son inaction et dénoncent l'usage arbitraire de ces maigres moyens. En définitive, ces témoins ont estimé que la police devait faire attention à ne pas utiliser ses ressources contre des gens ne déstabilisant pas l'ordre social.

A.1. [...] la violence est liée à une crise institutionnelle, d'une part, les forces de police ne disposaient pas de moyens pour la réprimer, et d'autre part, les tribunaux étaient souvent dans l'impossibilité de donner justice à qui justice est due. Les forces de police dans leur intervention

faisaient souvent des victimes à la population innocente. (Témoignage recueilli le 29 -10-2013 en Haïti)

Ce témoin a pris parti pour la police et l'a accusée à la fois en raison de l'absence de service et pour son manque de méthode dans l'exercice de sa fonction. Cette méthode consiste en partie à exercer une violence aveugle, puisque la police bastonne tout le monde dans ses interventions. La perte de confiance de la population entraînerait l'irrationalité policière.

Le premier témoin essayait de mettre en avant les lacunes qui ont abouti à la maladresse de la police. Au contraire, ce deuxième témoin lui reproche ses lacunes, mais aussi et surtout l'accuse d'exercer une violence aveugle.

A.17. [...] je n'accuse pas la police, elle n'a pas de service d'intelligence pour identifier les bandits. La police, quand elle intervenait dans ces quartiers, une fois arrivée, elle a arrêté n'importe qui, c'est-à-dire elle ne faisait pas de différence entre les bandits et la population paisible. La police a bastonné tout le monde. La police ne pouvait donner de résultat, puisqu'elle n'a pas la confiance de la population. (Témoignage recueilli le 16-10-2013, Haïti)

Ce témoin identifiait la police parmi les sources de violence. Il associait la MINUSTAH également à la violence à cause de sa stratégie d'action contre les gangs. Il importe de remarquer que ce témoignage nous a été donné lorsque nous avons voulu établir le rapport des forces de l'ordre avec la population, puis lorsque nous avons cherché à connaître le niveau de satisfaction du témoin. Dans les deux circonstances, la réponse incluait la MINUSTAH dans la mise en œuvre de cette violence. D'un côté, pour avoir procuré des armes aux gangs, de l'autre, pour avoir supposé qu'elle n'avait pas la volonté de venir à bout de la violence. Il semble que désigner la responsabilité de la MINUSTAH dans le maintien de la violence soit une position pouvant s'avérer pleine de sens.

A.4. [...] Il y a une source que je n'avais pas mentionnée, c'est la police. [...] Comment voulez-vous combattre des bandits, vous allez les attaquer, avant même que vous arriviez près d'eux, vous commencez à tirer ? C'est une réponse à la question. Cité Soleil a environ 400 000 habitants, il n'est pas normal de mettre tous ces gens affamés au même endroit. C'est une preuve qu'on ne veut pas résoudre le problème de la violence. [...] Je viens de vous dire que MINUSTAH a contribué à donner des armes à Cité Soleil. (Témoignage recueilli le 6-11-2013, Haïti)

Ce témoin s'en prenait à l'inaction des responsables sans nommer l'institution spécifique. Il professait que si la violence se perpétue, c'est parce que la stratégie pour y mettre fin est inadéquate. Au lieu d'accuser les forces de l'ordre de fomenter la violence, il faudrait plutôt exiger que soient prises d'autres mesures.

A.18. [...] Il n'y a aucune disposition, puisque les problèmes réapparaissent sans cesse. Ça peut vouloir dire que les dispositions sont inadéquates, sinon aucune n'a été prise pour finir avec cette violence. (Témoignage recueilli le 14-11-2013, Haïti)

Quant à lui, ce témoin déclarait que la police ne pouvait avoir avec les gangs qu'une approche répressive : soit utiliser les moyens qui s'imposent pour les appréhender. À noter que celui-ci est un agent d'institution de police. Ce dernier a mis en avant seulement les moyens pour arrêter les bandits, tandis que les autres témoins ont exigé une stratégie d'action pour les contrecarrer sans causer de préjudices aux paisibles citoyens.

A.12. Le rapport des forces de l'ordre avec les groupes de gang ! Il n'y a pas d'autres équations, c'est utiliser les moyens nécessaires pour les appréhender. (Témoignage recueilli le 29-11-2013, Haïti)

De l'avis de ce témoin, la stratégie pour contrer les actions des gangs dans les bidonvilles ne relève pas de la compétence de la police, mais du gouvernement. En

même temps, il a pensé que la faiblesse de l'institution policière l'entraînait à son instinct répressif, au point de viser à punir non seulement les gangs, mais aussi la population pour son allégeance présumée à ces derniers. Ainsi, la stratégie de la police, au lieu de garantir la paix publique, incitait la population à renforcer son lien avec les chefs de gang. Encore faut-il noter que ce témoignage présente un caractère spécifique, dès lors qu'il ne reconnaît pas le pouvoir de la police à se donner une stratégie d'intervention.

A.14. [...] La police ne peut avoir une stratégie d'intervention, c'est le gouvernement qui doit l'avoir et la soumettre à elle. Sa faiblesse lui a amené à son instinct répressif. On ne peut pas compter sur la police pour avoir de la sécurité. La police punit les gens pour leur implication tacite aux chefs de gang. Au lieu qu'elle s'en prenait à détacher la population des bandits, elle consolidait ou scellait son lien. (Témoignage recueilli le 14-10-2013, Haïti)

Cette intervenante sociale reconnaissait que cette violence ne s'exerçait pas exclusivement par les bandits, puisque la population de ces quartiers associait la police à cette violence. Elle désignait les forces de l'ordre de « bras armés de l'État », en tant que tels, leur action garde toujours son potentiel répressif. Même si elle a reconnu l'effort effectué pour humaniser la police, elle a mis en relief le caractère discriminatoire des interventions policières. Car, elle dit avoir observé un traitement différent pour la population de Cité Soleil par rapport au reste de celle du pays.

A.2. [...] Des jeunes nous rapportaient que la police se mettait dans des positions de tir et demandait aux jeunes hommes qui passaient de décliner les noms des bandits qu'ils connaissaient. Dans ce cas, les bandits n'étaient pas seuls responsables de la violence, mais aussi la police. C'est ce dont j'entendais parler depuis 2004 jusqu'à aujourd'hui dans ces quartiers-là. [...] Il ne faut pas oublier dès qu'on parle des forces de l'ordre ce sont les bras armés de l'État. En général, leurs réactions sont toujours répressives. Malheureusement, c'était toujours le

cas. Je reconnais toutefois qu'on a fait des efforts en vue d'humaniser le rapport de la police à la population. Ce n'est certes pas pour tous les quartiers. À Cité Soleil, malgré ces efforts, la population a les mêmes perceptions. [...] c'est pour vous dire que la réaction des forces de l'ordre a toujours été une réaction violente. (Témoignage recueilli le 05-11-2013, Haïti)

Ce témoin, enfin, nous a invités à comprendre les types d'interventions policières qui constituaient une source de violence. Car les victimes de l'arrestation arbitraire, suite aux interventions policières, se convertissaient parfois en acteurs de violence. Ces derniers, selon les explications du témoin, s'imaginaient qu'en intégrant un corps de gangs après leurs libérations, se protégeraient contre la police. Ainsi, il laissait supposer que les interventions policières, au lieu d'améliorer les conditions de sécurité, produisaient l'effet contraire : augmenter l'insécurité, augmenter le nombre de gangs. Il paraît que l'importance de ce témoignage réside dans le fait d'être rapporté par un ancien bandit converti en agent de résolution de conflit au sein d'un organisme œuvrant à Martissant, dans le cadre des activités sociales.

A.19. À Martissant la frustration n'est pas seulement la cause de cette violence. En effet, les traitements que les policiers ont donnés à la population, au cours de leur intervention, sont aussi une cause de violence. Par exemple, un individu devient parfois acteur de violence parce qu'il a été victime d'une arrestation arbitraire. Conséquemment, libéré, pour se protéger contre les policiers, il a intégré un groupe de bandits. Cela lui a donné une double possibilité : gagner plus facilement de l'argent, ainsi qu'avoir des amantes et/ou concubines aisément. Arme à la main, l'individu n'a pas mis beaucoup de temps pour être en relation intime ou sexuelle avec une femme et/ou une fille. Les femmes, de leur côté, n'ont pas trouvé d'inconvénient à ces relations, car elles procuraient le pouvoir et un sentiment de sécurité. Elles sont donc chefs. C'est pourquoi elles n'ont pas pris de temps pour dire oui à une déclaration d'amour d'un bandit. Toutefois, les bandits arrivaient parfois à leur fin par la violence. (Témoignage recueilli le 09-11-2013, Haïti)

En résumé, nos témoins estiment que l'irrationalité policière est due au manque de moyen, à l'absence de service de renseignement, à l'action répressive discriminatoire, à la stratégie inadéquate ou tout simplement à l'absence de stratégie et au manque de volonté de garantir l'ordre social. Toutes ces causes impliquaient la violence aveugle de la police contre la population innocente, l'usage de la répression contre la population, le renforcement du lien entre les bandits et la population, et l'augmentation du nombre de bandits. Ainsi, la fonction régaliennne du maintien de l'ordre et de prévention est chambardée, puisque de l'avis de nos témoins ainsi que la population, la police est un vecteur de violence, soit volontairement, soit involontairement. En effet, la population a accusé la MINUSTAH de faciliter la possession des armes aux gangs, d'une part, et d'autre part, certaines victimes d'arrestation arbitraire, au lieu de faire confiance à l'institution policière, ont renforcé les gangs ou ont resserré les liens avec eux.

Le manque de visibilité policière et l'irrationalité sont liés à une stratégie inadéquate. La première dimension a pour spécificité de faire appel à la prévention. La seconde a de particulier l'indexation directe des forces de l'ordre dans la mise en œuvre de la violence. Tout compte fait, ces deux dimensions nous amènent à considérer l'institution policière parmi les causes de cette violence.

5.1.3 Pouvoir judiciaire affaibli, tribunaux impuissants

Le système judiciaire nous renvoie à un ensemble de maillons, tels que les justiciables, la police, les autorités judiciaires, les tribunaux. Le dysfonctionnement d'un des maillons met tout le système en déséquilibre. À quoi faut-il s'attendre, dans le contexte de cette violence ? Les témoignages peuvent nous révéler le sens de cet affaiblissement du pouvoir judiciaire. Voyons ce que nous réservent nos témoins.

En abordant ce phénomène, ce témoin, une femme chef de programme dans un organisme militant contre la violence faite aux femmes et aux filles, se référerait automatiquement à l'impunité dont jouissaient les acteurs de violence dans un contexte de violence structurelle, intrafamiliale, psychologique, et physique. Pour elle, la justice ne s'évertuait pas à résorber cette violence, étant donné que ces gens n'avaient jamais purgé une peine pour leurs fautes.

A.1. La violence est structurelle parce que la violence est intrafamiliale, psychologique, physique [...] le plus souvent ce sont les femmes qui en sont victimes. Les acteurs de ces types de violence jouissaient de l'impunité qui règne dans le pays. Aucune des gens qui sont accusées d'acte de violence n'ont été poursuivis et punis par la justice [...] (Témoignage recueilli le 29 -10-2013, Haïti)

La non-application de la loi et l'absence de justice dans ce pays constituaient, pour cet autre témoin, les marqueurs de l'affaiblissement du pouvoir judiciaire. Selon lui, si la loi était en effet appliquée, les gangs auraient craint de s'approvisionner en arme et les politiques se seraient abstenus de leur en faciliter l'accès. Les meurtres ou les assassinats auraient enfin diminué, étant donné qu'ils sont une conséquence de la violence. L'absence de justice proviendrait donc finalement de la non-application des lois. Il semble que c'est le sens donné à l'affaiblissement du système judiciaire.

A.7. [...] Vous vivez dans un pays où la loi n'est pas appliquée, il suffit de dire qu'on veut une arme et on l'aura. Je ne sais pas où, mais c'est facile [...] à certaines époques, ils fabriquaient leur propre arme, mais ce furent des armes artisanaux. [...] les forces de police n'ont pas eu de moyens, parfois les armes des bandits étaient plus puissantes que celles des policiers. [...] Les politiques donnent de l'argent aux gens pour faire de la violence. Parfois, les autres secteurs le font aussi au besoin. En Haïti, étant donné qu'il n'y a pas de justice, tuer quelqu'un est un phénomène courant. [...] la violence est généralisée. Sans être ciblé en effet vous pouvez être victime. [...] les femmes sont notamment les principales victimes de cette violence. (Témoignage recueilli le 28-10-2013, Haïti)

Face à l'incapacité du système judiciaire à juger même les cas d'assassinats les plus évidents et face au travail contradictoire que font les magistrats et la police, ce témoin, directeur d'opinion, et éditorialiste de la presse parlée et écrite, s'interrogeait sur ses motifs. Il a conclu à la corruption du système, à son caractère « mafiatique » (mafieux). Alors qu'il s'agit, pour nous, dans ce contexte, de comprendre le rapport des forces de l'ordre à la population, c'est le système judiciaire qu'il a mis en cause. Il semble ne pas inclure l'institution policière dans ce système, pourtant la police est un maillon du système.

A.6. [...] N'importe quelle personne peut être victime de violence. Si un journaliste insistait sur un problème tous les jours, on pourrait se débarrasser facilement de lui. Qui pis est ! Le coupable ne serait jamais jugé. Le système judiciaire est corrompu. C'est un système « mafiatique ». Ce n'est pas possible, dans ces trente dernières années, qu'on n'arrive pas à poursuivre des cas d'assassinats évidents. [...] La police a raté son départ, elle n'a pas été aidée par la Justice. Les policiers arrêtaient, alors que les juges ont libéré. Ceux-là sont donc menacés. Tant que la Justice n'est pas un allié de la police, on ne peut pas espérer grand-chose. Si les forces de l'ordre n'ont pas été à la hauteur, c'est parce que nous ne les avons pas aidées. (Témoignage recueilli le 16-11-2013, Haïti)

Nos témoins, ayant exprimé pourquoi l'affaiblissement du pouvoir judiciaire a entraîné la violence, ont donné à comprendre que si le judiciaire avait exercé sa fonction, comme il le fallait, on aurait évité cette violence. Quand la loi n'est pas appliquée, quand les autorités policières et les magistrats du siège et ceux du parquet n'accordent pas leurs violons, cela entraîne l'affaiblissement du pouvoir judiciaire. Cela ne peut alors qu'encourager la violence.

C'est ainsi que nous avons constaté les liens étroits entre le manque de visibilité policière, l'irrationalité policière et l'affaiblissement du pouvoir judiciaire. La situation semble être la conséquence d'un manque de coordination entre les autorités

de police et les magistrats (juges et parquetiers). Nous nous proposons maintenant de scruter le sens donné par nos témoins à l'absence de projet politique pour en savoir plus et faire apparaître d'autres dimensions du problème.

5.1.4 Absence de projet politique

Le politique est abordé par nos témoins en des termes divers. Le projet politique, qui est une de ses dimensions, renvoie à une vision de la gestion de l'État, or nos témoins n'ont pas partagé les mêmes visions.

Ce directeur de la presse parlée, qui a vécu au quotidien les scènes de violence à Cité Soleil, citait deux éléments fondamentaux pour expliquer cette dimension, mais dans deux contextes différents. Dans le premier contexte, il se référait à l'absence de gouvernance. De nos jours, les jeunes sont livrés à eux-mêmes, tandis que, dans le passé, les industries omniprésentes facilitaient un tant soit peu leurs conditions matérielles d'existence. Dans le second contexte, il affirmait que la population n'a pas choisi ses gouvernants en fonction de leurs projets politiques. Car les gouvernés vendaient leur vote en période électorale contre argent comptant.

A.3. La violence à Cité Soleil est liée à l'absence de gouvernance. Elle est un espace géographique réputé abandonné. Mais cela n'exclut un hôpital et un poste de police [...] Cité Soleil n'était pas administrée publiquement, donc les jeunes étaient livrés à eux-mêmes. Dans le temps, la vie était plus facile, car il y avait autour de la Cité des industries qui assuraient l'embauche de bon nombre de gens. Puis, l'environnement commercial qu'elles créaient favorisait de meilleures conditions de vie. Au fil du temps, plus les besoins s'agrandissent, moins l'État offre ses services à la population. [...] La violence en Haïti restera toujours électorale, puisque la population ne choisit pas un groupe politique pour son projet politique, mais pour ce qu'il a à offrir pendant

la période électorale. Le vote est achetable. (Témoignage recueilli le 15-10-2013, Haïti)

Ce témoin expliquait le type de rapport des groupes politiques avec la population. Selon lui, ce rapport se percevait particulièrement en période électorale. Seulement dans cette période, les groupes politiques envisageaient de contacter intensément la population. Il dénonçait cette pratique pour n'avoir visé en rien à changer leurs conditions de vie. Il qualifiait par ailleurs l'environnement dans lequel vivait la population de violent, parce qu'il n'y a pas d'eau potable, d'école, etc. Il a donc souhaité un État distant de cette « communauté internationale », qui ne se portait pas garant de justice sociale pour cette population. Ce discours se démarquait un peu de celui qui l'a précédé par l'évocation de l'international, comme acteur politique, qui entravait l'accès à la justice sociale de la population.

A.18. Les groupes politiques ont une relation avec la population au moment des élections. On a besoin de ces gens pour accéder au pouvoir. Mais, qu'est-ce qui a changé pour eux, depuis qu'ils élaient leur représentant ? Rien ! Les groupes politiques n'ont pas intérêt à changer leurs conditions matérielles d'existence. Les enfants qui vivent à Cité Soleil sont dans un environnement de violence, ils n'ont même pas droit à de l'eau potable. [...] Oui ! C'est une situation de violence. [...] je crois que j'ai essayé de le dire. Nous avons besoin d'un autre type d'État, qui ne s'associe pas avec la communauté internationale pour empêcher la population d'avoir une justice sociale. Il nous faut des dispositions à tous les niveaux : éducation, politique, environnementale etc. pour changer les conditions de vie de la population, ainsi que pour éviter la violence. Tout ceci demande une équipe de gens qui œuvrent pour une communauté politique afin de finir avec cette violence. (Témoignage recueilli le 14-11-2013, Haïti)

À Martissant, les chefs de gang jouaient le rôle d'agent de service public, selon ce que nous rapportait ce témoin, agent de résolution de conflit. Pour ce faire, il nous mettait en garde contre l'idée que toute violence à Martissant serait politique. À cet effet, il évoquait les possibilités d'actes de violence entre les gangs rivaux et/ou les

quartiers rivaux en raison du manque de services publics, comme par exemple l'électricité. Ce contexte s'écarte drastiquement des précédents. Il concevait toutefois à l'instar des autres témoins que l'absence de projet politique semble à la base de cette violence.

A.19. À Martissant, les conflits ne sont pas seulement des conflits politiques, ils sont aussi des conflits des gangs rivaux ou des quartiers rivaux. Le service d'électricité n'est pas accessible à tous, les chefs de gang s'entretuent pour faire entrer de l'électricité dans leurs quartiers. (Témoignage recueilli le 09-11-2013, Haïti)

Pour ce témoin, écrivain, cette violence impliquait l'échec patent du politique. C'est en effet le politique qui devait trouver un langage convainquant pour s'adresser à la population. Il rejetait pourtant toute idée de faire de cette violence, une violence du droit naturel, parce qu'elle n'a pas porté en elle un projet politique. Il l'a considérée comme une perversion populaire. Ainsi, le témoin semble inscrire toute violence du droit naturel dans une structure organisationnelle par laquelle les acteurs devaient passer pour la conquête d'un droit. Il ignore donc toute possibilité pour des acteurs individuels d'agir dans la perspective de la création de droits. Pour qu'il puisse être perçu comme la manifestation d'un droit recherché, le désordre ne peut s'inscrire que dans une structure. C'est du moins ce que ce témoignage semble vouloir dire. Cependant, l'échec du politique dont il a fait mention indique clairement que l'absence de projet politique serait la cause de cette violence. Tout bien considéré, l'absence de gouvernance et l'échec du politique constituent jusque-là les idées forces de l'absence du projet politique.

A.11. [...] La violence du droit naturel ne peut être justifiée que si elle se transforme en action politique. Moi, je comprends très bien qu'on peut utiliser la violence pour changer une société. Qu'est-ce que vous avez demandé aux esclaves de Saint-Domingue, vous ne leur avez pas demandé de faire la pédagogie des colons, c'est normal qu'ils prennent

des armes et créent un nouvel État, ce n'est pas la violence en soi que je rejette. Mais elle doit être porteuse d'un projet politique. Vous n'allez pas me dire que c'est une violence juste quand vous violez votre voisin, quand vous assassinez le père qui proteste. Pour parler la langue de Thomas Madiou, c'est une perversion populaire, par exemple : Hitler était une perversion populaire, Duvalier en était de même. Une perversion populaire c'est l'échec du politique. Des forces politiques utilisent la sensibilité populaire et ne font rien, c'est pourquoi nous parlerons de l'échec du politique. Je pense qu'il faut interroger le politique sur leur compétence à trouver un langage dans lequel s'adresser un discours convainquant à la population. (Témoignage recueilli le 15-10-2013, Haïti)

Le rapport des groupes politiques avec les groupes violents semble être un élément qui peut expliquer l'absence de projet politique. Ce témoin, intervenante sociale, a en effet vu que ceux-là n'ont qu'à offrir à ceux-ci qu'un discours messianique en guise de projet politique. Ainsi, elle se positionnait de manière particulière sur cet aspect, si bien qu'elle a laissé la parole aux experts de la politique.

A.2. [...] Le type de rapport, c'est un discours messianisme qui montre que c'est le messie qui peut soit vous retirer, soit vous délivrer de la misère. C'est là qu'ils se laissent aller. Mais je ne crois pas que je suis la personne qui peut mieux définir cette relation-là. (Témoignage recueilli le 05-11-2013, Haïti)

Pour faire sens de cette violence, ce témoin, journaliste et directeur de média, postulait que le système et la violence se fusionnaient, du moins ceux-ci seraient-ils les deux faces d'une même médaille. Il en a ainsi profité pour rejeter l'idée que les Haïtiens vivent dans une démocratie. Nous retenons ce témoignage pour avoir évoqué l'inexistence de la démocratie dans ce contexte de violence. Or, tout projet politique au sens où nous l'entendons se conçoit dans un système démocratique. S'il n'y a pas de démocratie, il n'existe pas non plus de projet politique.

En somme, nous signalons à ce stade que le discours messianique, la démocratie travestie, l'absence de gouvernance, l'échec du politique, sont autant de termes évoqués dans leurs contextes propres pour expliquer cette absence du projet politique comme une dimension explicative de cette violence.

A.6. [...] Notre système est fondé sur la violence. Nous n'avons pas de démocratie, c'est une travestie de démocratie. La violence nourrit le système, le système est nourri par la violence. (Témoignage recueilli le 16-11-2013, Haïti)

Le Nouvelliste est le plus ancien quotidien haïtien. Celui-ci donne la parole aux acteurs politiques, sociaux et économiques de tous les courants d'idée et existe depuis plus de 100 ans. Dans ses colonnes, il nous a été donné de constater que le problème d'absence de projet politique a été posé à maintes reprises, mais c'est l'article traitant le bilan de l'année 2004 qui retient notre attention ici. En effet, dans cet article, ce quotidien a relaté que les forces d'opposition ont une expertise dans le renversement des pouvoirs institués aux travers des mouvements sociopolitiques, pourtant elles sont incapables de construire un projet politique. Point n'est besoin de rappeler que 2004 fut la période de vive tension suivie de violence entre les forces d'opposition et le pouvoir Aristide. Il est donc évident que ce discours a été émis en plein contexte de violence. C'est pourquoi nous en avons fait usage pour expliquer cette dimension.

Le Nouvelliste. L'année 2004 a démontré que l'opposition politique savait renverser les gouvernements, mais ne savait pas conquérir le pouvoir. Le courage et la détermination dont ont fait montre les femmes et les hommes qui ont marché sans arrêt dans les rues pour réclamer le départ de Jean-Bertrand Aristide ne se sont pas traduits dans un projet politique qui incorpore les enjeux et les défis d'une transition politique vieille de près de vingt ans.

L'année 2004 a démontré que la force de contestation politique en Haïti est inversement proportionnelle à la force de proposition. Si ce n'était le cas. La crise politique haïtienne serait aujourd'hui un souvenir. [...] (*Le Nouvelliste*, jeudi 30 decembre au dimanche 2 janvier 2004-2005)

Les déterminants explicatifs de l'absence de projet politique dans le contexte de cette violence sont l'absence de la gouvernance et l'échec du politique. L'absence de gouvernance implique en fait que les jeunes sont livrés à eux-mêmes, c'est-à-dire l'administration publique et la société civile dans sa composante d'affaire, n'ont pas prévu de cadre d'insertion pour eux. L'échec du politique renvoie quant à lui à l'absence de langage chez les leaders pour aborder le problème de société. Pour d'autres, cette dimension est marquée par le nouvel État et le discours messianique des leaders politiques. Ce nouvel État revoie aux dirigeants qui ne devaient pas s'associer à cette communauté internationale non intéressée à l'établissement d'une société juste en Haïti. Le discours messianique est celui qui tend à s'éloigner du projet politique viable. La substitution de l'État par les chefs de gang fait également partie de ce discours. Celle-ci se dévoilait dans l'accomplissement des services de base à la population par les chefs de gang. Deux autres termes enfin sont mis en avant par nos témoins dans le cadre de cette dimension : la démocratie travestie qui impliquait le constat d'une relation réciproque entre violence et système ; l'évocation de la « force de contestation inversement proportionnelle à la force de proposition », révélant que la lutte politique en Haïti était incapable de porter un projet politique au bénéfice de la population. C'est ce dont témoigna le renversement du président Jean-Bertrand Aristide en 2004.

L'absence de projet politique est une dimension qui détermine en partie l'affaiblissement du pouvoir judiciaire. En réalité, considérant que dans le contexte de la modernité, le politique implique une institution étatique forte ; considérant que dans le contexte actuel, l'institution étatique délègue certaines de ces compétences à

la société civile, mais conserve ses prérogatives d'assurer l'ordre public, il semble logique que cette dimension ait un lien non négligeable avec l'affaiblissement du pouvoir judiciaire. En d'autres mots, il y aurait une relation de cause à effet entre ces dimensions. Ainsi, les deux nous renvoient aux déterminants explicatifs de cette violence.

5.1.5 La corruption

En effet, il n'y a ni loi ni constitution qui puisse mettre un frein à la corruption universelle ; car, comme les bonnes mœurs pour se maintenir ont besoin des lois, les lois à leur tour, pour être observées ont besoin des bonnes mœurs. (Machiavel, *Discours sur la première décade de Tite Live*, cité dans Prompsy, 2007, p. 147)

Cette assertion nous semble toujours valable pour caractériser le discours de nos témoins sur la corruption, et elle vaut encore comme tentative d'explication même dans le contexte particulier d'Haïti.

Ce témoin, responsable de programme d'un organisme de défense des droits humains, nous a affirmé que les vrais kidnappeurs sont proches de l'institution policière. Selon celui-ci, les kidnappings de bas étage attireraient les autorités policières, mais, quand il s'agit des raps de grandes envergures la police est somnolente.

A.5. [...] quand vous entendez que l'on a arrêté un kidnappeur, c'est un kidnappeur de second rang. Car les vrais kidnappeurs ont leur ramification dans la police. (Témoignage recueilli le 23-10-2013, Haïti)

Ce directeur d'opinion a rejoint la position du militant des droits humains pour avoir déclaré que la violence s'exerçait par les hommes de mains et les petits casseurs. Il a

renchéri en disant que la société haïtienne est une société « à la sicilienne », où trouvent refuge les « Godfathers » et leurs hommes de mains. Le pire, on les retrouvait dans la police et dans la Justice. Il a évité lui-même de parler de kidnapping. Mais, en plaçant la violence dans un contexte d'instrument de satisfaction matérielle et d'enrichissement, il affirmait que la corruption est l'une des causes de cette violence. C'est ainsi que ce témoin a enchevêtrée celle-ci dans le système.

A.6. La violence est non seulement un outil de satisfaction des besoins de base, mais aussi un outil d'enrichissement. La société haïtienne est à la sicilienne. Il y a des « Godfather », les hommes de mains et les petits casseurs. Qui plus est, on les retrouve aussi au sein de la police, de l'appareil de justice et dans le système bancaire. Ce dernier blanchit les avoirs des bandits. Cela veut dire que c'est tout un système qu'est en cause. En d'autres termes, c'est une violence institutionnalisée. (Témoignage recueilli le 16-11-2013, Haïti)

Le Nouvelliste a fait état également de kidnappeurs dans l'institution policière. Ce quotidien a en outre signalé leur lien probable avec l'appareil de justice. Ce qui a entraîné l'intervention du ministre de la justice d'alors. Ce dernier a créé une commission pour établir la vérité sur la possibilité de connivence des magistrats avec des présumés kidnappeurs, laquelle connivence est la mise en liberté par un « magistrat debout » ou un magistrat agissant comme officier de police judiciaire, avant qu'ils furent entendus par un « juge de siège ». L'affaire de corruption a donc été portée au plus haut niveau en raison de l'éveil de la société civile.

Le Nouvelliste. Jusqu'à la mi-juin dernier, une cinquantaine de présumés kidnappeurs dont des policiers ont été appréhendés et sont dans l'attente des prochaines assises. Des juges ont été récemment suspectés dans la libération douteuse de certains « présumés kidnappeurs ». Une commission a été vite annoncée par le ministre de la justice et de la sécurité publique, Henri Dorléans, pour enquêter sur ces cas dénoncés

par des hauts gradés de la Police nationale et des organisations des droits humains. (*Le Nouvelliste*, jeudi 21 juillet 2005)

Les témoignages et documents tendent à montrer que la corruption est un facteur explicatif de la violence. En effet, nos témoins ont impliqué le système judiciaire dans la corruption. Ils en ont même fait un élément qui détermine cette violence. Or, la police fait partie du système judiciaire. Dans ce discours sur les causes de la violence, le manque de visibilité policière et l'irrationalité policière sont en lien avec la corruption. De même que l'absence de projet politique est liée à l'affaiblissement du système judiciaire, la corruption est aussi liée à l'absence du politique. Ainsi, il semble que la corruption soit en quelque sorte en lien avec les autres dimensions de la violence.

5.1.6 L'État voyou

L'État voyou désigne dans ce contexte un État démissionnaire et corrompu. Il s'agit d'un État où moins les dirigeants s'occupent des besoins essentiels de leurs concitoyens, plus ils versent dans des actes illégaux, arbitraires et immoraux. Nos témoins vont expliquer cette réalité dans les termes suivants.

Ce témoin, romancier, a dénoncé l'infiltration de la police par les bandits et la corruption dans les institutions étatiques, la Douane et la Direction Générale des Impôts entre autres. Il nous invite en outre à ne pas considérer la violence exercée par l'État comme légitime, étant donné que celui-ci est pris en otage par les voyous. Il a enfin affirmé que l'exercice de la violence légitime s'est transformé en violence spontanée, irréfléchie à certains égards, par exemple, la violence de certains policiers sur les conducteurs de véhicule. Ce qu'il a amplement illustré dans le paragraphe suivant.

A.10. La violence est aussi une violence naturelle, car les gens ne travaillent pas, elles sont au chômage, elles cherchent à manger, donc elles font de la violence pour leur survie [...] la violence légitime ! Il ne faut pas oublier que l'État est aux mains des voyous, tous ces gangs sont infiltrés par la police. L'État est tellement corrompu, il n'y a plus d'État pour faire cette violence légitime, c'est là que le problème est posé. En Haïti, il n'y a personne qui fait confiance à la police, personne ne va déposer une plainte à la police, on a peur. La violence légitime devient presque une violence naturelle. Par exemple, j'étais dans une situation où un policier arrêta dix véhicules, moi j'étais correct, puisque je mettais ma ceinture comme il faut, d'autres ne l'avaient même pas, voire de les mettre. Ils n'ont pas été sanctionnés, parce qu'on ne cherchait pas à faire de la violence légitime, on cherchait à découvrir à qui peut-on soutirer de l'argent. Donc, la violence légitime est corrompue par la violence naturelle. Le policier qui vous a stoppé a aussi faim, puisqu'il vous a dit, chef, les difficultés économiques sont de taille. Je n'ai rien mangé depuis ce matin, donnez-moi donc quelque chose [...] On comprend la violence naturelle, mais la violence légitime est réellement faussée, car nous avons un État de voyous qui ne fait rien pour juguler la violence naturelle, sans projet politique. La violence légitime, qui peut-on l'appliquer ? Car l'État est entre les mains de voyous. D'autres éléments pour justifier l'État voyou, c'est simple si on prend des cas d'enrichissement illicite, on fait une simple enquête sur des directeurs de douane et sur ceux de la direction générale des impôts (DGI) on verra que leurs avoirs n'ont rien avoir avec ce qu'ils gagnent. C'est aussi simple que ça. Tous les anciens directeurs de douane sont multimillionnaires ! Comment ça ? Cela veut dire qu'il y a un État voyou. (Témoignage recueilli le 24-10-2013, Haïti)

Malgré que cet autre témoin n'ait pas parlé d'État voyou, son discours est similaire. Il affirmait en effet que les policiers kidnappaient des gens conjointement avec les bandits. En revanche, l'institution policière n'a pas pris de mesures pour en venir à bout. Il semble qu'il s'agit d'un État voyou parce que les institutions refusaient de sévir contre tout contrevenant.

A.18. Plusieurs témoignages ont informé que certains policiers et bandits ont participé dans des actes de kidnappings. On utilisait la misère des gens de Cité Soleil pour faire pression sur d'autres personnes et pour

créer des conflits armés entre eux. À Martissant, les bandits ont aussi tué des gens. Mais la police n'a jamais pris des mesures pour résoudre ce problème. (Témoignage recueilli le 14-11-2013, Haïti)

L'État voyou est celui qui s'adonne à des comportements répréhensibles, et donc ses représentants sont des bandits. Il en va ainsi à la fois de l'inaction des autorités policière et de la pratique d'une violence irréfléchie qui passe pour « naturelle ».

Nos témoins ont approché cette dimension différemment, mais ils concourent à dire que l'inertie et l'indifférence des dirigeants constituent la pierre angulaire de cet État voyou. Tout bien considéré, celui-ci n'est pas sans lien avec la corruption et les autres dimensions de la crise institutionnelle.

Somme toute, cette dernière est déterminée dans ses dimensions respectives de la manière suivante.

- Le manque de visibilité policière renvoie à l'inconstance de la présence policière et au retard des interventions. L'irrationalité policière désigne le manque de moyen, la victimisation de la population innocente lors des interventions policières, le manque de méthode dans l'exercice de la fonction de police. Elle est aussi expliquée par des actions à l'aveuglette des policiers, c'est-à-dire la bastonnade de tout le monde dans les milieux de violence. La stratégie de la MINUSTAH, qui a favorisé à la fois la fuite des gangs et leur alimentation en armes, est rentrée également dans cette irrationalité. Les actions discriminatoires policières et la stratégie inadéquate ou l'absence de stratégie sont le lot de l'irrationalité policière. Cette dernière a intégré les types d'interventions policières qui incitaient certaines victimes à renforcer le camp des bandits. L'instinct répressif de la police et l'absence de service de renseignement sont autant d'éléments qui ont marqué cette irrationalité.

- Le pouvoir judiciaire affaibli renvoie à la corruption, par la non-application de la loi, et par le désaccord entre la police et les juges.
- L'absence de projet politique, quant à elle, est marquée par l'absence de gouvernance. Elle implique aussi l'échec du politique, en ce sens que le politique est incapable de trouver le langage adéquat pour résoudre le problème.
- Par ailleurs, la corruption est caractérisée par l'inaction de la police pour les cas de kidnappings d'envergure et, à l'inverse, par l'intervention de la police dans le cas des actions de petits casseurs. Cette dimension est aussi marquée par un système mafieux pour sa capacité à recruter dans la police et dans la justice des potentiels kidnappeurs.
- Enfin, l'État voyou utilise des armes légitimes pour exercer une violence spontanée, irréfléchie. La crise institutionnelle, telle qu'elle se donne à voir, montre qu'il y a une défaillance quasi totale du système politico-social d'Haïti.

5.2 La frustration, une catégorie de la violence

La frustration, dans le contexte de ce phénomène de violence, renvoie à la stigmatisation et au mépris; la misère, l'incertitude, la précarité; l'éducation, la scolarisation et l'ignorance; la fatigue des masses; la vengeance. Toutes ces dimensions charrient avec elles une kyrielle de faits et de considérations qui les déterminent. Nous allons successivement les décrire tout en mettant en évidence les temps forts des témoignages et des données qui basculent ou changent brutalement l'analyse d'un point à un autre.

5.2.1 La stigmatisation et le mépris

Ce témoin, femme, représentante d'un des organismes internationaux, dont le centre des activités est situé à Cité Soleil et à Martissant, a rapporté que la frustration des bandits a résulté de la stigmatisation dont ils ont été victimes. Les bandits se sentent frustrés en raison de ne pouvoir pas s'échapper de leur rôle. Elle en a argué aussi que ces gens sont incapables de satisfaire leur besoin primaire. C'est pourquoi la frustration a constitué la cause de cette violence.

A.9. Bien sûr la violence est arrivée à la suite de la frustration, car, les gens sont stigmatisés. Elles sont frustrées de leur situation. Un bandit se sent frustré parce qu'il n'a pas pu sortir de son rôle de bandit. Les gens n'ont pas eu d'argent pour prendre soin de leur famille, c'est normal qu'ils se sont versés dans la violence [...] (Témoignage recueilli le 17 - 10-2013, Haïti)

À l'origine de cette violence, il y aurait le degré de mépris des quartiers des bidonvilles, a laissé entendre ce témoin, romancier, qui a résidé dans la périphérie d'un des bidonvilles de Port-au-Prince. On les a mis les uns contre les autres, si bien que les individus de tel bidonville ont estimé être de couches sociales supérieures par rapport aux autres bidonvilles. Ce qui semble expliquer la difficulté de cohésion sociale. Notre premier témoin a mis l'accent sur la stigmatisation, tandis que le deuxième a accentué le mépris et l'incitation à la différenciation des quartiers des bidonvilles. Néanmoins, ils ont tous deux retenus que l'absence de condition minimale de subsistance est responsable de cette violence.

A.10. [...] La violence est également due à une échelle de mépris des quartiers des bidonvilles. Les quartiers se sont dressés les uns contre les autres. Encore faut-il croire que les autres couches sociales ne sont pas différentes. Alors c'est une société à laquelle les gens cherchent toujours à se différencier les uns aux autres. C'est pourquoi il ne peut y avoir de cohésion sociale [...] La pauvreté et l'ignorance sont deux éléments

explosifs de la violence et ils n'ont pas intérêt à retirer le peuple de ça. [Mais c'est qui n'ont pas intérêt ?] Ceux qui jouissent de tous les privilèges de cette société. (Témoignage recueilli le 24-10-2013, Haïti)

Pour ce témoin, la frustration a motivé la violence. La privation de tout et l'absence d'opportunité ont poussé les gens à croire que leur « salut » ne peut être acquis que dans l'extorsion des biens d'autrui. Cet ancien responsable de réinsertion ne se contentait pas de donner l'origine de la frustration, puisqu'il a aussi relaté la manière dont les gens ont pensé pouvoir s'en sortir.

A.14.. [...] la frustration est un élément motivant la violence. Les gens n'ont pas de condition de vie, il n'y a donc pas de sortie possible, ni d'opportunité. Pour eux, la solution, c'est d'extorquer autrui. (Témoignage recueilli le 14-10-2013, Haïti)

La stigmatisation est perçue par les habitants de Martissant comme étant la violence la plus abjecte, de l'avis de ce témoin, agent de résolution de conflit. La population de ce quartier, a-t-il expliqué, n'est pas perçue comme un ensemble d'êtres humains, ni comme des haïtiens à part entière par les autres catégories sociales. Ainsi il a conclu que cette violence est nuisible et invisible, si bien qu'elle a inspiré la peur. Par-là, il semble attirer nos regards sur le poids donné à la stigmatisation par la population.

A.19. [...] La violence est vue comme quelque chose nuisible, ça donne de la peur. [...] La raison de la violence n'est pas toujours visible. [...] la plus grande forme de violence qu'il y a est la stigmatisation des gens à Martissant. On ne les considère pas comme des êtres humains. Les autres se différencient d'eux, au point de s'imaginer que ces gens ne sont pas haïtiens à part entière. (Témoignage recueilli le 09-11-2013, Haïti)

Ainsi, la frustration, selon nos témoins, se caractérise par la stigmatisation et le mépris. Ces derniers proviennent en effet des conditions de vie de la population des

bidonvilles, d'un côté, et de l'autre côté, dans l'incitation à la différenciation des couches défavorisées entre-elles, y compris leur déshumanisation. Sous quel autre angle cette frustration pourra-t-elle se montrer ?

5.2.2 Misère, incertitude, précarité

Ce responsable religieux, œuvrant dans des activités socioprofessionnelles avec les jeunes des bidonvilles dans la périphérie de Port-au-Prince, a invoqué que la misère provoquait la frustration. À ses yeux, le chômage a produit la violence intrafamiliale, du même coup la violence en général. Considérées comme des bêtes (ce ne sont pas des bêtes qui reçoivent des traitements privilégiés en Amérique du nord ou dans certains pays Européens), les populations des quartiers de Martissant et de Cité Soleil ont admis elles-mêmes leur état bestial, c'est pourquoi elles ont agi instinctivement.

A.7. Ces gens vivent dans la misère, et quand on vit dans la misère on n'a pas la pensée positive, on voit soi-même, on fait n'importe quoi pour survivre en oubliant que les autres partagent leur situation de misère. C'est donc comme ça se passe. [...] la violence est à la fois à long et à court terme, dépendamment des circonstances. [...] la misère provoque aussi la violence dans la famille. Si le père ne travaille pas, la madame l'embêtera, les enfants pleureront de faim, dès lors qu'il ne peut pas donner à manger, il va bastonner tout le monde, « dire des bêtises », c'est-à-dire, lancer des propos injurieux. Ça, c'est quelque chose qui est courant dans ce pays. La conclusion, c'est qu'avec la misère on peut avoir toujours de la violence. Si on ne cherche pas à résoudre les problèmes élémentaires de ces gens, on aura toujours de la violence. [...] Ces gens de Cité Soleil et de Martissant sont en chômage, ils sont dans la misère, on les considère comme des bêtes, ils se considèrent, eux aussi, comme des bêtes, ils agissent donc comme des bêtes. Dans de tel cas, ils sont des marginaux. [...] La violence traduit certes un état de frustration quand les gens ne peuvent manger et ne peuvent subvenir à leur besoin. Ils sont donc frustrés. Toutefois, les gens équilibrés, en dépit de leur frustration, résistent à la violence. [...] Même ceux qui vivent avec les

bandes armées sont aussi victimes de frustration. (Témoignage recueilli le 28-10-2013, Haïti)

Dirigeante d'une congrégation religieuse à Cité Soleil, dont les principales activités sont scolaires et professionnelles, elle a identifié la misère à l'origine de la frustration. En effet, la saleté, la crasse et la privation totale ont constitué l'image qu'elle a de cette misère. Il faut remarquer que ces mêmes conditions ont illustré la dimension de stigmatisation et mépris dont on a parlé en avant.

A.8. La violence est due à la misère. Les gens vivent dans la saleté, dans la crasse. Ils sont dépourvus de tout. De plus, les enfants sont généralement monoparentaux. Dans la Cité, il y a les pauvres, les plus pauvres, les misérables. Les gens vivent dans des maisons construites en carton. Ils ne sont pas protégés pendant la période des pluies. (Témoignage recueilli le 28-10-2013, Haïti)

Selon ce témoin, le très peu éduqué, la grande majorité de chômeur, les familles monoparentales, l'incapacité des parents de subvenir aux besoins de leurs enfants ont désigné la misère dans laquelle vit la population de Cité Soleil et de Martissant. C'est ainsi qu'il a identifié la frustration à l'origine de la violence. Les termes ne manquent pas pour qualifier la misère des gens.

A.1. Le chômage, les problèmes de l'éducation, le problème de la scolarisation, le problème de la misère, le [...] sont responsables de l'utilisation de ces gens des bidonvilles à des fins terroristes et leur maintenance dans la misère. [...] la violence peut traduire un état de frustration, on peut le croire puisqu'on vit dans un pays où très peu de gens de la population des bidonvilles sont éduqués; on est dans un pays où les gens en grande majorité sont en chômage ; on est dans un pays où les enfants sont monoparentaux et les parents ne peuvent répondre aux besoins de leurs enfants, il est donc facile que ces gens sont recrutées pour faire de la violence [...] (Témoignage recueilli le 29 -10-2013 en Haïti)

L'auteur de cet article du *Le Nouvelliste* a pris pour cible la faim, les privations, les absences, les négations pour illustrer cette violence. Il a poursuivi que la violence est partout, dans l'intimité des rêves individuels et surtout dans le miroir grossissant du regard de l'autre. Nulle part, il n'a fait mention de la misère, mais en comparant ces termes avec ceux des autres témoins ; il semble décrire leur misère. Le ton poétique, dont il a aussi fait usage, a chargé toute la frustration du modèle de vie de cette population.

Frantz Douyon. Vivre dans un bidonville est violence, violence de la faim, violence des privations, violence des absences et des négations ! La violence y est partout, dans l'intimité des rêves individuels et surtout dans le miroir grossissant du regard de l'autre. Nous savons aussi une partie de cette violence y est souvent télécommandée par des intérêts extérieurs, même si très souvent ils en sont le site du dénouement. Ce serait donc une erreur de tout amalgamer, surtout quand on constate que les bidonvilles en sont les premières victimes. (Douyon, lundi 23 mai 2005)

Ce témoin, directeur de deux écoles à Cité Soleil, nous a invités à considérer comme une forme de violence, le chômage quasi-total de l'ensemble des gens de ces bidonvilles. À Cité Soleil, a-t-il poursuivi, ces maisons qui ne protègent même pas les gens contre la pluie; ces parents qui ne peuvent envoyer leurs enfants à l'école sont de la violence. Le pavage des rues de la Cité, qui a provoqué l'inondation à chaque pluie, est également une violence. C'est ainsi qu'il donne sens à cette violence.

A.4. [...] Je devais vous dire ça. Je vois que vous vous êtes resté sur la violence politique. Quand on a assigné 400 000 habitants dans un espace, à peine 5 % d'entre eux, peuvent-ils satisfaire à leur besoin primaire. Est-ce que ça n'est pas une forme de violence ? C'est une autre forme de violence ! Je pense que ces choses doivent être intégrées dans la violence. De plus, une série de maisons qui ne protègent ces gens contre la pluie. C'est un autre type de violence ! La violence des armes a résulté

de ces formes de violence. Les gens ont des enfants auxquels ils ne peuvent envoyer à l'école. Ce sont ces types de violence que je souhaiterais que vous mentionniez dans votre travail. La MINUSTAH a pavé en briques toutes les rues de Cité Soleil afin de rendre les quartiers accessibles pour elle. Mais, ce travail a entraîné, en période de pluie, l'inondation de toutes les maisons. C'est encore une forme de violence [...] Je vous avais déjà donné des sources de violence. En voici d'autres. Les bandits ont acheté leurs balles (munitions) des mains de certains policiers pour avoir faim. Les gendarmes de la MINUSTAH, quand ils n'ont pas encore reçu leur dû ils vendaient à bon marché des balles (munitions) aux bandits afin de trouver de l'argent pour envoyer à leurs familles. La prostitution, qui est à 90 % dans la Cité, est aussi une forme de violence. (Témoignage recueilli le 6-11-2013, Haïti)

La vulnérabilité des gens, c'est un type de frustration rarement évoqué par nos témoins, mais très courant dans le paysage sociale de ces bidonvilles, en considérant son sens. Elle a été le terme utilisé par ce témoin rendant compte de cette violence. En effet, cette vulnérabilité, étant visible dans l'effritement de l'autorité parentale, en raison de la misère, a amené les jeunes femmes à se prostituer pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles.

A.3. [...] Il y a tellement de besoins non satisfaits, c'est évident que la violence peut être parfois le résultat de frustration à Cité Soleil. La violence de cette frustration a frappé à la fois les gens de la Cité et les gens de l'extérieur. [...] La vulnérabilité des gens est responsable de la violence. Les parents n'ont aucune autorité parentale sur leurs enfants. Les jeunes femmes sont trop tôt responsables de leurs survies. Parfois, cette survie est garantie par la prostitution et [...]. [...] Il est difficile de croire que la violence cherche à fonder un droit. Par exemple : deux enfants, de même parent dans une maison, ont faim, vont passer leur frustration l'un sur l'autre, d'une part, et d'autre part, ils chercheront à se défouler sur d'autres. C'est une réaction normale. [...] les gens ne sont pas réellement violents, mais ils sont conditionnés à être violents. (Témoignage recueilli le 15-10-2013, Haïti)

Ici, le témoin a nommé péremptoirement la précarité et l'incertitude comme source de violence. Celles-ci n'ont épargné personne. Car elles provoquaient la panique

générale, donc elles ont agité l'esprit des gens. Les jeunes ont même prévu que si rien n'est fait pour arrêter cette hémorragie, on devrait s'attendre à un chaos généralisé, selon ce témoin.

A.13. [...] la violence est due à la précarité du quotidien et l'incertitude. Cela peut entraîner à tout instant n'importe quoi. Par exemple, des tirs d'armes automatiques nourris. Ainsi, les gens sont improvisés, les états d'esprit sont agités, fatigués et irrités. D'où la probabilité des troubles de comportement. [...] dans une réunion que j'ai eue avec les jeunes de Cité Soleil, ils m'ont rapporté si on ne les encadre pas dans cinq ans, nous ne pourrions plus vivre ici. Ces jeunes sont, pour la plupart, ceux qui ont grandi avec les chefs de gang et ceux qui sont devenus des chefs eux-mêmes. (Témoignage recueilli le 18-10-2013, Haïti)

Cette intervenante sociale, responsable d'un centre de réinsertion, au lieu d'expliquer la frustration en des termes de précarité ou d'incertitude, a parlé d'un « y'en a marre » pour signifier les formes de violence que la population de Cité Soleil a subies des couches aisées de la société. Ce témoignage qu'on lira ci-dessous en dira davantage. Mais, nous avons remarqué un changement de ton dans l'exposition de cette dimension, étant donné que ce témoin a invité à la prudence, en qualifiant cette violence.

A.2. [...] Moi, je dirais là encore, il y a eu, mais je crois qu'il faut être un peu prudent, ce n'est pas uniquement les besoins qui poussent les gens à agir. Je crois qu'il ne faut pas oublier cette utilisation de la population. Je l'ai dit, je l'ai vécu de cette manière vraiment très dure. Dans le temps, on ne parlait pas de zone de non-droit en Haïti. Qui est venu avec cette question de zone de non-droit ? Qui est venu avec cette question ne passer pas par-là ? Je crois qu'il y a eu de violence, du stigmate de la violence, de classification de la violence pour ça. Maintenant, dire que la réaction de violence de ces gens du fait qu'ils n'ont pas pu satisfaire à leurs besoins, moi je dis oui. On peut trouver ça, mais moi, je serai prudente à le généraliser. Parce qu'en général ces types de violence, j'étais à Québec, je ne me rappelle pas la zone précise, les propriétaires des dépanneurs avaient barricadé leurs dépanneurs pour avoir dit que des

jeunes étaient venus leur voler. Mais, qu'est-ce que ces jeunes étaient venus leur voler, des sandwiches, du coca. Voler du sandwich ce n'est pas voler, moi. Mais à Québec, c'était, il faut intervenir mais ce n'était pas intervenir de manière drastique. On ne va pas incarcérer un jeune parce qu'il a volé des sandwiches là ? Là, je dis cette personne n'a pas pu manger, elle réagit pour manger. Mais, dans le cas de Cité Soleil on voyait des gens qui réagissaient violemment. Ils disaient on en a marre de toutes ces formes de violence que nous subissons. Pour revenir avec cette violence du droit naturel, on enregistre ces cas de violence, mais ce n'est pas seulement à Cité Soleil. Je ne sais pas moi j'ai la difficulté de généraliser cette violence du droit naturel, il se peut qu'on trouve des cas. Mais il faut être prudent dans la généralisation. (Témoignage recueilli le 05-11-2013, Haïti)

Ce témoignage a tout simplement évoqué la misère des gens, mais il n'a pas exprimé la façon dont la frustration s'est manifestée. Toutefois, la signification de celui-ci, semble-t-il, révèle l'usage faite de cette misère par des acteurs de tout bord.

A.16. [...] Le discours politique d'Aristide qui arrive après le départ des Duvalier a trouvé son ancrage dans la misère. Mais si cette misère n'existait pas, ce discours n'aurait pu prendre consistance. Cette misère est venue par la désorganisation parce que l'État aurait dû faire dans les communes intérieures, ça n'a pas été fait. Donc, il y a eu négligence peut-être, née de la négligence, du « je m'enfoutiste » (quelqu'un qui s'en fout de quelque chose). Il y a d'autres qui vont venir l'exploiter. La nouvelle classe politique qui a émergé [...] (Témoignage recueilli le 18-10-2013, Haïti)

La misère atroce, c'est en ces mots que ce témoin, militant des droits humains, a parlé de cette violence. Il a dénoncé l'appellation de zone rouge ou zone de non-droit qu'on a donnée à Cité Soleil et à Martissant, comme avait fait le témoin précédent. Ce faisant, on a voulu considérer la population de ces bidonvilles de violente, pourtant elle ne l'est pas. Il a reconnu cependant que l'atrocité de cette misère l'a rendue frustrée, et que cette frustration s'est manifestée par la violence.

A.5. [...] Martissant, Cité Soleil et Bélair, à partir de 2004, ont été déclarées des zones rouges ou des zones de non-droit par rapport à l'intensité de la violence. Cela veut dire que la population de Cité Soleil est violente. Ce n'est pas vrai que la population de Cité Soleil soit violente. Ce sont des gens qui vivent dans la misère atroce. Ils manifestent leur frustration par la violence. Ce ne sont pas non plus des jeunes qui se réveillaient un matin et qui ont décidé de faire de la violence. Ce sont plutôt des jeunes qui n'ont aucun moyen de survivre et qui ont choisi la violence comme moyen de se faire entendre. Nous autres, nous n'avons pas les mêmes lectures du comportement de ces jeunes. Ils ont aussi utilisé la violence pour répondre à leur besoin. Dans un premier temps, elle était comme ça. Mais dans d'autre temps, ce sont les politiciens qui les ont utilisés pour créer la tension afin de satisfaire leurs fins. (Témoignage recueilli le 23-10-2013, Haïti)

Pour cette dimension les témoignages n'ont pas manqué de marqueurs pour la désigner. Ceux-ci sont la misère, la misère atroce, l'incertitude, la précarité, la saleté, la crasse, la négation, la privation totale, la vulnérabilité, « on en a marre » et nous en passons pour exprimer la frustration comme élément motivant cette violence. Nos témoins ont presque tous exprimé cette frustration dans des mots et des contextes qui leur sont propres. Mais, dans un contenu qui se chevauche presque. Au terme de cette analyse, il convient de souligner que cette dimension fait le lien avec la précédente par le mépris et l'incitation à la différenciation, laquelle différenciation constitue la manière de vivre des populations des quartiers des bidonvilles. Les termes comme zone de non-droit, la misère atroce et la négation en tout déterminent en outre la nature de ce mépris. Reléguée, la population de ces quartiers dans l'espèce animale traduit fortement l'échelle de frustration que générerait cette violence. Rendu là, on se demande s'il peut y avoir d'autres éléments pour expliquer la catégorie de frustration. Les témoignages suivants semblent avancés d'autres explications à l'appui de la frustration. Voyons la place que nos témoins ont réservé à la dimension éducation, scolarisation et ignorance dans le contexte de cette frustration.

5.2.3 Éducation, scolarisation et ignorance

Cette dimension a montré le rôle de la politique éducative adoptée par les élites en Haïti. Ces dernières ont choisi, de tout temps, les politiques d'exclusion éducative. En effet, cela s'illustre par des établissements scolaires qui donnent un enseignement de différentes qualités. Ainsi, les riches et les moins riches ont fréquenté ceux de bonnes qualités, alors que les pauvres, si jamais ils sont allés à l'école, ont fréquenté ceux de mauvaises qualités, appelées encore « écoles borlettes ». Nos témoins n'ont pas manqué de les mettre en lumière au cours de leur témoignage. Il convient donc de jeter un coup d'œil sur leur propos pour le juger.

Ce témoin, poète, romancier et homme engagé politiquement, a trouvé des termes justes ou d'une résonnance macabre pour introduire la dimension éducative. La privation du droit à l'éducation, la privation d'une vie affective normale, la promiscuité sont autant de termes pour parler de la frustration sociale de la population. Puis, par le biais de ces vers d'Henri Michaux, il nous a livré le sentiment qui a animé les jeunes à poser les actes violents : « En tonnes, vous m'entendez, en tonnes, je vous arracherai ce que vous m'avez refusé en grammes. » De toute évidence, la lecture de son témoignage permettra mieux de saisir le niveau de frustration qui a animé les acteurs directs de cette violence à cet égard.

A.11. [...] certainement la frustration est l'une des causes de la violence. D'abord l'individu se dit je n'ai pas droit à un travail, si j'ai droit à un travail c'est un travail minable qui ne peut pas me nourrir, qui ne peut pas nourrir ma famille, je n'ai pas droit à l'éducation, une vie affective normale, c'est très compliquée, la promiscuité, les difficultés sociales. Les pauvres se trompent toujours d'histoire d'amour parce qu'ils n'ont pas les conditions sociales qui permettent de vivre leur histoire d'amour dans une relative tranquillité. Que fait ce garçon, il prend une arme, il vole, il prend une arme, il assassine, tout ce qu'il ne peut pas avoir, à ses yeux, par des moyens, on peut dire, normaux pour intégrer dans la vie sociale. Il va se charger de l'atteindre et moi j'aime bien citer ces vers

d'Henri Michaux, je crois que c'est ce qui se passe dans des bidonvilles : « En tonnes, vous m'entendez, en tonnes, je vous arracherai ce que vous m'avez refusé en grammes ». C'est exactement ce qui se passe dans la tête des jeunes garçons, dans la tête des jeunes filles, plus fréquemment dans la tête de jeunes garçons des bidonvilles. Je vous arracherai, c'est l'idée de vous arracherez. Mais évidemment, est-ce que ça guérit les frustrations ? [...] je pense que c'est trop tard de retirer cet individu, après avoir accumulé un lot de frustration, de l'image premier qu'il avait du monde et de lui-même. On a vu dans d'autres situations des individus qui ont commencé par le banditisme et se transforment par la suite en banquier honnête, si jamais un banquier peut être honnête, un homme d'affaire honnête, vous n'avez même pas ça en Haïti. Un type devient chef de gang connu, il a de l'argent, il construit un petit palais à l'intérieure de Cité Soleil, une discothèque privé à l'intérieur de Cité Soleil il n'a pas l'idée d'investir son argent dans des activités qui aurait transformé son statut et de lui assurer une longue vie, il va mourir très vite et sera assassiné par un autre chef de gang. Et ça nous dit quelque chose de notre société. Voilà une société au monde où les gangsters ne peuvent venir des gens honnêtes, c'est pour montrer comment la hiérarchie sociale est quand même forte en Haïti. On sait qu'aux États-Unis et en Russie combien sont-ils qui ont commencé par le banditisme et qui sont devenus ou par eux-mêmes ou une génération après des familles respectables, très impliquées dans la vie politique, en Haïti on n'a pas ça. En tout cas, je ne sais pas, c'est quand même les sociologues qui doivent se pencher sur ça. Pourquoi l'argent sale ne peut devenir de l'argent honnête quand il vient des bidonvilles, pourtant les familles riches n'ont pas ce problème. [...] je crois qu'il y a une connexion entre la musique rap et les porteurs de violences, je pense que le rap il faut l'écouter, parce que l'on entend les multiples voix des bidonvilles. (Témoignage recueilli le 15-10- 2013, Haïti)

Ce témoignage a mis en exergue le problème de scolarisation de ces catégories sociales de manière criante. Il a parlé d'apartheid scolaire pour désigner la répartition des écoles en Haïti. En effet, les bonnes écoles ont formé les riches et les moins riches. Les écoles dites « borlettes » ont formé les pauvres et les misérables. Ces derniers renvoient aux frustrés scolarisés, qui vivent au côté des frustrés non scolarisés. C'est donc un cocktail explosif qui, à la moindre activation, effraye les

gens normaux. Ce témoin, même en évoquant le terme éducation pour tous, a vu le vice de forme qui l'a caractérisée par le manque de maîtres formés à cet effet.

A.16. [...] vous savez comme moi ce qui distingue l'homme de l'animal, c'est la raison et la raison est cultivée quelque part. Il y a en Haïti une école à plusieurs niveaux, ce n'est pas une école d'excellence, et non ! C'est de préférence un apartheid scolaire déterminé où les bonnes écoles sont Union-School, Lycée Français, St. Louis Gonzague (école congréganiste). Et les autres écoles que nous appelons « écoles borlettes » qui sont là pour donner une formation approximative. C'est cette formation approximative qui forme les frustrés scolarisés à côté de cela qui ne sont pas scolarisés. Par exemple, vous avez vu le président Martelly qui venait avec une idée extrêmement intéressante, socialement intéressante : de l'éducation pour tous, mais c'est un mensonge. Si l'idée est bonne, mais la mise en chantier la viciera. On comprend bien que la mise en exploitation de ces idées viserait à la formation des maîtres dans tous les départements [...] Les structures étatiques ont agi par cécité, par non anticipation de l'action sociale. Maintenant les gens qui arrivent au pouvoir vont considérer cette situation, d'ailleurs c'est un vivier pour le discours politique. (Témoignage recueilli le 18-10-2013, Haïti)

Ces deux points de vue, tout en étant complémentaires, ont exprimé dans des termes divers. L'un a parlé de frustré scolarisé et non scolarisé, l'autre a privilégié la privation du droit à l'éducation. Tous concourent à élucider la dimension. Mais, l'un a clarifié comment la structure sociale a façonné les frustrés, l'autre non seulement l'a clarifié, mais aussi a témoigné d'une absence d'ouverture totale pour que les frustrés scolarisés aient une mobilité sociale ascendante.

La catégorie frustration répond encore à d'autre dimension à en croire nos témoins. C'est ainsi que nous allons mettre en contexte la dimension vengeance pour comprendre la place qu'elle a jouée dans la frustration.

5.2.4 La vengeance

Elle est la dimension qui rend compte de la haine sociale, née de la division drastique de la communauté haïtienne. Elle explique la division entre les familles, entre les quartiers, entre les éléments de même classe sociale, entre la classe populaire et les classes moyennes, entre celles-ci et la classe possédante. Fort de sa complexité, elle renferme les groupes dans leur désir constant de vengeance réciproque. C'est du moins ce que nous laissent entendre nos témoins. Ce témoin a estimé que le mécontentement est à l'origine de cette vengeance. Il n'a pas situé cette violence dans la recherche de reconnaissance des gangsters des bidonvilles, mais il l'a inscrite dans le mépris réciproque des couches sociales et/ou des classes sociales. Voyons dans quels termes cette idée a été exprimée.

A.11. [...] il y a un mécontentement, il n'y a pas une base idéologique, je crois socialement il y a, nous, il y a, eux. Je dis que le rap exprime une revendication, mais c'est beaucoup plus de l'ordre du pathos que de celui de la pensée. Concrètement on a vu que les chimères n'ont pas eu à mourir pour Aristide, les chimères morts dans l'exercice de leurs activités de chimère, elles ne sont des idéologues. [...] Honnêtement je ne le pense pas qu'ils sont à la recherche de la reconnaissance. À l'intérieur de leur monde, oui, mais je ne vois pas Dread Wilmen cherche à impressionner la bourgeoise. Il y a leur monde et le monde des autres. Le viol des femmes aisées n'est pas une demande de reconnaissance c'est de l'ordre de la vengeance. Voilà il y a un discours qui dit, tu te prenais pour quelque chose tu n'es rien tu es à ma merci. Mais il n'y a pas de besoin de reconnaissance. Eux déjà, ils ne les reconnaissent pas comme personnes humaines. Si toi tu longes Cité Soleil dans ton 4*4 sans ne pas te poser la moindre question sur moi, pourquoi je te reconnaitrai comme un être humain. C'est un pays dans lequel les riches ne considèrent pas les pauvres comme des êtres humains, les pauvres ne les considèrent non plus comme des êtres humains. [...] les enfants des riches qui ont été kidnappés, rançonnés, tués et déposés sur des piles de fatras, traduit l'idée de vengeance, l'idée de haine, du mépris. Ce n'est pas une demande de reconnaissance. (Témoignage recueilli le 15-10-2013, Haïti)

Ce témoin qui a vécu à la Cité a également fait de cette violence un instrument de vengeance pour la classe populaire contre la classe possédante et les classes moyennes pour avoir contribué à instaurer sa misère.

A.15. [...] La violence est aussi un moyen d'enrichissement. Elle est également un instrument de vengeance contre certaines catégories de gens dans la société. Lesquelles sont considérées par la population des bidonvilles d'être responsables de leur situation de misère. (Témoignage recueilli le 14-10-2013, Haïti)

Ce témoin, romancier, ayant vécu dans la périphérie d'un bidonville de la capitale, a présenté cette dimension dans les termes de haine d'une classe sociale contre les autres classes sociales. Ainsi, il rejoint le premier témoin. Le kidnapping suivi de viol, de rançons, de meurtre, puis les corps des victimes déposés sur des piles de fatras a symbolisé le mépris de la population des bidonvilles envers les classes aisées et les moins aisées, qui ont méprisé les pauvres et les misérables.

A.10. On connaît tous les cas de violence en Haïti : assassinat, kidnapping etc. Le kidnapping, c'est pour signifier sa haine contre quelqu'un venant de certaines classes sociales. Haïti quand même est un pays de ségrégation terrifiante. Ces gens qui sont dans la misère et qui symbolisent le mépris, quand ils ont kidnappé les gens de la classe sociale dominante, ce sont pour leur signifier le mépris qu'elles ont pour eux. C'est pourquoi ils les violent, les tuent et les déposent sur des piles de fatras. C'est aussi pour leur dire que nous vous considérons comme des fatras, comme des immondices. C'est l'expression d'une frustration terrifiante. (Témoignage recueilli le 24-10-2013, Haïti)

À travers cette dimension nous avons découvert qu'il y a une relation symétrique de haine entre les catégories sociales. Quel que soit le témoin qui a abordé cet aspect du phénomène, la conclusion s'est avérée identique. Ce n'est pas insignifiant de souligner l'éloquence avec laquelle cette dimension a été prise en compte. Le premier a parlé de non-reconnaissance de la population des bidonvilles comme

personne humaine qui a entraîné la non-reconnaissance réciproque des classes sociales. Le second a utilisé le terme de mépris réciproque qui se cristallisait dans la misère de l'un, et de l'autre, dans la profanation des corps des assassinés en les déposant sur des piles d'immondices. Par-là, nous admettons que la dimension stigmatisation et mépris chevauche la dimension vengeance à certains égards pour désigner la frustration de la population de la Cité et du Martissant. Mis à part la vengeance, la désaffectation des masses vis-à-vis de la politique constitue un élément de frustration. Comment nos témoins ont-ils donné sens à cette dimension ?

5.2.5 Défection des masses à l'égard de la politique

Cette dimension est un cas singulier, étant donné qu'elle a été l'affaire d'un seul témoin. On ne peut nier que la fatigue des masses a déjà été abordée par l'un de nos témoins dans un autre contexte de frustration due à la violence, quand il a rapporté que les masses en avaient marre des formes de souffrances caractérisées par l'exclusion sociale. C'est probablement les mêmes exclusions dont il s'agit ici, mais elle a été dite dans un contexte électoral. Voici comment il a approché cette dimension.

Il a déclaré que l'élection de Martelly était l'expression de la fatigue des masses. Ces dernières, fatiguées des tiraileries politiques des acteurs tant nationaux qu'internationaux, ont brutalement propulsé Michel Martelly à la tête de l'État en 2011. En effet, l'institution électorale qui devait organiser les élections était soupçonnée de conduite reprochable par certains secteurs politiques dès le premier tour de ces joutes électorales. La communauté internationale de mèche avec le conseil électoral trafiquaient les élections au profit de Michel Joseph Martelly. Dans ce contexte et celui des insatisfactions des gouvernements qui se sont succédé, les

masses ont descendu dans les rues pour réclamer sa victoire. Ainsi, les masses se sont laissées faire.

A.6. À la question, la violence qui a conduit Martelly en 2011 au pouvoir n'était-elle pas fondatrice de droit? 2011 ! Combien de gens étaient-elles dans la rue ? Les masses sont fatiguées. D'ailleurs en Haïti, les masses ne sortent pas si elles ne vont pas gagner. L'élection de Martelly est une fatigue des masses. Il y a aussi une autre génération, la génération lavalasse a vieilli, cette nouvelle génération a voté Martelly. (Témoignage recueilli le 16-11-2013, Haïti)

Somme toute, le caractère social et politique de cette violence dans la catégorie de frustration ont été mobilisés par les dimensions : stigmatisation et mépris ; misère, incertitude et précarité ; éducation, scolarité et ignorance ; vengeance ; désaffectation des masses.

- La stigmatisation et le mépris, comme dimension, a désigné l'insatisfaction des besoins de base de ces quartiers-là, l'incapacité des bandits à trouver les voies de sortie de leur stigmatisation, l'échelle de mépris des quartiers des bidonvilles, l'incitation à la différenciation des quartiers des bidonvilles, l'absence de condition minimale de vie, la privation de tout et l'absence d'opportunité. Ceux qui ont poussé les gens à croire dans l'extorsion des biens d'autrui et de la violence physique.
- La misère, l'incertitude, la précarité, comme dimension, a été décrite en des termes de misère, de misère atroce, d'incertitude, de précarité, de saleté, de crasse, de négation, de privation totale, et vulnérabilité. Remarquez que le terme privation totale est répété dans ces deux premières dimensions, par exemple privation totale.
- La dimension éducation, scolarité et ignorance a regroupé les termes de privation du droit à l'éducation, de privation d'une vie affective normale, de la

promiscuité, d'arracher en tonnes ce que vous m'avez refusé en grammes, ainsi que des frustrés scolarisés et non scolarisés frustrés.

- Puis, la défection des masses et la vengeance. La vengeance est placée dans un contexte de mépris réciproque entre les gens fortunés, moins fortunés et les pauvres, et les misérables. La défection des masses dans un contexte d'une population déçue des résultats des gouvernements successifs qui n'ont pas mis le paquet pour contrer la violence des fractions de la population des bidonvilles et la volonté de la communauté internationale à faire élire le candidat Joseph Michel Martelly président en 2011.

5.3 La pauvreté, une catégorie de la violence

Nos sujets ont exprimé la catégorie de pauvreté ici dans des termes comme chômage, compétition, différenciation, exclusion sociale et inégalité, et mesure économique. Les descriptions qu'ils se sont données tour à tour vont nous aider à comprendre le sens qu'ils ont donné au concept de pauvreté dans l'étude.

5.3.1 Le chômage

Ce témoin a pensé que le chômage est un déterminant significatif de la violence. Le chômage d'énormément de gens et particulièrement l'absence d'avenir pour les jeunes ont constitué les motivations avancées par ce témoin. Ce dernier a placé cette situation dans le contexte mondial, en particulier dans les capitales du tiers monde. Ainsi, il a estimé que cette violence est normale.

A.10. Premièrement, la violence est liée bien sûr, comment pourrais-je dire ça? [...] au chômage. Énormément de gens ne travaillent pas, les jeunes ne travaillent pas non plus, ils n'ont pas d'avenir devant eux,

comme dans toutes les grandes capitales au monde, surtout dans les capitales des pays du tiers monde, on a bien sûr cette violence due au chômage.[...] La violence normale est la violence causée par le chômage, mais il y a une autre violence qui est organisée par les politiques [...] (Témoignage recueilli le 24-10-2013, Haïti)

Ce discours venait d'un directeur d'une école, réputée la meilleure dans la Cité à cause de ses résultats aux examens officiels. Son école, située à proximité d'un camp d'hébergement des personnes victimes du séisme du 12 janvier 2010, alimentaient ces dernières avec le service de cantine destinée aux enfants. Il est donc bien placé pour nous informer de la situation. En effet, selon lui, les hommes ont de la peine à trouver du travail, tandis que les femmes sont recrutées facilement. Les patrons n'ont pas trouvé d'inconvénient à les embaucher puisque, généralement, elles ne s'impliquent pas dans le mouvement syndical. Le reste de la population, à longueur de journée, jouait et consommait de l'alcool et de la marijuana. Cette absence de prise en charge ne peut donner que de la violence. Contrairement au premier témoin qui a nommé et décrit le chômage, ce témoin a expliqué le contexte de vie des gens pour faire allusion au chômage. Mais, les deux ont reconnu que cela ne pouvait provoquer que de la violence.

A.17. [...] la situation devient très critique aujourd'hui, ils n'ont rien pour vivre. Aujourd'hui on ne recrute pas d'hommes dans les factories, on ne prend que de jeunes femmes, parce que les hommes ont toujours manifesté leurs intérêts aux mouvements syndicaux, alors que les jeunes filles en ont peu. Si on ne se penche pas sur cette situation de misère, on va avoir davantage de violence. Regarde en Argentine, il y avait une situation de misère, le peuple se révoltait, on cassait des magasins et on les pillait. [...] pendant qu'on accuse le peuple de violent, il y a de grands entrepôts de vivres alimentaires qui ne sont pas cassés à Cité Soleil. Est-ce un peuple violent ? Ils veulent sortir de la violence, ils ne peuvent pas, car on ne les prend pas en charge, on ne les encadre pas. [...] Si on laisse la situation telle qu'elle est, la violence ira de mal en pire [...] la crasse et la misère ne sont pas des conditions dans lesquelles une personne peut vivre. Les gens jouent à longueur de journée, ils gèrent

leur misère en consommant l'alcool et fumé la marijuana et autres. Je suis clair là-dessus, l'absence de prise en charge provoque de la violence. (Témoignage recueilli le 16-10-2013, Haïti)

Voilà, une manière lapidaire dont ce témoin a parlé du chômage en lien avec la frustration. Les gens n'ont pas trouvé de moyen pour vivre de façon correcte.

A.18. Cette violence est due à la frustration aussi, parce que les gens n'ont pas trouvé de moyens pour vivre de manière correcte. Puis les jeunes ont profité des armes que certains secteurs ont mises dans leurs mains pour vider leur frustration. Je ne suis pas un spécialiste, mais c'est ce que je pense. (Témoignage recueilli le 14-11-2013, Haïti)

Quel que soit le témoin considéré, le chômage apparaît comme une source de violence. On s'est donc focalisé sur le chômage pour montrer que cette violence résulte de la pauvreté. Que peut-on dire sur la compétition pour les ressources disponibles ?

5.3.2 La compétition pour les ressources disponibles

Cette dimension a révélé le niveau de compétition entre plusieurs catégories d'acteurs pour avoir accès à cette « manne » qui se déversait sur Martissant et sur Cité Soleil par les ONG. En Haïti, les organisations non gouvernementales pèsent lourdement sur le marché du travail, si bien que l'opinion publique a jugé de leur capacité à faire circuler beaucoup d'argent. C'est dans ce contexte que le témoin a parlé de compétition entre les groupes pour les ressources disponibles. Ceux du secteur des bandits vivant dans les bidonvilles et ceux du secteur politique ont besoin de l'argent pour contrôler la population de ces bidonvilles ainsi que le pouvoir politique. Ce contexte a inspiré le témoin à dire qu'il a compris pourquoi il y a autant de violences à Cité Soleil. La compétition comme dimension, telle qu'elle est décrite

par ce témoin, nous permet de voir le lien entre le chômage et la pauvreté, entre l'absence du projet politique et la violence. En raison de la faible élaboration de nos témoins sur cette dimension, il semble être un cas particulier.

A.10. Il faut dire aussi qu'il a beaucoup d'organisations non gouvernementales (ONG) qui offrent leur service à Cité Soleil, les ONG distribuent beaucoup d'argents. Il y a donc compétition entre les ONG, compétitions entre les gens de la population qui veulent avoir accès à cette manne des ONG, compétitions entre les politiques qui veulent y avoir aussi accès. On comprend alors pourquoi Cité Soleil a été un bidonville emblématique et pourquoi dans celui-ci a fait de la violence une activité principale. Martissant c'est un peu la même chose, il est aussi un quartier très pauvre. Les deux ont contrôlé l'accès à la capitale [...] mais c'est certain que la frustration découlait de la violence. Quand j'ai parlé du chômage chez ces gens j'ai oublié de dire qu'il est utilisé par les politiques. C'est pourquoi les politiques n'ont pas de projet pour l'enrayer. Le chômage est leur vivier pour accéder au pouvoir politique. [...] Cette violence, c'est la haine contre une classe sociale, elle est souvent accompagnée du viol, on sait la signification du viol, c'est l'expression d'une très grande frustration. (Témoignage recueilli le 24-10-2013, Haïti)

5.3.3 La différenciation des populations

Selon ce témoin, cette différenciation est un drame social qui s'est expliqué par l'absence d'intérêt commun en Haïti. Ce déchirement du corps social haïtien, compromettant son unité, est source de violence. Dans ce contexte, la classe populaire a estimé que si elle n'a aucune importance pour la classe possédante, celle-ci ne l'est pas non plus pour celle-là. Ainsi, la classe populaire a espéré autant de pouvoir que la classe possédante par le truchement d'arme meurtrière, arme à feu.

A.13. La violence est due à une différenciation permanente entre le corps social haïtien. Tout le monde veut se distinguer des autres, alors les acteurs de violence disent si je ne suis rien vous ne le serez pas non plus.

Avec l'arme à la main, je peux vous tuer, c'est le seul pouvoir que j'ai.
(Témoignage recueilli le 18-10-2013, Haïti)

Une école pour chaque catégorie de personne, des hôpitaux pour chaque catégorie de personnes, une école nationale pour toute la Cité, c'est en ces termes que ce témoin, directeur d'école à la Cité, a exprimé la différenciation. Il a poursuivi en disant que les plus grands bandits sont l'État et la communauté internationale, laquelle prétendait vouloir aider Haïti. Il n'a toutefois pas partagé l'idée que cette violence cherchait à changer les conditions de vie : celle-ci est dépourvue d'organisation et de stratégie. C'est pourquoi il l'a inscrit dans une certaine oisiveté.

A.17. [...] cette violence est le résultat d'un mépris pour une classe de gens. Aujourd'hui, il y a une école pour chaque catégorie de personne, il y a des centres de santé et des hôpitaux pour chaque catégorie de personne. L'État ne veut pas prendre soin de cette maladie. Cité Soleil à trente-quatre quartiers, elle a seulement une école nationale, qui est l'œuvre du président Aristide. [...] les plus grands des bandits sont l'État et la communauté internationale, laquelle prétend vouloir aider Haïti. Mon école à Cité Soleil, je l'ai eu grâce à certaines personnes du secteur privé et le président de la Commission Nationale de Désarmement et de Réinsertion (CNDDR). [...] je dirais si c'est une lutte pour changer les conditions de vie, elle est mal faite. Parce qu'il devait être une revendication claire et à chaque réponse on va vers une autre. S'il était une lutte organisée, on aurait pu dire qu'elle a visé le changement. L'oisiveté est à l'origine de la violence. (Témoignage recueilli le 16-10-2013, Haïti)

5.3.4 Exclusion, inégalités sociales et mesures économiques

Cette dimension a regroupé un ensemble de termes que leur sens dégage la manière dont les élites dirigeantes ont conçu cette société. Elle témoigne de la non-prise en compte des besoins de base de certaines catégories sociales, autant par le biais des

mesures économiques que par la volonté de créer une société inclusive. Les témoignages suivants révéleront le sens effectif de cette dernière.

Sans ambages, ce témoin a estimé que cette violence a découlé des inégalités sociales. Il n'avait pas toutefois dit, en quoi consistaient celles-ci. Probablement, il l'avait fait dans d'autres contextes.

A.12. Les inégalités sociales sont pour beaucoup dans la violence en Haïti. (Témoignage recueilli le 29-11-2013, Haïti)

L'exclusion, selon ce témoin, est la cause de cette violence, conséquemment il a refusé d'admettre que les bandits soient les seuls responsables.

A.19. [...] la violence est aussi due à l'exclusion [...] la violence ne vient pas seulement de la population, ou des bandits, mais aussi de la police, car la police fait aussi beaucoup d'abus, elle arrête sans raison [...] (Témoignage recueilli le 09-11-2013, Haïti)

Ni l'exclusion, ni les inégalités sociales ne sont mentionnées par ce témoin, femme, pourtant cette dimension est exprimée dans des termes proches. Malgré que les populations des bidonvilles ne soient pas souvent considérées comme des êtres humains, au regard de la classe possédante, et malgré qu'elle ait souvent étalé sa richesse à la misère de celles-ci, on ne les avait pas qualifiées de violence. Mais, on criait à la violence à la moindre réaction de la classe populaire. Elle nous a invité à éviter ce déséquilibre, tout en nous rappelant que ces manifestations sont de l'ordre de la violence.

A.2. [...] Ce que nous n'avons pas dit, c'est la façon dont nous violentons les gens avec nos grosses voitures, qui passent dans des routes défoncées, avec nos belles maisons et avec nos belles piscines. Moi, je

crois que ça aussi est une forme de violence. Souvent nous oublions que les gens qui nous regardent, eux aussi, sont des personnes humaines. [...] Nous oublions quand nous étalons nos richesses que c'est une forme de violence. Nous violentons les gens à longueur de journée, quand ils réagissent juste une journée, on dit que c'est de la violence. Il ne faut pas, quand même, avoir deux poids et deux mesures, en analysant ces manifestations de violence. (Témoignage recueilli le 05-11-2013, Haïti)

À Martissant, la violence constitue une voie de sortie de l'exclusion, selon ce témoin, militant des droits humains. Exiger la participation à tout projet en exhibant leurs armes à feu au cours des rencontres avec les ONG, les jeunes ont voulu faire croire que c'est par là viendrait la sortie de l'exclusion. Après le départ d'Aristide, a ajouté ce témoin, le gouvernement de transition a décidé de faire de Martissant une zone de non droit. Il semble donc que cette exclusion était envisagée par ceux-là même qui supposaient garantir l'inclusion dans la société.

A.5. [...] Martissant, il est difficile de dire qu'il y a une forte utilisation de ces jeunes pour faire de la violence. Celle-ci est plutôt un moyen de sortir de l'exclusion. Par exemple, si un organisme veut réaliser un projet dans cette zone, il doit compter avec ces jeunes. Car, à l'implantation de toutes les ONG à Martissant, les jeunes s'amenaient avec leurs armes et s'adressaient à l'organisme non seulement dans un souci de savoir la nature du projet, mais aussi et surtout la possibilité d'en tirer profit. Dans nos échanges, en travaillant avec eux, ils nous ont exprimés clairement qu'ils voulaient participer dans tous les projets visant la communauté. C'est pourquoi j'ai pensé que c'est une demande de sortir de l'exclusion, contrairement à l'opinion des autres. C'est le gouvernement de transition, après le départ d'Aristide, qui a déclaré ces zones de non droit. [...] le problème de la violence n'est jamais adressé par l'État Haïtien. On ne veut même pas comprendre le problème, voire de le traiter. (Témoignage recueilli le 23-10-2013, Haïti)

Selon Douyon, pour renverser le président Jean-Bertrand Aristide, la violence de l'exclusion était mise en avant. Cette position est assez particulière, car elle est la seule qui ait mis l'exclusion comme une forme de violence.

Frantz Douyon. [...] Elle doit être considérée comme une réaction contre la violence de l'exclusion et le mépris sociale séculaires, récemment exacerbés et exploités par une propagande pernicieuse, depuis les événements du 28-29 février dernier. (Douyon, lundi 23 mai 2005)

En Haïti, parler de la violence, a impliqué automatiquement la violence physique, pourtant certaines mesures économiques devaient attirer l'attention davantage. C'est du moins ce que nous laisse entendre ce témoin.

A.5. [...] Il y a des mesures économiques qui peuvent être considérées comme un acte violent par rapport à la population. Pourtant, en Haïti, c'est la violence physique qui les préoccupe. (Témoignage recueilli le 23-10-2013, Haïti)

Il semble que, dans cette dimension, nos témoins ont désigné l'exclusion et les inégalités sociales comme les éléments fondamentaux. Mais, ils ont surtout montré que l'exclusion a plusieurs visages :

- l'exclusion pousse les gens à la violence d'en l'espoir d'en sortir ;
- l'exclusion elle-même est une forme de violence ;
- l'exclusion crée des zones de non-droit ;
- l'exclusion est une conséquence de mesures économiques discriminatoires.

Le thème de la pauvreté dans ce contexte renvoie au chômage, celui-ci est déterminé par l'absence de travail en général, notamment pour les jeunes. En d'autres termes, elle renvoie à l'absence de moyen pour garantir les besoins de base.

La compétition est aussi un vecteur de pauvreté, par le biais du conflit entre les groupes de la population, ainsi qu'entre les acteurs politiques pour avoir accès à certains montants d'argent que les organisations non-gouvernementales mettent au service des quartiers des bidonvilles. Cette situation, à Cité Soleil comme à Martissant, a permis à nos témoins de conclure que l'accroissement constant de la violence est inévitable.

La différenciation sociale apparaît comme un des thèmes important du discours sur les causes de la pauvreté, et avec lequel les acteurs cherchent à comprendre la violence. Celle-ci s'est manifestée par le déchirement du corps social, donc une absence d'identité haïtienne. Les offres de service en éducation et en soin de santé se donnent en fonction des catégories sociales, par exemple. Dans de telle circonstance, les grands bandits sont l'État et la communauté internationale en raison de leur implication dans la crise haïtienne.

L'exclusion et les inégalités sociales sont des termes fondamentaux pour comprendre cette pauvreté, ainsi que la violence. Cette exclusion est bizarrement décidée par l'État pour avoir déclaré une partie du territoire, zone de non-droit. Elle est aussi un moyen de sortir de la pauvreté pour les bandits principalement, sans compter qu'elle est une forme de violence suscitant les réactions de ces populations qui la subie. Finalement, les mesures économiques, en raison de leur capacité à engendrer la violence, apparaissent aussi comme un thème important. Un appel est donc fait à cesser de se focaliser uniquement sur la violence physique. C'est ainsi que nos témoins ont fait de la pauvreté une des causes de cette violence.

La conclusion de ce chapitre nous ramène à réaliser que les catégories se chevauchent et se contrastent. Étant donné que nous les avons déjà décrites eu égard aux discours des témoins, il semble nécessaire de démontrer comment ceux-ci créent

des liens par le truchement de quelques dimensions sans qu'on ait besoin de passer par des catégories. En effet, la dimension différenciation, tirée de la catégorie de pauvreté, contient le déchirement du corps social, celui-ci est déterminé par des types d'écoles et ceux des hôpitaux réservés aux catégories sociales. La dimension éducation, scolarisation et ignorance, intégrant la catégorie frustration, a fait état des scolarisés normaux et des frustrés scolarisés ou non scolarisés frustrés. Ces deux dimensions, quoiqu'elles viennent des catégories diverses, se lient. De l'autre côté, l'exclusion, relevant de la pauvreté, de la stigmatisation et de la frustration, ont détenu des liens avec l'impossibilité de sortir de l'exclusion et l'incapacité pour les bandits à sortir de la stigmatisation, ainsi que la non-reconnaissance comme des êtres humains. Finalement, la dimension défection des masses, intégrant la catégorie frustration, dont le sens provient des résultats décevants des gouvernements successifs et les manœuvres à la fois des acteurs locaux et externes pour hisser à la tête de la magistrature suprême de l'État, Joseph Michel Martelly. La frustration, pour sa part, se chevauche avec celle d'absence de projet politique, incluant la catégorie de crise institutionnelle, qui a mobilisé les termes d'absence de gouvernance, l'échec du politique et l'absence de la présence constante des policiers. Cette dernière est désignée par la dimension « manque de visibilité policière ». Ainsi les catégories et les dimensions se joignent en grande partie, et ont pour effet de produire des sens éclairant davantage ce phénomène de violence.

Tableau 5.1 Synthèse des causes de la violence

Cause	Dimension	Caractéristiques
Crise institutionnelle	Manque de visibilité policière	La police n'a pas pris assez de mesures préventives pour persuader les bandits à ne pas faire de la violence sur la population.
	Irrationalité policière/ MINUSTAH	Les méthodes d'intervention des forces de l'ordre sont inappropriées. Celles-ci ne prennent pas en compte le contexte spatial et historique des bidonvilles. Sans compter les soupçons d'alimentation de cette violence qui pèsent sur le dos des forces de l'ordre, notamment la MINUSTAH.
	Pouvoir judiciaire affaibli	Les autorités judiciaires n'ont pas appliqué les lois contre tous les contrevenants. Même quand certaines d'entre elles l'auraient voulu, les maillons des chaînes pénales ne se sont pas accordés.
	Absence de projet politique	Elle signifie que les institutions politiques sont défaillantes. Elles sont incapables de traiter le moindre problème social et politique. Elles ont ouvert la voie aux particuliers d'agir comme bon leur semble.
	Corruption	Elle est la dérive constatée dans tous les paliers de la société. Les agir quotidiens transgressent constamment les lois. Le système judiciaire qui devrait traiter les problèmes de corruption est lui-même corrompue.
	État voyou	Il est un État dont les représentants étaient supposés sous les verrous pour des infractions commises avant et pendant leurs mandats. Pourtant, ce sont eux qui ont dirigé les destinées du peuple haïtien.
Frustration	Stigmatisation et mépris	Ils ont désigné que les populations de bidonvilles n'ont pas disposé de conditions nécessaires pour survivre, puis celles-ci ne se sont pas considérées comme des haïtiens à part entière.
	Misère, incertitude, précarité	Elle renvoie à la privation de tout, aux populations qui ont vécu dans des conditions infrahumaines.
	Éducation, scolarisation et ignorance	Elles renvoient à un système éducatif qui forme les individus suivant leur classe sociale, donc celui-ci produit des scolarisés normaux et frustrés scolarisés.
	Vengeance	Elle désigne une société où les classes sociales se haïssent.
	Défection des masses	Les masses ont le dépit des politiciens à cause de leur impossibilité d'apporter de solutions à leur problème. Coincées par les manœuvres frauduleuses du conseil électoral et de la communauté internationale, elles ont décidé de prendre une chance avec Michel Joseph Martelly à la tête de l'État haïtien.
Pauvreté	Chômage	La majorité de la population active des bidonvilles ne travaille pas.
	Compétition pour les ressources	Les bandits et les acteurs du secteur politique sont en compétition pour avoir les ressources dont disposent les ONG. Ces dernières sont d'une grande utilité pour la population, car ce sont eux qui ont facilité des emplois dans les bidonvilles.
	Différenciation des populations	La structure sociale de la société est montée afin qu'aucun individu ne se reconnaisse dans l'autre, du moins les classes ne se reconnaissent entre elles. Elles sont toutes donc étrangères l'une de l'autre.
	Exclusion, inégalités sociales	Elle est une société qui a mis tout en œuvre pour créer les inégalités sociales. Les mesures économiques en sont un exemple.

CHAPITRE VI

LES EFFETS DE LA VIOLENCE EN HAÏTI

En partant du principe que la conséquence est le résultat obtenu par suite des actions, il nous semble nécessaire de scruter le discours de nos témoins pour dégager le sens qu'ils accordent à l'action violence dans le contexte qui lui est propre. Car il y a un discours sur les causes, il y en a nécessairement un sur les conséquences, étant entendu que les causes et les effets sont dans « un réseau discursif ». (Salomom, cité dans Miles et Huberman, 2003, p. 265) Par-là, l'identification des conséquences nous permet d'approfondir notre compréhension de la violence. Il apparaît que les témoins construisent le sens de l'action violence selon encore de nouvelles catégories : l'ordre renversé, la violence destructrice, la mutation des valeurs. La première renvoie essentiellement au rôle que jouent les gangs, en lieu et place de l'État. La deuxième, la violence destructrice, se décline en plusieurs dimensions : la destruction des corps et des propriétés publiques ; la dimension émotionnelle ; la dimension psychique ; la dimension de l'indignité humaine ; la réduction de l'espérance de vie. La troisième enfin, celle de la mutation des valeurs, se décline en deux dimensions clés : la banalisation de la vie, et l'ordre criminel ou l'ordre dans le désordre. Parmi ces catégories, seule la violence destructrice comptait au nombre des catégories intuitives de notre démarche initiale de recherche. Il s'ensuit que l'enquête nous

signale d'autres éléments sur lesquels nous devons porter notre attention. En effet, il semble que des catégories non prévues structurent le discours de nos témoins, comme nous allons le voir.

6.1 L'Ordre renversé, une catégorie compréhensive de la violence

Dans toute société, l'ordre public est d'abord garanti par les structures étatiques. Les microstructures sociétales développent des stratégies de sécurité particulières en lien avec l'ordre étatique selon leur besoin en sécurité : biens et personnes. Pourtant, ce dont il s'agit ici ne respecte pas la structure de l'ordre global incarné par l'État. C'est pourquoi il apparaît comme une sorte d'ordre renversé. Comment les témoins donnent-ils sens à cet ordre ?

6.1.1 Bandits en lieu et place de l'État

Les gangs étendent leur pouvoir aux principales fonctions de l'État. Et puisque la violence est inscrite au quotidien, elle figure dans l'imaginaire de la population comme un phénomène normal, au point que ceux et celles qui en sont victimes ne portent même pas plainte. C'est essentiellement de cette manière que cette femme, témoin, a caractérisé l'ordre renversé.

A.9. Là où l'État n'existe pas les bandits le remplacent. Les bandits sont les premières victimes de la violence. Viennent les mères qui voient leurs filles affectueusement liées aux bandits. [...] les interventions non contrôlées de la police ne créent pas de confiance à la population [...] À ma connaissance, la population ne porte pas plainte. Elle considère la violence comme normale, car elle est au quotidien [...] Les actions proprement violentes sont souvent prises comme non-violentes. (Témoignage recueilli le 17-10-2013, Haïti)

À Cité Soleil, selon ce témoin, c'est la loi des gangs qui prévalait. D'ailleurs, il y a eu une structure hiérarchique. Celle-ci a constitué de grands chefs et de petits chefs auxquels la population se soumettait. Le comportement de la population traduit la légitimité relative des gangs. Cela implique, d'une part, une certaine soumission, et d'autre part, une certaine passivité de la population. Ainsi, si la seule instance qui puisse exercer la violence légitime est l'État, inscrire la violence des bandes criminelles, dans le cadre de la normalité, entraîne un renversement de l'ordre et le remplacement de l'État par les gangs.

A.11. [...] je connais la violence spécifique à Cité Soleil, en dépit que je suis allé maintes fois à Martissant, je ne prétends pas que j'aie eu une bonne connaissance de celle de Martissant. Autrement dit, je n'ai pas de connaissance empirique sur la violence à Martissant. À Cité Soleil c'est la loi des gangs, ceux-ci constituent une structure hiérarchisée, en effet, quand les chefs de gang s'amènent tout le monde se calme. Les chefs sont de niveaux différents, je ne cesse de le répéter. Mais, la population est sous le contrôle des gangs. S'ils disent que vous pouvez sortir dans les rues, vous sortirez ; s'ils disent le contraire vous ne sortirez pas! D'ailleurs, cette expression odieuse « zone de non-droit » ne veut pas seulement dire le lieu où résident les bandits, elle veut aussi dire qu'il y a une population de quelques 400 000 personnes qui sont abandonnées à leur sort par l'État. Quand on vous dit de ne pas passer là, mais ce ne sont pas des chiens qui y vivent, ce sont des êtres humains. (Témoignage recueilli le 15-10-2013, Haïti)

En plus, les territoires où les gangs sont repliés leur étaient concédés par l'État. L'agonie de l'État a permis aux gangs d'exercer une violence interne et externe. Sur le plan interne, ils avaient un contrôle sur la population, et par la violence physique, et par l'incitation. Sur le plan externe, ils ont porté leur violence sur d'autres espaces, au point que les zones des activités économiques : route nationale numéro 1 et la route de l'aéroport international, furent paralysées. Ce qui a donné l'occasion à ce témoin de conclure que l'ordre du contrôle territorial est dominé par les gangs.

A.14. [...] Mais, la violence avait un caractère interne et externe. Les groupes armés ont opéré tout près de leur périmètre, c'était leur base de repli. C'était des territoires concédés à ces gangs qui avaient des incidences sur la route Nationale et la route de l'aéroport International et sur les centres névralgiques de l'économie. Il y avait aussi une violence interne pour éviter surtout des incidents internes. Il y avait ensuite un niveau de violence qui est traité beaucoup plus par les organisations féministes. Le viol. L'ordre dont je parle est l'ordre du contrôle territorial qui est sous leur dominance. Dans leurs quartiers, les chefs de gang ont fait des programmes sociaux, ils ont organisé des festives, ils ont regroupé les marchandes ambulantes de nourriture et donnaient à manger à la population. L'État central était en agonie, c'était eux qui étaient l'État, pères, parrains de tous ces gens. En même temps, ils étaient extrêmement violents avec les femmes. C'était une violence à partir du ghetto vers l'extérieur, ils avaient leur prison pour mettre les gens kidnappés. Il y a eu une époque que l'on avait kidnappé 20 personnes pour une journée. Ils étaient de toutes les catégories sociales. Il y avait la violence sur les femmes et sur les enfants, donc une dynamique de violence interne. [...] Cette violence est une guerre « d'insurgence et de contre-insurgence ». L'insurgence, c'est que les bandits armés ont le contrôle de la population par la menace et par des incentives (stimulus) aussi. Ils donnaient de l'argent à la population et organisaient des matchs de football. [...] de même qu'il y avait ces gangs, il y avait aussi des gangs liés à la police. (Témoignage recueilli le 14-10-2013, Haïti)

La soumission de la population aux gangs, énoncée par le précédent témoin au moyen de l'incitation, est expliquée autrement par ce témoin. Ce dernier préférait de parler de la distribution de l'argent à la population au cours des fêtes de la Sainte Immaculée, la patronne des gens de Cité Soleil, pour désigner les moyens utilisés par les gangs pour contrôler cette population. Pour comprendre ce discours, il importe de savoir que le pouvoir exécutif, à l'occasion de toutes les fêtes champêtres, donnaient des enveloppes d'argent aux autorités locales en vue d'organiser des festives pour la population. Or, autant que les autorités légales l'ont fait, autant que les bandits le faisaient. Une situation qui semble leur donner légitimité.

A.4. [...] Les chefs de gang distribuaient de l'argent à chaque fête de la Sainte Immaculé à Cité Soleil. Cette fête est aussi une fête champêtre au cours de laquelle les gens priaient pour trouver de la faveur de la Sainte et s'amusaient dans des bals populaires. (Témoignage recueilli le 6-11-2013, Haïti)

La dimension d'ordre renversé comprend les propriétés « substitution de l'État par les gangs, prévalence de la loi des gangs, territoires des gangs concédés par l'État et l'incitation ». Les discours de nos témoins pour expliquer ces propriétés ne se contredisent pas, toutefois, les témoins se répètent dans des variantes diverses et se complètent. C'est pourquoi il paraît nous amener vers cet ordre renversé.

6.2 La violence destructrice

La destruction nous renvoie soit à la démolition corporelle, soit au démantèlement des facultés psychiques, ou à une souffrance sociale. Il s'agit pour nous de montrer comment la violence destructrice s'exprime dans le contexte de cette violence. Ainsi, nous sommes amené à analyser les dimensions de destruction corporelle, des propriétés publiques et d'autrui, psychique, émotionnelle, dignité humaine, augmentation du risque de mourir que nos témoins ont évoquées.

6.2.1 Destruction corporelle, des propriétés publiques et d'autrui

De l'avis de ce témoin, la violence ne vise pas nécessairement la destruction corporelle. Cependant la résistance à la violence peut entraîner des dommages corporels. C'est du moins ce que pensait ce témoin.

A.10. Toute violence, une fois qu'elle vise quelqu'un, s'il y a résistance, peut déboucher sur la destruction du corps physique. La violence vise d'abord quelque chose, ça dépend du degré de frustration de l'agresseur. Je ne pense pas que toute violence vise seulement la destruction corporelle [...] Si la politique se résume au contrôle des quartiers populaires par la distribution d'armes aux gangs, on va vers des problèmes sérieux à l'avenir [...] (Témoignage recueilli le 24-10-2013, Haïti)

Ce témoin, contrairement au précédent, a professé que toute violence vise nécessairement la destruction corporelle, puisque toute violence est planifiée au préalable. Ainsi, les discours s'affrontent.

A.6. Il m'est difficile de répondre à la question, est-ce qu'il peut avoir une violence sans destruction corporelle? Il n'y a pas de violence qui ne vise pas à détruire le corps physique. La violence aveugle, je ne crois pas, la violence ciblée, oui. (Témoignage recueilli le 16-11-2013, Haïti)

Plutôt que de spécifier si cette violence vise la destruction corporelle de ses victimes, ce témoin nous a énuméré des formes que la violence avait prises à Cité Soleil : meurtre, viols des femmes et des hommes. Il est évident que ces formes n'ont pas eu de répercussions directes sur les corps des victimes. Donc, même s'il ne l'a pas dit nommément, il semble qu'en évoquant le meurtre et le viol, il l'insère dans la destruction corporelle. Bref, le corps physique n'échappe pas à la violence quelle qu'elle soit.

A.3. Sans aucun doute la violence est destructrice à Cité Soleil, car il y a des meurtres et des viols de femme et d'homme. (Témoignage recueilli le 15-10-2013, Haïti)

Pour ce témoin, toute violence ne peut pas être inscrite dans une destruction corporelle, car il peut avoir tout aussi bien de la violence verbale. Cette dernière n'a donc pas de conséquence directe sur le corps. Il paraît que ce discours nous apporte

une variante de violence inconsiderée jusqu'ici par nos témoins, à savoir la violence verbale. Mais tout en étant une violence exercée sur le mental de celui ou celle qui l'a subie, peut-on dire que le corps n'en est pas atteint ?

A.7. [...] la violence ne vise pas toujours à détruire le corps physique, puisqu'elle se fait par des agressions verbales, tout comme des agressions physiques. (Témoignage recueilli le 28-10-2013, Haïti)

Cet habitant de Martissant, pour parler de la dimension destructrice corporelle, des propriétés publiques et d'autrui, faisait mention d'un massacre à Grand-ravine à proximité du parc de Sainte Bernadette, dont il fut témoin. Dans ce massacre, les gangs ne se contentèrent pas seulement de tuer 24 personnes, mais aussi ont brûlé 278 propriétés. Ces actes raffermissent le caractère destructeur de cette violence sur le corps physique, tout en signalant un nouvel aspect, celui de la propriété d'autrui. Ce dernier aspect est nouveau, étant donné que les précédents témoins ne l'ont pas mentionné. En effet, il arrive que ce discours soit émis sur Martissant, reste à savoir si les quartiers de Cité Soleil ont aussi connu la violence sur la propriété d'autrui? Il importe de remarquer que la destruction corporelle fait l'unanimité jusque-là, mais la violence verbale et celle sur la propriété d'autrui constituent les types nouveaux que nos témoins révèlent. Il semble nécessaire de s'interroger sur les contextes différents dans lesquels on découvre ces formes de violence destructrice. Tout compte fait, nous retenons que nos témoins sont d'avis que cette violence est destructrice corporelle, sauf qu'elle peut tout aussi verbale que destructrice des biens d'autrui. On rappelle l'interrogation qu'on a eu à faire sur la violence verbale, à savoir en quoi celle-ci ne peut pas être également destructrice corporelle.

A.19. 20 août 2006 il y eut un massacre à proximité du parc de Sainte Bernadette. Ce massacre fut l'œuvre d'un groupe de bandits d'un autre quartier contre la population de Grand-ravine. On voulait donc toucher les bandits de Grand-ravine, parce qu'ils n'avaient pas assez partagé leur

butin lorsqu'ils étaient au pouvoir [...] Les bandits de Grand-ravine étaient des bandits légaux parce qu'ils étaient au pouvoir. Ils avaient des relations avec le président Aristide. [...] Oui ! La violence vise à détruire le corps physique, le sept septembre 2010 on a tué vingt-deux personnes à Grand-ravine. En juillet on avait brûlé deux-cent-soixante-dix-huit maisons, sans compter des morts de temps en temps. Les choses ont commencé à changer, puisque les chefs de gang ne tuaient plus les innocents. Quand les bandits ont reçu la mission de tuer quatre ou cinq personnes, ils tiraient sur tout ce qui bougeait. Ils ne faisaient pas de distinction d'homme ou de femme. (Témoignage recueilli le 09-11-2013, Haïti)

Ce nouveau résident de Martissant a encore fait ressortir le caractère destructeur de cette violence. En effet, ce témoin a déclaré, à la suite d'un conflit entre les quartiers La Foi et Grand-ravine, 11 morts furent comptés. Pourtant, cet élément était passé sous les yeux d'un groupe de policiers qui étaient en compagnie de certains gangs. Il semble que, même dans des moments de grand loisir, la population de Martissant n'échappait pas à la violence. Ainsi, il reste entendu que les témoins ont approché différemment cette dimension, mais les événements sur lesquels ils s'appuyaient ont tous révélé le côté destruction corporelle de cette violence. Il est nécessaire de noter que les témoins qui se sont exprimés ici sur Martissant ont tous été témoins oculaires de ces événements.

A.20. [...] le vingt août 2005, on a organisé un match de football entre le quartier La Foi et celui de Grand-ravine à proximité de l'église de Sainte-Bernadette. Il eut environ 2 000 personnes qui y assistèrent. On avait vu, à un certain moment, l'arrivée d'un important contingent de policiers avec certains bandits de La Foi. On croyait qu'on était en sécurité. Eh bien, il y eut 11 morts. (Témoignage recueilli le 13-10-2013, Haïti)

« Cogner une femme » est une pratique courante, selon ce témoin. Ce dernier l'a associé à la terreur installée à l'intérieur de ces bidonvilles, qui n'a pas attiré l'attention de l'État, ni de la classe dominante. Cependant, dès qu'elle débordait les

bidonvilles on y mettait de l'intérêt. Cette terreur ou ces mauvais traitements dont la population et les femmes sont victimes, ont témoigné de la visée destructrice corporelle de cette violence. Ce témoin nous a amené un nouveau tournant de la destruction corporelle, étant donné qu'elle évoque la « terreur » et la violence faite aux femmes. Rappelons que cette violence a déjà été dévoilée non seulement sous l'angle destructeur corporel principalement, mais aussi à la fois sous les angles de la violence verbale et de la destruction des propriétés d'autrui. On se demande, en quoi la terreur est-elle destructrice corporelle ?

A.11. La violence des femmes est très répandue dans les bidonvilles, un type qui tape une femme et ça n'en parle pas. Et puis, il y a la violence des gangs, un peu comme on l'a pu le voir aux États-Unis. Il y a une terreur qui est exercée d'abord sur ceux qui vivent eux-mêmes dans des bidonvilles. On n'en parle pas assez. Tant que la violence reste dans les bidonvilles, l'État s'en fout, la société s'en fout, les classes dominantes s'en foutent, on dirait qu'ils s'entretuent, c'est leur problème. On commence à parler de la violence quand elle sort des bidonvilles. Or, le premier niveau, les premières victimes, ce sont les habitants des bidonvilles [...] (Témoignage recueilli le 15-10-2013, Haïti)

Henry Kénol (2009), écrivain, a consacré un roman historique sur le drame social de la population des bidonvilles. Ce livre, dont le titre est déjà invocateur : « le désespoir des anges » a raconté une scène de violence destructrice corporelle qu'une jeune fille des bidonvilles était victime d'un nommé Ronald, fils de son employeuse et de sa mère. Cette jeune fille de quinze ans environ, déjà amante d'un des plus puissants chefs de gang de Cité Soleil, a été victime de viol de la part du fils de sa patronne ainsi que de ses amis se trouvant sur les lieux au moment de l'acte. Ce type de discours n'est certainement pas le même que celui rapporté par les autres témoins. Il importe cependant de dire que la littérature n'est jamais détachée complètement de la réalité sociale dans laquelle elle puise sa substance, ainsi nous pensons que ce témoignage, que Kénol nous rapporte à travers son œuvre romanesque, trouve sa

source dans la réalité d'emblée des gens des bidonvilles, d'autant qu'il est un témoin privilégié de cette violence. Voilà comment l'auteur a décrit le drame de cette jeune fille.

[...] Ils m'ont attrapée alors que je me dirigeais vers les dépendances. Maman était encore à servir mais ce soir-là, j'avais décidé de partir plus tôt et prétexté un malaise. M. Ronald avait avec lui deux amis de son club de sport. Je les connaissais un peu parce qu'ils fréquentaient la maison et je ne les aimais pas, à cause de leurs regards sournois. M. Ronald, il m'a mis une couverture sur la tête et m'a chargée sur son épaule comme un sac de riz. Je me suis à peine débattue, tant j'avais surprise. J'ai senti qu'ils grimpaient l'escalier, puis j'ai entendu une porte se fermer. C'est alors que j'ai compris et que j'ai eu peur. J'entendais leurs gloussements étouffés, déjà tout excités à l'idée de ce qu'ils allaient me faire. M. Ronald a tiré la couverture avant de me jeter sur le lit. J'ai voulu hurler mais il a plaqué sa grosse main sur ma bouche tout en m'arrachant les vêtements avec l'autre. Ses amis l'aidaient en me maintenant le bras et les jambes. Quand j'ai été nue, [...], puis s'est enfoncé en moi sans préambules. [...] Je n'étais plus vierge. C'est difficile de le rester longtemps quand on est une fille de la misère, qu'on a quinze ans et qu'on est jolie ; qu'on habite dans un bidonville à plusieurs dans une pièce et qu'on évolue dans le frottement des corps, avec tous ces jeunes mâles bien membrés qui vous sollicitent. Mais j'étais une fille sérieuse qui allait à l'école, savait comment se protéger et n'avait encore rien fait qui n'eut été de son plein gré. [...] Quand même, il m'a fait mal. Il se révélait à l'image que je m'étais faite de lui : cynique et brutal. Il s'enfonçait profond, sur un rythme de plus en plus rapide jusqu'à ce qu'il explose dans un grognement porcin. Après, j'ai dû subir les deux autres... de nouveau lui, puis encore ses amis. Cela a duré ce qui m'a semblé des heures. Ils me retournaient dans tous les sens pour les positions les plus obscènes. Je les sentais aller et venir à l'intérieur de moi, puis le jet brûlant de leur semence meurtrir mes parois intimes et se répandre comme un poison au fond de mon ventre. Cela semblait ne plus devoir finir. Jamais je n'aurais cru qu'ils eussent pu me faire si mal avec leurs pénis, mais ils étaient brutaux. Je n'étais qu'un objet au service de leur plaisir, et plus encore une ennemie qu'ils s'acharnaient à soumettre en l'humiliant. J'ai senti leur haine et leur mépris pendant qu'ils me violentaient. (Ibid., 2009, p. 12, 13)

Cet officier de police a fait une mise en contexte avant de nous montrer le caractère destructeur de cette violence. Nous évitons toutefois de le rappeler puisqu'on s'en rendra compte aisément. Mais, certains des termes qu'il a mis en évidence pour témoigner de cette dimension destructrice, nous paraît utile de souligner. En effet, il nous a informé qu'on brûlait les postes de police, qu'on détruisait les bâtiments publics, qu'on tuait les représentants de l'État, pour conclure que cette violence visait à la destruction de l'État lui-même. Cette manière de décrire la situation a ramassé cette dimension dans tous ses aspects, car cette violence a visé le corps, les édifices publics, sans compter les propriétés d'autrui.

A.12. [...] Elles sont des zones marginales. La violence s'explique par la pauvreté de ces zones-là. Elles sont dans l'aire métropolitaine, Martissant au sud, Cité Soleil au nord. Pour nous autres, au niveau de l'institution policière, ces zones étaient qualifiées des zones rouges, puisqu'en allant dans celles-ci on courrait le risque de ne pas sortir saint et sauf. Il y avait de l'enlèvement de gens. Dans cette période, Martissant faisait son nom dans le phénomène de la violence. C'est aussi une zone assez difficile, parce que c'est un peu enclavé. Il est difficile de mener une action policière. Martissant est dans la périphérie d'une chaîne de montagnes. Cité Soleil n'est pas trop différent. On a l'impression qu'il y a eu une certaine connexion entre Martissant et Cité Soleil. On peut kidnapper quelqu'un à Martissant et on fait le transfert à Cité Soleil. Celle-ci, caractérisée par les inégalités, est propice à la violence. En fait, c'est le plus grand espace de pratique des scènes de violence. La présence des postes de police n'était pas possible dans la Cité. On brûlait des commissariats. Ça ! C'était la proportion la plus inquiétante qu'avait pris la violence. On incendiait, on fuyait. La période était très cruciale. Moi-même j'ai été victime de la violence, pourtant je n'étais pas une cible particulière, même si la police l'était [...] cette violence était orientée vers la destruction de l'État, parce que si on détruisait les bâtiments publics et des représentants de l'État, on aurait dit que la violence visait l'État. C'est une violence avec l'État et contre l'État. (Témoignage recueilli le 29-11-2013, Haïti)

Cet ancien officier de l'armée nous a ramené sur le terrain de la destruction de la propriété d'autrui en abordant cette dimension. Selon lui, les masses, en attaquant

des maisons, pour exprimer leur colère, s'en tenaient à détruire toutes leurs infrastructures internes, et c'est seulement après les avoir détruites complètement qu'elles décidaient de les habiter. Voilà le rapport que les masses des bidonvilles ont avec un espace de vie.

Ces deux derniers témoins ont surtout mis l'accent sur le côté destructeur des propriétés publiques et privées, on trouve un aspect particulier qui est mis en relief qu'aucun autre témoin n'avait signalé, à savoir la destruction de l'État. Est-ce suffisant de croire que le seul fait d'envisager celle-ci, à ce moment de cette violence, on planifiait de détruire l'État? Autrement dit, si on visait à la liquidation de l'État, pourquoi on n'y est pas arrivé? Ou encore si le démantèlement de l'État était vraiment visé, par quoi on envisagerait de le remplacer? Aucun discours jusque-là n'a rapporté un élément de réponse à ces interrogations. Il semble que l'évidence d'un tel sens à cette violence n'est pas tout à fait clarifiée. Encore faut-il attendre d'autres témoignages dans cette catégorie ou autres pour prétendre écarter cette possibilité.

A.16. [...] 2004, dans ces zones-là, il y a une agglomération de gens sans travail, donc dans la réalité quotidienne, il y a des ultra-frustrés. Maintenant, il y a un secteur politique exploitant cette situation, que les bourgeois, par exemple, sont rendus responsables. On se rappelle des discours du président Aristide, les « tilolites », lesquels discours identifient la bourgeoisie et l'internationale comme responsables de la misère du peuple. Il y a des mots, « patripoche » et « tilolites ». Le « patripoche », c'est un faux patriote qui cherche à arriver au pouvoir pour gagner de l'argent et accentuer la misère du peuple. Les « tilolites » ce sont cela qui ne sont pas au pouvoir mais qui donnent du travail de misère à la population pour les exploiter. La finalité de ce discours, c'est qu'il faut se venger de ces gens. Il y a une référence physique, mécanique dans le comportement des masses quand ils attaquent une maison. Quand ils attaquent une maison, ils détruisent tout dans celle-ci, par exemple : les portes et les fenêtres. Ils démontent tous les systèmes de sécurité, ils démontent les WC. Sitôt cette opération terminée, ils

occupent les maisons. Cela veut dire qu'on ne pousse pas les gens à s'approprier des biens pour en jouir en état. On détruit le bien d'abord et on le fait habité en suite. Donc, il y a une intention doublement criminelle, parce que si ces gens arrivent à la maison, utilisent le WC, utilisent le four, et bien ! Ils vont accéder à un certain niveau social, dans six à sept mois, ils ne seront plus utilisables pour les mêmes causes. C'est ce qui explique le problème de la santé, le problème de l'insalubrité n'est jamais réglé à Cité Soleil. (Témoignage recueilli le 18-10-2013, Haïti)

Cette dimension a donné à voir comment cette violence s'est livrée sur un triple aspect destructeur : corporel, des propriétés publiques et privées, mais elle a aussi permis de constater les interprétations diverses qu'on a fait de la destruction corporelle. En effet :

- Dans un premier temps, l'accent est mis sur le fait que la violence est potentiellement destructrice du corps physique et à contrario, toute violence est nécessairement destructrice corporelle, parce qu'elle est toujours ciblée ;
- Dans un deuxième temps, elle a été vue dans ces formes : viols des femmes et des hommes, meurtre, pour caractériser encore le volet de destruction corporelle ;
- Dans un troisième temps, la dimension est désignée dans ces deux aspects : destructrice corporelle et destructrice des propriétés d'autrui. Mais ici, les témoins les ont illustrées en se fondant sur les cas de meurtres enregistrés à Martissant et les incendies qui ont décimé les maisons de cette population à l'occasion des conflits internes ;
- En outre, on a entendu parler de la maltraitance des femmes par des hommes des bidonvilles et de la terreur qui guettait tout le monde ;
- Puis, on a amené la question à la fois sur la destruction des propriétés d'autrui et sur la destruction corporelle. La destruction des propriétés est vue non seulement sous l'angle des propriétés du domaine public, mais aussi sous celui des propriétés privées. Ce qui a ramené un d'entre eux à parler d'une violence contre

l'État. En ce sens que les biens et les représentants de l'État étaient carrément visés ;

- Ensuite, l'accent est mis sur le rapport spécifique des masses avec les propriétés d'autrui. Car, celles-ci ont développé un mécanisme de destruction à l'intérieur de ces propriétés avant d'y habiter ;
- Au final, il est intéressant de mentionner le différend sur la question que toute violence est nécessairement visée à celui que toute violence n'est pas nécessairement visée. Quel que soit le point de vue considéré, on est amené à l'état destructeur de cette violence.

6.2.2 Dimension émotionnelle

La violence émotionnelle est par essence une violence non planifiée au préalable. En effet, elle est guidée presque exclusivement par l'humeur de l'instant. En d'autres mots, c'est une violence gratuite.

Selon ce témoin, l'assassinat de deux-cents hougans par le puissant chef de gang Évens Tikouto, sous l'accusation de rendre malade les enfants de la population des quartiers par des procédés maléfiques qu'il contrôlait, fut un acte gratuit. En Haïti, les hougans sont des prêtres de vaudou, du moins des leaders religieux, à qui la population de ces quartiers a attribué un certain pouvoir de guérir et de jeter des sorts. Ce qui donne à ces hougans à la fois une certaine estime de la population et de l'autorité sur celle-ci. En considérant ce contexte, cet acte semble avoir l'air gratuit, comme ce témoin a eu à le dire, mais, pour les mêmes raisons, on pourrait se demander s'il était réellement gratuit. Même si, bien entendu, on peut voir le côté émotif ou spontané de l'action.

A.4. Je vous ai dit tantôt que ces gens sont des victimes. Ils sont utilisables. [Est-ce qu'il n'y a pas dans la Cité des cas de violence gratuite ?] Je vais vous donner un exemple. Un jour, des gens dans l'environnement d'un des chefs de gang (Evens Tikouto) ont fait fusiller 200 hougans, parce qu'ils étaient accusés de persécuter les enfants de ces gens. Voilà un cas de violence gratuite. (Témoignage recueilli le 6-11-2013, Haïti)

Un fou a connu une mort tragique pour avoir refusé d'obtempérer aux ordres d'un chef, qui lui demanda de s'arrêter pendant qu'il passa dans son quartier. Ce fou, ne se soumettant pas, eut son œil crevé, son cou percé, puis il fut assassiné, après que ce chef de gang le soupçonna d'espion. Ce témoin le qualifiait de cas d'émotion. Ces cas, qui sont tantôt qualifiés d'actions gratuites, tantôt émotionnelles, sont relatés à partir des événements constatés par les témoins à Cité Soleil. Ils ont eu la démarche de les énoncer, avant de les nommer.

A.15. [...] C'était déjà dit. Je vais vous dire : il y avait un fou qui marchait dans le quartier d'un chef de gang. Le chef lui demanda de s'arrêter, car il le qualifia d'espion. Le fou de lui dire, je n'ai aucun rapport avec vous, il continuait à marcher. Le chef lui creva les yeux avec un couteau, pénétra le couteau dans son cou et enfin lui tua. C'était un cas d'émotion. (Témoignage recueilli le 14-10-2013, Haïti)

À Martissant la situation se ressemblait à celle de Cité Soleil, à en croire ce témoin. Ce dernier nous a rapporté un cas d'assassinat d'un professionnel de construction pour l'illustrer. Les circonstances entourant cette mort étaient peu intelligibles, étant donné qu'entre le tueur et la victime il n'y avait aucune confrontation. La seule faute présumée de celle-ci fut qu'elle fréquenta la zone au moment où le bandit avait voulu essayer son pistolet neuf millimètre qu'il venait d'acheter. Nous ne savons pas qu'est-ce qu'en clair il voulait faire ressortir en soulignant le rôle de la misère dans cette circonstance. Mais, on s'entend probablement qu'il a voulu établir une relation de cause à effet. Certes, ce geste semble exprimer un besoin, mais il n'en demeure

pas moins vrai que la saute d'humeur du bandit a prédominé. Ce qui revient à dire que l'émotion a été à la base de cette action.

A.20. [...] La misère en est aussi pour beaucoup dans la violence à Martissant. Je vais vous dire ce qui s'est passé à Martissant. Un bandit qui venait d'acheter son revolver, neuf millimètre, tua un travailleur de la construction qui passait dans la zone sans avoir eu maille à partir avec lui. C'était une façon pour lui d'essayer son arme. (Témoignage recueilli le 13-10-2013, Haïti)

La relation de cause à effet que nous avons constaté dans les propos du précédant témoin s'est retrouvée chez Frantz Douyon. Son article nous renseigne que cette « violence sociale » se manifeste avec une charge émotive lourde. Celle-ci a puisé sa source au degré de rancœur, de frustration, d'impatience, de désespoir et l'absence d'un leadership national empathique. Or, ces éléments sont identifiés en grande partie dans les causes de cette violence. C'est donc dans ce contexte que nous cadrans ce discours dans le registre d'un rapport de cause à effet au même titre que celui d'antérieur.

Frantz Douyon. L'action violente devient alors la solution de facilité, souvent la seule alternative, amplifiée par les effets multiplicateurs du mimétisme ! C'est donc avec une charge émotive lourde que se manifeste cette « violence sociale ». Elle relève alors le degré de rancœur et de frustration, l'impatience, le désespoir même, en absence d'un leadership national empathique. Si on ne peut lui accorder de légitimité, essayer de le comprendre ne signifie nullement la justifier, nous devons reconnaître qu'elle n'est pas nécessairement gratuite. (Douyon, lundi 23 mai 2005)

Cette dimension nous renvoie à la gratuité et à l'émotivité de l'action violente. Elle l'a fait en mentionnant les cas des meurtres orientés par les sautes d'humeur des bandits. Toutefois, elle a introduit non seulement la catégorie destructrice dans son aspect de destruction corporelle, mais également le facteur de cause de cette

violence. C'est pourquoi nous avons retracé la relation de causalité aux témoignages des deux derniers témoins. Mais, il n'est pas inutile de s'interroger sur l'absence d'intention dans la gratuité et l'émotion de certains actes violents à Cité Soleil. Par exemple, les hougans ont généralement inspiré la peur partout dans la société haïtienne, en raison de leur pouvoir surnaturel supposé. Le fait pour un chef de gang en sacrifiant deux-cents hougans sans que rien ne lui soit arrivé, n'est-il pas allé chercher plus d'autorité sur la population ? En ce sens qu'il est le seul pour qui on doit avoir la crainte. Cette préoccupation n'entache pas la dimension émotionnelle, même si elle enlève le voile sur le fait qu'elle peut intégrer d'autres conséquences.

6.2.3 Dimension psychique

Plutôt que de définir la destruction psychique, nous laissons aux témoignages de dire ce qu'ils entendent par celle-ci. Nous empruntons ainsi le langage de nos témoins pour le faire. Notre premier témoin ici l'a abordée en mettant en exergue la peur du kidnapping. Lui-même en fut victime. Il a raconté comment il l'a vécu, au cours duquel il a conclu à la pire des choses dont peut être victime. Car l'individu kidnappé est considéré comme la chose du ravisseur, et donc celui-là peut être l'objet de toutes sortes de trafics et de transactions. Il semble, à partir de ce constat, que cette peur constitue un élément destructeur du mental de la population.

A.7. D'autres types de violence que je connais, que vous connaissez aussi, c'est le kidnapping, dont j'ai été victime. On est des gens normaux, on fait nos activités, brusquement, on nous appréhende en pleine rue, on nous exige un montant d'argent pour acheter notre liberté, comme si on était une bête vendable au marché, et si on ne donne pas cet argent on ne nous relâchera pas. On nous séquestre dans des endroits, là où il n'y a pas d'eau ni de toilette, comment dirais-je ? On est emprisonné [...] Ce kidnapping, je l'ai vécu avec un peu de peur, puisque on pourrait faire n'importe quoi avec moi. À mon époque, une fois l'argent est donné, les kidnappeurs nous relâchent, maintenant même

si on donne de l'argent on peut nous tuer. Lorsque j'étais kidnappé et amené à Cité Soleil, à mon arrivée, il y avait des cris de joie ; on tirait en l'air, puis on m'a enfermé dans une petite chambre sans lit. Je voyais des trous aux tôles qui couvraient le toit de cette chambre, s'il pleut je vais mouiller complètement. [...] c'était un siège décembre qui marquait l'anniversaire de la prise de pouvoir par Aristide. Ils passaient toute la nuit à danser avec des bandes de « rara » (groupes musicaux populaires traditionnels). Ils chantaient, ils dansaient [...] pourtant les gens, qui étaient à côté de la chambre où j'étais séquestré, se plaignaient, car ils ont dit pourquoi on doit faire cela aux gens. C'est la pire chose qu'une personne peut vivre dans la vie, le kidnapping. (Témoignage recueilli le 28-10-2013, Haïti)

Les jeunes de Cité Soleil, selon ce que nous a rapporté cette intervenante sociale, pour échapper à la terreur de cette violence, ont dû se réfugier dans son organisme de réinsertion pour dormir. Il arrive parfois que ces jeunes sont témoins des cas de viol perpétré sur des vieilles femmes et sur des fillettes. Ce que ce témoin a qualifié de terrible. Tenant compte de cette situation, il semble que l'atrocité de cette violence a des impacts négatifs sur la vie de chaque individu qui l'a vécu.

A.2. [...] En 2007 cette violence n'a pas cessé, je me rappelle il y a eu des jeunes qui ont dit qu'ils sont venus à notre cirque juste pour pouvoir dormir un peu, parce que cet espace paraissait comme un havre de paix qu'ils ne pouvaient avoir chez eux. Et parfois, ils passaient des nuits sans avoir dormi, tellement il y avait de la violence. Ils ne pouvaient pas rester chez eux. Il y avait un jeune qui me rapportait le cas de sa petite sœur et de sa grand-mère que les jeunes de Cité Soleil avaient violé. La petite sœur avait encore l'âge mineur, donc elle n'avait pas encore 18 ans. Ce jeune a poursuivi qu'il était à l'école quand on a mis le feu à sa maison, laquelle, nous autres au niveau du cirque, nous lui avons aidé à construire à partir d'activités d'insertion sociale [...] C'était une situation terrible. (Témoignage recueilli le 05-11-2013, Haïti)

Réduire au silence tout le monde, c'est bien l'aune à laquelle cette violence se mesurait à Cité Soleil. Pourtant, à Martissant elle désignait la dénaturation de la participation communautaire. L'explication donnée à ce fait prenait corps dans

l'inévitable bénédiction des chefs de gang, contre rançon, pour tout projet communautaire qu'un ONG voulait implémenter. Il y a là une nuance que ce témoin nous amène dans cette dimension. Cela nous enverrait-il à dire d'un côté qu'elle était terrible, d'un autre, elle était à la fois terrible et révélatrice d'un projet communautaire mal articulé des bandes armées de Martissant ? Il importe d'interroger de manière serrée cet aspect pour découvrir son dessous.

A.5. [...] Réduire tout le monde au silence à Cité Soleil. À Martissant, le sens de la violence, c'est la dénaturation de la participation communautaire. Avant cette violence à Martissant, on pouvait faire n'importe quel rassemblement communautaire. Maintenant, on doit avoir la bénédiction des chefs de gang contre rançon. (Témoignage recueilli le 23-10-2013, Haïti)

Encore une fois, une tentative de différenciation de l'organisation de la violence entre Cité Soleil et Martissant. Cette idée venait d'une actrice qui a travaillé dans les deux communautés, comme pour la précédente. Toutefois, celle-ci l'a abordée respectivement sous l'angle anarchique et hiérarchique. Cette mise en relief apparaît nécessaire, étant donné qu'elle peut éclairer la nuance soulevée par le discours antérieur. Mais, le côté psychologique, considéré comme le dénominateur commun des discours énoncés jusqu'ici, est livré dans d'autres contextes :

- d'une part, dans celui de violence intrafamiliale exercée par les parents sur leurs enfants ;
- d'autre part, dans un rapport d'interdépendance entre les chefs de bande et la population.

A.9. [...] À Cité Soleil, les bandes sont anarchiques, ils ont beaucoup de petits chefs. À Martissant, au contraire, les bandes armées sont plus hiérarchisées. La violence exercée sur les enfants par les parents ou violence communautaire, c'est normale, car je crois que dans un

environnement de violence, la violence génère la violence. Les formes de violence sont psychologiques et physiques. Psychologique, tu fais ça je te donne ça, c'est une forme d'indépendance. La violence est physique, elle est faite entre les bandits et les forces de police, elle touche aussi la population civile [...] (Témoignage recueilli le 17-10-2013, Haïti)

Pour sa part, ce témoin s'écria « la violence psychologique, n'en parle pas ! » Il a énuméré des facteurs associés à cette violence pour l'attirer vers une violence structurelle. Structurelle, parce qu'il a rangé cette violence dans la carence de connaissance universelle en créole accessible au peuple, ainsi que dans les interventions sporadiques des forces de l'ordre à chaque conflit entre les quartiers. D'autre part, la police n'a pas mis de l'ordre parce qu'elle n'est pas au service de la population. Ensuite, la maintenance des gens dans la pauvreté par manque de volonté et l'incapacité de traiter le problème de la population désigne cette forme de violence. Tous ont concouru à un plan macabre pour empêcher la population de revendiquer ces droits à l'existence. En plus de marquer cette catégorie, ce discours nous relève une proposition théorique qui n'a pas été prise en compte au moment de construire notre cadre de référence pour l'action. Mais, pour singulière qu'elle soit, nous la considérons comme une piste de réflexion sur notre objet d'étude. Par ailleurs, il a mis en évidence une relation de cause à effet entre pauvreté et destruction psychique (voir chapitre 5, section 5.3). Sans compter que ce témoin a inscrit la violence structurelle dans la catégorie de violence destructrice, tout en étant psychique. Il semble que nous avons ici un angle étrange de violence destructrice à laquelle nous devons nous questionner. Si la violence structurelle est perçue comme une violence destructrice, pourquoi l'État l'aurait utilisée contre la population ?

A.13. La violence est multi dimensionnelle, la violence psychologique n'en parlons pas, [...] Il n'y a aucune connaissance universelle qui est accessible au peuple puisque rien n'est écrit en créole. Ce n'est pas une violence [...] la police réagit à ces formes de violence, en établissant des postes de police de proximité dans des quartiers en conflit, en faisant des

interventions sporadiques et en menant aussi de petites campagnes. Les forces de l'ordre n'entretiennent pas de l'ordre, parce qu'elles ne sont pas au service de la population, aussi simple que ça ; on n'a pas besoin d'aller plus loin. Il faut intimider une population pour qu'elle ne réclame pas ses droits, étant donné qu'on ne veut pas le servir. Face à cette situation, on crée la violence, on explose pour mieux empêcher la population de se soulever, la peur !!! Quand on ne voit pas comment peut-on rester au pouvoir, on entretient la violence pour faire peur, donc on maintient les gens dans la pauvreté. Les gens, qui sont placés pour organiser l'État dans leur incapacité à l'organiser et leur manque de volonté, instrumentent la population pour faire la violence. Cela leur garantit le statut quo ou leur propre ordre. (Témoignage recueilli le 18-10-2013, Haïti)

Les effets psychiques de la violence sont la peur du kidnapping et la violence généralisée, dont l'un des vecteurs le plus terrifiant est le viol des fillettes et des plus âgées. La violence psychique comprend un double sens. Dans un premier temps, elle renvoie à la violence intrafamiliale, c'est-à-dire la violence des parents contre leurs enfants. Puis, elle renvoie à la dépendance de la population par rapport aux gangs, à savoir la population est payée par ceux-ci pour sa complicité supposée. Dans un deuxième temps, elle évoque une violence structurelle, dont l'essence est de garder la population dans la pauvreté, et donc, l'empêcher de revendiquer son droit à l'existence. En un mot, la dimension psychique de la violence destructrice trouve son fondement dans la peur et la terreur.

6.2.4 Indignité humaine

La dignité humaine est de portée universelle, quand elle est atteinte on s'imagine l'impact qu'elle peut avoir sur la personne qui en est privée. Pour ce témoin, la violence dans les bidonvilles de Cité Soleil et de Martissant, en plus de détruire les corps de ses habitants, a enlevé leur dignité humaine. En effet, la dépendance est telle, ces gens n'ont même pas la capacité de penser leur sortie de cette situation.

A.8. Je ne pense pas que c'est seulement la destruction du corps physique qui détruit l'être humain dans sa dignité. Les gens sont devenus si dépendants, donc il est difficile de croire qu'ils sont capables de penser leur sortie de cette situation. (Témoignage recueilli le 28-10-2013, Haïti)

Ce responsable de l'agence de presse, attiré par la misère de ces gens et l'environnement déboisé du centre de Cité Soleil où ils ont vécu, semble croire que ces conditions sont suffisantes pour les qualifier de terreur. Toujours, selon lui, le commerce des filles par leurs mamans, soit au concubinage, soit au trafic aux individus locaux et internationaux, constitue un manque à la dignité. Le terme indignité humaine n'a certes pas été mentionné dans son discours, mais il semble que ce contexte de misère et de trafic d'enfant dans lequel il l'a placé nous renvoie à cette dimension.

A.18. Ces violences avaient des objectifs politiques et visaient à créer la peur. Cité Soleil a toujours été une zone où l'on laisse les gens dans des situations de misère. En plus, c'est une zone où l'on ne voit pas des arbres. Je parle ici du centre de Cité Soleil. Il y a beaucoup d'enfants sans père. Certaines mamans mettent leurs filles en concubinage (union de fait). 2007 nous avons fait une enquête, moi et certains journalistes internationaux. À cette occasion, leurs mères nous ont rapporté qu'elles avaient arrangé les unions de fait de leurs filles, parce que nos enfants sont sans pères. Elles remettaient aussi leurs enfants à des gens pour cause d'insécurité. Il arrive parfois qu'elles n'ont aucune nouvelle d'eux, puisque ces gens partaient avec leurs enfants en terre étrangère. Il y a une pratique de trafic d'enfants. [...] tout ceci est dû à l'absence de moyen de vivre. Avec le soleil, l'absence d'arbres dans leur milieu de vie, il n'y a pas d'activité sociale, même la possibilité de jouer au football, le sport le plus populaire en Haïti. Ces enfants vont garder dans leur esprit la violence. [...] la violence mène la violence. Je ne vois pas comment celle-ci peut-elle changer les conditions de vie. [...] En ce qui a trait à la violence naturelle, je vous ai dit on ne doit pas laisser les gens vivre dans des conditions comme ça. Dans de tel cas, on aura toujours de la violence. (Témoignage recueilli le 14-11-2013, Haïti)

La domesticité, considérée comme une forme d'esclavage, suffit à elle seule pour mettre en valeur la dimension « indignité humaine » au regard du discours de ce témoin. Sans compter le contexte dans lequel il l'a mise. En effet, domesticité et traite des enfants semblent identiques. Cependant, la domesticité, au sens strict en Haïti, fait référence aux enfants travailleurs, qui ont bénéficié, en contrepartie, une scolarisation de type frustré dont nous avons fait état dans les causes de la violence à la dimension « éducation, scolarisation et ignorance » (voir chapitre 5, section 5.2.3). La traite, pourtant, intègre la domesticité et les trafics des enfants. En Haïti, ces derniers sont courants entre les nationaux, mais les possibilités de trafiquer les enfants aux étrangers ne sont pas à négliger. Évidemment, parce que les enfants une fois remis aux étrangers n'ont aucune possibilité de revoir leur parent.

A.11. [...] ce que l'on ne parle pas c'est la violence qui a lieu elle-même dans des bidonvilles. On oublie de parler de la violence à l'intérieure des bidonvilles qui doit être encore plus terrible, c'est la violence des bidonvilles qui peut s'exercer sur d'autres secteurs. Je vous recommande le roman d'Henry Kénol qui est le seul livre qui est consacré à cette violence des bidonvilles dans des bidonvilles. *Le désespoir des anges*. [...] Le premier niveau, c'est la violence domestique. Le phénomène de la domesticité formelle qui est installé, qui est peut-être la violence la plus terrible. [...] vous avez des gens qui sont pauvres à qui on confie des enfants, c'est comme une espèce d'esclavage. C'est courant dans les bidonvilles. (Témoignage recueilli le 15-10-2013, Haïti)

La dimension indignité humaine est caractérisée par la destruction de l'être humain dans sa dignité, les conditions de vie misérable, la traite des enfants et la domesticité.

- La première a désigné la dépendance totale de ces populations ;
- La deuxième s'est référée aux conditions de vie exécrable des gens des bidonvilles ;
- La troisième a intégré les trafics divers des enfants ;

- La dernière a renvoyé à une espèce d'esclavage des enfants.

Cette pluralité de vue donne un contenu à l'indignité humaine dans le contexte de cette violence. Par ailleurs, il paraît qu'il existe une relation de cause à effet par le fait qu'elle est liée à la misère et à la domesticité, qui ont créé des frustrés scolarisés (voir chapitre 5, section 5.2).

6.2.5 Réduction de l'espérance de vie/augmentation de risque de mourir

Selon ce témoin, le crépitement des armes et les assassinats ont installé la peur dans la population, pourtant, on n'a pas prêté assez d'attention sur ses impacts. En outre, il a affirmé que ce problème n'a touché qu'une fraction de la population de Martissant, tandis qu'il a atteint la totalité de celle de Cité Soleil. Ainsi, ce témoin a considéré ces facteurs comme une possibilité d'accroissement de risque de mourir de la population.

A.18. Le meurtre c'est la voie qu'ils ont choisi, ils voulaient faire peur. Cette situation de peur fait éviter les zones en conflit. Beaucoup de gens n'ont pas réfléchi sur les conséquences des crépitements des armes sur la vie des gens. Ce n'est pas bon pour personne, ça peut diminuer la vie des gens. À Martissant, c'est une autre réalité ce n'est pas dans tous les endroits, c'est surtout à Grand-ravine et Tibwa. [...] La violence peut frapper n'importe quelle catégorie de personne. L'effet de la violence sur la population est grand. La complicité de la population avec les bandits peut avoir plusieurs causes : la peur, les conditions objectives de leur vie. Encore, quand elle a porté plainte à la police contre un bandit, elle est souvent victime par la suite. Ainsi, la population refuse de porter plainte. Là, on ne peut pas parler de complicité. En général, la population participe à la violence. (Témoignage recueilli le 14-11-2013, Haïti)

Lahens, romancière, dit avoir observé que les bandits armés jusqu'aux dents alignaient des femmes et des enfants en première ligne au cours de leurs

manifestations. Geste qu'elle a qualifié de catastrophique et comme une grande première dans le paysage haïtien. Compte tenu de la fragilité des enfants et les conséquences que cela a entraînées sur eux, il semble que cela colle bien avec la dimension d'augmentation de risque de mourir.

Yanick Lahens. La vie dans les bidonvilles de Cité Soleil, Bel-Air, Grande Ravine du côté de Martissant est devenue intenable. La terreur y est venue s'ajouter à la misère : les habitants de ces quartiers et particulièrement les enfants sont forcés, sous peines de mort, de participer à ces « manifestation pacifiques » et avec les femmes de servir de boucliers humains à des « manifestants » lourdement armés. L'apparition de ces enfants soldats dans le paysage haïtien représente une catastrophe sociale sans précédent qui a commencé avec le régime Aristide [...] (Lahens, mardi 24 mai 2005)

Cette dernière dimension de la catégorie de violence destructrice a mobilisé les termes peur et terreur pour la caractériser. Le premier terme renvoie aux crépitements d'armes automatiques, qui ont créé une terreur quotidienne dans la population. Le second a fait valoir le spectre d'une catastrophe sociale, du fait que les gangs avaient exposé les femmes et les enfants comme boucliers humains dans des manifestations pour se protéger contre une éventuelle réaction des forces de l'ordre. Il est donc clair que cette dimension rentre dans l'éventail des conséquences destructrices de cette violence.

6.3 La mutation des valeurs : une conséquence de la violence

La mutation des valeurs, en ce qui nous concerne, se décline en deux dimensions : la banalisation de la vie, la déraison complète, et l'ordre criminel ou l'ordre dans le désordre. Ces dimensions renferment un certain nombre de termes que nos témoins

ont mis en avant pour clarifier le sens de cette violence. Pour les mettre en évidence, il convient de les révéler l'un après l'autre.

6.3.1 Banalisation de la vie

D'après ce témoin, personne n'est à l'abri de la violence, car toutes les situations peuvent entraîner la mort. Cependant, il a surtout mis l'accent sur la violence sexuelle dont les femmes sont victimes de leur mari, y compris la violence que les enfants ont subi de leur parent. Jugeons le discours de ce témoin.

A.13. Les femmes, les enfants et les plus pauvres sont généralement victimes de la violence. Les femmes sont plus souvent victimes de violence conjugale. Elles n'ont pas le droit de refuser la sexualité à leurs maris pour quelque raison que ce soit, sinon les hommes exercent automatiquement la violence sur elles. [...] Aujourd'hui en Haïti la vie ne vaut plus grand-chose, pour peu on peut se faire tuer. (Témoignage recueilli le 18-10-2013, Haïti)

Toutes actions qui peuvent être considérées comme violentes dans le meilleur des mondes sont perçues comme banales. N'importe quel problème d'ordre régulier peut susciter des scènes de violence. Ainsi, le viol, considéré comme un crime répréhensible partout ailleurs, ne préoccupe pas tout à fait ces populations à tel point qu'elles ne se sentent pas obligées de porter plainte devant les autorités judiciaires. C'est du moins la manière dont ce témoin a abordé la banalité de cette violence.

Il n'a pas eu un écart fondamental entre les propos des témoins, car ils ont utilisé à peu près les mêmes termes, sauf que les argumentaires sont inscrits dans des contextes différents. Toutefois, ce dernier témoin, pour mettre en exergue l'acuité de cette violence banale, a mentionné comment le viol était banalisé par celles qui en étaient victimes.

A.17. Entre eux, on peut voir que la violence est très banale. Celle-ci peut-être un problème de femmes, elle peut-être une affaire de vengeance, parce qu'un individu d'un quartier a été battu par un autre d'un autre quartier. De telle situation a l'habitude de provoquer des conflits sanglants inter-quartiers, donc l'un veut avoir le contrôle de l'autre etc. [...] les cas de violence sur les femmes sont monnaies courantes. Les plaintes ne sont pas portées devant les autorités judiciaires pour les cas de viol. (Témoignage recueilli le 16-10-2013, Haïti)

Une pitance peut être la cause d'un meurtre. Ce témoin a donné comme argument, comment une modique somme de cinquante-sept dollars américains fut responsable de la mort d'une personne. C'est pourquoi il semble inscrire cette violence dans la violence banale.

A.1. [...] Il y a une tendance à la banalité de la vie où les gens tuent quelqu'un pour des choses insignifiantes. Par exemple, une fille, qui est allée chercher 2 500 gourdes à la banque, qui équivalent à cinquante-sept dollars américains environ, est tuée, parce qu'après que les voleurs ont pris le montant, elle cria, O ! Monsieur ! L'un des voleurs a demandé à l'un des leurs de la tuer, ceci a été fait. (Témoignage recueilli le 29 -10-2013, Haïti)

La déraison complète était le terme utilisé par ce témoin pour qualifier cette violence. Il semble vouloir montrer l'absence totale de balise pour les acteurs de violence. En d'autres mots, c'est le mépris total de toutes les règles du jeu ou de toutes les normes. La société dans ce contexte-là est assimilée à une jungle où c'est la loi du plus fort qui a prévalu. En effet, les personnes et les biens furent consumés par le feu en raison d'un simple désaccord. Ainsi, il semble que la déraison complète s'est apparentée à la violence aveugle (violence banale). C'est ce qui justifie son intégration dans la catégorie mutation des valeurs.

A.7. Pendant la période de 2004 à 2012, moi j'ai fait l'expérience de cette violence surtout dans la zone de La Saline, c'était vraiment terrible.

Il y a ce que l'on appelle la déraison complète des gens : on incendie les maisons et les meubles, on tue des gens. J'ai vu deux personnes brûlaient un pickup à proximité du « marché en bas », Tête Bœuf, dans lequel se trouvaient des gens qui allaient à ce marché pour non-respect des consignes de grève. C'est dire qu'elles n'avaient aucun respect pour les autres. (Témoignage recueilli le 28-10-2013, Haïti)

Après le départ forcé du président Jean-Bertrand Aristide, les bandes armées de Cité Soleil ont mis en déroute le gouvernement d'alors. Car elles ont opéré et ont monté la garde dans le voisinage du Palais national. Ce contexte a favorisé la naissance du phénomène de kidnapping. Par le fait que la vie humaine a été sans importance dans cette violence, ce témoin l'a qualifié de « violence sociale ». Il convient de noter qu'il est le seul qui l'ait nommé violence sociale. Ainsi, peut-on dire que toute violence sociale est banale ou l'inverse ? Ou encore dans quel contexte la violence banale devient-elle sociale ?

A.6. À la chute d'Aristide 2, les groupes armés de Cité Soleil montaient juste tout près du Palais national. Les gens qui ont renversé Aristide ne contrôlaient pas le pays. Quelque temps après, la violence allait prendre d'autres formes. C'est le kidnapping. La violence devenait comme une violence sociale, c'est-à-dire la vie humaine ne vaut pas grand-chose. La violence devient aveugle. Une violence qui n'a pas de signification. N'importe qui peut être abattu. Après le séisme de 2010 la violence s'installe dans toute la ville de Port-au-Prince. (Témoignage recueillis le 16-11-2013, Haïti)

La dimension banalité de la vie dans le contexte de mutation des valeurs a désigné par des termes : la vie ne vaut plus grand-chose, la violence est banale, la déraison complète et la violence sociale ; en un mot, la vie humaine est insignifiante. Il importe peu de rapporter à nouveau le contenu de chacun de ces termes, étant donné que les témoignages de nos témoins les ont déjà révélés de manière précise, y compris les interrogations dont ceux-ci font l'objet dans l'ensemble du texte.

6.3.2 Ordre dans le désordre

Cette femme, témoin, du secteur des ONG, œuvrant dans le domaine des femmes et filles victimes de violence, a évoqué la crise de valeur pour parler de la violence à Martissant. Elle a capitalisé sur deux événements pour le désigner. D'une part, le cas de viol perpétré sur une famille, mère et fille. L'affaire, malgré qu'elle fût portée au tribunal, la population a tué deux des violeurs. D'autre part, l'autorité des chefs de gang est renforcée en raison de la pratique de l'USAID à les intégrer dans la gestion de certains projets. Ainsi, elle n'a pas hésité à inscrire ces pratiques comme une espèce d'ordre dans le désordre.

A.1. Ces zones sont déclarées des zones de non-droit [...] La population savait se venger des acteurs de violence. À Martissant, il y avait un cas de viol perpétré sur une famille mère et fille. Quand la population a identifié les acteurs de ces actes de violence, elle a tué au moins deux d'entre eux, pendant que l'affaire était pendante au tribunal. [...] Il y a une crise de valeur, donc le terrain est propice à la violence. Cette violence qui s'installait dans ces quartiers prend des formes organisationnelles au point qu'elles arrivent à établir une espèce d'ordre dans le désordre, car les chefs de gang ont une espèce d'autorité dans la communauté. Par exemple, USAID, dans des programmes d'insertion sociale, donne aux chefs de gang la gestion de certains paramètres de quelques projets. Cela confirme ou renforce leur autorité sur la population. [...] la violence est le résultat des faiblesses de nos institutions. C'est un peu le sens que l'on peut donner à la violence. (Témoignage recueilli le 29 -10-2013 en Haïti, à Port-au-Prince)

Les chefs de gang ont imposé leur ordre, selon ce témoin, par la distribution des fruits des kidnappings tant humain que matériel. Par exemple, ils n'hésitaient pas à concéder quelques sacs de riz à la population, quand ils dérobaient un container de celui-ci. C'est dans ce contexte que ce témoin a parlé de l'ordre des gangsters. Malgré l'achat du silence des gens, les chefs de gang n'ont pas réussi à éviter leur colère quand eux et leurs acolytes ont poussé un peu trop loin leur criminalité.

L'ordre dans le désordre se cristallise, selon ces deux témoins, dans la redistribution des butins de kidnapping principalement et dans la gestion des projets que les ONG ont concédé aux chefs de gang à Martissant.

A.2. [...] Je l'ai entendu comme ça. Je crois que le chef de gang sait qu'il ne peut pas aller au-delà de son quartier, car il ne va pas avoir un certain nombre de protection. En étant un chef de gang, il faut s'assurer de ses arrières, il faut s'assurer que tous les gens qui sont dans son environnement vous apprécient. S'il vole un container de riz, distribuer dix sacs de riz n'est rien. Moi, je crois qu'en distribuant ce riz à des gens de son voisinage, ces gens ne voient pas ce chef de la même manière que d'autres personnes dans la société. Les chefs de gang ont su s'imposer par cette manière-là, parce qu'ils savent que c'est uniquement là qu'ils peuvent avoir une certaine sécurité. Les chefs de gang ont su acheter le silence des gens où ils se sont implantés. Mais, je crois qu'il arrive souvent que les gens en ont marre de ce que font ses acolytes. (Témoignage recueilli le 05-11-2013, Haïti)

Il semble que pour ce témoin le système a intégré en lui le désordre pour mieux contrôler la population. En effet, de 2004 à 2012, le désordre qui s'est installé était loin d'être une création de la population des bidonvilles, il est plutôt une disposition des forces internes et externes pour empêcher à la masse de revendiquer sagement ses droits fondamentaux.

A.13. La violence, de 2004 à 2012, a illustré ce qui a le droit de faire usage de la force. Il y a une instrumentalisation du système politique, économique et social par des jeux de force : interne et externe. Ces forces jouent à différent palier pour des objectifs divers, mais pas nécessairement concordants. Nous allons empêcher le peuple haïtien d'utiliser la violence contre le système. 2004 à 2012, c'est la contestation de l'ordre, alors du désordre. On met du désordre en Haïti, parce que l'on veut un État de droit. Soit disant on veut respecter la démocratie, mais divers groupes se servent de la violence. Pourquoi ? Parce que c'est peut-être le peuple haïtien qui est une bombe qu'on est obligé de désamorcer ou un taureau [...] qu'on est obligé d'affaiblir [...] Samuel P. Huntington soutient que : « l'occident n'a pas conquis le monde par la force de sa

religion, de ses principes moraux, de sa philosophie, mais par sa capacité extraordinaire a organisé la violence ». (Témoignage recueilli le 18-10-2013, Haïti)

L'ordre dans le désordre, exprimé dans le contexte de cette violence, a passé par plusieurs canaux. Il a montré le manque de confiance de la population dans le système judiciaire, étant donné qu'elle avait donné son propre verdict pendant que l'affaire était pendante au tribunal. Cette dimension a mis également en évidence une pratique d'autorité reléguée aux gangs par des organismes d'aide. Ensuite, elle a fait de la redistribution des butins des kidnappings une manière pour les gangs de s'imposer à la population, donc d'instaurer leur ordre. Enfin, cette dimension nous a donné à comprendre que la violence extraordinairement organisée peut instaurer l'ordre. Tous ces éléments lui confèrent le statut de mutation des valeurs en ce qui nous concerne dans cette recherche. Si ces valeurs ont prédominé, quelle aurait pu être la configuration ou la structure de la société haïtienne de nos jours ?

6.4 Synthèses des conditions et des conséquences de la violence

Nous offrons ici un résumé des catégories et des dimensions du discours par lequel nos témoins font sens de l'action violente. Comme on l'a vu, les effets de cette violence se comprennent par les catégories ordre renversé, destructrice et mutation des valeurs.

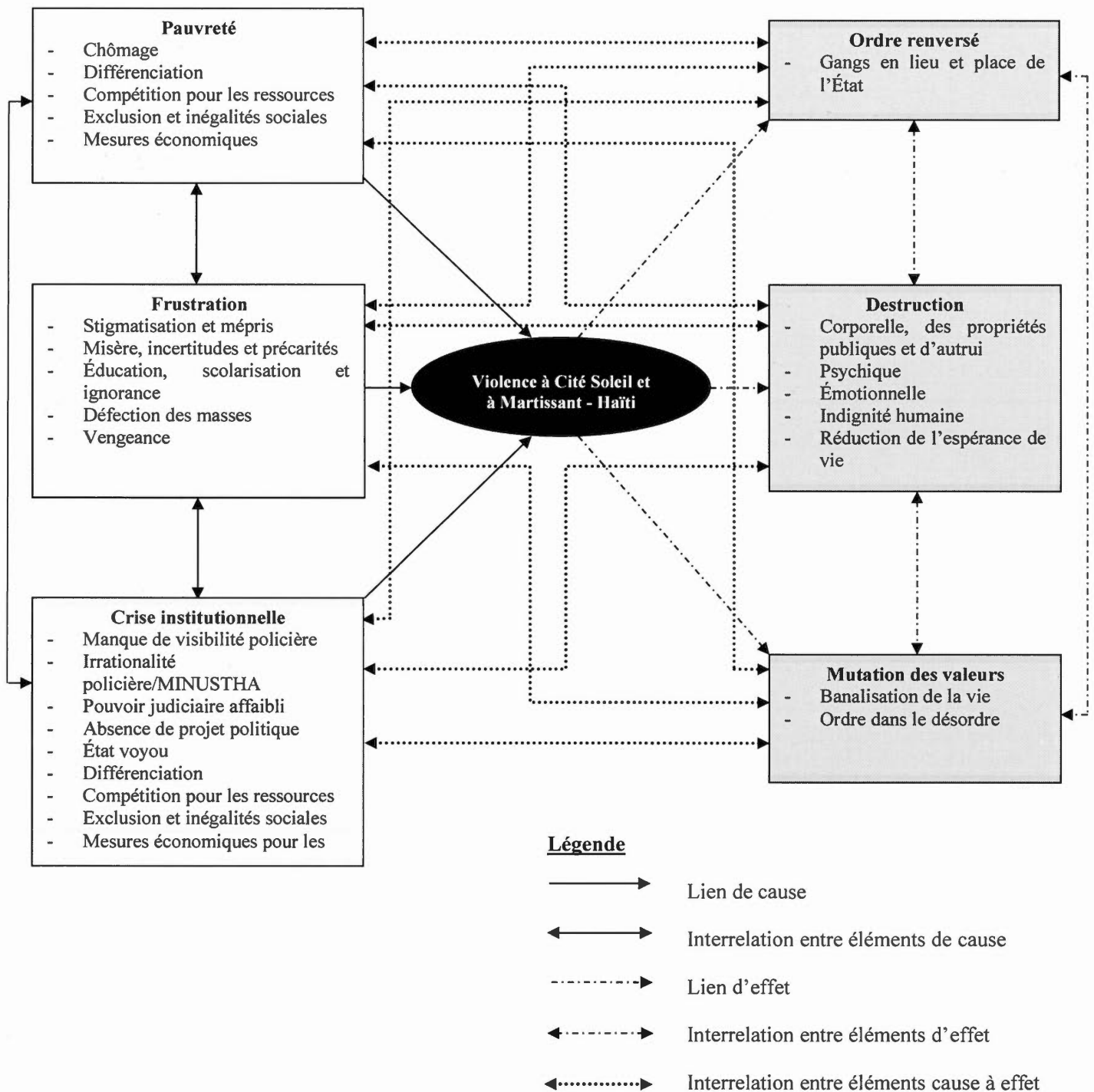
Premièrement, l'ordre renversé c'est la substitution de l'État par les gangs, c'est-à-dire les gangs font la loi, les territoires sont concédés aux gangsters par l'État, le contrôle exercé par les jeunes armés sur la population.

Deuxièmement, la violence destructrice s'exprime, d'abord, dans la destruction corporelle, des propriétés publiques et d'autrui, c'est-à-dire elle vise à détruire, que l'on soit ciblé ou pas dans son aspect corporel, bien public et privé. De plus, cette violence recourait à la violence sexuelle faite aux femmes et parfois aux hommes ainsi qu'à la maltraitance des femmes dans les foyers. Elle renvoie finalement à la destruction de l'État : dans sa manifestation elle visait les représentants de l'État, les immeubles et les biens meubles de l'État. La dimension psychique de cette violence est identifiée dans la terreur créée par le kidnapping, la violence généralisée, notamment viol des filles et des plus âgées. Encore, sa nature s'associait à réduire tout le monde au silence et à la dénaturation de la participation communautaire. L'autre élément auquel elle faisait appel était la psychologie. Cette dernière a possédé un double mouvement : compris la violence intrafamiliale entre parents et enfants, et la violence interdépendante entre bandits et policiers, d'une part. Elle incluait une violence structurelle, c'est-à-dire son objectif visait à occuper l'esprit des masses à l'effet de les empêcher de revendiquer le droit à l'existence, d'autre part. La dimension émotionnelle de cette violence renvoyait aux meurtres suivant les sautes d'humeur des bandits. La catégorie de violence destructrice renvoie à la dimension indignité humaine, qui désignait la domesticité et le trafic des enfants par les parents, soit aux fins de concubinage, soit à toutes autres personnes pour toutes les sortes de trafics. Enfin, elle renvoie à la dimension « augmentation de risque de mourir », qui est caractérisée par la terreur qu'à provoquer les crépitements constants d'armes automatiques et les assassinats.

Troisièmement, la mutation des valeurs exprime l'idée de la banalisation de la vie : la vie ne vaut plus rien, la banalité de la violence, la déraison complète et la violence est sociale. Et enfin, l'ordre dans le désordre qui a donné droit à la population de juger ses propres causes; l'ordre du désordre est alimenté par certains organismes d'aide; la violence extrême organisée peut instituer l'ordre en considérant le modèle

occidental selon un de nos témoins. Cet ensemble a constitué les conséquences de cette violence.

Figure 6.1 Conditions et conséquences sociales de la violence à Cité Soleil et à Martissant



CHAPITRE VII

LA VIOLENCE INSTRUMENTALE, UN ENSEMBLE DE MOYENS AU SERVICE DES FINS POLITIQUES, ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET INDIVIDUELLES

Alex Mucchielli (2013) soutient que « la recherche des motivations (traduction de motivational research) vise à comprendre ce qui détermine les choix des individus et des groupes, leurs préférences, leurs conduites. » (Ibid., 2013, p.153) En effet, comprendre la violence n'implique pas seulement la recherche des causes et ses effets, celle-ci semble aussi donnée à voir des logiques d'actions multiples, par exemple, selon la typologie de Weber, l'action traditionnelle, l'action rationnelle par rapport aux moyens, l'action rationnelle par rapport aux valeurs et l'action affectuelle (émotionnelle) (Weber, cité dans Dubet, 1994, p.105), ainsi que cela s'exprime dans les témoignages de nos témoins. C'est dans ce cadre logique et dans celui développé aux deux chapitres précédents que nous allons analyser les motivations proprement dites, et plus spécifiquement l'instrumentalisation de la violence dans les témoignages et les documents.

En effet, des acteurs, venant de divers secteurs, ont instrumentalisé la population vulnérable des bidonvilles de Cité Soleil et de Martissant pour satisfaire leurs propres fins. Les gangs des bidonvilles ont utilisé les moyens économiques et politiques dont ils disposent pour aussi satisfaire leurs besoins. Cela vaut tant pour la

population des bidonvilles que pour les couches aisées et intermédiaires. Dès lors, cette violence s'est apparentée à des formes de rationalités instrumentales dans ses diverses manifestations. Ceci se donne à voir aux dimensions et aux composantes suivantes:

- Outil politique et/ou économique;
- Moyen de survie pour la population;
- Outil d'enrichissement;
- Règlement des différends;
- Tension politique par le politique;
- Reconnaissance individuelle et /ou de groupe.

Analysons-les à présent.

7.1 Outil politique et/ou économique

Nous donnons la parole aux acteurs pour déterminer ce qu'ils entendent par outil politique et/ou économique comme dimension de la violence instrumentale. Ce témoin, femme, n'a pas passé pas par quatre chemins pour affirmer que la violence est au service de la politique. En effet, elle a accusé le président Aristide de procurer des armes aux bandes armées, surnommées chimères à cette époque. Elle a avancé toutefois que l'argent dont disposaient les chimères pour acheter des armes provenait à la fois de la politique et des narcotrafiquants.

A.9. La violence est au service de la politique, c'est Aristide qui a créé les bandes armées, celles-ci étaient appelées « chimères ». L'argent pour acheter des armes vient de la politique et des narcotrafiquants. Pour des motifs politiques, Aristide a donné de l'argent aux bandits. [...] Je peux

comprendre que cette violence est rationnelle, mais elle n'a amené nulle part [...] (Témoignage recueilli le 17-10-2013 en Haïti)

Cette autre intervenante sociale, chef de programme d'un autre organisme à Cité Soleil et à Martissant, soupçonnait et désignait également le président Aristide d'être l'utilisateur des civils armés, entre autres, des jeunes enfants de quinze, seize, dix-sept ans à des fins politiques. Elle relatait le mécontentement de certains secteurs de la vie nationale, depuis que le président René Préval avait négocié avec les chefs de gang, au Palais national. Les termes utilisés par ces deux témoins sont certes différents, mais ils ont bien expliqué que cette violence a été un instrument politique. Il convient de signaler que jusque-là, c'est le président Aristide qu'elles ont directement mis en cause, toutefois, elles ont souligné l'inconfort d'une frange de la société civile de l'initiative du président Préval à rencontrer les chefs de gang.

A.1. Sous la présidence d'Aristide on avait vu que des enfants de quinze, seize, dix-sept ans possédaient des armes. Des victimes ont témoigné que c'étaient de très jeunes enfants qui faisaient de la violence. Ce sont des gens qui se battaient pour accéder au pouvoir politique et ceux qui y sont déjà utilisant des civils armés contre la population. [...] Sous le régime du président Préval, les négociations avec des chefs de gang au Palais national, offusquaient certains secteurs. [...] Un pays de sauve qui peut, un pays où tout le monde veut accumuler rapidement des richesses. (Témoignage recueilli le 29 -10-2013, Haïti)

Cet écrivain, habitant les flancs d'un des bidonvilles de la capitale, affirme avoir entendu que le « pouvoir lavalasse » avait armé et entraîné les gangs. Les grandes familles et d'autres groupes politiques avaient les mêmes pratiques. Les riches familles utilisaient le service des chefs de gang pour leur propre sécurité et pour leurs business (entreprises) dans la périphérie de Cité Soleil. Cette situation lui donnait l'occasion de qualifier l'État de corrompu et de non-droit. Les témoins précédents se contentaient de montrer l'instrument politique dont on a fait de cette violence, tandis que ce témoin a mis en évidence à la fois son caractère d'instrument politique et

celui d'instrument économique. Il en a profité pour la lier à la corruption (Voir chapitre 5.1).

A.10. Les gangs ont été armés et entraînés par le « pouvoir lavalasse », tout comme ils ont été armés par des groupes politiques et par des grandes familles. J'ai eu le témoignage des gangs qui ont été armés par des grandes familles. Ces dernières ont leurs usines un peu à la périphérie des quartiers de Cité Soleil, elles utilisent les chefs de gang pour leur propre sécurité et celle de leur usine. Cela veut dire que l'on est dans un État totalement de non-droit, État corrompu. En effet, je crois qu'une grande partie de l'avoir d'Haïti passe dans les circuits de la corruption. De 2004 à 2012, cette violence est principalement causée par l'implication des politiques, de grandes familles et par la corruption. Je pourrais dire la violence normale est très faible par rapport à celle qui est décrite au préalable [...] Le sens que je donne à la violence est une affaire de survie. (Témoignage recueilli le 24 -10-2013, Haïti)

Le témoin suivant a vécu à Cité Soleil et y est propriétaire d'école. Avant de se prononcer sur cette dimension, il nous proposait une mise en contexte, qui a remonté aux différentes sources d'armement dans la Cité. Il soulignait, d'une part, que les jeunes héritent leurs armes de leurs parents, c'est-à-dire les anciens membres de la milice des Duvalier les ont légués à leurs enfants, et d'autre part, par les secteurs politiques, économiques et mafieux. Il expliquait que le recrutement de ces jeunes armés, pour perpétrer des kidnappings et assassinats, par les secteurs ci-devant nommés, se faisait de la manière suivante : distribuer des stupéfiants, coucher avec une « grimèle » (mulâtresse) et rémunérer en argent après avoir commis l'acte criminel. Ces pratiques constituaient le modèle de recrutement des jeunes gangsters. Il nous a, en outre, informés de l'expérience des déportés d'outre-mer tant haïtiens qu'étrangers dans la pratique de kidnapping. Contrairement aux autres témoins, il remontait à une période plus éloignée pour faire sens à cette violence politique.

A.4. À l'origine, les armes à Cité Soleil venaient des parents « makout », le corps des volontaires de la sécurité nationale (VSN) sur François

Duvalier. Ce corps étant démantelé, les parents ont laissé leurs armes à leurs enfants. La deuxième source d'arme provenait des acteurs politiques, des commerçants de la place et des dealers de drogue. Au départ de Duvalier, on n'avait pas encore de violence aigue. Les firmes à caractère violent qu'on passait à la télévision étaient une source. Les déportés des USA, du Canada et des pays de la Caraïbe, qui ne sont pas nécessairement des haïtiens, ont constitué une source de violence. Les déportés avaient un savoir-faire dans le domaine de la criminalité, ils ont donc organisé la violence dans la Cité. Chaque zone cherchait à diriger l'autre. 2000 à 2002, les partisans d'Aristide eurent des zones qui étaient dirigées par un chef de gang répondant au nom Labanyè. Les partisans de la convergence démocratique, opposants du président Aristide, contrôlaient d'autres zones, dont le chef de gang est : Dread Wilmen. Certains bourgeois faisaient partie de la convergence. À l'assassinat de Dread Wilmen, Aristide avait le contrôle de tous les chefs de gang de la Cité. On est là en 2003, 2004. Ces gens sont des victimes du système politique. Ces gens sont utilisés par le secteur politique, le secteur économique et le secteur mafieux. Mais le contact avec un gangster de la Cité part de trois drogues : 1) on vous donne à fumer des stupéfiants, 2) on vous fait coucher une femme de couleur, 3) après avoir commis l'acte criminel pour lequel vous avez été recruté, on vous donne un peu d'argent. Les gens qui s'étaient opposés à Aristide ne se versaient pas dans la pratique du kidnapping, d'ailleurs celle-ci n'était pas encore de mise. On a commencé avec le kidnapping après le départ d'Aristide. On prétendait qu'Aristide était kidnappé par les américains. Alors, les nationaux qui ont contribué à ce kidnapping sont à leur tour kidnappés. (Témoignage recueilli le 6-11-2013, Haïti)

Cet intervenant, observateur et militant des droits humains, nous parle de l'usage instrumental de cette violence suivant une séquence temporelle. Selon lui, l'année 2004, était marquée par la violence politique ; de 2006 à 2008 on a eu une violence économique et la période de 2010 à 2012 a été une violence de survie. Mais, il a pris le soin de souligner que ces formes de violence s'enchevêtraient au fil des périodes. Ce témoin a eu au moins deux particularités dans son discours au-delà des liens qu'il a su tenir avec les autres témoins dans les leurs: présentation de cette dimension par période, connexion des formes de violence entre-elles. Toutefois, il les a aussi

écartées en évitant d'identifier les secteurs qui en usaient, y compris le caractère économique du kidnapping.

A.5. En 2004, la violence fut une violence politique. Après, celle-ci se manifestait toujours sur cet angle. Mais, de 2006 à 2008, on a eu d'autres formes de violence, à savoir le kidnapping économique. Plus tard, de 2010 à 2012, la violence a été une violence de survie, donc une violence sociale. Cependant, à chaque étape, l'une ne disparaissait pas l'autre pour autant. (Témoignage recueilli le 23-10-2013, Haïti)

Il introduisait cette dimension en disant que la violence était à la fois politique et économique. Économique, parce qu'on prétendait que les kidnappeurs possédaient de grosses maisons. Mais, quand il était question de donner un sens à cette violence, il martelait que celle-ci répondait à servir des intérêts de petits groupes politiques et économiques. Car, plus il existe de la violence, plus on se foute de ces causes ; plus les acteurs en profitent. Il semble ainsi que la violence garantissait le *statut quo*. Elle est donc un instrument politique et économique à travers lesquels on a maintenu cette masse des bidonvilles dans cet état de misère.

A.18. Elle est politique mais elle peut être aussi économique, puisque l'on rapporte que les kidnappeurs ont construit de grosses maisons. On parle aussi des gens qui ont pris de la drogue. On devait fouiller cette situation davantage. Où ont-ils trouvé des armes ? Les autorités de l'État n'ont jamais donné un bilan des armes qui ont été ramassé des militaires démobilisé et des volontaires de la sécurité nationale (VSN), sous le régime du dictateur François Duvalier. Il y a beaucoup d'armes en circulation. Au moment où l'on cherchait à renverser le pouvoir Aristide, les militaires avaient des armes, que sont-elles devenues ? Il y a des groupes d'intérêt qui les utilisent pour défendre leur intérêt. Entre 2011 et 2012 il y a eu un calme. [...] Je l'ai dit déjà, la violence sert à semer des troubles, pour servir l'intérêt d'un petit groupe, soit politique, soit économique. Parce que plus il y a la violence, plus il est difficile d'agir sur les problèmes, plus certains groupes d'intérêt en profitent. (Témoignage recueilli le 14-11-2013, Haïti)

Par le truchement de la violence, d'après ce témoin, la jeunesse était instrumentalisée par le secteur politique et économique. Sans omettre l'usage personnel dont les jeunes ont fait de celle-ci. Ce témoin l'a placée dans un double contexte, celui du rançonnement des marchands et des passagers à bord, et celui de la commande faite par les acteurs politiques et économiques. Ce dernier cas lui a paru fort dangereux. Si les précédents témoins ont considéré les deux aspects de cette dimension, cependant, il importe de souligner que ce témoin a fait remarquer que la violence n'est pas seulement un instrument pour les acteurs politiques et économiques, mais aussi un instrument de survie pour les jeunes.

A.3. Les jeunes sont utilisés par le secteur politique et économique pour faire de la violence. En même temps, les jeunes ont fait celle-ci pour satisfaire leur propre fin. Cela veut dire les jeunes sont à la fois commandés par les commanditaires et auto commandés. De toute façon, à la base de toute violence, il y a un catalyseur. [...] La violence prend toutes les formes : banditisme séculier, soit le rançonnement des marchands et des passagers à bord. Cependant, ces formes ne sont pas dangereuses, celle qui est plus dangereuse c'est celle qui est commandée par un commanditaire. On l'a rencontrée surtout en période électorale. C'est une bataille de popularité. (Témoignage recueilli le 18-10-2013, Haïti)

La logique de la violence commandée est maintenue dans ce discours. En effet, ce témoin dévoilait que les acteurs politiques savaient commander des assassinats, rien que pour semer des troubles. Il est important de noter que celui qui a parlé dans ce cas-ci était un commandité dans la zone de Martissant.

A.19. [...] les politiciens ont un rapport instrumental avec les chefs. Ils leur ont donné leur commande, c'est-à-dire semer des troubles en tuant et en brisant. (Témoignage recueilli le 09-11-2013, Haïti)

Avant 2005, selon ce témoin, on assistait à un mouvement sociopolitique déformé en kidnapping. Les gens des catégories sociales aisées furent la cible des kidnappeurs. Il insinuait que les jeunes furent payés par des groupes d'intérêt politique et économique pour faire ce métier. Malgré que ces quartiers fussent déclarés de non-droit, des véhicules tout terrain de toutes sortes les fréquentaient, même ceux de certains diplomates accrédités en Haïti. Plus tard, il s'interrogeait sur l'implication présumée de la famille Brandt (voir chapitre 3, section 3.1.3) dans le kidnapping. Il n'y croyait pas. C'est pourquoi il n'a pas écarté la possibilité pour que d'autres grandes familles soient impliquées. Il est amené à conclure que la violence servait à défendre l'intérêt de petits groupes, et le peuple s'était fait utiliser à cette fin. Ce témoin a le mérite de placer ces propos dans un contexte plus élaboré. Les deux axes, constituant cette dimension, ont été exploités à merveille pour mettre en évidence l'implication du secteur des affaires dans cette violence. Le secteur politique a déjà été identifié par certains de nos témoins, on a même nommé des noms de certains acteurs politiques, pourtant s'agissant du secteur des affaires aucun n'a été mis en avant. Ce témoin souligne pourtant l'implication directe du secteur économique dans le kidnapping.

A.17. [...] Mais vers 2005, le mouvement prenait une autre forme : kidnapping. On employait des gens pour kidnapper d'autres gens des quartiers aisés. Les jeunes armés étaient payés par des tiers pour garder les kidnappés. Ils en profitaient aussi pour faire leur propre kidnapping. Parfois, il était difficile de comprendre le mouvement, étant donné qu'il y avait trop de groupes à y être impliqué. Beaucoup de gens avaient des intérêts à la fois politiques et économiques. Ces zones, qui avaient été de non-droit, étaient quand même fréquentées par toutes sortes de véhicules tout terrain, diplomatique, etc. On utilisait les jeunes pour faire toutes sortes de violences. On faisait la paix et on semait la terreur quand on voulait. J'avais l'habitude de leur parler quand j'étais membre de la Commission Nationale de Désarmement et de Réinsertion. Il y avait beaucoup de groupes d'intérêt qui fomentaient cette violence. Qui aurait pu croire aujourd'hui qu'on allait arrêter un membre de la famille Brandt comme kidnappeur ? Cela veut dire qu'on pourrait avoir d'autres grands

« protantas » (notables) qui fabriquaient la violence. Si on n'avait pas préféré tuer les chefs de gang, au lieu de les arrêter, ceux-ci auraient dénoncé ceux qui leur fournissaient des armes. Malheureusement ce n'est pas le cas. Cité Soleil ne sera jamais développée, parce qu'on la laisse pour faire les business d'insécurité et de la misère. [...] C'est un accident que le nom de Brandt ait cité dans le kidnapping, mais les gens de la Cité, appréhendés dans le kidnapping, sont régulièrement présentés à la télévision dans l'émission : « allo la police ». Ce sont des gens qu'on utilise. Je veux parler de Cité Soleil, de Martissant et de Bélair [...] Aussi longtemps que l'État ne prend pas sa responsabilité, on aura toujours de la violence. Il faut savoir la provenance de ces armes. Les types d'armes qu'utilisaient ces gens, on peut se demander d'où viennent-ils ? [...] La violence ne peut résoudre les problèmes. Le peuple n'est jamais récompensé après des actes de violence. Celle-ci est utilisée pour défendre les intérêts de certains groupes. Le peuple est utilisé par ces derniers. Mais cette violence retourne contre le peuple, puisqu'il n'a rien reçu en retour. (Témoignage recueilli le 16-10-2013, Haïti)

La dimension de la violence comme outil politique et/ou économique est caractérisée par l'utilisation des jeunes des quartiers de Cité Soleil et de Martissant par les acteurs politiques et les opérateurs économiques. Cette utilisation prenait des formes diverses : soit ils sont engagés pour créer la peur, soit qu'ils sont recrutés pour garantir la sécurité du business dans la périphérie de la Cité et assurer la sécurité des commerçants ou entrepreneurs. Leurs engagements s'étendaient aussi à kidnapper des gens des familles fortunées pour soutirer de l'argent au profit des secteurs considérés ici. Ces propos nous ont révélé l'implication de certaines composantes nationales dans cette violence et le lien que cette dimension entretient avec la crise institutionnelle, la mutation des valeurs ainsi que la violence destructrice (voir chapitres 5 et 6).

7.1.1.1 Élités dirigeantes : se maintenir au pouvoir

Pour se maintenir à la direction des affaires de l'État en Haïti, aucun moyen ne semble épargné, c'est du moins ce que nous laisse entendre les propos de ce témoin. Ce dernier nous a amené à comprendre que les pouvoirs politiques semblaient toujours user de certains mécanismes de violence pour maintenir le contrôle des affaires de l'État. Il nous proposait, d'autre part, de comprendre notre période d'étude au travers d'une temporalité récente. En effet, il comparait la période du deuxième mandat du président Aristide à celle des Duvalier pour avoir utilisé la violence comme moyen pour garder le pouvoir politique. Les Duvalier, mis à part, des forces militaires et des forces de police, avaient une milice répressive pour intimider leur opposant. Aristide avait imité ce modèle, en utilisant les bandes armées des bidonvilles (chimères) pour créer la peur dans les villes. Ces groupes, malheureusement, s'associaient parfois à la force de police pour réduire au silence certains mouvements revendicatifs au vu et au su de tous et de toutes.

A.11. Ce n'est pas la même violence dans le temps historique, la violence 2004 et 2005 est assez spécifique, dans les milieux urbains défavorisés ou encore dans les milieux urbains riche et pauvre. Il n'y pas une violence en Haïti, il y a des formes de violences qui sont souvent déterminés par les milieux sociaux eux-mêmes. De quelle violence souhaitez-vous qu'on parle ? Moi, je peux parler de la violence des années 2003, il faudrait mettre ça depuis 2003, quelque chose qui commence avec le phénomène lavalasse, en particulier avec la deuxième présidence d'Aristide. C'est l'utilisation de la violence comme arme politique. Un peu mais de manière dégradée et plus informelle, comme François Duvalier avait utilisé le corps des VSN comme un instrument de violence politique, sauf que le phénomène de ce qu'on appelait chimère est lié au phénomène du banditisme que l'on appelle « zenglando » de l'époque. [...] Aristide va le faire de manière rationnelle ! Mais, dans l'informelle. En 2003, c'est intéressant de voir la police qui faisait son travail naturellement, même si déjà la police s'était impliquée dans des choix politiques du gouvernement [...] accompagnant la police, des bandes armées travaillaient de pair avec la

police. Le comble, c'était le fameux jour d'incident odieux à la faculté des sciences humaines où on a vu la conjonction des forces de la police et des bandits utilisés par le pouvoir politique. Ça a été quelque chose terrible et ça a duré. Après la chute d'Aristide ça dure encore et ça c'était quelque chose de particulier, il en reste peut être encore aujourd'hui quelques éléments. [...] quand on pense par exemple avec l'« opération Bagdad » qui commence peu de temps avant la chute d'Aristide et qui va durer avec la complicité des forces étrangères qui ne voulaient pas régler la chose par l'exercice de la force. Ça a été quelque chose incroyable. Quand on rencontre des bandits qui se savaient des bandits et des membres du gouvernement qui faisaient appel à eux. Cela a été quelque chose de terrible. Je crois que nous nous en sommes sortis, ce à quoi nous faisons face aujourd'hui, c'est la violence du banditisme en milieu urbain, [...] (Témoignage recueilli le 15-10-2013, Haïti)

Également, ce témoin illustre cette dimension par la comparaison des pratiques des Duvalier à celles d'Aristide pour sauvegarder le pouvoir politique. Il a mis à profit les « tontons Makouts » de l'ex-dictateur François Duvalier pour comparer les gangs armés entraînés par le pouvoir Lavalasse aux fins de garder le pouvoir. En effet, ces gens sont dans l'impossibilité d'acheter à manger, pourtant ils ont trouvé les moyens pour acheter des armes de toutes sortes de calibre. Cela, poursuivait-il, avait beaucoup à voir avec la corruption et avec les politiques. Ce qui semble contraire à son prédécesseur, étant donné qu'il a intégré aussi la corruption comme élément explicatif à la facilité d'acquérir des armes dans le contexte de cette violence. Nous rappelons que la catégorie crise institutionnelle (chap. VI), incluant la corruption, était déjà un élément pour expliquer celle-ci. Sa présence ici ne fait que montrer le lien qu'elle a avec la catégorie de violence instrumentale. Ainsi on serait tenté de se demander, comment ce rapport nous éclaire-t-il sur le sens de cette violence ?

A.10. Premièrement les services de sécurité, tout comme la police, ne sont pas bien organisés, car ils sont gangrenés par la corruption. Je pourrais dire c'est une violence normale dans toutes les capitales. Mais il y a autre chose qui vient se greffer à cette violence, ce sont les politiques. Les politiques utilisent cette violence parce qu'on sait comment ces

gangs ont été armés par le pouvoir lavalasse, on pourrait dire qui a reproduit d'une autre manière le « tonton makoutisme » de François Duvalier. Ces gangs ont été armés et entraînés par le pouvoir Lavalasse, on comprend très bien quelqu'un qui ne peut trouver de l'argent pour acheter à manger puisse trouver de l'argent pour acheter des armes : M16, un bazooka. Moi qui travaille, classe moyenne plus ou moins aisée, ne peut acheter un simple pistolet 38, c'est trop cher pour moi [...] Un simple projectile ça coûte très cher [...] Je crois que cette violence en Haïti de 2004 à 2012 est principalement causée par la corruption, par la politique, par l'implication des grandes familles ce qui fait que c'est un véritable casse-tête [...] La violence normale est la violence causée par le chômage, mais il y a une autre violence qui est organisée par les politiques [...] (Témoignage recueilli le 24-10-2013, Haïti)

« Garder le pouvoir » c'était le mot phare que *Le Nouvelliste* lâchait pour caractériser le projet du président Aristide. En effet, l'ancien président ne faisait l'économie d'aucun de ces moyens pour y arriver. Ainsi, il semble que tout a été dit pour établir que la violence est un instrument pour rester au pouvoir. Il paraît important de considérer le « pacte avec la drogue » et la « corruption ». Il est évident que ces termes ne se détachent pas, puisqu'ils se situent dans le même contexte : corruption et politique ; pacte avec la drogue et politique.

Le Nouvelliste. Jean-Bertrand Aristide n'avait qu'un projet, celui de garder le pouvoir. Pour ce faire, il n'a pas lésiné sur les moyens. Il a visiblement conclu un pacte avec le diable dont le nom est la drogue ainsi qu'avec son corollaire la violence. (*Le Nouvelliste*, 30 décembre 2004 au 2 janvier 2004-2005)

Plus tard, ce même quotidien, dans un autre contexte, montrait comment Aristide s'attachait à ce moyen. En effet, le président de transition, monsieur Boniface Alexandre, dans son discours du premier janvier 2005, appela le président Aristide à renoncer à la violence en invitant ses partisans à cesser de revendiquer son retour par la violence. De son exil en Afrique du Sud, Aristide adressa en retour un message au peuple haïtien, dans lequel il lui souhaitait bonne année et traitait les nouveaux

dirigeants de « colons enchaînés mentalement », qui n'avaient autre souci que de faire revivre le peuple la violence de l'esclavage. En poursuivant, il a prétendu qu'Haïti aurait une bonne année, à condition de relâcher les prisonniers et d'abandonner les poursuites contre ceux qui étaient en fuites. Notons que beaucoup de ses sympathisants furent arrêtés à sa chute. Enfin, il a déclaré que le pays était un « cigare de l'esclavage allumé aux deux bouts ». Ce qui semble justifier davantage cette composante.

Le Nouvelliste. Le discours du premier janvier 2005 a été prononcé dans un contexte où, depuis le trente septembre 2004, le pays est plongé dans la violence aveugle. Des individus armés se réclamant de l'ancien président Aristide ont revendiqué certains des actes de violence enregistrés au pays depuis. Me Boniface Alexandre demande au président déchu de se démarquer de ces hommes si réellement ils ne travaillent pas à sa solde. [...] De son côté, de l'Afrique du Sud où il est en exil depuis le vingt-neuf février 2004, l'ancien président Aristide a adressé un message au « peuple Haïtien » où il lui souhaite une bonne année 2005 et fustige ce qu'il appelle « les nouveaux colons enchaînés mentalement » qui veulent à son avis faire revivre au peuple haïtien la géhenne de l'esclavage.

« Pour que Haïti ait une bonne année, il faut que les Haïtiens emprisonnés ou en cavale, aient la possibilité de regagner leur demeure ». Dans ce message en créole lu sur les ondes d'une station de radio de la capitale, l'ancien président Aristide qualifie le pays de « cigare de l'esclavage allumé aux deux bouts » et nourrir encore l'espoir de retourner en Haïti. (*Le Nouvelliste*, lundi 3 et mardi 4 janvier 2005)

Ce responsable d'agence de presse en ligne n'avait pas non plus d'opinion contraire. Toutefois il préférerait dire que les témoignages pointaient Aristide dans la distribution de beaucoup d'armes avant sa chute du pouvoir, sans épargner les enfants. Ces armes étaient utilisées pendant et après le pouvoir de l'ancien président Jean-Bertrand Aristide. Ce témoin a mis l'accent sur la violence des armes aux fins de se maintenir au pouvoir sans l'associer à d'autres éléments comme avaient fait nos deux

précédents témoins. Il n'a pas certes utilisé les mêmes termes, mais ceux-ci joignent les précédents en fixant l'outil de sauvegarde du pouvoir qu'est cette violence.

A.18. Je ne peux pas décrire la violence en Haïti, les organismes des droits de l'homme peuvent le faire, mais en tant que journaliste, nous avons reçu des témoignages que le gouvernement Aristide avait distribué beaucoup d'armes avant que le pouvoir ait déchu. Beaucoup d'enfants avaient des armes. Et ces armes sont utilisées dans les opérations du kidnapping. Les dirigeants politiques avaient dit, on avait kidnappé Aristide, on va leur montrer ce que l'on appelle kidnapping. Celui-ci leur a permis de faire beaucoup d'argent. On a kidnappé des gens, on les a amené à Cité Soleil et ailleurs. Parfois, comme journaliste, nous avons reçu des témoignages que les kidnappings étaient des règlements de compte ordinaires, ainsi que politiques. C'était ainsi que se présentait la situation dans cette période. (Témoignage recueilli le 14-11-2013, Haïti)

Les liens se succèdent entre les témoins. Ce jeune adulte de Martissant a déclaré, sans passer par quatre chemins, que les gangs sont à la solde des acteurs politiques. C'est pourquoi tout projet bidon des gangs est financé facilement, alors que les projets de développement des autres secteurs de la population, soumis aux gouvernements, sont restés inconsiderés. C'est ainsi qu'il a justifié le rapport du secteur politique avec la violence.

A.20. [...] Les acteurs politiques utilisaient les bandits pour faire de la violence. Quand un groupe de bandits montaient un projet de développement bidon, il est financé facilement par le pouvoir politique. [...] le rapport des bandits avec la population est souvent un rapport violent. Ils rançonnaient les marchands sous prétexte qu'ils en ont besoin pour acheter des armes. (Témoignage recueilli le 13-10-2013, Haïti)

Ce professionnel de résolution de conflit dans nos deux sites à l'étude, notamment à Martissant, nous a avoué que la violence était l'arme de terreur utilisée par le pouvoir politique. Les mandants, au lieu d'organiser l'État aux fins de servir la population, préféraient l'instrumenter pour faire de la violence : contre les plus vulnérables,

contre tous ceux et celles qui oseraient interroger leurs comportements et leurs décisions à la tête de l'État. Pourtant, ces vulnérables, contre qui les dirigeants politiques se sont retournées par des pratiques répressives policières, ont contribué à leur accession au pouvoir. Ainsi, il n'a pas manqué d'établir le lien que cette dimension a avec la violence destructrice et la crise institutionnelle, eu égard aux dimensions destruction psychique et absence de projet politique respectivement (voir chapitres 5 et 6).

A.13. La violence pour eux est un moyen pour satisfaire des fins. Ceux qui ont l'habitude de mettre des armes entre nos mains, quand ils ont pris le pouvoir, ils n'ont rien fait pour changer nos conditions de vie. Ils n'ont pas mis nos enfants à l'école, on s'est fait utiliser. Ils se sont donc servis de nous, mais ils ne nous ont pas intégrés. Les hommes armés ne veulent plus de confrontation avec la police, mais nous lui ferons peur, étant donné que nous savons les policiers qui nous demandent de commettre des actes violents pour eux. Plusieurs d'entre nous peuvent donner ce témoignage. Les autres vous diront que nous ne pouvons respecter la police, car certains policiers viennent voler chez nous, les policiers nous arrêtent indûment, d'ailleurs ils ne peuvent nous nuire trop. [...] Quand on ne voit pas comment peut-on rester au pouvoir, on entretient la violence pour faire peur, donc on maintient les gens dans la pauvreté. Les gens qui sont placés pour organiser l'État, à cause de leur incapacité à l'organiser et leur manque de volonté, instrumentent la population pour faire de la violence. Cela leur garantit le statut quo ou leur propre ordre. (Témoignage recueilli le 18-10- 2013, Haïti)

Cette composante de la dimension outil politique et/ou économique a mis en évidence la manière violente dont procédaient des mandants pour se perpétuer au pouvoir. Les méthodes à caractère démocratique semblent être mises à l'écart, puisque c'est la violence des bandes armées qui a été mise en avant. Devant l'impossibilité, de nos jours, d'utiliser à visière levée les services d'une milice pour se maintenir au pouvoir, comme ce fut le cas dans le contexte des Duvalier, les dirigeants ont recouru aux bandes armées. Ces dernières sont payées et entraînées, selon nos témoins et documents, pour exercer de la violence sur la population

vulnérable, sur certains secteurs organisés et sur certaines couches aisées en désaccord avec le pouvoir pour se perpétuer. Il arrive que, par le biais de ces témoignages, nous constatons les liens que cette composante a avec la dimension de l'outil politique et/ou économique, ainsi qu'avec les catégories crise institutionnelle et destructrice dans certaines de leurs dimensions. Sans omettre les catégories pauvreté et frustration par l'intermédiaire de leur dimension chômage et misère. Cependant, nous devons admettre que ces dernières dimensions ne sont qu'implicites aux propos et aux documents. C'est bien de cette façon que les propos ont mis en relief la composante « élites dirigeantes : moyen pour garder le pouvoir », comme élément de la violence instrumentale.

7.1.1.2 Acteurs politiques : moyen pour gagner les élections

Il semble que la violence est à la fois un moyen pour garder le pouvoir et un moyen pour y accéder. En effet, cette arme fut utilisée par des secteurs pour renverser le gouvernement de Jacques Édouard Alexis, à cause, en partie, qu'il était le candidat pressenti à la succession du président Préval. Ainsi, les secteurs internes et externes ont tout manœuvré pour barrer la route à cette candidature. Par ailleurs, le candidat Martelly était certes populaire, mais il n'avait pas l'étoffe nécessaire pour gagner les élections de 2011. Il fallait utiliser la violence pour rendre son élection possible. C'est probablement dans ce contexte que ces deux acteurs politiques ont été mis en avant dans cette dimension.

A.17. [...] Les émeutes de la faim de 2008, ce mouvement était purement politique. En comparant 2008 à aujourd'hui, qu'est-ce qui a changé ? Rien, le peuple ne sort pas dans la rue. Le peuple était utilisé par certains secteurs qui ne voulaient pas le premier ministre Alexis. Idem, on a utilisé le peuple pour mettre le candidat Martelly au pouvoir. (Témoignage recueilli le 16-10-2013, Haïti)

La population des bidonvilles de Cité Soleil et de Martissant sont contrôlée par des bandes armées. Les acteurs politiques se confondaient avec ces bandes pour les contrôler en période électorale. Cet exercice est monnaie courante dans nos sites à l'approche des élections. C'est pourquoi on pense que la violence concourrait à la prise du pouvoir. Ainsi, nous avons montré comment avant et pendant les élections les acteurs politiques mobilisaient la violence comme arme pour conquérir le pouvoir.

A.9. Les bandes armées contrôlent la population des bidonvilles [...] Je ne crois pas que la violence peut changer les conditions de vie, mais certaines personnes de la communauté le croient. Même si elles se sont rendu compte qu'elles s'étaient trompées après. [...] la violence existe parce qu'il y a une volonté politique [...] Les gens qui veulent avoir le pouvoir s'appuient sur les bandes armées [...] la période des élections, les acteurs politiques ont armé les bandes armées pour contrôler la population et avoir le pouvoir politique [...] (Témoignage recueilli le 17-10-2013, Haïti)

Ce témoin, femme, dans son discours, ne semble pas faire le lien direct entre les jeunes bandits de Cité Soleil et les acteurs politiques en période électorale. Toutefois, elle a qualifié de politique cette violence, puis elle tentait de faire sa connexion avec les partisans des leaders politiques ciblés, particulièrement. Nous avons déjà montré l'usage que les acteurs politiques ont fait de ces jeunes. Quand leurs partisans sont directement ciblés, c'est probablement dans un souci de les affaiblir en période électorale, entre autres, leurs capacités mobilisatrices. C'est pourquoi nous avons placé ce discours dans cette rubrique. Par ailleurs, elle a montré par la même occasion comment les autres secteurs s'en servaient.

A.2. [...] Euh, surtout, c'était une violence politique parce qu'on ciblait les gens qui avaient certains liens avec les leaders politiques. Je ne peux pas parler pour les quartiers de Martissant, mais pour les quartiers de Cité Soleil où j'ai rencontré des jeunes, oui. C'était une violence

politique, mais on profitait, je dis, on profitait parce qu'il y avait des jeunes de la zone qui faisaient leur propre violence également pour régler leur différend. C'était des jeunes qui étaient utilisés par des gens d'autres quartiers, parce que souvent lorsqu'on faisait des kidnappings, on les emmenait à Cité Soleil. Il ne faut pas que ce fût uniquement des gens de Cité Soleil qui les faisaient, car celles des autres quartiers y prenaient part. Les gens des quartiers des plus huppés, je voulais dire, qui utilisaient ces jeunes pour séquestrer des personnes et rançonnaient leurs parents. Moi, c'est ça que je peux dire au niveau de Cité Soleil. (Témoignage recueilli le 05-11-2013, Haïti)

Cette composante donne à comprendre que cette violence a servi à amener les acteurs politiques au pouvoir en Haïti. En effet, les discours de certains de nos témoins ont exposé comment le premier ministre Jacques Édouard Alexis avait perdu son siège, parce qu'il était pressenti comme successeur du président dont il était le chef de gouvernement. Ils ont aussi dépeint les stratégies de violence qui ont mis le président Joseph Michel Martelly au pouvoir. Ils ont montré en outre comment les acteurs politiques se confondaient aux gangs en période électorale surtout pour gagner les élections. Enfin, les discours décrivaient comment les partisans des acteurs politiques s'entretenaient dans et hors des bidonvilles. En somme, cette violence est bien un moyen que les acteurs politiques ont utilisé pour les amener au pouvoir.

7.1.1.3 Narcotrafiquants : moyens politique et économique

Cet ancien responsable de la réinsertion des jeunes armées a mis la violence dans le contexte de Martissant et de Cité Soleil en lien avec les grands opérateurs de tous les secteurs. Il considérait que la violence est utilisée principalement par les grands opérateurs économiques, politiques et mafieux. Car plus le pays est déstructuré, plus les institutions sont affaiblies, plus la violence sert les intérêts de quelques groupes. Enfin, il nous apprenait que cette déstructuration est l'organisation de plus d'un. Il

est vrai que la manière dont il abordait cette dimension n'a pas permis de faire une démarcation nette de trois secteurs précités, mais il nous a permis de voir le rôle du secteur visé par cette composante dimensionnelle. Toutefois, notre connaissance du terrain nous permet de comprendre qu'il n'est pas trop aisé de dissocier catégoriquement les secteurs tellement il semble y avoir une relation d'interdépendance entre eux.

A.14. [...] Absolument, c'est le sort de l'humanité, par exemple, si je prends cette tomate, je vais la manger c'est une violence que j'exerce sur elle. Toute chose passe par un processus violent. La violence, oui, est un outil pour satisfaire des fins. Elle règle tout en définitive ; il faut passer par cela, en général. Sa manifestation à Cité Soleil et à Martissant ? Elle est l'outil principal par lequel les groupes armés ont défendu leur intérêt. La violence est le régulateur final. [...] la violence, c'est un instrument utilisé principalement par de grands opérateurs politiques et également par des opérateurs économiques et des trafiquants, parce que plus le pays est déstructuré, plus les institutions sont faibles, plus la violence sert des intérêts de groupe. Cette déstructuration du pays, c'est l'organisation de quelques-uns. (Témoignage recueilli le 14-10-2013, Haïti)

Ce journaliste de la presse parlée et écrite confrontait la même difficulté. Il a affirmé en effet que les armes à feu sont liées à la drogue. Entre la Jamaïque et Haïti, il y avait un échange d'armes contre la drogue. En même temps, il s'est interrogé sur l'origine des armes des gangs de Cité Soleil après la chute d'Aristide. Il semble mélanger ces secteurs en raison de l'inclusion réciproque dont ils ont fait montre. Toutefois, il identifiait clairement que les narcotrafiquants ont usé de cet outil comme moyen politique et économique.

A.6. 2004-2012, cette période, la violence était à la hausse. Avant, il y en avait, mais pas si effrayante. Il y avait nombre de groupes armés à Cité Soleil. Leurs armes à feu sont liées à la drogue. Il y avait un échange de drogue contre les armes en Haïti et la Jamaïque. Avant la chute d'Aristide, Cité Soleil avait des « caïds » (chefs de bande), plusieurs chefs de bande. Ces derniers avaient des armes, reste à savoir qui les a

fourni ces armes. Est-ce la drogue seulement, est-ce la politique ou autres groupes ? Il ne faut pas oublier qu'il y a un port à Cité Soleil. Les groupes économiques qui ont leurs business dans la Cité y débarquaient leurs marchandises. En même temps, les armes s'accroissaient à Cité Soleil. (Témoignage recueilli le 16-11-2013, Haïti)

Le témoignage de cet ancien officier des forces armées d'Haïti nous paraît plus précis sur l'implication des secteurs économiques et politiques dans cette violence. En effet, selon ce témoin les commerçants n'ont aucun intérêt à mettre un terme à celle-ci, car cela aurait eu un impact négatif sur leur gain. Il a accusé les fonctionnaires de l'État, particulièrement les douaniers, d'être de mèche avec certains entrepreneurs du secteur import-export et des gens du secteur narcotraquant. Il n'a pas non plus manqué de cibler la MINUSTAH, puisqu'il a dit n'avoir compris l'accroissement des pistes d'atterrissage d'avion transportant de la drogue, alors que celle-ci contrôle tout le pays. Il semble, dans son témoignage, qu'aucun acteur ne lui a échappé.

A.16. [...] Mais évidemment, la désorganisation qui a été faite est ouverte et a créé des chemins. Prenons, par exemple, le bonhomme qui est un industriel, s'il est face à un État institutionnalisé, il va devoir traiter ses employés selon les prescrits de la législation sociale, c'est-à-dire les payer ses journées de travail, ses vacances, les congés maternités, tout au plus toutes les prestations légales. Ainsi, ce bonhomme va avoir une masse salariale beaucoup plus importante, qui réduiraient ses bénéfices. En facilitant l'avènement au pouvoir des gens désordonnés, l'industriel ou le riche se crée une couverture pour pouvoir gagner plus d'argent, en ce sens qu'il sera moins responsable socialement et économiquement vis-à-vis de ses employés. Sur le plan économique, il gagne. [...] comment comprendre des gens miséreux des bidonvilles puissent maintenir un siège pendant trois, quatre, cinq mois et avoir des armes et avoir des minutions. Supposons qu'ils les avaient eu pendant dix ans, ils seraient en cours de minutions. C'est parce qu'ils sont régulièrement alimentés aux travers des importations. C'est parce qu'il y a un dérèglement au niveau des douanes. [...] Qui est-ce qui a la capacité d'importer. Qu'est-ce qui a l'habitude d'importation ? Ceux qui sont dans le secteur économique. Alors, si la violence est maîtrisée, il va y

avoir beaucoup de trous dans les gains économiques. Si la violence est maîtrisée, il va y avoir beaucoup de trous dans la vente des armes. Si la structure sociale est placée dans les canons classiques, il va y avoir un très grand déficit chez les dealers de drogue. En dépit de tout, c'est à partir de l'arrivée de la MINUSTAH qu'on a retrouvé en Haïti le plus grand nombre de pistes d'atterrissage d'avion de celle-ci en Haïti. Or, la MINUSTAH est une troupe qui occupe la totalité du pays. [...] Vous avez vu au départ d'Aristide des groupes armés qui, quotidiennement, affrontaient l'État pendant des temps. Où ces gens-là ont-ils trouvé des armes ? Il y a donc une conjonction des milieux mafieux, ceux de la bourgeoisie pour des intérêts qui vont utiliser ces gens-là. Il y a une conjonction exogène à la société de basse, à la nation qui crée cette situation et qui profite de la situation elle-même. [...] si je crois bien comprendre vous avez dit que la violence est instrumentale, destructrice et peut être une piste de réflexion. Oui. (Témoignage recueilli le 18-10-2013, Haïti)

Les narcotrafiquants ont utilisé cette violence comme moyen pour atteindre leur objectif politique et économique. La drogue en échange des armes entre Haïti et la Jamaïque sous le régime d'Aristide insinuait que le politique n'était pas sans lien avec le secteur mafieux. Après la chute d'Aristide, la douane et le secteur import-export n'étaient pas non plus sans lien avec les gangs et le secteur mafieux. Enfin, la MINUSTAH soupçonnée pour son implication avec le secteur de la drogue, par notre dernier témoin ici, car, disait-il, avec la présence de ses troupes, on a plus de pistes d'atterrissages des avions transportant de la drogue. D'où viennent les liens endogènes et exogènes dans cette violence pour des intérêts économiques et politiques dans cette dimension. Cette dernière a donné lieu à constater l'ampleur de la crise institutionnelle, ainsi que celle de la capacité destructrice de cette violence, révélée dans les chapitres des causes et des effets. Sans compter les liens que cette dimension entretient avec les autres dimensions dans la catégorie instrumentale de cette violence.

7.1.1.4 Secteur des affaires : moyens politique et économique

Cette spécialiste du social, lorsqu'elle était appelée à répondre au possible lien que cette violence a avec la frustration, se questionnait sur son fondement. Ce faisant, elle s'exprimait sur le phénomène de kidnapping qu'on se plaisait à mettre sur le dos exclusif de certains jeunes de nos sites d'étude. Elle éprouvait de la difficulté à conclure que les kidnappings, rapportant de 50 000 à 200 000 \$ US, pouvaient être l'œuvre exclusive des bandits de Cité Soleil et de Martissant. Elle admettait toutefois qu'il y avait lieu de parler de frustration, car cette population en avait assez. Par contre, elle évoquait les traces des billets d'argent du kidnapping qu'on avait localisés, ne permettaient pas d'accepter, voire d'admettre, que la violence du kidnapping était sans équivoque un état de frustration. Elle portait plutôt davantage sa réflexion sur une fraction du secteur privé des affaires et des hauts fonctionnaires publics. Elle invitait ensuite à fixer nos regards sur l'utilisation qu'on faisait de ces pauvres gens pour perpétrer ces forfaits, car la grande majorité de l'argent du kidnapping n'allait pas à Cité Soleil, ni à Martissant. Ce témoignage semble illustrer comment ce secteur s'en est servi politiquement et économiquement de cette violence.

A.2. [...] Moi, je serais plutôt timide à le dire, parce que quand même c'est vrai qu'on est mécontent et fâché, mais quand, par exemple, un rap valait 50 000 dollars américains ou 100 000 dollars américains, ceux-ci ne vont pas dans ces quartiers. Et, on a eu, par exemple, on se rappelle, les cas des personnes bien placés dans cette société, ayant été victime de kidnapping, avaient pris des dispositions pour identifier des billets d'argent donnés en rançon. Effectivement, on a retrouvé ceux-ci entre les mains des gens encore bien placés dans cette société. On dirait que c'est la frustration des gens, moi, je dirais peut-être, parce que les cinquante et le quatre-vingt mille, 100 000, 200 000 dollars pour les kidnappings ne vont pas dans ces quartiers-là. Cet argent est retourné dans, [...] est mis dans d'autres poches. C'est pourquoi j'ai la difficulté à dire, c'est la manifestation des frustrations. C'est sûr que ça leur dérange, c'est sûr qu'on en a marre de vivre dans la misère, il y en a qui ont profité de cette

situation pour motiver certains secteurs de cette population à faire de la violence. Mais je comprends aussi, comme je travaille avec des jeunes, il y en a qui disait : « vous savez madame on en a marre, ça nous donne envie de nous mettre en colère », mais ils disent toujours que ça nous donne envie de nous mettre en colère. Je crois qu'il ne faut pas oublier cette utilisation de la vulnérabilité des gens pour des actes de violence. Je dirais, oui, il y a des frustrations qui pousseraient les gens vers des actes de violence, mais je ne dirais pas fondamentalement que c'est la frustration qui les a poussés vers la violence. Moi, je crois plutôt, il y a eu une utilisation de la violence par des gens biens placés de cette société. [...] Des gens bien placés qui peuvent se trouver dans l'administration publique, qui peuvent se trouver au niveau des entreprises privées également, parce que, justement, quand on a retracé les kidnappeurs à partir des billets d'argent donnés en rançon, ce n'était pas ces pauvres gens. (Témoignage recueilli le 05-11-2013, Haïti)

De l'avis de ce témoin, cette violence s'inscrivait dans une permanence et répondait à certains objectifs. En effet, la violence qui visait les institutions étatiques était probablement pensée quelque part. De l'autre côté, il cherchait à avoir les explications sur la protection dont bénéficient les entrepôts dans la périphérie de Cité Soleil, alors que les institutions de l'État sont littéralement détruites. Selon lui, on n'a pas besoin d'être spécialiste pour comprendre, tout en reconnaissant qu'on ne saurait demander à un entrepreneur de ne pas mettre les moyens à sa disposition pour protéger ses investissements. Sans clairement impliquer aucun secteur dans cette violence, mais ces analyses auraient mis le projecteur sur celui des affaires pour des raisons économiques et politiques. Le style adopté par le précédent témoin et ce dernier a beaucoup de points de ressemblance. Ils évitaient en effet d'impliquer directement ce secteur, sans toutefois les soustraire dans cette pratique violente. D'ailleurs, nous avons vu, (voir section 7.1. 1. 3), comment ce secteur se mélangeait aux autres. Ainsi, nous pensons que la lecture de son témoignage dira davantage sur cet instrument politique et économique du secteur des affaires.

A.12. Quand vous dites pour satisfaire des fins. Moi, je ne crois pas c'est un outil pour satisfaire des fins, mais pour satisfaire des objectifs. Parce que fin en soi, c'est une finalité, donc une fois trouvé ce qu'on avait besoin on aurait mis fin à la violence. Mais la violence s'inscrit dans une permanence, il y a des moments où elle s'accroissait davantage que d'autres. Pour moi, je pense que c'est une arme et qu'on utilise à chaque fois qu'on en a besoin. La violence est née avec l'homme. Elle n'est pas une fin en soi, mais c'est un moyen pour atteindre des objectifs. La finalité pour moi, c'est la dernière limite. [...] La criminalité c'en est un. C'est de même pour des groupes qui se révoltent. On a l'impression que les acteurs politiques ne cherchent pas à traiter un problème sans la manifestation de la violence. Ils n'ont pas demandé de faire de la violence, mais, dans leur subconscient, ils ne traiteraient pas un problème sans que ces victimes ne se mettent pas à faire de la violence. Pourtant, les acteurs étatiques ne cherchent pas à traiter un problème à la suite de la violence. Mais, parfois, ils donnent des réponses palliatives après la violence. [...] Quand la violence vise le pouvoir c'est dire qu'il y a un endroit où elle est pensée. Il y a des cerveaux qui planifiaient la violence. [...] qu'est-ce qui fait que les entrepôts ne sont pas cassés, alors que les institutions policières sont brûlées ? Ça confirme un peu la thèse précédente. On n'a pas besoin d'être grand analyste politique, social ou économique pour comprendre la question. En ce sens que l'institution qui représente l'État est détruite et les business ne le sont pas. Seulement quelques rares fois, ils sont touchés. Est-ce que ce sont les entrepreneurs qui sont très intelligents ? En ce sens qu'ils ont investi dans l'assistanat ou dans le social. Cela sauterait aux yeux de tout le monde. Ou bien, y a-t-il un rapport caché entre les entrepreneurs et les bandits ? De toute façon, on ne peut empêcher à quelqu'un qui a son business dans une zone de ne pas se donner des moyens pour le protéger. Maintenant, c'est quel effet ça a sur la société. Ceci nous amène à dire que la violence est liée à des groupes d'intérêt en conflit. En Haïti, il y a des gens, pour résoudre certains problèmes, qui utilisent ce moyen, surtout qu'il est plus sûr. (Témoignage recueilli le 29-11-2013, Haïti)

En voulant comprendre si la violence à laquelle les jeunes de Cité Soleil et de Martissant s'adonnaient était une quête de reconnaissance, nous avons questionné cet ancien officier des forces armées d'Haïti. Selon lui, ce n'est pas les cas, parce que ces jeunes géraient le quotidien, sans toutefois nier qu'ils pouvaient être à la recherche d'une mobilité sociale ascendante. Ainsi, il s'est livré dans une profonde

analyse dont l'essentiel peut être le suivant : le kidnapping est une structure complexe, et donc ces gangs n'ont pas l'intelligence suffisante pour négocier avec les professionnels de la police sans se faire attraper, d'une part, et d'autre part, ils sont visés parce que ce sont eux qui faisaient le job. Il a affirmé en fin de compte que ce sont des individus du secteur public et du secteur des affaires qui se vengeaient des transactions économiques mal négociées. En parlant ainsi, ce témoin a exposé l'usage fait de ces gens des bidonvilles, pendant que les profits réels allaient vers les secteurs politiques et économiques. Ces considérations rejoindraient les discours des deux premiers témoins, mais plus précisément la spécialiste du social. Cependant, on se demande si avec de telles considérations, on n'est pas en train d'ignorer la compétence des acteurs à être les seuls maîtres de leurs actes.

A.16. [...] Eux ! Non, se tailler une place au soleil avec le quotidien, ils finiront par mourir. Il y a certainement la recherche d'une ascension économique. Mais c'est le problème du quotidien qu'ils sont en train de régler. Ce sont des gens qui n'ont jamais eu un passeport. Ce ne sont pas des gens qui n'ont jamais pensé vivre et profiter de cette situation. D'abord, ils sont dans un enfermement territorial, ils sont emprisonnés dans leur espace, car ils ne sont roi que dans leur espace. Ils deviennent prisonniers de cet espace. Ils ne peuvent pas quitter cet espace parce que, premièrement, ils ne sont qu'en sécurité à l'intérieur de celui-ci. Deuxièmement, ils sont prisonniers de leur situation. On n'a jamais dit qu'un chef de gang a disparu à l'intérieur de Cité Soleil et de Martissant. C'est là qu'ils prennent naissance, c'est là qu'ils meurent aussi. [...] Ce sont des gens qui obéissent, par exemple, quand on a procédé à l'arrestation de monsieur Brandt, on a découvert que le kidnapping n'était pas l'affaire des gens de Cité Soleil. D'abord, la technique du kidnapping, la cible qui va être kidnappée, ça fait un réseau hautement intellectuel. Il y a eu un kidnapping d'un petit voleur, parce que pour avoir tant fait pour les autres, il a fait un coup pour lui. Le kidnapping n'est pas simple, ça demande des moyens de communication, ça demande un réseau pour cacher la victime, un réseau ensuite pour négocier. Vous ne pensez pas qu'un type de Cité Soleil vraiment a la capacité, face à la structure de la police, de négocier avec quelqu'un qui est dans le métier et qui connaît son métier. Ce sont des gens qui sont utilisés pour les basses œuvres, parce qu'à l'intérieur de celles-ci, ce sont

eux qui se sont exposés. Mais, dès que le kidnapping est organisé, ce ne sont pas eux qui négocient. Ils font un job. C'est sur François Duvalier, il y avait des crimes personnels qui ont été commis et passés sur le compte de Duvalier. C'est la même chose, c'est (sic) eux qui sont visés. Ce sont des crimes d'État. Ce sont des hommes politiques, des hommes de la classe économique parfois pour se venger des transactions économiques, ils ont kidnappé un des leurs pour soutirer de l'argent. Sur le plan politique, il y a eu une utilisation de la haine sociale d'une classe contre une autre. Quand on voit que quelqu'un a été kidnappé, rançonné, violé, tué, et déposé sur des piles de fatras, ce n'est pas une décision prise par le tueur lui-même. C'est une dictée de quelqu'un d'autre. [...] la rébellion habite la jeunesse, on ne voit pas une personne de quarante ans devenir communiste. C'est normal que ce soient les jeunes qui font de la violence. Naturellement on se sert de la misère de ces jeunes, de la non scolarisation des gens [...] (Témoignage recueilli le 18-10-2013, Haïti)

La tentative de connaître l'origine de l'argent des bandits nous amenait à épingle le secteur des affaires dans l'utilisation de la violence comme moyen politique et économique. Pour ce témoin, le secteur politique est le milieu naturel où l'on identifiait l'origine des armes offertes aux gangs. Cette fois, l'affaire Brandt, qualifiée de grand coup, a permis d'identifier le secteur des affaires. Ses considérations allaient jusqu'à présager que l'évitement du kidnapping dans les rangs des commerçants dans la périphérie des bidonvilles ressemblait à un « deal », un accord. C'est ainsi que ce discours a révélé l'implication du secteur commercial dans l'usage de la violence comme moyen pour satisfaire des fins politiques et économiques.

A.18. [...] Il y a des groupes qui sont intéressés à procurer des armes aux bandits à des fins propres. Il arrive souvent que la Police nationale parlait des mains politiques derrière cette situation de violence. On savait même accuser des gouvernements qui sont derrière ces actes de violence, par exemple, le régime Lavalasse. On ne visait pas le secteur des affaires. Toutefois, l'arrestation d'un des Brandt nous a permis de comprendre l'implication du secteur des affaires. C'est un grand coup. Ces commerçants, ayant leur « business » dans la périphérie, qui n'ont pas

été victime, avaient des « deal » avec ces gens. C'est ce qu'on pouvait observer. (Témoignage recueilli le 14-11-2013, Haïti)

Cette composante dimensionnelle a expliqué comment le secteur des affaires a utilisé l'arme de la violence pour défendre ses intérêts économiques et politiques. Évidemment, son implication dans les kidnappings, pour le moins le cas de Brandt, a prouvé comment la violence était un moyen de soustraire l'argent d'autrui. Elle nous a également permis de voir l'enchevêtrement des gens du secteur politique avec ceux des affaires. De même, elle a permis de constater que la catégorie frustration entretenait un lien étroit avec la catégorie de violence instrumentale. En ce sens que les jeunes des bidonvilles, en opérant pour le compte de quelques-uns du secteur des affaires, ont profité d'exprimer leur haine par le viol et l'assassinat, ainsi que par l'exposition des assassinés des couches aisées sur des tonnes d'imondices.

7.1.1.5 Communauté Internationale : intérêts économiques

Il y avait deux grands mouvements auxquels nous étions intéressés et pour lesquels des questions ont été posées à nos témoins : 2006 et 2008. Les avis se partageaient suivant les acteurs. Le mouvement de 2006, selon ce témoin, était une manipulation de la population des bidonvilles par la MINUSTAH. Il prétextait que Préval n'avait pas gagné les élections, mais la communauté internationale l'a élu. Il admettait que celui de 2008 fut l'œuvre de cette population et que c'était même une demande de justice sociale. Toutefois, il fustigeait les gouvernements pour s'être associés à cette communauté internationale contre l'intérêt du peuple. L'idée d'instrument au service des intérêts économiques n'échappait pas à ce discours, puisqu'en politique c'est l'intérêt qui prévaut, donc cette communauté internationale ne faisait que défendre ses intérêts même au détriment des principes et des règles de droit.

A.18. [...] le mouvement de 2006 a eu un groupe d'intérêt derrière lui. Préval n'avait pas eu cinquante-et-un voix. C'est la communauté internationale qui a donné les résultats des élections. Celle-ci et le conseil électoral n'avaient pas ce droit. Je ne sais pas, il y avait une main cachée. [...] 2008 il y avait une famine que les gens ne pouvaient supporter. C'est vrai qu'il y avait des gens qui les manipulaient, mais, eux-mêmes se soulevaient contre cette misère. Les gens les appelaient « grangou cloroks » (une sorte de faim qui coupait les tripes). C'était une demande de justice sociale. Longtemps, cette demande de justice sociale était présente. Les gouvernements n'ont pas travaillé pour résoudre ce problème. Ils ont préféré de s'associer à la mafia internationale, dite « communauté internationale », pour défendre son intérêt et les leurs au lieu de défendre les intérêts de la population. Cette communauté ne veut pas avoir un État organisé en Haïti pour faire face à ses problèmes et traiter d'égal à égal avec n'importe quel pays. En Haïti nous avons les ressources humaines. Ceci nous amène à des cycles de violence. On devait avoir un État qui fait de la prévention pour avoir un pays normal. (Témoignage recueilli le 14-11-2013, Haïti)

Il nous semble que cette communauté internationale se faisait toujours prendre par les acteurs d'Haïti. Son implication aux grands mouvements socio-politiques, entre autres, les mouvements, qui suivent des élections présidentielles, sont autant d'événements justifiant cette position. C'est pourquoi ce témoin relatait que les élections de 2006, celles de 2011 et les mouvements violents qui s'ensuivaient, n'avaient d'autre objectif que de miner la légitimité des chefs d'État. Il désignait des manipulateurs qui s'étaient servis de cela pour protéger leurs intérêts économiques. Nulle part, dans ces propos, la communauté internationale n'est mentionnée. Cependant, quand on le sait, chaque fois qu'un problème surgissait au cours des élections, car c'est toujours l'internationale qui tranchait, soit sous couvert de l'OEA, soit sous couvert des techniciens de la MINUSTAH. Certes, il y a des manipulateurs internes, mais rien n'en sortirait sans s'associer à ceux de la MINUSTAH.

A.5. [...] Il y a une chose que nous n'avons pas questionnée. C'est toujours une manifestation violente qui donnait les résultats. En 2011, l'élection de Martelly était pareille. Ce n'est pas le résultat des urnes qui

déterminait les élus. Les chefs de l'État souffrent toujours de légitimité. Ainsi, ils ne peuvent gouverner dans la sérénité au profit de la population. Les manipulateurs en profitaient pour consolider leurs intérêts économiques. Et Préval, et Martelly n'avaient connaissance de la violence qui entourait leurs élections. C'était l'œuvre des groupes d'intérêt. (Témoignage recueilli le 23-10-2013, Haïti)

Ici, nous ajoutons une source documentaire qui continue à faire sens à cette violence dans cette composante de la dimension « outil politique et/ou économique », comme nous l'avons fait aux chapitres précédents. Ginette Chérubin, conseillère du conseil électoral de 2010 à 2011, dans son livre : *Le ventre pourri de la bête*, a expliqué l'ingérence flagrante de la communauté internationale dans les élections de cette époque. Celles-ci se sont déroulées sur fond de tension entre les acteurs nationaux et internationaux, comme toujours. Les rivalités entre les candidats et les fraudes et /ou les irrégularités au déroulement de ce scrutin, ainsi que leur traitement ont mis dos à dos le conseil électoral, plus spécialement, le président et le directeur général du CEP, Gaillot Dorsinvil et Pierre-Louis Opont, et la communauté internationale, représentée par l'Ambassadeur Édmond Mulet, représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en Haïti. Ce dernier s'opposait au verdict éventuel des urnes, selon la tendance annoncée après réunion avec certains membres du conseil électoral provisoire. Les échanges musclés, selon l'auteure, ont eu lieu entre les parties, au point que ces représentants étaient tous méconnaissables, voire furieux. Voici comment elle présente l'échange qui a eu lieu le sept décembre 2010.

« Mulet : - Je suis désolé pour ce que je vais vous dire. Je ne vais pas parler en mon nom personnel. Mais, au nom de l'ensemble de la communauté internationale. Pause. – Comme vous le savez, nous sommes très préoccupés par les résultats des élections... Pause. – Nous voulons vous dire que nous n'accepterons pas que M. Jude Célestin soit présent au deuxième tour du scrutin, voire qu'il soit gagnant au premier tour ! Opont : - Mais, monsieur Mulet, nous n'avons même pas fini de recevoir les procès-verbaux des différentes régions ! Mulet : - Oui. Mais tout le monde connaît les résultats. Et vous allez en porter la

responsabilité ! Gaillot Dorsinvil : - Non. Non. Je n'accepte pas que vous nous menaciez, Monsieur l'Ambassadeur ! Leonel Raphaël et Laurette Croyance abondent dans le même sens. Opont : - M. Mulet, étant donné que ni le directeur général du CEP ni les Conseillers ne réalisent pas la tabulation des votes, pourquoi ne demandez-vous pas aux deux techniciens étrangers qui accompagnent le CEP, Alain Gauthier et Roly Davila, d'exécuter vos ordres ? Mulet : - C'est (sic) n'est pas à moi de le faire. Mais au CEP. C'est la responsabilité du CEP. Opont : - Pas la peine d'insister pour ce qui n'est pas possible. Le Directeur général n'agira pas au niveau du CTV. Une seule et unique solution vous reste, si vous tenez, à tout prix, à changer les résultats à votre convenance. Tous de regarder Pierre-Louis Opont. Mulet : - Quelle est cette solution ? Opont : - Priez Dieu ! Réponse de Mulet qui se met debout ; - La conversation a dépassé les bornes... (Chérubin. 2013, p. 257- 260)

Selon la même source, il semble que quelque temps après, le président Préval était lui-aussi victime des pressions internationales, au point qu'on l'a menacé de l'exiler si les résultats ne reflétaient pas la volonté de la communauté internationale (Chérubin. 2013, p. 261). L'histoire est connue. Jude Célestin, candidat du parti du président Préval, était purement et simplement écarté du deuxième tour.

Après avoir considéré deux discours récurrents et les événements évoqués par madame Chérubin, impliquant la communauté internationale dans cette violence aux travers des élections, vient le moment de les indexer à d'autres formes de violence au profit de son intérêt économique. Pour cet habitant de Cité Soleil, la MINUSTAH participait à la violence, c'est-à-dire elle favorisait la possession d'armes aux groupes de bandit par négligence ou volontairement. Sa conclusion, c'est qu'elle n'a pas intérêt à ce que ça finisse. Comme nous avons dit tantôt, les relations entre les États ne sont que d'intérêt. Donc, ces accusations semblent confirmer cette dimension.

A.4. [...] La MINUSTAH a contribué à la violence. Les gens de la MINUSTAH qui ont leur base à Cité Soleil favorisait la possession

d'armes illégales dans la Cité. Par exemple, ils ne sont pas venus avec leur femme, donc ils ont utilisé les services des femmes et des enfants. Ces gens ont profité de récupérer les armes que la MINUSTAH a laissé à leur portée, soit par négligence, soit volontairement. Je crois donc que MINUSTAH n'a pas intérêt à finir avec la violence. (Témoignage recueilli le 6-11-2013, Haïti)

Le prochain discours semble renforcer ce point de vue. En effet, ce témoin indiquait que la MINUSTAH ne réagissait pas aux actes violents, excepté si un étranger et/ou le gouvernement aurait été menacé ou victime. C'est pourquoi, selon lui, la population l'avait qualifiée de « touristah ».

A.5. [...] La MINUSTAH n'a pas réagi aux actes violents. Elle attendait toujours l'intervention de la Police nationale. La MINUSTAH a l'habitude d'intervenir immédiatement au cas où un étranger aurait été victime ou menacé de violence, mais pour un national, elle n'a pas fait de souci. Certaines fois, elle accompagnait la police dans quelques interventions. Elle n'est pas là pour protéger la population, elle est là pour le gouvernement, pour les bâtiments logeant le gouvernement et pour les étrangers. La population n'a pas vu de bon œil l'apport de la MINUSTAH, car celle-ci, pour manifester leur mécontentement envers elle, répétait souvent MINUSTAH « touristah », ce qui veut dire que ses agents sont des touristes. Malgré que la population se méfie de la police, elle l'accepte beaucoup mieux que la MINUSTAH. (Témoignage recueilli le 23-10-2013, Haïti)

Lahens semble justifier les précédents propos, puisqu'elle a avoué que la réaction de la MINUSTAH se faisait sentir quand la violence des gangs faisait des victimes dans leurs rangs. Dans certaines circonstances, elle allait d'autre part jusqu'à dire que celle-ci prenait parti pour les gangs contre la Police nationale. Toutefois, elle s'est imaginée que ces troupes agissaient par naïveté plutôt que par cynisme.

Yanick Lahens. Quant à la MINUSTAH, elle s'est livrée aux interprétations les plus diverses de son mandat allant de la non-assistance à la Police nationale sous-équipée dans les moments d'affrontement avec

les gangs jusqu'à la protection de ces mêmes gangs contre la Police en passant par des interventions fermes seulement quand la violence des gangs fait des victimes parmi ses troupes. Mais malgré tout, ne faut-il pas se demander si les pays présents au sein de la MINUSTAH, en particulier le Brésil et le Chili, ne sont pas eux aussi victimes de leur naïveté et ne servent pas somme toute que de faire-valoir à des desseins moins avouables et à des intérêts plus cyniques ? (Lahens, mardi 24 mai 2005)

Ces derniers mots de ce quotidien ont mis davantage en évidence cette dimension. Il était impensable que les États-Unis d'Amérique perpétuassent l'embargo sur les transactions d'armes à feu contre Haïti, au point que le premier ministre eut à dire qu'il recourait à la contrebande pour alimenter « l'institution militaire » en armes. En effet, – cet État a toujours classé Haïti parmi ses arrières-cours –, alors pourquoi a-t-il intérêt à priver ce gouvernement, qu'il a lui-même placé, de cet atout pour combattre les gangs ? Probablement, il a agi en fonction de son intérêt économique. Par ailleurs, la déclaration publique du premier ministre sur l'usage qu'il a fait de la contrebande est scandaleuse, étant donné que celle-ci est une infraction eu égard à la loi pénale haïtienne. Qu'il fût dépassé par la situation, il ne devait pas le dire. Car, ce faisant, il insinuait que la corruption est une composante avec laquelle l'État haïtien s'accoutume. Sans compter le lien que cela a donné lieu à s'établir avec la catégorie « crise institutionnelle » que nous avons repéré dans cette violence.

Le Nouvelliste. Le gouvernement de transition se plaint toujours de l'embargo du gouvernement fédéral des États-Unis sur Haïti. Le premier ministre Gérard Latortue a avoué qu'il « a souvent recouru à la contrebande pour doter l'institution militaire de certains matériels de travail. » (*Le Nouvelliste*, mardi 12 avril 2005)

La composante dimensionnelle « communauté internationale: intérêts économiques » renvoie à l'inaction des troupes de la MINUSTAH, à la complicité de celle-ci avec les bandits, à la nomination des chefs d'État haïtiens plutôt de favoriser les élections

libres et crédibles. Elle renvoie aussi à instrumentaliser des masses à la violence afin d'asseoir ses propres intérêts économiques. Elle consiste, enfin, à empêcher l'État haïtien à se donner les moyens pour prendre son propre destin en main. Bien sûr, la catégorie instrumentale ne s'arrête pas à cette seule dimension et ses composantes, c'est pourquoi nous poursuivons nos regards sur les autres dimensions successivement.

7.2 Moyen de survie pour la population

L'écrivain, interviewé, nous invitait à considérer la violence comme un instinct de survie. Il y a une désocialisation totale dans ce pays. Ce qui lui a porté à dire qu'il existe un seul moyen de survie, c'est la prédation. Il a aussi rapporté les paroles du personnage « Little Joe » de son roman, *Le bicentenaire* : « mon glock » c'est mon diplôme, pour avoir de l'argent, pour avoir des relations sexuelles, pour s'imposer sur tout...». Pour lui, l'individu devient un symbole de la violence. Pour ça, il refusait de croire que les méthodes coercitives peuvent remédier à la situation. Car, disait-il, trop tard. Il a aussi pris le soin de placer ces dires dans un contexte qui a révélé tout. Prenons en lecture.

A.11. [...] Certainement cette violence est un outil pour satisfaire des fins, parce qu'on parle de la violence criminelle [...] D'ailleurs je parle dans mon essai : Haïti repenser la citoyenneté, qu'il faut considérer la violence comme un instinct de survie. Dans la tête même de l'individu une désocialisation totale. Quelqu'un qui se dit je n'arriverai à rien ni en terme de possession, ni en terme de condition de vie, ni en terme de satisfaction morale, ni en terme de projet de réussite individuel, sinon par la violence. Donc, la violence devient dès lors pour un ensemble d'individus le seul moyen que, eux, ils voient pour parvenir aux fins qu'ils se sont données. La gauche a beau dire en partie que la violence est un effet des conditions sociales des gens. Ça ne veut pas dire que tous les gens qui vivent dans de mauvaises conditions tournent vers la violence [...] j'arrive à dire « peyi sa kale bèt » où l'individu devient une

sorte de monstre, cela veut dire qu'il existe un seul moyen de survivre c'est la prédation. Ça l'individu n'est pas né avec ça dans sa tête c'est donc un produit du social, certainement. Certainement le personnage « Little Joe » que je calque dans mon roman, *Le bicentenaire*, il dit mon « glock » c'est mon diplôme, pour avoir de l'argent, pour avoir des relations sexuelles, pour s'imposer pour tout, il utilise de la violence, il devient un symbole de la violence. Il croit par la violence il croit parvenir ou parvient de fait à se réaliser d'une certaine façon. Si on n'accepte pas de voir ce phénomène on est dans un grand mensonge [...] On ne peut pas résoudre le problème de la violence par l'emprisonnement, par des méthodes de coercitives. C'est trop tard car l'individu est déjà transformé en une bête violente. (Témoignage recueilli le 15-10-2013, Haïti)

Pour ce dernier témoin, la violence est aussi un moyen de survie pour ces gens. L'absence totale d'avenue pour ces gens les amenait à recourir aux actions criminelles. Toutefois, il l'envoyait également au moyen de s'enrichir. Ils s'organisaient donc en gang pour accumuler de l'argent rapidement. Son contexte embrassé une double dimension, « outil d'enrichissement », et celle qui s'en vient, c'est-à-dire « moyen de survie pour la population ».

A.15. [...] La violence est un moyen de survie pour ces gens. Deuxièmement, on ne les aurait donnés aucune importance dans la société. Avec leurs armes et les actions criminelles qu'ils commettaient, ils devenaient « vedette », connus de tous. Autre sens, on a pu constater l'existence des psychopathes dans ces milieux. Elle est aussi un moyen d'enrichissement. [...] C'étaient des gens qui n'ont pas été à l'école, ils n'ont pas eu cette chance. Ils s'organisaient en gang pour accumuler de l'argent rapidement. Dans peu de temps, ils faisaient 15 000, 20 000 dollars américains, alors que ceux qui ont été à l'école gagnaient vraiment peu et parfois rien. Un chef de gang, dans des circonstances, se permettait de donner un salaire de 50 000 gourdes (monnaies locales), qui équivalent à mille cent onze dollars américains à un de ses hommes de mains. Un salaire que la grande majorité des cadres haïtiens ne reçoivent dans les administrations publiques. Cependant, un « chimère » ou un gangster a une durée de vie de trois années au maximum. (Témoignage recueilli le 14-10-2013, Haïti)

Dans cette dimension les acteurs ont mobilisé les termes moyens de survie, mon arme c'est mon diplôme pour avoir de l'argent, pour avoir des relations sexuelles et pour avoir tout. Ils ont aussi mobilisé l'absence totale des conditions de vie, la désocialisation pour souligner le contexte qui faisait de cette violence un moyen de survie. Cette dimension est rentrée en lien avec la catégorie de pauvreté et la frustration si nous tenons compte de la privation totale dont il fait état. Bref, elle met en lien certaines catégories identifiées dans les causes de cette violence.

7.3 Outil d'enrichissement

Toutes les couches sociales, d'après ce témoin, ont fait de la violence un moyen pour s'enrichir. Les gangs de Cité Soleil s'en sont servis pour faire pression sur le politique, sur le secteur privé et sur les femmes des bidonvilles. Certains membres du secteur des affaires ont kidnappé leurs semblables pour accroître leur richesse. La corruption est générale dans ce pays, car les rapports sociaux sont surtout construits sur la violence. Cet instrument, servant à tout faire, est avant tout celui d'enrichissement. C'est ce que ce témoignage semble donner à comprendre.

A.6. La violence est un outil pour atteindre des objectifs bien définis, qui peuvent même pas ceux du politique. Celle-ci sert à enrichir. Elle est dans l'ordre des choses normales. Par exemple, en politique, elle sert un moyen de pression et celui du chantage. Maintenant on ne peut pas l'imputer seulement aux quartiers populaires, car elle est partout. Actuellement, les quartiers populaires sont sous contrôle. La violence est déterminée un peu par le contexte politique. Bref, elle est une source d'enrichissement. Les chefs de bande sont des caïds, qui exercent un contrôle sur la population par la redistribution et la peur. [...] Je ne connais pas Martissant très bien. Mais là, la violence était politique, sociale etc. C'est presque la même chose que Cité Soleil. [...] la violence est partout, certains riches sont des kidnappeurs ! En fait, c'est la corruption partout. Pendant beaucoup d'années, il semble qu'on avait un œillet social qui nous empêche de voir la corruption dans d'autres

quartiers. La violence rapporte. C'est un pays où des rapports de violence sont privilégiés, c'est-à-dire celle-ci permet plus facilement d'atteindre des objectifs. Elle devient un instrument d'enrichissement. [...] (Témoignage recueilli le 16-11-2013, Haïti)

Ce témoin, défenseur des droits de la personne, a expliqué que les gens de Cité Soleil ne faisaient pas leur fortune seulement dans le kidnapping, car la drogue et le trafic d'influence, auprès des entrepreneurs et des acteurs politiques, leur procuraient aussi de l'argent. Pourtant, il a laissé entendre que les catégories aisées s'enrichissaient surtout du kidnapping. Il semble qu'il a voulu surtout nous faire voir que le kidnapping enrichissait davantage les gens aisés en parlant ainsi. C'est ce que le témoignage précédant avait étalé d'ailleurs.

A.5. L'année dernière (2012), on avait vu dans quelle catégorie sociale se trouve le cerveau du kidnapping. Cité Soleil est le lieu de basse œuvre. Mais, le « planning » (la planification) se fait ailleurs. La baisse qu'on a constaté au niveau du kidnapping ne résulte pas dans les dernières interventions de la MINUSTAH à Cité Soleil, il résulte plutôt de l'arrestation de l'un des grands cerveaux du kidnapping. Si on continue à investiguer dans les hauts lieux on pourrait avoir davantage de réduction. Les gens de Cité Soleil ne faisaient pas leur fortune dans le kidnapping, c'est surtout les catégories aisées de la société qui s'enrichissaient du kidnapping. [...] C'est vrai « Gen nan yo ki gen nan men yo » que certains chefs de gang sont riches, d'ailleurs on le dit généralement. Mais, il ne faut pas croire que la source de leur argent est seulement le kidnapping, car, ils ont aussi utilisé leur influence macabre pour gagner de l'argent du politique et des commerçants ayant de grands entrepôts dans leur milieu de vie. Jamais, ces gens n'hésiteraient à leur offrir de gros montants pour garantir la sécurité de leur « business ». Donc, je suis d'avis que leur richesse venait du kidnapping, de la drogue et leur capacité de vendre leur influence auprès des entrepreneurs et des acteurs politiques. (Témoignage recueilli le 23-10-2013, Haïti)

Cette dimension nous donne à comprendre que cette violence est un instrument que les gens de toutes les catégories sociales ont utilisé pour gagner de l'argent. Elle a

toutefois mis en relief que certains riches s'en sont servis davantage comme instrument d'enrichissement.

7.4 Règlement des différends

Selon ce témoin, le rapport à la violence est systématique dans la société haïtienne. En effet, si l'on se fie à ses propos, il y a une interrelation continue de violence entre les familles, entre les catégories sociales, soit pour régler leurs différends, soit pour gagner de l'argent. C'est pourquoi il semble être systémique. D'ailleurs, il n'est pas le seul à l'avoir constaté dans notre enquête.

A.7. [...] Je crois que toutes les catégories de personne peuvent être victime de la violence : riches, couches moyennes, pauvres ou gens de ces quartiers-là. [...] Toutes les couches sociales peuvent être victimes du kidnapping. Des pauvres font du kidnapping sur les pauvres, des gens de la classe dominante sur ceux de leur classe, des gens de la classe intermédiaire sur ceux de leur classe, vice versa, même des familles entre elles, tous pour soutirer de l'argent de l'autre. Le kidnapping permet de gagner facilement de l'argent. Ceux qui ont de l'argent veulent en avoir davantage et ceux qui sont pauvres veulent sortir de la pauvreté. (Témoignage recueilli le 28-10-2013, Haïti)

Une société où les rapports de violence sont monnaies courantes. C'est ce que nous laisse entendre notre actuel témoin, femme. Tous ont utilisé la violence comme moyen pour résoudre leurs problèmes. Son discours est identique au premier témoin considéré dans cette dimension : la violence est systémique, la violence devient un trait culturel. Ils l'ont certes exprimée dans des termes divers, mais le sens semble être le même. Voyons le contexte immédiat dans lequel elle met son discours.

A.1. Nous vivons dans une société où les gens résolvent leur problème par la violence. Que ce soit sur le plan individuel, politique et étatique,

on a utilisé celle-ci pour résoudre des problèmes. Il devient un trait culturel. [...] En général, les élites politiques au pouvoir s'y accrochaient, mais, pour y rester, elles utilisaient la violence. [...] je l'avais dit au départ, on est dans un pays où les gens règlent leurs différends par la violence, une fois que [...] Je ferai une redite, on vit dans une société où nos différends sont réglés par la violence. Dans une famille, quand un enfant refuse d'obéir ses parents, c'est l'usage du fouet qui a prévalu. Ceci est vrai à toutes les sphères de la société. (Témoignage recueilli le 29 -10-2013, Haïti)

Pour cette intervenante sociale, la violence des gangs des bidonvilles est comprise à travers une dynamique sociale. Ceux-ci ont en effet procuré leurs armes et munitions des gens de la haute hiérarchie sociale, car c'est elle, pour des raisons diverses qui veut maintenir cette violence. Ainsi, elle pense que les gens des bidonvilles ne sont pas de nature violente. Il convient de remarquer que, contrairement aux deux précédents témoins déduisant que la violence de règlement des différends est systémique et/ou culturelle, elle souligne le fait que cette violence est provoquée ou induite.

A.2. [...] Moi, je dirais que la violence dans ces quartiers-là a été utilisée à plusieurs objectifs. Par exemple, on l'a vu et entendu des gens, n'ayant pas le droit de porter des armes, disaient en avoir et les détenaient. S'ils ont des armes, il doit bien y avoir quelqu'un qui les leur donne. Avoir des armes est un, avoir des munitions est autre chose, c'est-à-dire il y a, quand même, un secteur qui s'arrange pour les donner à ces gens. Il faut reconnaître qu'il y a eu aussi des armes artisanales. Ces gens citaient des noms de la haute hiérarchie sociale, ce qui veut dire, il y a des gens qui les utilisaient, pour renforcer ou continuer la violence. Ainsi argumenter, il y a des gens qui profitent de cette situation pour faire de la violence. Ce ne sont donc pas des violents proprement dits, étant donnée, la situation, ils font de la violence, c'est ce que l'on appelle la violence induite. Il ne faut pas oublier des règlements de comptes. (Témoignage recueilli le 5-10-2013, Haïti)

Cette dimension est savamment identifiée par ces témoins, puisqu'ils l'ont désignée systémique et induite. Il va falloir qu'on s'interroge sur ces deux approches pour mieux saisir la portée de la violence des règlements des différends.

7.5 Tension politique par le politique

Elle traduit la violence mise en œuvre dans un double mouvement politique. En ce sens, les manquements graves des institutions politiques n'ont provoqué que de la tension politique. Ainsi, nous nous proposons de l'analyser aux travers des discours retenus de nos différents témoins.

De l'avis de ce témoin, cette violence visait la satisfaction des besoins primaires, d'une part, et d'autre part, elle est instrument politique. En effet, la tension politique est à la fois manipulation et nécessité. À tout bien considérer, il semble qu'il a mis en relief le dysfonctionnement des institutions politiques et conséquemment les tensions politiques prennent place.

A.5. Les sens premier de cette violence, c'est la recherche de la satisfaction des besoins primaires de ces gens. Le deuxième sens, c'est qu'elle est un instrument politique. En effet, les jeunes sont utilisés pour créer des tensions politiques. Quand on veut renverser un gouvernement, on les utilisait. Quand on parle de violence en Haïti, il y a des dimensions de celle-ci que l'on ne tient pas compte. [...] (Témoignage recueilli le 23-10-2013, Haïti)

Cette violence est surtout un outil politique à en croire ce témoin. À cet effet, la position géographique de Cité Soleil et de Martissant a constitué un atout majeur pour tout politicien qui en a le contrôle. Avec la pauvreté de ces gens, les politiques ont ainsi produit des tensions politiques. Il semble que c'est à cela que ce témoignage nous amène. Ces deux témoins ne l'ont pas décrite dans les mêmes termes, mais

ceux-ci, pour être similaires, produisent les mêmes effets dans des conditions semblables et des contextes un peu différents.

A.10. [...] Cité Soleil et Martissant donnent accès à la capitale, ce n'est pas par hasard que ces gangs ont été contrôlés par un parti politique bien précis [...] La violence dans ces quartiers-là est absolument un outil pour satisfaire des fins. Pour certains, la violence est un moyen pour échapper à la faim, à la discrimination [...], mais c'est surtout un outil pour les politiques. Ces derniers veulent à la fois contrôler de ces deux quartiers et l'accès à la capitale [...] Ils pensent en contrôlant ces deux quartiers, ils vont avoir plus de chance de gagner les élections. (Témoignage recueilli 24-10-2013, Haïti)

Ce témoin a laissé entendre que le pouvoir politique et les acteurs politiques en dehors du pouvoir organisaient la violence avec la complicité des gangs des quartiers de Martissant. Eux orchestraient leur propre violence pour toutes sortes de raisons. N'est-ce pas une tension politique par le politique ? En effet, l'absence du politique ou du projet politique au sens moderne provoquerait la tension politique par le biais de la violence. Il convient de dire que les discours de nos témoins sont tout en nuances, mais ne se sont pas décalés. Donc, il n'y existe rien de particulier (un événement) pour faire basculer notre compréhension d'un point à un autre jusque-là, comme nous l'avons déjà fait dans certaines catégories et dimensions de notre description-narration de notre analyse de terrain.

A.19. Les gangs de Martissant sont utilisés par le pouvoir politique et par les acteurs politiques non au pouvoir. Ils ont acheté des armes avec l'argent provenant de ces secteurs-là. Les bandits n'ont pas eu seulement leur arme de l'argent du secteur politique. À certaines dates historiques, ils organisaient des manifestations au cours desquelles ils ont saisi les armes des agents de sécurité sur leur parcours. Ils volaient aussi les armes des policiers qu'ils ont assassinés. Naturellement, la majorité de leur arme est venue du secteur politique au pouvoir ou pas. (Témoignage recueilli le 09-11-2013, Haïti)

Les mouvements politiques successifs et l'injustice sociale ont provoqué la tension politique par le politique, selon ce témoin. En effet, les armes de la milice des Duvalier déchus et les armes distribuées par le régime Lavalasse à ses supporters pour nuire à ses opposants, sans compter le trafic de la *drogue* dans toutes les classes sociales ont provoqué un climat de tension. Ainsi, ce témoin a avancé que cette violence ne peut être résolue que socialement. Ce discours, qui s'est distingué, a permis à cette dimension d'évoluer vers de nouvelles directions.

A.11. [...] Il y a eu d'abord la chute de Jean Claude Duvalier, qui a entraîné un transfert d'arme, donc il y a eu beaucoup d'armes en circulation : les armes d'officiers de l'armée, celles des volontaires de la sécurité nationale (VSN), qui ont été vendues et saisies par des particuliers, premièrement. Deuxièmement, il y a toujours des importations d'armes dans ce pays, ce dont on ne parle pas. Troisièmement, il faut bien le dire, le mouvement Lavalasse a armé les bidonvilles. Je suppose qu'il y en a d'autres, car je ne peux prétendre faire le tour. Sans oublier les trafics d'armes qui sont liées à la drogue. [...] On est dans un pays de banditisme. Quand je dis banditisme, je ne parle pas de la violence exercée contre une personne, en effet il y a le trafic de la drogue dans toutes les classes sociales confondues [...] les bandits avaient des contacts avec le milieu des affaires, on a bien vu tel industriel avait ses chimères à lui. L'affaire Brandt est là pour témoigner de formes particulières de contact avec du secteur des affaires. [...] le rapport entre l'injustice sociale et la violence, on a peur d'en parler. Cette question, comment on est arrivé là ? [...] On ne pourrait pas résoudre ce problème par la justice pénale. Il faudrait résoudre le problème socialement. (Témoignage recueilli le 15-10-2013, Haïti)

À travers ce discours, ce témoin a prolongé les logiques d'action des acteurs de la violence. En effet, il a identifié les acteurs politiques au pouvoir dans la création des tensions sociales en vue d'impressionner l'international, d'intimider leurs opposants. Il a exposé aussi l'utilisation que les chimères faisaient de la violence pour leur compte. Son exemple type, en lequel le chef de sécurité du Palais national, monsieur Robert Manuel, alias Bob, était retenu au quartier général d'un des puissants chefs

de gang, pendant que le président Préval négociait avec eux. Cependant, il nous semble que ce témoin, en parlant de violence pour impressionner la communauté internationale, voulait plutôt envoyer un signal de force de pression redoutable avec laquelle elle doit compter pour garantir la paix des rues. Car, dans le milieu politique haïtien, on semble croire que l'international se fait toujours allié du groupe de pression le plus fort. N'est-ce pas donc une assertion qui mérite d'être interrogée sereinement dans le contexte de cette violence ?

A.15. [...] Les acteurs politiques au pouvoir les utilisaient pour créer des tensions sociales, pour impressionner l'international et leurs opposants. Toutefois, ces chimères en dehors de cette utilisation créaient aussi des tensions sociales pour leur compte. Le pouvoir politique leur envoyait de l'argent pour les funérailles des gens qui sont morts dans ces circonstances. Ils ont reçu aussi de l'argent de l'exécutif pour faire la paix. On est passé de cette forme au gangster. C'était là que le mouvement de kidnapping a pris naissance. [...] Je vais vous expliquer ce qui s'était passé au Palais national avec ces gens. En 2006, le président Préval, voulant négocier avec eux, qui étaient hors du contrôle de son pouvoir exécutif, les a invités au Palais national. Le chef de gang le plus puissant de cette époque, pour y prendre part, imposait la condition que le chef de sécurité du Palais national soit maintenu à son quartier général. Ce qui fut fait. Mais, il avait donné l'ordre à ses troupes de le tuer, si à minuit il n'était pas de retour à sa base. Avant minuit, alors que les négociations se poursuivaient, il a dû appeler pour le mettre à une heure AM. (Témoignage recueilli le 14-10-2013, Haïti)

De toutes les dimensions rapportées, elle semble rassembler le plus grand nombre de propriétés communes aux autres. En effet, pour parler de tension politique par le politique, nos témoins ont offert un contexte pluriel, dans lequel ils faisaient jouer les causes et les effets de cette violence. Tels que :

- Les acteurs politiques au pouvoir encourageaient les bandits à commettre des actes de violence ;
- Les opposants des gouvernements alimentaient cette violence ;

- La pauvreté, la misère, la précarité créaient une tension sociale et politique ;
- La violence faisait peur ;
- Les secteurs politiques, économiques et mafieux sont indissociables dans la manifestation de cette violence.

C'est ce contexte de discours et la nomination du terme de tension politique et tension sociale associées à d'autres qui nous a amené à valider cette dimension.

7.6 Violence pour la reconnaissance collective/individuelle ou de groupe

Ce résident, journaliste en plus, a renvoyé cette violence à la recherche de reconnaissance. Il nous a en effet informé que les demandes d'argent des bandes armées non agréées par les commerçants de la périphérie de Cité Soleil pouvaient occasionner le kidnapping de leurs containers de marchandise. Mais, il se doutait que ces gens aient saisi le message.

A.3. La violence à Cité Soleil peut être aussi motivée par la recherche de support économique du secteur des affaires. Par exemple, les commerçants dont les « business » sont à Cité Soleil, sollicités et ne répondant pas favorablement, pourraient voir leur container kidnappé par les jeunes armés. [...] il y a des gens de haut niveau qui commandaient les jeunes armés à Cité Soleil. [...] La violence traduit une forme de recherche de reconnaissance, mais je ne sais pas si les gens aisés saisissent le message. (Témoignage recueilli le 15-10-2013, Haïti)

Au contraire, ce témoin s'interrogeait sur une possibilité de lutte pour la reconnaissance des bandits. En effet, étant donné que les chefs de gang sont reconnus par leurs pairs et par le secteur des affaires avec lequel ils trafiquaient, il ne s'agissait pas de reconnaissance. Selon elle, si on voulait parler de reconnaissance en terme égalitaire, c'est peine perdue, car ils ne seront jamais bien reçus dans la secte de leurs commanditaires. Le précédent témoin n'a pas douté que les bandes armées sont à la

recherche de la reconnaissance, pourtant le second l'a mis en doute, puisqu'il a estimé que celle-ci est déjà acquise. Mais, il semble qu'il s'agit du droit à l'égalité entre les bandits et les commanditaires, ce qui est un vœu pieux.

A.2. [...] moi, à chaque fois que l'on parle de reconnaissance et d'insertion, ces deux mots me font réfléchir. La reconnaissance par qui, c'est là que j'ai des difficultés. Les chefs de gang à Cité soleil ont des antennes au niveau des couches aisées et ne travaillent pas pour les gens de Cité soleil. Ce sont des gens bien placés qui les contactent. Je crois que si la Police demande aux compagnies de téléphone de se mettre à sa disposition le registre d'appel pour voir qui a communiqué avec qui et quel est le flux de l'intensité de la communication des personnes bien placées avec les bandits, cela aurait pu nous dire beaucoup. Alors qu'on parle de reconnaissance, est-ce que c'est la reconnaissance de la société. Les chefs de gangs sont reconnus dans sa zone, il faut savoir comment l'approcher. [...] vous êtes chef de gang, Monsieur ne va pas manger avec vous. De quelle reconnaissance dont il s'agit ? (Témoignage recueilli le 05-11-2013, Haïti)

Il semble que si la reconnaissance peut être difficilement acquise collectivement, elle l'est individuellement ou en groupe. En effet, ce témoin a vu dans cette violence une quête pour le changement des conditions de vie individuelle.

A.19. La violence ne peut changer les conditions de vie des gens de la communauté, mais elle peut changer la vie de manière individuelle. (Témoignage recueilli le 09-11-2013, Haïti)

La demande de reconnaissance ne pouvait amener à cette violence. Les kidnappings des riches et leurs assassinats ne sont que vengeance et haine, mais non une quête de reconnaissance. Toutefois, certains individus peuvent en profiter. C'est de cette façon que ce témoin a approché la question de la reconnaissance.

A.11. [...] les enfants des riches qui ont été kidnappés, rançonnés, tués et déposés sur des piles de fatras, traduit l'idée de vengeance, l'idée de

haine, du mépris. Ce n'est pas une demande de reconnaissance. [...] Il y a des individualités qu'il faut considérer. [...] la violence n'a pas de sens, elle épuise le sens, car elle ne peut changer la réalité, étant donné qu'elle ne part d'une idéologie. (Témoignage recueilli le 15-10-2013, Haïti)

À la question qui visait à chercher la possibilité pour que cette violence comporte en son sein les germes d'intégration sociale des gens des bidonvilles, cette réponse ne la confirme pas, mais elle a mis en évidence le changement de condition de vie individuelle ou de groupe.

A.5. [...] La violence ne peut pas changer leur condition de vie. S'il pouvait le faire, leur condition de vie aurait été déjà changée. La violence peut changer un ou deux conditions de vie, mais non pas la collectivité. (Témoignage recueilli le 23-10-2013, Haïti)

La question de changement des conditions de vie individuelle ou de groupe est la seule considérée dans cette violence. Car, cet ancien gangster, maintenant agent de résolution de conflit à Martissant, ne voyait pas que celle-ci pourrait potentiellement changer les conditions de vie collective de la population, mais il l'envisageait individuellement.

A.20. Les bandits de Martissant n'ont pas agi pour le bien commun, ils font de la violence pour satisfaire leurs intérêts individuels et de groupe. Pour preuve, ils savaient couper les fontaines d'eau pour forcer la population à l'acheter là où elle a été coupée. (Témoignage recueilli le 13-10-2013, Haïti)

Quant à cette intervenante, elle a affirmé que cette violence ne pouvait changer les conditions de vie collective de la population. Toutefois, elle ne voyait pas d'inconvénient à ce qu'elle en ait profité à plus d'un.

A.1. [...] La violence ne peut pas du tout servir aux changements des conditions de vie collective, elle peut changer des conditions de vie individuelle. C'est une question de sauver qui peut. [...] La violence est instrumentale, parce que les gens de la population des bidonvilles sont utilisés pour commettre des actes de violence à des fins politiques et économiques. (Témoignage recueilli le 29 -10-2013, Haïti)

Pour cette dimension, nous avons associé le terme « reconnaissance collective/individuelle ou de groupe » avec le terme « changer des conditions de vie » des acteurs de cette violence. En effet, il nous a semblé avoir le même sens dans le contexte de cette violence, étant donné que la reconnaissance renvoie généralement à la dignité humaine. Or, celle-ci concourt avec l'intégration sociale, donc parler de reconnaissance c'est aussi parler de changement des conditions de vie. Ainsi, nos témoins ont presque tous admis la quête de reconnaissance individuelle, voire même de groupe à travers cette violence, sauf un, qui semble croire qu'elle peut servir à la reconnaissance collective des populations de Cité Soleil et Martissant.

7.6 L'instrumentalisation de la violence

Au final, la catégorie instrumentale de cette violence nous permet de constater les mécanismes que les acteurs de celle-ci ont mis en place pour en tirer profit. Elle met en évidence les principaux acteurs et les liens qu'ils entretiennent entre eux et les motivations qui sous-tendent cette violence. Il s'agit pour nous, en définitive, de faire un bilan, compte tenu que celle-ci se donne dans de multiples dimensions et sous-dimensions. En effet :

- La dimension outil politique et/ou économique a pris sur elle les mécanismes d'instrumentalisation entre les gangs et les acteurs politiques, ainsi que les enjeux

économiques. Cette dimension établit, en outre, le rapport entre les jeunes des sites à l'étude, les acteurs politiques et opérateurs économiques. En effet, ceux-ci sont recrutés pour créer la terreur à la fois pour les politiques et le secteur économique. Leur implication dans le service de sécurité à l'endroit des entrepreneurs et leurs entrepôts sont symptomatiques pour comprendre ce rapport instrumental.

- La composante dimensionnelle « élites dirigeants : moyen pour s'y maintenir » décrit les démarches violentes des mandants pour se maintenir au pouvoir. Ils ont recouru aux bandes armées pour réduire au silence leurs opposants et la population des bidonvilles qui sont en proie à toutes sortes de difficultés. Ils n'ont pas non plus hésité à les entraîner, le cas du président Aristide en témoignait. Cette composante permet de constater le lien que la dimension outil politique et/ou économique entretient avec les catégories de crise institutionnelle et destructrice, décrites aux chapitres des causes et des conséquences.
- La composante « acteurs politiques : moyen pour gagner les élections » exprime comment les jeux électoraux se manifestaient dans un rapport violent. Ces acteurs mobilisaient les masses et notamment les bandes armées à perpétrer des assassinats, des kidnappings, des manifestations violentes pour renverser un chef de l'État, pour empêcher un citoyen d'avoir accès à la fonction politique, ou autres prétendants à d'autres fonctions politiques.
- La composante « narcotrafiquant : moyen politique et économique », nous révèle comment les narcotrafiquants faisaient le lien entre la politique et l'économie. En effet, les échanges d'armes contre la drogue entre la Jamaïque et Haïti ont témoigné de ce rapport à l'époque du président Aristide. À sa chute, cette dimension a aussi dévoilé que le secteur import-export et la douane sont au service des narcotrafiquants. Enfin, elle nous permet aussi de voir le lien que l'internationale, via la MINUSTAH, intégrait ce secteur. La manifestation de

cette dimension a aidé à faire le lien avec la catégorie crise institutionnelle que nous avons déjà détectée dans la sous-dimension précédente.

- La composante « secteur des affaires : moyen politique et économique » permet de voir comment le lien violent entre le secteur économique et le secteur politique s'établissait avec les bandes armées. L'implication d'un des membres de la famille Brandt dans les kidnappings en était l'exemple.
- La composante de la dimension outil politique et/ou économique « communauté internationale : intérêts économiques » montre comment la MINUSTAH par son inaction, parfois, et certaines couvertures, qu'elle donnait aux gangs quand ils sont en prise avec la police, contribuaient à augmenter la violence. De plus, sa contribution à l'accroissement de la violence au cours des élections et la manière dont les résultats sont proclamés dévoilaient son intérêt à faire bouillir la marmite.
- La dimension « moyen de survie » est le terme proprement utilisé par les témoins, mais ceux-ci l'ont placé dans un contexte de désocialisation et de désolation par rapport à la condition de vie de la population. C'est pourquoi il nous semble indiquer son lien avec les catégories de pauvreté et de frustration que nous avons développées au chapitre des effets de cette violence.
- La dimension « outil d'enrichissement » de cette violence fait apparaître les différentes façons que les secteurs considérés, y compris les gangs, s'en enrichissaient. Elle fixe l'enchevêtrement des classes sociales, entre autres, les bandes armées avec celles-ci, dans la course à l'enrichissement par la violence.
- La dimension règlement des différends, quant à elle, montre comment la population à l'étude et la population haïtienne faisaient de la violence un instrument à tout faire, particulièrement, un outil de règlement de comptes. Ce qui semble porter certains témoins à déduire que cette violence est systémique ou culturelle, toutefois, d'autres arrivent à la conclusion qu'elle est induite, donc elle est une violence parmi d'autres.

- La dimension « tension politique par le politique » est l'une des rares dimensions qui se chevauchent tant dans cette catégorie que dans des catégories des chapitres précédents. Elle donne l'impression de s'emmêler à toutes les situations, jusque-là. En fait, le contexte de privation totale des populations de nos deux sites et l'absence de tout projet politique, ainsi que le comportement des acteurs politiques et de la société civile ne pouvaient entraîner que tension politique par le politique.
- La dimension « violence pour la reconnaissance », n'a pas donné les résultats attendus. En effet, il a été remarqué que les témoins l'ont inscrite dans la quête de reconnaissance individuelle ou de groupe plutôt que de reconnaissance collective. Toutefois, au moins un a admis qu'elle pouvait être inscrite dans la recherche d'un changement de conditions de vie pour l'ensemble de la population.

Tableau 7.1 Récapitulation de l'instrumentalisation de la violence

Dimension	Définition
Outil politique et/ou économique	<p>Mécanismes d'instrumentalisation des secteurs:</p> <p>Élites dirigeantes : moyen pour s'y maintenir</p> <p>Acteurs politiques : moyen pour gagner les élections</p> <p>Narcotrafiquants : moyens politiques et économiques</p> <p>Secteur des affaires : moyens politiques et économiques</p> <p>Communauté internationale : intérêts économiques</p>
Moyen de survie	<p>Désocialisation et désolation des populations de Cité Soleil et de Martissant, en raison de leur condition de vie. La violence devient donc un moyen pour en sortir.</p>
Outil d'enrichissement	<p>Enchevêtrement des secteurs entre eux (secteur politique, économique, mafieux et les bandes armées) pour s'enrichir par la violence.</p>
Règlement des différends	<p>Outil de règlement de comptes de tous les acteurs, ce qui fait dire cette violence est systémique ou culturelle, néanmoins, certains l'ont vu comme une violence parmi d'autres.</p>
Tension politique par le politique	<p>Précarité, misère de la population des bidonvilles, l'inaction des institutions d'État et la société civile ont débouché sur la tension politique et sociale, dès lors la tension politique par le politique est visible.</p>
Reconnaissance	<p>Changement des conditions de vie individuelle ou de groupe, cependant on semble identifier une fenêtre de possibilité pour que cette violence tende vers la recherche de bien-être collectif.</p>

CHAPITRE VIII

LA VIOLENCE FONDATRICE / REPARATRICE : UN ENJEU POLITIQUE ET SOCIAL EN HAÏTI

Ce chapitre suit les mêmes logiques d'analyse que dans l'examen des motifs tels qu'ils apparaissent dans les discours des témoins, et révèle un autre aspect fondamental de la violence en Haïti: elle est fondatrice/réparatrice. En effet, elle l'est parce qu'elle cherche à fonder des droits et à réparer les torts. Elle l'est également parce que la dynamique de destruction et d'organisation ou la tentative d'ordre nouveau qu'elle a porté en son sein sont révélatrices d'un ensemble de changements. Ainsi, comprendre ce qui vient d'être dit renvoie aux dimensions repérées dans les discours de nos témoins:

- recherche d'intégration sociale et/ou quête identitaire;
- revendications collectives ou activités politiques conscientes;
- destruction créatrice/violence destructrice vers l'organisation;
- ordre précaire/ordre apparent;
- ordre paraétatique;
- prise de conscience des acteurs;
- changer les conditions de vie/ revendiquer certains droits.

8.1 Recherche d'intégration sociale et/ou quête identitaire

Pour ce témoin, 2004 à 2012 fut une période de violence endogène et exogène organisée sur les territoires de Cité Soleil et de Martissant. Les populations en profitaient pour revendiquer leur intégration sociale et leur identité haïtienne. D'ailleurs, plutôt que de la violence des bandes armées, il a préféré parler du mouvement des hommes armés, car, selon lui, ce sont des gens qui sont animés par la peur de la précarité. Il l'a inscrit en fin de compte dans un besoin de dialogue pour la réinsertion.

A.13. De 2004 à 2012, le peuple revendiquait son droit d'être, face à la violence du monde et celle de son État, qui a été pris en charge par les plus violents du monde. À quelle fin ? À quel but ? On peut se l'imaginer, [...] toutes sortes de choses. [...] Cette violence est une recherche d'intégration plutôt que de reconnaissance, c'est aussi une recherche d'identité. Les populations de bidonvilles ont trop d'incertitude sur leur avenir, elles veulent un processus d'intégration sociale et non politique. [...] quelqu'un théorise qu'il faut sortir du conflit par la violence, cela veut dire qu'il faut qu'on se parle, [...] Le mouvement de ces hommes armés vise un peu ça. Ils s'interrogent sur les raisons qui les empêchent de vivre comme des êtres humains à part entière. Ils veulent être appréciés en tant que tels. (Témoignage recueilli le 18-10-2013, Haïti)

Pour expliquer cette violence, ce témoin a, quant à lui, englobé toute la société dans cette dynamique de violence pour des gains faciles et de la course à la chefferie, ainsi qu'à la recherche d'intégration sociale qu'il a désigné dans des termes : école, route, énergie électrique. Ces deux témoins partagent le même point de vue sur cette violence, sinon, l'un a intégré les géants du monde dans son contexte, l'autre l'a comprise dans celui strictement interne. Il faut se rappeler que certains témoins (voir chapitre 7, section 7.4) l'ont circonscrit dans un cadre systémique ou culturel comme ici, donc la violence fondatrice n'est pas sans lien avec la violence instrumentale.

A.7. [...] Tout le monde veut avoir de l'argent, tout le monde veut être chef. Ces gens font de la violence aussi pour réclamer ce que l'État leur droit : infrastructure, l'école, route, « lumière » (l'énergie électrique), tout ce qu'on a besoin pour un niveau de vie minimal. (Témoignage recueilli le 28-10-2013, Haïti)

Les propos de ce témoin ont révélé une nuance de taille dans cette quête d'intégration. En effet, les bandes armées n'espéraient pas de meilleures conditions de vie, puisqu'elles savaient que ce qui les attend, c'est la mort. Toute cette énergie qu'elles mettent dans la violence vise une vie meilleure pour les générations futures. Au fond, ce discours fait sens, puisqu'un chef de gang n'a qu'en moyenne quatre à cinq ans à vivre. Ainsi, il remettait en question la logique d'intégration sociale, dont les précédents témoins ont parlé. Même si cette optique a nuancé la dimension, elle reste un élément tout à fait non négligeable aux motivations de cette violence.

A.9. Ils ne cherchent pas la reconnaissance, car ils pensent que la vie est finie pour eux. Mais ils veulent de meilleure vie pour leurs enfants [...] C'est du cas par cas, à Martissant certaines personnes ont des intérêts pour la collectivité, mais à Cité Soleil c'est plutôt de l'intérêt personnel. Cela est comme ça, à Cité soleil, c'est parce que les bandes sont moins hiérarchisées [...] (Témoignage recueilli le 17-10-2013 en Haïti)

Cette dimension, en somme, est vue sous l'angle de violence endogène et exogène : implication des acteurs locaux et internationaux. Les conflits d'intérêt, qui les ont opposés et les intérêts les unissant, mettaient en ébullition Cité Soleil et Martissant. Pour être confuses et inquiètes, ces populations se sont aussi servies de cette violence pour tirer leur épingle du jeu en réclamant leurs droits fondamentaux. C'est ainsi que ce phénomène a été qualifié de systémique. Notons toutefois qu'un témoin n'a pas partagé l'idée que les chefs de gang ont visé l'intégration. Il semble plutôt croire qu'ils ont cherché celle-ci pour leur progéniture.

Tout compte fait, cette dimension montre son lien avec la catégorie de frustration (voir chapitre 5.2) par la précarité et par la peur qui ont motivé cette quête d'intégration. Elle a établi aussi son lien avec la catégorie instrumentale dans le contexte du gain facile, comme mode de vie de toutes les couches sociales, considérée dans la dimension outil d'enrichissement (voir chapitre 7. 3).

8.2 Revendications collectives ou activités politiques conscientes

Selon cet ancien membre de la Commission de Désarmement et de Réinsertion, le mouvement de 2006, qui a porté Préval au pouvoir, était un acte conscient. En effet, ce dernier, candidat, avait promis aux partisans de l'ancien président Aristide son retour, leur intégration à la fonction publique et aux institutions autonomes de l'État et la libération des prisonniers politiques, les concernant, s'ils contribuaient à lui faire gagner les élections. C'est pourquoi, à l'attitude suspecte du conseil électoral et le comportement confus de la MINUSTAH, cette masse s'est évertuée à faire respecter son vote. C'est donc pour cette raison que nous avons inscrit ce discours dans le registre des activités politiques conscientes.

A.17. [...] En 2006 ce mouvement ne visait pas à porter Préval au pouvoir en soi. Ce dernier, avant de se porter candidat, promettait aux partisans d'Aristide de réintégrer dans leur job, tous ceux qui ont été révoqués à son départ ; de libérer, tous ceux qui étaient emprisonnés ; enfin, de faire retourner le président Aristide dans le pays, s'il est élu président. En voyant que le conseil électoral allait trafiquer les élections contre Préval, le peuple a pris les rues et a revendiqué le pouvoir à Préval. (Témoignage recueilli le 16-10-2013, Haïti)

D'entrée de jeu, ce témoin a rejeté l'idée que cette violence pouvait changer les conditions de vie. Plus tard, il n'a admis pourtant que le mouvement de 2006 fut l'initiative de la population pour les mêmes raisons que celui qui l'a précédé. Par

ailleurs, il a reconnu que le mouvement de 2008 fut aussi une réaction consciente des masses, en raison de la faim qui ravageait leurs tripes. Même s'il a relativisé ce discours par l'implication probable de la communauté internationale dans ces émeutes qui renversèrent le premier ministre Jacques Édouard Alexis, en raison des différends qu'elle avait eu avec une fraction du secteur politique pro-Préval. Le point focal de ces deux discours, c'est que les masses se soulevaient de leur propre gré pour revendiquer leur droit à une vie décente.

A.6. [...] Peut-être oui. Avant le massacre 1991, la violence avait visé à changer des conditions de vie. Mais maintenant, je ne crois pas qu'elle vise à changer la vie. En 2006, ce n'est pas Préval qui avait fait bouger la population des quartiers populaires. Même s'il avait des hommes qui pouvaient faire bouger la population, il ne faut pas oublier que les gens des quartiers populaires étaient persécutés après le départ d'Aristide. Les hommes de Préval ont contracté un « deal » avec la population. Il a consisté à se mobiliser pour son élection, en retour Préval garantirait sa tranquillité. C'est cet accord qui les avait portés à prendre les rues pour revendiquer la victoire de Préval. [...] En 2008, les prix des matières de première nécessité ont connu une hausse, la population étant affamée, elle manifestait et exprimait son mécontentement contre le gouvernement en faisant de casses. Ces gens n'étaient pas manipulés par des acteurs politiques de l'opposition. Peut-être qu'ils l'étaient par des pays composant la communauté internationale en Haïti, qui étaient en conflits ou une fraction des hommes du régime de Préval. Mais, je crois que la population sortait pour sa propre protection. (Témoignage recueilli le 16-11-2013, Haïti)

Cet officier de police a préféré aborder ce mouvement social sous l'angle de la frustration, car selon lui, à sa base il y avait eu une crise économique, et donc le gouvernement d'Alexis était pris pour cible. Mais, il jugeait simpliste de le réduire à cela. Ainsi, il a rappelé que la violence s'inscrit dans la stratégie des groupes et des classes sociales pour atteindre des objectifs qu'ils se sont fixés. Les bandits sont de loin isolés, ils sont organisés. Il semble que ce témoignage n'est autre qu'une

manière de confirmer cette dimension, étant donné qu'il fait de ces acteurs des êtres conscients.

A.12. [...] Je ne dirais pas que la violence traduit un état de frustration. Toutefois, je peux dire que les émeutes de 2008, sous le gouvernement Alexis, furent une frustration, en raison d'une crise économique. C'était l'exception à la règle. Longtemps, les gens vivaient de la crasse, ils n'ont pas été frustrés, puis faire de la violence. Ce serait un peu une vision très restreinte de dire aujourd'hui que cela a traduit un état de frustration. Comme je vous ai dit au départ, c'étaient des groupes qui faisaient de la violence pour atteindre leur propre objectif et pour revendiquer certains droits sociaux. La question de la violence s'inscrit dans la stratégie des gens chaque fois qu'ils veulent atteindre leur objectif de classe et de leur groupe. Jamais des objectif particulier, car les bandits ne sont pas des gens isolés, ils sont organisés. Eux aussi ont une hiérarchie. (Témoignage recueilli le 29-11-2013, Haïti)

Il est évident que tous les témoins ont confirmé que les mouvements sociopolitiques de 2006 et 2008 étaient consciemment orchestrés par la population. En effet, les gens revendiquaient le droit à la réintégration au travail, le droit à la liberté politique et civile, le droit à une vie meilleure pour leurs enfants, etc. Sans préjuger d'autres perspectives analytiques possibles, ces revendications, ont manifestement montré que les masses protestaient consciemment.

8.3 Destruction créatrice/violence destructrice vers l'organisation

Nous introduisons cette dimension avec les termes qui la justifient, à savoir : « la déstructuration du pays, c'est l'organisation de quelques-uns ». C'est le maître mot sur lequel ce témoin s'est rabattu pour expliquer comment cette violence a donné naissance à une forme d'organisation. En effet, le trafic de la drogue, l'impunité et la contre bande que la déstructuration du pays a favorisé, constituent les éléments qui lui font dire que cette violence est tout aussi destructrice que fondatrice.

Constructrice parce qu'elle a instauré l'ordre mafieux, tout au moins c'est ce que nous inspire ce discours.

A.14. Cette déstructuration du pays, c'est l'organisation de quelques-uns. C'est là qu'ils peuvent faire la contre bande ; c'est là qu'ils peuvent faire le trafic de la drogue ; c'est là où ils trouvent de l'impunité. La violence répond à des intérêts immédiats. Ce ne sont pas les gangs de Cité Soleil et de Martissant qui ont bénéficié de la violence. La preuve, les grands chefs de gang n'existent plus. Quand les bandits font leur argent, ils allaient les échanger chez des gens bien connus, puisque l'argent était en US (monnaie américaine). Ces derniers savaient très bien d'où venait cet argent. Peut-être l'argent qu'ils échangeaient pour ces bandits, venait de leurs cousins ou de leurs filleuls qui ont été kidnappés. Ce sont les mêmes mulâtres. Dans cette affaire, les étrangers nous ont saboté, ils ne veulent pas que l'on sorte de cette situation. C'est la déstructuration des sociétés, y compris les haïtiens, surtout que nous avons un terrain fertile à ça [...] malgré qu'on a kidnappé les femmes des riches, ceux-ci ont continué à vaquer à leur occupation commerciale, parce que cette situation de chaos pour nous, c'est leur organisation. C'est là qu'ils ont accumulé la richesse. (Témoignage recueilli le 14-10-2013, Haïti)

Ici, l'ordre que la violence a instauré n'est pas mafieux, mais s'inspire de pratiques à la fois anormales et normales (légalles et illégales). En effet, toute personne surprise en flagrant délit de kidnapping est tuée ou remise à la police par la population, selon ce témoin. Celle-ci, en outre, s'est révoltée avec fracas pour exiger que l'institution électorale se mette au service du droit. Il semble que ces comportements sont des sources d'ordre. Évidemment, nous nous interrogeons sur ces pratiques, étant donné qu'elles émanent de groupes d'individus sur lesquels les institutions sociales régulatrices n'ont pas de contrôle.

A.19. À Grand-ravine, nous n'avons pas de cas de kidnapping, d'ailleurs la population savait aussi se mettre en colère contre les bandits, ils les tuaient en signe de représailles contre un acte de violence. On peut aussi livrer un bandit à la police. [...] 2006, ce n'était pas un mouvement pour élire Préval, mais pour avoir le retour d'Aristide, en qui nous avons mis

beaucoup d'espoir pour changer nos conditions de vie. On avait forcé les autorités électorales à reconnaître la victoire de Préval aux dépens de Manigat. [...] 2008, c'était un mouvement socio-économique, car la situation économique était trop insoutenable. Mais nous reconnaissons que ce mouvement n'avait pas de leadership [...] (Témoignage recueilli le 09-11-2013, Haïti)

Le score de 48% que le candidat Préval avait fait aux élections de 2006, selon le décompte des voix du conseil électoral, n'habilitait pas celui-ci à le proclamer vainqueur. Or, sous la pression populaire Préval a été déclaré président. Selon ce témoin, ce n'était que l'utilisation de la violence vers la violation d'un principe de droit. Cette situation a inauguré un contexte où la force a primé sur le droit et a créé un nouveau droit.

A.16. [...] Absolument pas, ce n'est l'utilisation de la violence vers la violation d'un principe de droit qui a été fait en 2006. Le président Préval avait 48 % des voix, étant donné que le président Manigat avait 12 % des voix, [...]. Cette mobilisation a été une manipulation pour violer les règles de droit. [...] (Témoignage recueilli le 18-10-2013, Haïti)

Ce témoin, femme, pour sa part, nous a livré son discours dans un autre contexte, qui a présagé un ordre nouveau. Elle a présenté en effet les émeutes de la faim, qui renversèrent le gouvernement de Jacques Édouard Alexis en 2008, comme un mouvement pour le changement des conditions de vie. Les casses, qui s'ensuivaient, étaient ainsi renvoyées à la violence induite. Le renversement du gouvernement était sans doute une disposition qui s'est inscrite dans un nouvel ordre. Ce n'est certes pas un nouvel ordre de même type que le précédent, mais il a envoyé un signal à l'attention des pouvoirs institués à fin de créer un nouveau climat social.

A.2. [...] Je crois qu'on peut nous rappeler, à un certain moment, on cassait les magasins, mais on ne volait pas. C'était une façon pour la

population de dire qu'elle en a marre. Lors des émeutes de la faim, en 2008, les gens cassaient les magasins, mais ne volaient pas. Cependant certains groupes profitaient pour voler, c'est ce que j'appelle la violence induite. Je ne crois pas me contredire s'il y a eu des casses, puisque ce n'étaient pas pour piller, mais pour dire qu'on n'était pas content, on voulait que les choses changent dans ce pays. Les vols observés, au cours de ce mouvement, n'ont pas été des activités concertées entre les principaux acteurs. C'était plutôt des accidents de parcours. [...] 2006, je n'étais pas en Haïti, mais je peux quand même donner mon point de vue. La population voulait dire qu'elle en a marre. Si les gens ont mangé et baigné à la piscine, c'était pour dire à la classe possédante de baisser son beau tarif qu'elle fait payer pour que, au moins, la population puisse profiter et jouir quelque jours de rêve [...] (Témoignage recueilli, le 05-11-2013, Haïti)

Cette dimension a montré que cette violence a créé un double ordre : ordre mafieux, ordre de type classique. Le premier renvoie à la mobilisation de violence par les contrebandiers, les narcotrafiquants, les bandes armées pour imposer la cohabitation de leur ordre à celui de l'État. Le second renvoie aux manifestations violentes pour forcer l'État à fonder de nouveaux droits. Cet aspect du droit nouveau que cette dimension amène à constater, rencontre celle d'activités politiques conscientes dans son aspiration à créer le droit au travail, le droit à la liberté politique et civile.

8.4 Ordre précaire/ordre apparent

La précarité de l'ordre est déduite du discours de ce témoin, chef de programme de résolution de conflit à Martissant. Il a qualifié les chefs de gang de leaders communautaires. Sa visite du campement d'un des chefs de gang lui a donné l'occasion de constater le respect dont bénéficiait un chef. Par ailleurs, il a présumé que c'est cette conscience de ces gens, constatée par d'autres secteurs, qui est à la base de cette machination violence contre eux. On pourrait se demander de quel leader communautaire s'agit-il? Et encore, jusqu'où ce consensus peut-il tenir et sur

quelle base a-t-il été trouvé? Ces questions à la base de ce discours nous ont amené à l'ordre précaire ou apparent.

A.13. [...] un jour, j'ai fini de travailler je suis monté dans le fief de ces hommes armés. J'étais en train de boire de la bière avec eux, au environ de cinq, six heures du soir, j'ai vu une cinquantaine de jeunes autour de moi. Ils étaient tous dans les quinze à trente ans au maximum. Ils vivent dans une chefferie. Il n'y a pas de loi écrite, mais on s'entend sur ce qu'on peut faire ou ne pas faire. Ainsi, j'ai une autre appréciation d'eux. Je vois comment ils vivent. La jeunesse est très consciente, elle agit. On a tellement peur de ces jeunes, on projette et on fait une violence sur eux. [...] ceux qu'on a appelé chefs de gang défendent à la fois leur communauté et la population contre les criminels. Ces chefs tuaient ces derniers. Je ne sais pas. N'est-ce pas instinctivement un signal de ce qui doit-être fait ? Le mouvement kidnapping a beaucoup baissé. Ce que je vois chez ces gens c'est la recherche du bien-être. Dans le temps, ils perpétraient des actes de violence. Mais maintenant ce sont des leaders communautaires. (Témoignage recueilli le 18-10-2013, Haïti)

Il convient toutefois de mentionner que ce discours, donnant lieu de parler d'ordre précaire, est suivi d'autres, lesquels semblent décrire un ordre paraétatique.

8.5 Ordre paraétatique

Ce témoin, en évoquant la violence à Martissant, a fait appel aux termes « privatisation de l'État de l'extérieur » et « ordre paraétatique ». Le premier terme renvoie aux attributions de l'État qui sont laissées entre les mains des bandes armées. Le second terme renvoie aux bandes armées qui s'érigent en agents de l'ordre contre les abus de la police et contre les exactions des bandits qu'elles ne contrôlent pas. Dans ces conditions, cette violence, selon ce témoin, a visé à changer les conditions de vie.

A.13. [...] La violence ici résulte de la frustration. Une population que l'État ne prend pas en charge son éducation. On privatise l'État de l'extérieur, c'est-à-dire toutes les fonctions que l'État devaient s'approprier sont léguées à un niveau administratif le plus bas [...] Oui je pense absolument que la violence telle qu'elle se présente à Martissant vise la recherche de changement des conditions de vie. N'est-ce pas que je vous ai dit que ces jeunes se mobilisent actuellement contre l'arrestation arbitraire faite sur leur semblable. Ils s'organisent aussi pour protéger leur droit à la liberté. Maintenant, il se trouve que certains d'entre eux procurent des armes pour se protéger, même contre l'État qui ne leur protège pas. Il y a là une espèce d'ordre paraétatique. Les hommes armés de Grand-ravine sont des préfets de discipline, c'est comme ça ils les voient. Ce sont des agents de l'ordre. C'est la même pour tout Martissant. (Témoignage recueilli le 18-10-2013, Haïti)

Cet agent de résolution de conflit, témoin, a présenté les bandes armées de Grand-ravine, Martissant, comme des agents communautaires. Selon lui, un chef de gang à Martissant est un agent d'ordre, car c'est lui qui protège la population contre les abus des bandits. Les chefs sont aussi des agents sociaux qui ont organisé régulièrement des activités sociales, au profit de la population, dénommées « Ti sourit ». Ils ont donné en outre des services de base à celle-ci, tel que l'électricité, sans compter qu'ils ont négocié les projets de développement de leur quartier avec les ONG. Ce témoin, comme le précédent, a fait des chefs de gang des autorités locales qui ne relèvent pas de l'État. C'est comme un État dans un État, que d'aucuns pourraient appeler « État subsidiaire ». Il semble donc que quelque chose est en train de se passer à Martissant.

A.19. [...] actuellement la population de la communauté (Martissant) ne voit pas un chef de gang comme un bandit, elle le voit plutôt comme un protecteur, comme une mafia, qui pointe son arme avec une main et reçoit quelque chose dans l'autre. Ces gens ne volent pas la population de sa communauté. Les problèmes de la communauté sont aussi les leurs. Avant il y avait de bandits à Grand-ravine, maintenant non. Cette mafia a mis une animation sociale, toutes les fins de semaine à Grand-ravine, dénommée « ti sourit ». Cet argent est venu des activités de rap dans la

rue. Ils l'ont redistribué à la population sous forme d'activités sociales comme je dis tantôt. Ils ont amené de l'électricité là où en achetant des transformateurs et des pieds de fil électrique pour propager l'énergie électrique sans l'aval de l'institution étatique. [...] Les ONG ont un rapport « business » avec les chefs, pour qu'un projet puisse implémenter dans la communauté, il faut avoir l'aval des chefs, sinon ça ne passe pas. « Concen.org » ne voulait pas négocier à un certain moment, il s'en alla, après il est obligé de négocier [...] je crois que c'est avec cet argent que les chefs ont fait des Kiosques, des terrains de football pour la population. [...] Les chefs de gang de Cité Soleil et ceux de Martissant s'entretiennent actuellement pour synchroniser leur mouvement. [...] les chefs de gang de Cité Soleil n'ont pas les mêmes profils que les chefs de Cité Soleil. À Martissant nos hommes sont plus instruits. Les commandants ont environs vingt-neuf, trente ans. (Témoignage recueilli le 09-11-2013, Haïti)

Le discours de cet ancien maire de Cité Soleil semble aussi indiquer que cette violence renvoie à un ordre paraétatique. Selon ce dernier, la population de Cité Soleil a une grande dépendance par rapport aux chefs de gang. Celle-ci est caractérisée par le rapport économique qu'ils ont entretenu avec les marchandes de restauration, étant donné qu'ils sont de grands consommateurs. Leur consommation s'étendait sur eux et sur leurs larges familles dont ils ont la responsabilité de nourrir. Puis, leurs générosités ont donné un régiment d'enfants éclaireurs pour les prévenir des interventions des forces légales. Il n'a certainement pas fait mention d'ordre paraétatique comme ce fut le cas des intervenants de Martissant, mais son discours semble dans la logique des précédents.

A.15. [...] Les chimères consommaient beaucoup. Les marchandes de leurs quartiers vivaient beaucoup d'eux. Les marchandes des restaurants vendaient à crédit leur repas à eux et recevaient leur dus après que les rançons des raps ont été versés. N'oublie pas qu'ils ont beaucoup de femmes et celles-ci habitaient avec leurs familles. Il y a donc beaucoup de gens à consommer. Il est difficile pour la police d'arrêter une chimère, puisque toutes ces personnes constituaient des antennes pour les prévenir en cas de danger d'intervention policière. (Témoignage recueilli le 14-10-2013, Haïti)

Ce propriétaire d'école dans la périphérie de Cité Soleil a qualifié les chefs de gang de leaders communautaires. En effet, il a déclaré que les enfants de quatorze et de quinze ans, habituellement, informaient les chefs de gang de toute présence policière dans leur quartier. Les chefs, à leur tour, envoyaient des enfants à l'école. Ainsi, quand ils sont assassinés, la population pleure leur départ. Il semble que, par ces deux précédentes considérations, les gangsters de Cité Soleil ont constitué une force parallèle à l'État dans cette commune.

A.17. [...] les enfants de quatorze et de quinze ans servent d'éclaireurs pour les chefs de gang. [...] cette violence était une violence importée. [...] les chefs de gang s'imposaient en leader communautaire à Cité Soleil, parce qu'ils ont aidé ces gens de cette communauté. La police ne peut les arrêter, parce que quand elle entrerait les chefs étaient déjà informés par les gens des quartiers. On a vu quand un chef de gang est abattu, comment beaucoup de gens pleurent à ses funérailles. [...] écoutez les chefs de gang sont utiles à la communauté, certains payaient les frais scolaires pour des enfants. [...] je n'encourage rien. (Témoignage recueilli le 16-10-2013, Haïti)

Le discours, qui va suivre, ne vient ni des intervenants à Martissant, ni des gens qui ont occupé une fonction administrative ou politique à Cité Soleil, comme nous l'avons vu avant. Il vient d'un écrivain, qui fait la satire de la société haïtienne à travers une émission radiophonique. L'écrivain affirme que les gangs de Cité Soleil ont du « backup » politique, tandis que ceux de Martissant sont autonomes. Les uns sont protégés par les autorités politiques, les autres se sont protégés eux-mêmes contre les attaques policières. En somme, nous avons transmis ce discours avec tout son contexte d'émergence pour renforcer la nuance qui a existé dans le rapport des gangs de nos deux sites avec l'État. En considérant le discours de ce témoin et ceux qui ont précédé, il convient de comprendre que les phénomènes de violence à Martissant et à Cité Soleil n'ont pas toujours les mêmes motivations. Cependant, ces phénomènes partagent un ensemble de traits communs.

A.5. [...] ce n'est pas parce qu'ils n'ont pas d'argent qu'ils ne peuvent pas avoir des armes. Ils connaissent les réseaux mafieux qui vendent les armes. Ils savent aussi les milieux où l'on a loué les armes contre partage des rentes après l'utilisation. [...] Les gangs de Cité Soleil ont du « bakòp » politique, pourtant Martissant c'est le contraire. Les gangs de Martissant s'organisaient à l'arrivée de la Police. Ceux de Cité Soleil peuvent bénéficier des protections des autorités politiques. [...] Les chefs de gang à Martissant sont autonomes, ils sont libres de leurs actions, mais ceux de Cité Soleil ne sont pas libres de tout mouvement. Ils ne peuvent faire répression contre n'importe qui dans la population. Car s'ils l'ont fait contre un des leurs qui a un « bakòp » politique, ils peuvent être aussi victimes de violence commanditée par cette autorité. (Témoignage recueilli le 23-10-2013, Haïti)

L'ordre paraétatique est cette dimension qui nous renvoie à une administration territoriale partagée entre l'État et les chefs de gang de Cité Soleil et de Martissant. Ce partage s'explique par le fait que les services, que l'État devait normalement donner à ces populations, sont fournis par les chefs de gang. Il a pris aussi forme dans l'opposition continue de ceux-ci à la police pour toutes les interventions, jugées abusives. En plus, il s'est caractérisé par la police des gangs sur les ONG qui implantaient des projets de développement dans leurs quartiers, entre autres, Martissant. Enfin, il renvoie à une reconnaissance implicite de l'autorité des gangs de Cité Soleil par les élites politiques au pouvoir et le désaveu explicite de l'autorité des gangs de Martissant sur sa population. Tout compte fait, l'ordre paraétatique est évidemment établi en considérant ces propos et les divers contextes de manifestations de violence que nous avons jusque-là développés dans ce travail.

8.6 Prise de conscience des acteurs

Selon cet ex-officier de l'armée d'Haïti, en aucun cas cette violence ne pouvait être fondatrice de droit. Elle a toutefois le potentiel d'attirer les gens de bien à la réflexion et est un repère qui pousse à repenser la structure sociale, tout en

permettant de douter de la capacité du système à s'autoréguler. Il a argumenté avec le cas du président Manigat pour montrer les difficultés qui jalonnent ce chemin. Cependant, il semble y avoir une contradiction dans ce discours qu'on ne peut passer sous silence. Cette violence ne peut, en effet, à la fois être incapable de fonder le droit et posséder le potentiel de réflexion pour la restructuration sociale. Cependant, le simple fait d'inciter au rééquilibrage du système social nous enjoint à la considérer comme fondatrice de droit. Décryptons le discours.

A.16. [...] C'est impossible ! C'est impossible ! Elle pourrait servir à attirer l'attention des gens de bien, comme étant un problème qu'il y a là qu'il faut résoudre. Mais il vous faudrait avoir un personnel tourné vers l'être humain dans la gestion de l'État. Mais quoique vous fassiez la gestion de l'État se fait à travers un système. Ce système là c'est le système politique. Justement, pour éviter qu'on arrive à cette prise de conscience refondatrice, c'est pourquoi on ne peut pas avoir des gens à la conscience normale d'accéder à la prise du pouvoir politique. Vous avez vu comment dans le temps qu'un homme comme Manigat a passé au pouvoir. Vous avez vu le peu d'effort de l'international pour réintroduire le professeur Manigat au pouvoir. Parce que le professeur Manigat, son existence et son comportement est naturellement tourné vers l'organisation de la cité. [...] Cette violence est un repère qui nous pousse à reposer l'organisation sociale. Ça peut être une piste, parce que nous reconnaissons que nous nous sommes engagés sur une piste négative. Ça peut être une piste de réflexion. Comme je vous dis les résultats sont connus d'avance. (Témoignage recueillie le 18-10-2013, Haïti)

Selon ce religieux cette violence visait à attirer l'attention des autorités sur les problèmes auxquels la population de Cité Soleil est confrontée. Il a toutefois évité de faire la même considération pour Martissant. Mais il a tout de même dit que c'est le cadre général de la violence en Haïti.

A.7. [...] La violence pour eux est une façon de réclamer ce qu'on leur doit, parfois ils utilisent la violence pour attirer l'attention des autorités afin de leur venir en aide. Ça c'est Cité Soleil, quid Martissant, je

connais très peu Martissant, mais ça c'est le cadre général de la violence en Haïti. C'est par la violence que ces gens assurent leur survie. C'est le seul moyen qu'ils pensent pouvoir sortir de leur situation de misère. (Témoignage recueilli le 28-10-2013, Haïti)

Cet autre témoin, quant à lui, a estimé que cette violence visait à interpeller l'État, les secteurs de la société civile et la communauté internationale pour aborder les problèmes réels du pays.

A.12. [...] Dans les deux cas Martissant ou Cité Soleil, je peux dire c'est l'intérêt. Puis faire passer un message qui traduit l'état des choses. Un des sens c'est interpeller l'État en particulier, les acteurs de la société civile et la communauté internationale pour traiter les problèmes réels de la société. (Témoignage recueilli le 29-11-2013, Haïti)

Cette religieuse était difficilement en mesure de donner un sens à cette violence, elle a plutôt invoqué son non-sens. En effet, elle a affirmé que cette violence visait par dessus tout à attirer l'attention des gens. Inversement, plutôt que d'améliorer la condition de vie des gens, la violence les a enfoncés davantage dans la misère. Bien que les termes utilisés et les contextes des deux précédents témoignages soient tantôt identiques, tantôt différents, on arrive à la même conclusion : la violence vise à attirer l'attention.

A.8. [...] Pour moi-même ça a plusieurs sens, en même temps n'a aucun sens. Toutes ces violences, c'est pour attirer l'attention des gens. On n'a rien fait pour eux. Ils restent les victimes de ces propres violences. Ils sont toujours mal vus dans la société [...] ils ont pratiqué la violence pour satisfaire leur fin. Ils ont fait aussi de la violence pour montrer qu'ils peuvent faire mal, pour créer la peur dans leur milieu. (Témoignage recueilli le 28-10-2013, Haïti)

8.7 Changer les conditions de vie, revendiquer certains droits

Ce discours est formulé dans la contradiction même que cette violence engendre chez tout observateur. Ce journaliste l'a vécue dans sa chair, étant donné qu'il est résident de la Cité, et il l'a décrite de la même manière. En effet, selon ce témoin, c'est l'espoir de changement inspiré par le président Aristide qui a motivé les jeunes à commettre des actes de violence après son départ forcé. Inversement, le journaliste a affirmé ne pas comprendre comment on peut espérer un changement des conditions de vie par la violence. Par ailleurs, il a qualifié de perversion les activités de loisir organisées avec les fruits de la violence. Pourtant, il a considéré que la redistribution de l'argent aux petits marchands est un acte à caractère social. Il semble donc que cette situation est problématique. Mais, malgré les contradictions identifiées dans ce discours, nous retenons que chez ce témoin la violence est potentiellement fondatrice de droit.

A.3. Les jeunes sont motivés à faire de la violence, parce qu'ils croyaient que le président Aristide pouvait créer les conditions pour que leur vie ait changé. Cela ne veut pas dire qu'ils ne questionnaient pas le rapport qu'Aristide avait avec eux, lorsqu'il était au pouvoir [...] il est difficile de croire que la violence a pour but de changer les conditions de vie, si c'était le cas, elle aurait déjà changé les conditions de vie de la collectivité. En tout cas, si elle devait le changer ce ne sont pas ceux qui subissaient cette violence. [...] l'argent que les kidnappeurs ont distribué à la population sous forme sociale, c'est-à-dire en organisant des activités mondaines dénommées « ti sourit » (plaisir sexuel, boire de l'alcool) est une perversion. Cependant, l'argent qu'ils ont redistribué aux petits marchands à un caractère social. Mais je ne considère pas ça comme un kidnapping ré-distributif. [...] le sens que les jeunes armés ont donné à la violence, c'est qu'il n'est pas utile de construire une richesse ou une vie par un processus lent, il suffit de poser des actes violents et d'avoir ce qu'on a besoin. [...] pour moi la violence n'a aucun sens, sauf qu'elle se justifie par la misère des gens. (Témoignage recueilli le 15-10-2013, Haïti)

Ce religieux qui s'est impliqué à fond dans la formation professionnelle et académique dans les milieux de vie des jeunes de Cité Soleil et de Martissant a aussi tenu un discours en deux volets. La violence est autant un vecteur de changement socioéconomique qu'un facteur contraignant les conditions de vie des gens. En effet, pour lui, quand les routes sont coupées pour revendiquer un droit, c'est de la violence positive ; mais, quand la violence fait des morts et détruit les biens des particuliers, c'est mauvais. Somme toute, il a estimé que les gens de Cité Soleil s'adonnent à la violence pour revendiquer certains droits. Quel que soit le style emprunté par ces deux témoins, ils nous ont amené à comprendre que cette violence a visé le changement social, mais il ne faudrait pas pour autant omettre certaines dérives.

A.7. La violence est bien sûr un moyen de satisfaire des fins. [...] Parfois oui, parfois non, mon expérience, nous n'avons pas toujours de bons politiciens pour répondre aux besoins des gens, quand les gens coupent les routes dans des manifestations, ils reçoivent d'un coup satisfaction. Ça c'est un peu de la violence pour réclamer ce que l'État leur doit, c'est un peu positif. De l'autre côté, la violence tue [...] si on reste toujours à brûler des pneus enflammés, ça ne va profiter au pays. [...] les gens de Cité Soleil font de la violence sur tout le monde pour revendiquer certains droits : l'État et les particuliers. (Témoignage recueilli le 28-10-2013, Haïti)

Pour ce témoin, le départ forcé du président Aristide faisait suite à une escalade de violence. Les jeunes venant de partout, entre autres, des bidonvilles de Cité Soleil et de Martissant se massaient dans les rues et violentaient personnes, meubles et immeubles en réclamant le retour de leur leader et leur réintégration au travail après les congédiements décrétés par le gouvernement provisoire. Ainsi, il estime que ce mouvement était politique et non armé. Il faut toutefois prendre cette conclusion avec réserve, puisque plusieurs de nos témoins ont relaté que, depuis 2003 et même avant, cette population des bidonvilles était bel et bien armée pour toutes sortes de

raison. Cependant, il semble évident que la réintégration au travail et le retour du président élu sont des revendications de droits sociaux et politiques.

A.17. En 2004, les jeunes des bidonvilles, n'ayant pas approuvé la manière dont on a forcé Aristide à quitter le pouvoir, ont inauguré un air de violence. Ces jeunes ont dit que cette fois ils n'allaient pas se cacher. Le gouvernement du premier ministre Gérard Latortue était contre les partisans d'Aristide, c'est pourquoi il faisait tuer ses proches. Cette situation a porté la population des bidonvilles à s'organiser pour se protéger. En 2004, le mouvement était politique et non armé, car les jeunes des bidonvilles, qui travaillaient sur la présidence d'Aristide et qui étaient révoqués, réclamaient leur réintégration, ainsi que le retour de leur idole. (Témoignage recueilli le 16-10-2013, Haïti)

Cette dimension fait ressortir comment le droit social et celui de la liberté politique et civique sont revendiqués par la population. En effet, celle-ci a protesté contre le départ forcé du président Aristide, parce que ce dernier représentait son seul espoir quant aux changements sociaux. Puis, elle a exigé que l'État protège son droit au travail. Enfin, elle protestait avec violence pour exiger les services de base. C'était de cette manière que nos témoins ont présenté le contexte de cette violence dans l'optique fondatrice de droit.

8.8 Synthèse de la violence fondatrice et présentation du modèle de violence en Haïti

Les données sur lesquelles nous avons pu travailler pour comprendre cette violence nous ont amené à comprendre que celle-ci est à la fois destructrice, instrumentale, que fondatrice de droit et réparatrice. Elles nous ont aussi conduits à développer un modèle (Figure 8.2., ci-dessous). La violence fondatrice se comprendra, au final, dans le résumé suivant, d'une part, puis, d'autre part, dans ce modèle laissant entrevoir les liens qui sont tissés entre toutes nos catégories analytiques.

Dans la dimension d'intégration sociale, les témoins ont expliqué cette violence à la fois sous l'angle endogène et exogène. En effet, la tension qui a existé entre les acteurs internes et externes, ainsi que la précarité dans laquelle ces populations vivaient, ont engendré la violence. C'est pourquoi nous inscrivons cette violence dans une quête d'intégration sociale. Nous devons en outre dire que cette dimension entretient un rapport avec la catégorie de frustration, parce que celle-ci implique aussi l'incertitude de l'avenir et la peur qui ont motivé ces populations à exercer la violence. Sans compter son lien avec la violence instrumentale lorsqu'elle est conçue comme un outil d'enrichissement.

La dimension de l'activité politique renvoie à une forme de manifestation violente de manière consciente et collective des gens de Cité Soleil et de Martissant en vue d'une intégration sociale et politique. En effet, le mouvement de 2006 qui favorisa l'élection de monsieur René Préval comme président en témoigne. Les émeutes de la faim, d'autre part, qui renversèrent le gouvernement de Jacques Édouard Alexis, en 2008, pouvaient aussi le démontrer. Cette dimension politique garde un lien avec la dimension de revendication des droits (réintégration au travail, droits civils et droits politiques).

La dimension de la violence organisatrice a montré que cette violence n'a pas seulement créé des droits sociaux et politiques, mais pouvait aussi créer des droits mafieux ou un ordre mafieux. En ce sens que les contrebandiers, les narcotrafiquants et les bandes armées ont créé leur propre ordre au détriment de l'ordre étatique. Cette violence organisatrice est liée à l'activité politique consciente et aux revendications collectives.

La dimension de l'ordre paraétatique a été considérée dans la mesure où nos témoins ont signalé que les chefs de gang ont partagé leurs territoires avec celui de l'État. En

effet, les chefs de gang remplissaient les fonctions administratives de l'État dans leurs territoires respectifs. Ils donnaient à la population certains services de base qui relevaient de la compétence de l'État, en utilisant l'argent qu'ils ramassaient au cours de leur rap. Il nous faut aussi prendre en considération les montants d'argent qu'ils recevaient des ONG lors de l'implantation de projets de développement dans leur quartier, y compris ceux qu'ils ont reçus des acteurs politiques et économiques et des narcotrafiquants. Bref, l'ordre paraétatique est lié à la violence fondatrice et destructrice par l'entremise de l'ordre mafieux.

La dimension de la prise de conscience des acteurs a donné à comprendre que cette violence des bidonvilles, autant meurtrière qu'émotionnelle, a suscité une prise de conscience des élites pour une restructuration sociale. Cette dimension se joint à l'activité politique consciente et collective en raison de sa capacité à amener les acteurs à réorganiser la structure sociale et politique.

Enfin, la dimension de violence pour changer des conditions de vie/revendication de certains droits met en branle la quête des droits civils, politiques et sociaux. En effet, le refus d'accepter le départ d'Aristide avant que son mandat soit arrivé à terme, en dépit qu'une grande fraction de la population le souhaitait et était appuyée par la communauté internationale, a entraîné des manifestations violentes par lesquelles les populations de Cité Soleil et Martissant réclamèrent l'établissement des services de base, le retour au travail des partisans du président déchu, et son retour au pouvoir. C'est ainsi qu'apparaît à nouveau le lien entre la violence et l'activité politique consciente et collective, notamment par le biais de son pouvoir structurant. Toutes les dimensions qui finalement composent cette catégorie de violence fondatrice/réparatrice sont en interrelation, en tout ou en partie.

Figure 8.1 Cycle de la violence fondatrice/réparatrice à Cité Soleil et à Martissant

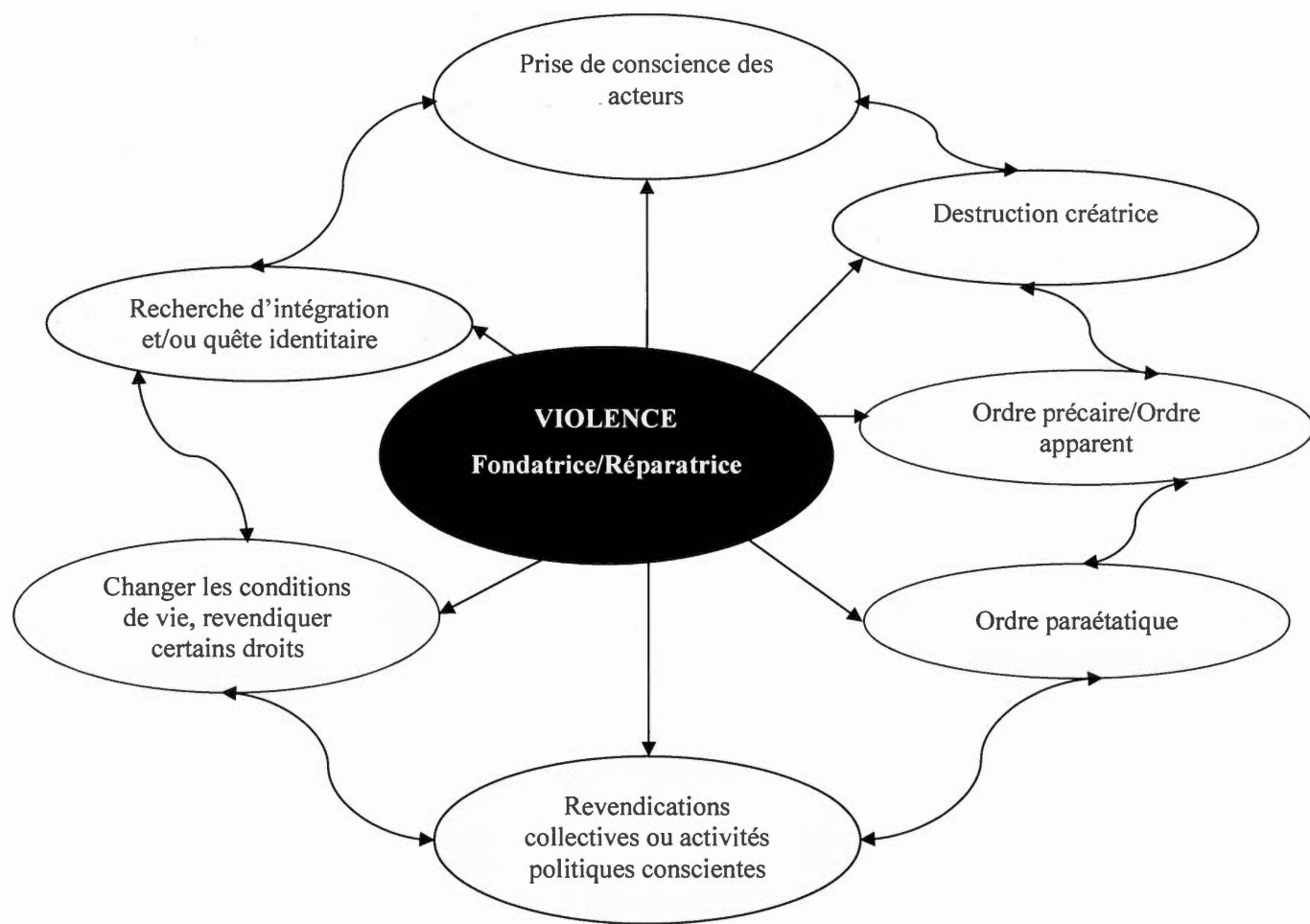
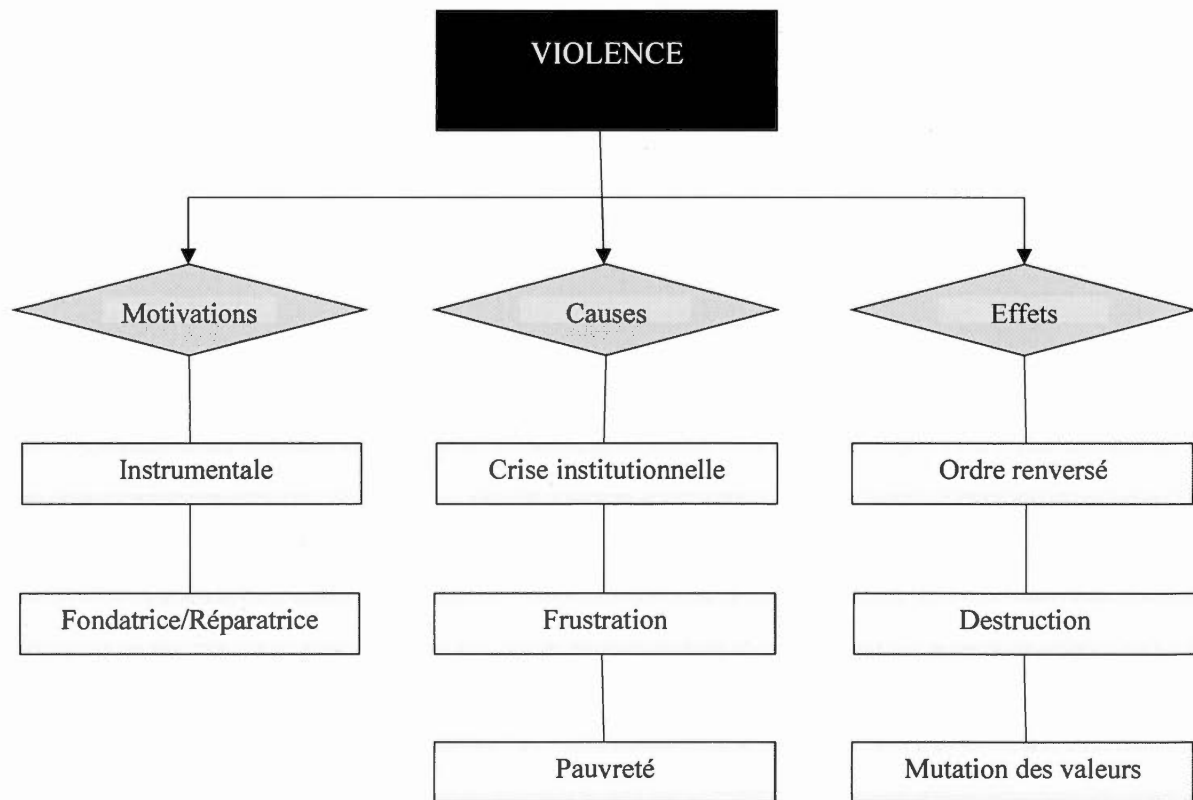


Figure 8.2 Représentation de la violence à Cité Soleil et Martissant



CONCLUSION

L'IMAGINAIRE DE LA VIOLENCE URBAINE EN HAÏTI

Cette étude a visé la compréhension du phénomène de violence urbaine en Haïti, notamment à Cité Soleil et à Martissant, en s'appuyant avant toute chose sur le discours et les représentations sociales de témoins privilégiés. Certes, d'autres chercheurs avant nous ont tenté d'expliquer ce phénomène, mais il apparaît qu'en dépit de leurs efforts, celui-ci reste une énigme. Comme nos témoins, nous constatons une recrudescence du cycle de la violence entre 2004 et 2012, violence à laquelle les acteurs locaux et internationaux tentent de trouver une solution. Force est de constater aussi, ainsi qu'en atteste la littérature, que les remèdes proposés n'ont, en rien, résolu le problème.

Retour réflexif sur la démarche

Nous partions de l'idée qu'en abordant le phénomène de la violence sous l'angle des rapports sociaux dans le milieu urbain, nous pourrions contribuer à en faire avancer la compréhension. Nous avons d'abord dû l'inscrire dans un contexte international. C'est ainsi que nous avons pu identifier un éventail de propositions théoriques sur la

violence. Parmi ces thèses, nous retenons celles de Michel Wieviorka (2006), de Maria Stela Grossi Porto (2011) et de Pierre Beaucage (2009). Pour Wieviorka et Grossi Porto la violence ne peut être comprise sans faire le lien avec la mondialisation. Selon eux, la mondialisation encourage non seulement la fragmentation culturelle et sociale, mais elle renforce les inégalités sociales. Ces auteurs ont certes utilisé des terminologies parfois différentes pour se positionner — par exemple, Grossi Porto parle de fragmentation symbolique plutôt que culturelle —, mais les argumentations qui les sous-tendent se ressemblent, puisque toutes deux nous renvoient à une perte d'identité. En effet, ils expliquent que la mondialisation provoque un affaiblissement de certains types de rapports sociaux, et que le travail ne constitue plus un mécanisme d'intégration sociale. Il faut noter que Wieviorka a formulé sa thèse dans un contexte global, alors que Grossi Porto le fait dans un contexte de pays émergent, en l'occurrence le Brésil. Pierre Beaucage, quant à lui, donne à comprendre que la violence s'amplifie en fonction de la perte de crédibilité des autorités politiques boliviennes, laquelle perte donne lieu à des mouvements de masse contre l'État. C'est dans cette ambiance régionale et internationale que nous avons conçu notre étude.

Notre inventaire des recherches dans le contexte haïtien nous a ensuite permis de souligner que cette violence est à la fois physique et structurelle (Louis, 2007) ; structurelle et instrumentale (Gilles, 2008) ; fondatrice de droit (Midy, 2009) ; banale (Urbon, cité dans Gilles, 2008); et institutionnelle, structurelle.... (Édouard, 2013). Suite à cette pluralité de propositions, nous étions amenés à cheminer vers une compréhension de la violence en répondant aux questions suivantes :

- 1) Quels sont les traits caractéristiques du phénomène (contexte, conditions, causes) ?
- 2) Quels sont les types ou catégories de violence ?

- 3) Qui sont les acteurs de la violence ?
- 4) Comment les acteurs donnent-ils sens à la situation ?

L'originalité de notre recherche tient surtout à la prise en compte du discours, non pas des acteurs directs de la violence, mais des intervenants sociaux et des témoins privilégiés de la violence dans Cité Soleil et Martissant. Pour progresser dans l'analyse, nous avons combiné les approches de recherche déductive et inductive, puis nous avons fait émerger les divers schèmes d'intelligibilité qui selon nous structurent les discours étudiés : les causes, les effets, les motifs et les finalités de la violence. Ces approches se déploient à la fois dans une triple typologie et dans chacune des catégories discursives que nous avons identifiées. Les stratégies d'analyse s'appliquent particulièrement à l'aspect inductif de la recherche, lequel a mis à contribution les témoignages des acteurs sociaux et politiques, ainsi que des données secondaires, y compris des observations de terrain. Mais, avant d'y arriver, nous avons construit un cadre référentiel à partir duquel nous avons pu effectuer notre travail de terrain. Ce cadre référentiel consiste en une définition générale de la violence en insistant sur a) la violence instrumentale, b) la violence destructrice et c) la violence fondatrice. Nous avons justifié nos décisions dans le chapitre 2. Après le travail de terrain, et à la lumière de nos résultats, nous avons renforcé cependant nos référents théoriques.

La violence déborde le cadre de la contrainte interpersonnelle, puisqu'elle peut servir à satisfaire des pulsions colériques, tout comme à détruire et à construire. (Voir Crettiez, section 2.1) Elle s'étend, selon Wieviorka, sur une variété de phénomènes, individuels, collectifs, révolutionnaires, voire moraux comme dans la violence symbolique chez Bourdieu. (Voir section 2.1) Au-delà de la définition générale de la violence, nous avons spécifiquement défini les types de violence instrumentale, destructrice et fondatrice/réparatrice, lesquels ont constitué des repères essentiels au

guide d'entretien. Ce qui permettra de malaxer un cadre conceptuel abstrait avec les « catégories indigènes » ou « catégories d'acteurs » (Kaufmann, 1016; Romas, 2015), en vue de produire le modèle théorique propre à cette étude. Cependant, avant d'y arriver, nous avons tenté d'illustrer nos choix de catégories dites abstraites par des données secondaires tirées à la fois dans les médias en ligne, des quotidiens, des revues et des livres traitant de la violence en Haïti. Ainsi, nous avons éclairé chaque catégorie avec des faits et des événements. Ce qui semble garantir en quelque sorte des propositions théoriques préalables à l'explication de cette violence. En voici la description.

A. La violence instrumentale. Il convient tout de même de définir minimalement cette violence avant de la décrire en lien avec la violence urbaine haïtienne. Ainsi, pour Gurr, la violence est un instrument utilisé pour satisfaire les dérives de privation relative. (Gurr, cité dans Corradi, 2006) Hannah Arendt par contre définit la violence comme un instrument qui, en tant que tel, a toujours besoin d'un guide et d'une justification pour atteindre son but. (Voir section 2.2)

Dans ce qui suit, il nous apparaît primordial d'insister sur la démarche d'analyse des discours. Le discours sur la privation, le discours sur la force d'intégration, le discours sur la rationalité axiologique et sur le conflit d'intérêt. En effet, il existe un discours sur la privation relative qui donne à comprendre que cette violence est due à la forte précarité, à l'exclusion sociale dont la population haïtienne a le sentiment d'être victime. Le discours sur la force d'intégration, quant à lui laisse entendre, à titre d'exemple, que les mouvements de protestation radicale contre le conseil électoral — qui envoya le candidat René Préval au deuxième tour face à Lesly Manigat, alors que la population le croyait vainqueur au premier tour —, visaient une intégration politique. Le mouvement violent réclamant le retour d'Aristide à la tête de l'État avait une signification semblable pour la population. Le discours de la rationalité axiologique s'applique aux cas de kidnapping. En effet, le phénomène de

kidnapping qu'on associait au petit peuple des bidonvilles est désormais vu autrement, à la suite de l'arrestation d'un des membres de l'élite commerciale dans un cas de kidnapping perpétré sur deux enfants d'une autre famille de l'élite financière. De plus, la rationalité axiologique peut faire comprendre que le banditisme est un instrument du maintien de l'ordre, de redistribution ou du transfert social, ainsi qu'un instrument de règlement de comptes. Et enfin, le discours sur les conflits d'intérêts individuels et de groupes se manifeste dans les affrontements des gangs entre eux, lesquels ont fait souvent des morts et des blessés. Ainsi, nous sommes amené à dire que ces dimensions concourent bien à illustrer la violence instrumentale telle que Gurr et Arendt l'estiment.

B. La violence destructrice. Cailliot (2004) estime que les axes majeurs pour repérer la violence sont la violence physique et la violence psychique. La première s'identifie dans des coups et blessures, par exemple, et la seconde dans des paroles blessantes, la violation de la dignité humaine, l'infantilisation, etc. Pourtant, Le Goaziou (2004) affirme qu'« être violent, c'est chercher à écarter ou à détruire l'insupportable souffrance ressentie, afin de retrouver l'apaisement ». (Voir sections 2.3)

Le discours sur la violence destructrice se distingue par les dimensions « émotionnelle et corporelle », par « l'absence de finalité », ainsi que par la « création de frontières et les affirmations identitaires ». Par exemple, la violence faite aux femmes est souvent renvoyée à des actes émotionnels. La dimension corporelle concerne notamment les atrocités commises à l'endroit des victimes et qui sont monnaie courante : des kidnappings suivis de meurtres, et des assassinats (des chefs de gang et des particuliers). Les vols à main armée, les assassinats en pleine rue quant à eux se présentent comme l'expression d'une violence sans finalité ou d'une violence aveugle. Enfin, la « création de frontières et les affirmations

identitaires » apparaissent comme une dimension essentielle de la loi des gangs. Selon nos témoins privilégiés, et cela est confirmé par diverses études, toutes les catégories sociales sont touchées par la destruction. Aucune institution n'y échappe totalement, même les forces étrangères du maintien de la paix. Tout ce discours illustre la théorie de la violence destructrice chez Cailliot et chez Le Goaziou.

C. La violence fondatrice. Benjamin (2012), soutient que « toute violence en tant que moyen fonde le droit ou le conserve ». Pourtant, Maffesoli (2009) affirme que « la violence sociale s'inscrit dans un double mouvement de destruction et de fondation » ; puis, il postule qu'elle a une fonction structurante dans la société. Pour, enfin, enchaîner que la violence, tout en étant insaisissable et sans finalité, finit par instaurer un ordre nouveau, une nouvelle norme. (Voir section 2.4)

Le discours sur la violence fondatrice/réparatrice se caractérise par les dimensions de l'activité politique consciente, de la conservation du droit, de représentation collective et de création d'un ordre nouveau. C'est ainsi que les données représentent la violence qui entraîne une activité politique, comme par exemple les émeutes de la faim en 2008, à la faveur desquelles le gouvernement du premier ministre Jacques Édouard Alexis fut destitué par le sénat. Les incursions dans les milieux criminels, puis les arrestations de la Police nationale et des troupes de l'ONU sont thématiques comme une tendance à la conservation du droit. Dans diverses sources médiatiques, la violence peut avoir un effet de représentation collective, ainsi qu'il apparaît dans la protestation de la classe politique, suivie par la société civile organisée, en 2003 et 2004, contre la réélection d'Aristide en raison de la fraude électorale. Le discours souligne que ces mouvements de protestation ont souvent éclaté lors d'affrontements entre les groupes pro-Aristide voulant que leur vote soit respecté, et ceux de l'opposition politique. Finalement, l'appel du Conseil Exécutif de l'Université d'État d'Haïti (UEH), qui demande au gouvernement de prendre des initiatives collectives

pour remédier à la violence, est présenté comme la création d'un ordre nouveau. Dans cette perspective, les élections ne sont pas un simple concours de popularité. Elles sont une lutte acharnée des masses pour le pouvoir, et contre le *statu quo*. Il s'ensuit que ces énoncés aident à éclairer la proposition théorique de Midy (2009) et Édouard (2015) voulant que la violence soit fondatrice en Haïti, et ils confirment les définitions de Benjamin et Maffesoli sur la violence fondatrice.

Nos analyses sont venues confirmer l'essentiel de la typologie par lesquelles nous avons fait notre terrain en appui d'un guide d'entretien construit avec des unités d'analyse à la portée de la compréhension de tous nos témoins. Mais avant de relever les principaux enjeux théoriques et sociologiques en lien avec la réalité du terrain, il était nécessaire de broser le contexte spécifique historique et démographique des quartiers de Cité soleil et de Martissant.

Retour sur les enjeux théoriques et sociologiques

En somme, la recherche nous a permis de confirmer l'importance des facteurs historiques, démographiques, économiques, politiques qui déterminent en partie le phénomène de la violence ainsi que les discours de nos témoins qui réorganisent à leur tour l'imaginaire de la violence.

La crise de la production agricole, vers la fin du XX^e siècle, profita au développement des industries de sous-traitance. La vague de migration vers les villes, notamment la périphérie de Port-au-Prince, fut importante. Le régime des Duvalier, pour faire face à cette situation et favoriser l'industrie du tourisme, qui rapportait beaucoup d'argent au pays, avait décidé de donner naissance à la ville de Cité Simone, devenue Cité Soleil. Ce qui aggrava le processus de construction du

conflit, puisque certains quartiers sont nés dans l'affrontement entre habitants. De 1983 à 2012, la population de Cité Soleil est passée de 82 191 à 505 920 habitants. Mis à part quelques entrepôts et les ports d'embarquement de mer, il s'agit d'une zone de faible infrastructure sociale et économique.

Si Cité Soleil est une commune, Martissant pourtant est une section communale de Port-au-Prince. Il s'agissait à l'origine d'une zone de villégiature où des représentants des classes moyennes résidaient et/ou passaient leurs vacances. Aujourd'hui, en raison du même contexte économique et démographique, elle voit croître les logements insalubres et la pauvreté. Son infrastructure sociale et économique est aujourd'hui très faible, malgré son passé d'industrie hôtelière et d'activités socioculturelles haut de gamme. Il semble qu'il ne lui reste que son imposant marché de fruits de mer, ruiné lui-même par le commerce d'importation. Sa population passe de 239 937 habitants en 2003 à 281 314 en 2012.

Donc, Cité Soleil et Martissant sont deux sites qui se ressemblent à bien des égards, mais qui diffèrent en termes de population, de superficie et de position géographique. Compte tenu de ce contexte spécifique, nous avons analysé les discours de nos témoins privilégiés en lien avec les données documentaires et nos observations. Il convient toutefois de dire que nos témoins sont de niveaux professionnels divers et de revenu diversifié.

L'analyse des discours nous indique la présence de schèmes ou de catégories spécifiques pour chacun des types. Ainsi, nos témoignages et nos données secondaires, nous ont cheminé vers les causes et les effets ainsi que vers des motivations instrumentales et fondatrices de cette violence. Il est important de préciser que la catégorie destructrice, initiant cette recherche, comme les deux dernières, est logée dans les discours sur les conséquences. (Chap. 6)

Dans le discours sur les causes, les catégories caractéristiques sont celles de la crise institutionnelle, de la pauvreté et de la frustration. Le fond de l'affaire, selon les témoignages analysés, c'est que les mesures prises par les institutions politiques pour enrayer cette violence sont largement insuffisantes. Le sens de la violence tel que reconstruit par nos témoins et tel qu'il apparaît dans les données, nous rappelle que non seulement les autorités publiques n'ont pas pris les mesures nécessaires, mais encore qu'elles ne semblent pas souhaiter un réel changement. Par exemple, le maintien de la population des bidonvilles dans une misère atroce, un système d'éducation à deux vitesses, des hôpitaux destinés à soigner les frustrés scolarisés et d'autres les frustrés non scolarisés, un système judiciaire corrompu où les juges, les parquetiers et les policiers ne coordonnent pas leur action, soit à cause des circonstances, soit pour des raisons qui ne concourent pas à l'intérêt commun. Le discours met ici en scène un pouvoir public défaitiste.

Dans notre cadre théorique général, nous avons défini la violence d'État en lien avec la violence structurelle, sociale et urbaine. Cette violence, souligne Crettiez (2008), est une violence légale qui s'impose par l'intermédiaire de son appareil répressif (police, justice, armée). Elle est mise selon lui au service des dominants au détriment des dominés. Au contraire, selon Rigouste (2012), l'appareil répressif de l'État, est destiné à produire la violence d'État, qui est qualifiée généralement de bavure et d'accident policier. Voilà pourquoi la violence physique des policiers, au lieu de réduire les risques de tuer, dans les sociétés démocratiques, est une exception. Il en veut pour preuve les tactiques auxquelles les policiers français ont recouru : « la présence simple des forces de police, la présence active, la présence dissuasive, la présence regroupée, l'action judiciaire non visible, l'action judiciaire et de maintien de l'ordre ».

Les discours tenus sur la violence d'État en Haïti ainsi que ceux du comportement de l'appareil répressif ne nous permettent pas de comparer expressément les tactiques répressives des policiers Français à ceux d'Haïti. Il est vrai que nos témoins soulignent le manque de volonté de la police à stopper la violence par leur seule « présence active et dissuasive », il n'en demeure pas moins cependant qu'ils reconnaissent que celle-ci ne dispose pas de moyens adéquats pour mettre en branle toutes les tactiques identifiées par Rigouste. Il faut croire que la population, en dépit de tout, s'attendait à une réaction proportionnelle de la police pour enrayer cette violence, ce qui n'est pas tout à fait le cas. D'autant que les interventions policières dans les quartiers des bidonvilles sont manifestement marquées par l'irrespect de ces habitants. Donc, ces interventions ne visent pas à « maintenir de l'ordre », auquel cas elles profitent à un groupe. Voilà pourquoi l'idée chez Crettiez que la violence d'État est mise au service des dominants au détriment des dominés semble valider dans le contexte haïtien. Encore, comment faut-il interpréter les discours accusant l'appareil de justice de corruption et ceux qui exigent un projet politique des élites dirigeantes pour traiter ces lacunes avérées du système judiciaire haïtien? Enfin, comment interpréter également les discours tenus par certains de nos témoins qualifiant l'État de voyou? Dans un État où nombre de discours perçoivent une volonté délibérée des élites à ne pas corriger les manquements du système judiciaire, et que les élites politiques sont confortables dans une structure corrompue, cela ne peut que renforcer la thèse de Crettiez et celle de Rigouste.

Il nous semble qu'une autre forme de violence d'État peut contribuer à cette violence. En effet, Bouju, De Bruijn, Corten et Côté (2008, 2009) soutiennent que la violence structurelle, qui renvoie à des structures sociales, à des structures politiques ou morales oppressives et aliénantes, produit des inégalités économiques et sociales. Elle se donne dans un processus d'exploitation, d'injustice ou d'anomie de la société globale.

Il est évident que la misère atroce des gens de nos deux bidonvilles et les structures inégalitaires des écoles haïtiennes, qualifiées d'« apartheid scolaire » décrites par nos témoins sont loin de nous éviter de s'imaginer que l'appareil répressif de l'État n'administre pas des manquements de la police. Qui plus est, on serait même tenté de dire que ceux-ci constituent une mise en place de la catégorie dominante de la société pour mieux asseoir sa domination. Du moins, un moyen dont dispose certains groupes pour tirer profit des démunis. On aurait pu argumenter davantage, tenant compte de l'ensemble des événements rapportés par nos témoins, mais le peu d'arguments que l'on ait invoqués suffissent quand bien même à illustrer cette violence d'État. En fait, au lieu de participer à garantir la cohésion sociale, celle-ci attise la violence sociale, entendue comme une forme de « réaction à la violence d'État ». (Crettiez, 2008) Le discours sur la vengeance et la frustration, qui s'exprime dans les récits de kidnapping et de viol des couches aisées, semble témoigner de la colère légitime des groupes démunis contre les nantis et les institutions. Plusieurs, dont Laurent Mucchielli estiment que la violence d'État est à l'origine de la violence urbaine. (Mucchielli, cité dans Crettiez, 2008) La maladresse de l'institution policière et le fonctionnement inadéquat des tribunaux, ainsi que la misère programmée par les élites contre la population des bidonvilles, considérée comme une « ségrégation terrifiante » dans le discours de nos témoins, sont autant d'événements qui relèguent cette violence à une autoproduction sociétale. En conséquence, il semble qu'on ne peut entretenir une société dans des conditions favorables au déclenchement d'une violence sociale en espérant du même coup, obtenir la bonne foi ou la sérénité chez ceux-là mêmes qui vivent toutes sortes d'infortunes.

Quant au chapitre sur les effets de cette violence, ce qui caractérise les discours de nos témoins est un enchevêtrement de catégories et de dimensions : l'ordre renversé, la destruction corporelle, émotionnelle et psychique, la mutation des valeurs, etc.

L'analyse de ces discours sur les effets de la violence nous a ouvert les yeux sur le sens que nos témoins donnent à cette violence. Les discours nous incitent à prendre connaissance des modes d'opération des gangs, de la manière dont ils définissent leur territoire (ou champ d'action) concédé d'ailleurs par l'État lui-même en le désignant comme zone de non-droit. On parle précisément de zone de non-droit en ce qu'il s'agit de celle où ce qui prévaut, c'est la justice populaire ou celle des gangs.

Dans l'ensemble des discours examinés, la terreur semble réduire tout le monde au silence, et une véritable mutation des valeurs accompagne le récit d'une violence banale, fruit de la déraison. En somme, dans un enchevêtrement des causes et des effets, les discours établissent un lien significatif entre la crise institutionnelle et ce que nous avons appelé l'ordre dans le désordre.

Pour comprendre cette relation de cause à effet, il convient d'abord de signaler l'apport théorique de Cailliot (2004) à la violence destructrice, qui constitue l'une des catégories des conséquences relevées dans les discours des témoins. Selon lui, la violence destructrice peut être de type physique et psychique. Physique, elle se manifeste dans des coups et blessures, des viols sexuels et des meurtres. Psychique, elle est souvent invisible, mais on peut la repérer dans l'indifférence, le non-respect de l'intimité, l'abus d'autorité, des langages dévalorisants, des chantages et des comportements d'infantilisation. Il s'agit pour nous de valider les présupposés théoriques qui établissent cette violence comme étant destructrice. En effet, les meurtres, les bastonnades, les kidnappings, les viols des femmes et des filles (et même des hommes), rapportés par nos témoins, illustrent bien son caractère destructeur sur le plan physique, d'une part, et d'autre part, la terreur, qui est une forme de violence psychique, augmente les risques de mourir. De surcroît, quand Cailliot aborde la violence destructrice, il la met en lien avec la violence structurelle, puisqu'il nous invite à la voir également sous l'angle d'un processus, lequel s'inscrit

dans un système qui véhicule de la violence par des mécanismes dévalorisant les rapports de travail entre employeurs et employés, entre autorités et citoyens. Il semble ainsi que la violence destructrice et la violence d'État se chevauchent souvent. Les incursions disproportionnées de la police dans les bidonvilles, le chômage et les emplois dérisoires de certaines gens des bidonvilles, qui sont souvent à l'origine de leurs frustrations, ont en effet décrit le rapport dévalorisant entre les autorités et les citoyens, ainsi que les employeurs et employés. Notons toutefois que ce rapport dévalorisant entre employeurs et employés s'inscrit dans la mondialisation telle que Wieviorka (2006), Grosiso Porta (2011) et Louis (2007) l'ont dénoncé.

En ce qui concerne la mutation des valeurs et l'ordre renversé, le discours indique la présence de ce que Delsol a appelé un « État subsidiaire ». (Delsol, 2010, p. 5-13) Dans cette perspective, ce sont les autorités instituées qui ont concédé les territoires aux gangs de ces deux sites. D'où une certaine autonomie accordée par l'État à ces derniers qui, non seulement agissent en son nom, mais aussi lui suppléent carrément en procurant à la population certains services de base qu'il était censé lui-même offrir à celle-ci. On dit que les gangs de Martissant avaient l'habitude de négocier en outre les projets de développement avec les ONG directement sans aucune sorte de souci ou d'inquiétude. On dit encore que l'État central alloue des fonds aux chefs de gang comme il le fait pour les autorités locales sorties des urnes à l'occasion des fêtes patronales. Dans ces discours enfin, les gangs s'érigent en instance de jugement pour régler leur conflit à l'intérieur de leur territoire. D'où la catégorie conceptuelle de l'ordre renversé et la dimension de l'ordre dans le désordre.

Il convient de dire comme Becker (2002, p. 198-201) : dans la perspective inductive telle que la nôtre, il faut laisser les cas définir les catégories et les propriétés conceptuelles. Bien entendu, le contexte d'émergence de l'« État subsidiaire » en Europe n'est pas nécessairement le même en Haïti, puisqu'on n'a pas à refuser les

idéologies classiques, comme celle de l'État providence et l'État libéral. Cependant, le chaos qui surgit de cette violence, l'autonomie des groupes armés, leur rôle de suppléant et l'accroissement incessant de leur pouvoir de police ou d'intervention social, sont autant d'éléments qui concordent avec l'« État subsidiaire ». Certes, d'autres comme Corten (2011) préfèrent parler d'État faible, mais il nous semble que les discours examinés ici et leur contexte spécifique illustre mieux l'« État subsidiaire ».

À ce compte, l'idée que les causes et les effets se combinent d'abord, comme on l'a vu, dans les discours sur la violence, mais aussi, suivant Morin, Miles et Huberman (voir, l'avant-propos) dans les faits de cette violence, semblent se confirmer. Poursuivons notre analyse sur les catégories instrumentale et fondatrice.

Le discours de nos témoins sur les motivations nous amène à distinguer analytiquement la violence instrumentale et la violence fondatrice/réparatrice. Les logiques d'action de la violence instrumentale paraissent impitoyables. Ainsi, pour les élites dirigeantes, la violence est un moyen pour se maintenir en poste ; pour les acteurs politiques, un moyen de gagner les élections ; pour les narcotrafiquants comme pour le secteur des affaires, un outil politique et économique, etc.

Ce que les discours sur la violence disent, c'est que dans la société haïtienne, la lutte est sans merci. En effet, la violence est à la fois une arme politique et économique. Elle est aussi une arme pour la survie, pour les règlements de comptes. Pour certains pays étrangers, la violence devient une arme de défense de leurs intérêts économiques et géopolitiques. Des acteurs politiques instrumentalisent les gangs au moment des élections pour accéder au pouvoir et y rester. Les gangs usent de la violence pour survivre et pour s'enrichir. La communauté internationale attise des mouvements sociopolitiques violents pour porter au pouvoir leurs poulains, au

détriment ou au mépris de la volonté populaire. La violence sert à tout. Autrement dit, pour reprendre l'image utilisée en 2004-2005 par le premier ministre de transition démocratique, Gérard Latortue, qui s'exprimait autour des difficultés de réformer l'État : les acteurs sont emmêlés comme un plat de spaghetti dans la mise en œuvre de la violence.

Les discours sur l'instrumentalisation de la violence s'expriment de multiples façons. Le chapitre 7 relate ce que font les leaders politiques de cette violence, tant au timon des affaires de l'État que ceux qui y aspirent. Le discours des témoins et la littérature sur la question nous inclinent à penser que l'élite dirigeante, quand elle ne dispose pas de moyens pour répondre aux exigences sociales, et ainsi neutraliser ses opposants, instrumentalise les gangs des bidonvilles pour se maintenir au pouvoir. Au lieu de sensibiliser les couches défavorisées en vue de grands mouvements sociaux, certains leaders politiques ne partageant pas l'orientation politique du gouvernement, préfèrent s'enliser dans l'armement des gangs pour créer la terreur. Ainsi, ils espèrent se substituer à leurs prédécesseurs.

La forte présence de ce discours nous rappelle que le politique renvoie aux normes qui régissent une société, au processus de prise décision et à la résolution des conflits; si le politique demeure ainsi l'art de gouverner (Lessard, 2008, p. 68), il faut nous interroger sur la violence des acteurs politiques pour se maintenir en poste. La pratique qui tend à flageller et à tuer les opposants politiques en Haïti, comme nos témoins en ont fait état, ne participe pas à résoudre les conflits sociaux. Au contraire, elle fait entorse à la démocratie :

La démocratie paraît avoir deux adversaires. D'un côté elle s'oppose à un ennemi clairement identifié, le gouvernement de l'arbitraire, le gouvernement sans limite que l'on appelle selon les temps tyrannie, dictature ou totalitarisme. Mais cette opposition

évidente en recouvre une autre, plus intime. Le bon gouvernement démocratique est celui qui est capable de maîtriser un mal qui s'appelle tout simplement vie démocratique. [...] La bonne démocratie devait être alors la forme de gouvernement et de vie sociale apte à maîtriser le double excès d'activité collective ou de retrait individuel inhérent à la vie démocratique (Rancière, 2005, p. 14).

Notre recherche nous amène par là à enrichir le concept de politique. Selon Hannah Arendt (2014) :

La politique, à ce qu'on dit, est une nécessité absolue pour la vie humaine, aussi bien pour la vie de l'individu que pour celle de la société. Dans la mesure où l'homme ne vit pas en autarcie et où son existence dépend des autres, le souci de l'existence de tous les hommes est nécessaire : sans lui, aucune vie en commun ne serait possible. La tâche et la fin de la politique sont de garantir la sécurité de la vie au sens le plus large. Elle permet à l'individu d'atteindre ses fins dans le calme et la paix, c'est-à-dire sans être importuné par la politique – peu important les sphères de la vie dont relèvent ces fins que la politique doit garantir, qu'il s'agisse au sens antique de permettre à un petit nombre de s'adonner à la philosophie, ou qu'il s'agisse au sens moderne de garantir au grand nombre la vie, un gagne-pain et un bonheur minimal. C'est parce que, comme l'a dit jadis remarqué Madison, cette vie en commun réunit des hommes et non des anges que le souci de l'existence suppose un État qui détient le monopole de la violence et qui empêche la guerre de tous contre tous (Ibid., p. 192).

Les discours sur l'instrumentalisation de la violence, au contraire, nous présente une élite dirigeante ou une élite politique aspirant au pouvoir, et traitant avec les bandes armées, soit pour se maintenir aux affaires, soit pour y accéder. Ce que les discours des témoins ont caractérisé « tension politique par la politique ».

Beaucoup d'acteurs économiques et de particuliers ne se comportent pas différemment. Les documents et les témoignages mis en exergue au chapitre 7 tendent à montrer que le secteur commercial non seulement a participé à des kidnappings, mais s'est aussi assuré le service des gangs pour sa propre sécurité et celle de ses entrepôts dans le périmètre de Cité Soleil. Les gangs en profitent pour s'enrichir. Certains individus ou groupes d'individus, dans ce contexte violent, ont aussi préféré la violence aux institutions régulatrices pour régler leurs différends. Notre recherche nous porte ainsi à conclure que les stratégies et les intérêts particuliers prédominent sur l'intérêt collectif.

On ne saurait terminer sur ce point sans faire écho au discours disant comment une fraction de la communauté internationale, par l'intermédiaire de la MIMUSTAH, installée depuis onze années en Haïti, a défendu son intérêt au détriment des intérêts haïtiens, voire les valeurs démocratiques qu'elle prétend promouvoir en Haïti. Nous croyons que les témoignages rassemblés au chapitre 7, ou des écrits tels que ceux de madame Ginette Chérubin (2013, p. 239) montrent bien comment la mission démocratique des organismes internationaux est souvent bafouée au profit d'autres intérêts. Ce fut par exemple le cas en 2011, selon nous, lorsque la communauté internationale a imposé le président Michel Joseph Martelly, alors que le verdict des urnes allait dans un autre sens.

La violence fondatrice/réparatrice se présente dans les discours analysés sous diverses dimensions : intégration sociale et/ou identité ; activités politiques conscientes ; destruction créatrice ; ordre paraétatique ; prise de conscience des acteurs ; revendication de certains droits. Les discours sur la violence fondatrice disent que la bataille pour l'intégration sociale est omniprésente. Les populations des bidonvilles doivent faire face à l'exclusion sociale, voire à la privation totale. Les gangs, en complicité avec les habitants, se livrent à une lutte atroce pour la

reconnaissance. Cette reconnaissance est tantôt individuelle, tantôt collective à travers les luttes pour la réinsertion.

Les discours sur la violence fondatrice soulignent aussi que des activités politiques conscientes peuvent s'établir grâce à des mouvements protestataires, à la fois radicaux et pacifiques. Ce fut par exemple le cas avec les émeutes de la faim de 2008 et les violences de 2006 et de 2011 à la faveur desquelles René Préval et Michel Joseph Martelly ont été élus présidents. Toutefois, le sens qui est accordé aux événements peut diverger. Pour le premier, il semble qu'il s'agissait en effet d'imposer la volonté de la majorité populaire. Par contre, pour Martelly, nonobstant l'absence de volonté populaire dans le vrai sens du terme, ce sont les manœuvres de la communauté internationale qui l'ont fait élire. Les deux événements concourent à la perte de légitimité des autorités politiques.

Notre examen de la destruction créatrice ou de la dimension organisatrice de la violence fait ressortir comment elle peut créer des droits sociaux et politiques, mais aussi des règles mafieuses qui mènent à l'instauration d'un ordre mafieux. Les gangs, les contrebandiers, les narcotrafiquants créent un ordre qui leur est propre, contre l'ordre étatique. Enfin, les discours font aussi valoir que la violence peut stimuler une prise de conscience et engager les acteurs vers la création des droits sociaux. Les discours font ainsi entendre une logique d'action intégratrice (Dubet, 1994, p. 176), à laquelle se livrent les acteurs sociaux individuels et les groupes. Toutefois, s'il est vrai que les populations de bidonville sont en quête d'intégration, il est aussi vrai que certains groupes, en mobilisant les gangs de ces bidonvilles, cherchent à conserver leur privilège. C'est pourquoi il nous semble que l'affirmation de Benjamin (2012) selon laquelle la violence crée et conserve des droits s'applique bien à la violence urbaine haïtienne. Nous rencontrons aussi les thèses de Corradi

(2009) et de Maffesoli (2009) voulant que la violence soit « structurante de la réalité » et « structurante des faits sociaux ».

À la lumière de certains de nos témoignages, il nous semble important de clarifier un enjeu théorique central, concernant les concepts d'*intégration sociale* et de *reconnaissance*. Selon François Dubet, lorsque les acteurs lient la reconnaissance avec l'égalité, ils se voient comme les membres d'une société peu ou prou intégrée par une division du travail légitime et par des valeurs communes. En d'autres termes, ces acteurs renvoient la société à un ordre de statuts et de rôles, à une « communauté » ou à une « nation ». (Dubet, 2007, p. 33, 34) Dans le même ordre d'idée, Shmuel Trigano soutient que « reconnaître quelqu'un, c'est donc inscrire sa singularité dans un ordre global, où il prend sens » ; la reconnaissance prend ainsi un caractère universel. (Trigano, 2007, p. 150) Il nous semble que l'intégration sociale, telle que nos témoins l'ont exprimée, s'inscrit bien dans cette perspective. La reconnaissance ainsi entendue renvoie à d'autres dimensions que nous avons explorées ; il suffit de voir la Figure 6.1 et la Figure 8.2 pour comprendre comment ces catégories discursives sont encadrées. Dans les témoignages recueillis, parler d'intégration répond à un besoin d'ordre nouveau, un ordre où tous et toutes participeraient à une communauté d'intérêts, une communauté politique.

Au final, il apparaît que le discours sur les causes de la violence met en rapport la crise institutionnelle et la frustration de la population. Les résultats de nos recherches nous interdisent de parler de bonne gouvernance, dans la mesure où il n'y a pas de conjonction entre l'action des institutions politiques et celle de la société civile pour gérer les conflits. En dépit de tout, il existe quand même des institutions, sans lesquelles la situation aurait été pire. Il est indéniable que la pauvreté contribue à la violence à Cité Soleil et à Martissant, et la violence structurelle est certes un facteur explicatif de la situation. Le processus de construction et de reproduction des

inégalités sociales s'inscrit dans cette violence structurelle, ainsi que le rappellent Parazelli (2008), Bouju et De Bruijn (2008). Cependant, les théories de la violence structurelle ne nous paraissent pas les seules nécessaires à l'explication de nos deux cas.

Notre compréhension du discours sur les effets de la violence nous amène à considérer l'existence de deux ordres d'institution politique dans la société haïtienne : celui des représentants élus ou conventionnellement institués, et celui des gangs des bidonvilles. Par définition, l'institution politique est liée à un devoir d'obéissance des mandants envers leurs mandataires, en vertu de valeurs communes jugées légitimes (Jacob, 2008). Or, il se trouve que les gangs se sont, dans une certaine mesure, accaparés ce devoir d'obéissance et cette légitimité dans leurs quartiers, étant entendu que l'ensemble de la population demeure assujetti aux autorités politiques instituées, et plus ou moins complices. C'est dans ce sens que l'analyse des discours nous porte à envisager deux ordres d'institution politique. Les deux ordres sont mentionnés par les témoins, et émergent dans nos analyses dans les dimensions de l'« ordre dans le désordre » et de l'« ordre paraétatique », et dans la catégorie de l'« ordre renversé ». Sur le plan de la théorie sociopolitique, cela concorde avec la description de l'« État subsidiaire » chez Chantal Delsol (2010, p. 5-13), et même chez d'Yves Boisvert (1997, p. 195-201).

À l'instar de Pécaut (1997), nous attribuons à la violence banale un certain effet d'organisation tout autant que de désorganisation. Toutefois, notre analyse ne nous incline pas à la retenir parmi les plus pertinentes ici. La violence banale a cependant accéléré la mutation des valeurs ; comme le laisse entendre les témoins, les valeurs de confraternité, de solidarité, de respect d'autrui sont fragilisées. Est aussi fragilisé le respect des biens d'autrui et des biens publics.

On a vu que l'analyse du discours sur les motivations nous enjoint de distinguer violence instrumentale et violence fondatrice. Dans sa catégorie instrumentale, les logiques d'action, à savoir stratégique et intersubjective (Dubet, 1994), sont croisées et complémentaires. Les acteurs se livrent à une lutte acharnée pour la défense de leurs intérêts tant individuels que collectifs. Les institutions politiques, au lieu de se poser en régulatrices et en garantes de l'intérêt commun, se mettent au service des désirs privés incontrôlés et insatiables. Il faut souligner que la violence instrumentale se répand dans la société haïtienne à l'instar de Gilles (2008). Les individus et les groupes sont isolés, la société est anémique (Bouju, De Bruijn, Corten et Côté, 2008, 2009), comme nous considérons que la violence d'État induit la violence dans les bidonvilles.

L'affirmation selon laquelle la violence serait systémique ou culturelle ne trouve pas beaucoup d'écho dans notre corpus, mais cela pourrait être une piste méritant un examen plus approfondi. Cela concerne notamment l'implication conjuguée des classes sociales dans cette violence. La notion de classe sociale implique que la classe ait conscience d'elle-même et agisse politiquement (Bouffartigue, 2004, p. 12), or il est difficile de l'établir dans le cas d'Haïti. C'est pourquoi nos témoins ont tantôt parlé des classes, tantôt des secteurs ou des catégories sociales. Une forme de conscience de classe se traduit il nous semble dans certaines habitudes de consommation et dans l'affirmation des positions privilégiées dans les rapports des uns avec les autres. Si on admet l'idée que la société haïtienne est divisée en classes, il faut ensuite identifier la fonction de chacune de ces classes. La classe possédante, en principe, devrait imposer et garantir le modèle dominant de société, et donc en contrôler la production et la reproduction ; or, ce principe semble invisible en Haïti. Ce qui en revanche est bien visible, c'est que cette classe cherche à s'enrichir. Un autre exemple de la difficulté : la classe populaire donne l'impression d'avoir conscience de son rapport de force avec les autres classes en période

électorale, mais elle semble ne pas avoir développé une conscience identitaire. C'est ainsi qu'elle adopte des postures diverses d'un bidonville à un autre, par-delà des conditions économiques et sociales analogues, selon qu'elle est dans la périphérie des classes moyennes ou dans celle de la classe possédante. En même temps, plusieurs signes laissent présager l'existence des rapports de classe dans la version instrumentale de la violence. En effet, les basses œuvres sont réalisées par les jeunes des quartiers des bidonvilles, alors qu'elles ont été généralement orientées voire décidées au sommet de la hiérarchie sociale, parfois même en connexion avec une certaine oligarchie internationale. C'est du moins ce que laissent croire nos témoins, car ils ont relaté que les élites dirigeantes au lieu de traiter les problèmes de la société haïtienne préfèrent s'associer à cette oligarchie internationale au détriment des intérêts du peuple haïtien.

Il nous faut souligner que dans sa catégorie fondatrice/réparatrice, les logiques d'action de la violence sont opposées. D'un côté, les acteurs fondent des droits sociaux et politiques, et aussi bien en appellent à la prise de conscience des acteurs capables de fonder des droits positifs. D'autres acteurs imposent des règles mafieuses ou créent un ordre mafieux au détriment de l'ordre étatique. Dans les discours qui ont retenu notre attention, certains acteurs revendiquent à la fois des règles mafieuses et des droits sociaux, par exemple les gangs qui jouissent d'une certaine légitimité auprès de la population. Ultimement, nous croyons qu'il y a deux principes de justice qui s'affrontent dans cette modernité tardive ou cette postmodernité en Haïti : l'égalité collective et l'égalité individuelle. L'impossibilité pour l'une et pour l'autre de s'imposer et de s'affirmer, l'impossibilité même de les voir cohabiter, nous conduisent à une société fragmentée. La violence, quand elle se donne ainsi dans des formes multiples, confronte la société à la perte de la communauté humaine, et donc les institutions, au lieu d'être au service d'une cause commune, sont à la merci d'une poignée d'individus.

Il nous semble néanmoins que notre travail est utile et contribue à l'avancement des connaissances. Nous soutenons, d'une part, que la violence est à la fois destructrice, instrumentale et fondatrice. D'autre part, notre travail renforce l'idée qu'un phénomène social puisse être étudié à la lumière de plusieurs schèmes d'intelligibilité. (Voir section 1.2.4) Spécifiquement sur le cas d'Haïti, notre travail confirme l'existence d'une violence instrumentale et d'une violence fondatrice de droit. Cependant, la violence n'a pas seulement fondé des droits sociaux ; elle fonde encore des droits politiques et des règles mafieuses, elle vise aussi à conserver le *statu quo* à travers la dynamique de l'instrumentalisation. Puisque la violence symbolique, celle qui, selon Bourdieu, préside à la reproduction de la norme, est inopérante ou quasi inopérante, nous devons prendre en considération que la destruction se donne à voir à la fois dans la violence d'État et/ou dans la violence légitime, ainsi que dans les logiques d'action de tous les acteurs confondus. La destruction elle-même peut contribuer à attirer l'attention sur la nécessité de construire une société solidaire. La destruction renvoie les individus à eux-mêmes, et par conséquent, à une solidarité qui n'éteint pas la conscience de soi et la responsabilité individuelles... et ce, même si les discours qui tendent à la solidarité semblent davantage s'inscrire dans la lignée universaliste et se tourner vers l'État pour assurer le bien-être de tous.

Les limites de la recherche

En terminant, rappelons que notre recherche comporte sans aucun doute des limites :

- Elle se veut une étude de cas multiples, et en principe, l'analyse devrait comparer les cas avant de tirer ses conclusions. Or, à cause des difficultés conjoncturelles et structurelles du terrain, et en respect des exigences du comité d'éthique, notre

corpus ne satisfaisait pas parfaitement à cette tâche. Nous avons tout de même pu procéder, en suivant notamment l'enseignement de Noël. (Voir section 1.2)

- Toujours parce qu'il s'agit d'une étude de cas multiples, nous aurions pu comparer les résultats avec ceux d'autres études similaires pour dégager une théorie générale de la violence, c'est-à-dire une théorie qui peut expliquer plusieurs contextes de violence, et non une loi générale qui s'applique dans toutes les circonstances. Nous espérons que notre travail permettra à d'autres chercheurs de renforcer les théories sur la violence ou d'en établir de nouvelles.
- Par ailleurs, des limites temporelles et financières ne nous ont pas permis de pousser plus loin la triangulation des résultats, et ainsi nuancer davantage certains aspects. Dans la même veine, nous aurions pu atteindre une saturation plus complète des témoignages. Mais il est vrai que la recherche qualitative et notre approche compréhensive n'obligent pas à une telle saturation.
- Enfin, nous signalons que certaines dimensions de la violence et de sa représentation discursive ont pu nous échapper puisque pour des raisons éthiques nous n'avons pas interviewé les victimes et les acteurs directs de cette violence, et notamment les plus jeunes. Nous avons justifié nos choix dans notre cadre méthodologique, sections 1.2.2 et 1.2.3.

ANNEXE A GUIDE D'ENTRETIEN

GUIDE D'ENTRETIEN

1. Pouvez-vous décrire la violence des années 2004 à 2012 en Haïti ?
2. Est-ce que vous pourriez me parler de la violence dans les quartiers de Martissant et de Cité Soleil de cette même période ?
3. Peut-on croire que la violence est un outil pour satisfaire des fins ?
4. Est-ce que la violence peut traduire un état de frustration ?
5. Cette violence vise-t-elle toujours à détruire le corps physique dans ces quartiers ?
6. Quelles sont les catégories de personne qui sont généralement victimes de violence ?
7. Est-ce que cette violence a pour fondement de changer les conditions de vie ?
8. Comment les forces de l'ordre ont-elles réagi par rapport à ces formes de violence ?
9. Quelle relation les groupes politiques peuvent avoir à cette violence dans ces quartiers ?

ANNEXE B
CERTIFICAT D'APPROBATION ÉTHIQUE I



Certificat d'approbation éthique

Le Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants de la Faculté des sciences humaines a examiné le projet de recherche suivant et l'a jugé conforme aux pratiques habituelles ainsi qu'aux normes établies par le *Cadre normatif pour l'éthique de la recherche avec des êtres humains* (juin 2012) de l'UQAM :

Violence et rapport social dans le milieu urbain haïtien : les cas de Cité-Soleil et de Martissant, 2004-2012

**Emerson Jean Baptiste, étudiant au doctorat en sociologie
Sous la direction de Louis Jacob, professeur au Département de sociologie**

Toute modification au protocole de recherche en cours de même que tout événement ou renseignement pouvant affecter l'intégrité de la recherche doivent être communiqués rapidement au comité.

La suspension ou la cessation du protocole, temporaire ou définitive, doit être communiquée au comité dans les meilleurs délais.

Le présent certificat est valide pour une durée d'un an à partir de la date d'émission. Au terme de ce délai, un rapport d'avancement de projet doit être soumis au comité, en guise de rapport final si le projet est réalisé en moins d'un an, et en guise de rapport annuel pour le projet se poursuivant sur plus d'une année. Dans ce dernier cas, le rapport annuel permettra au comité de se prononcer sur le renouvellement du certificat d'approbation éthique.

Certificat émis le 10 octobre 2013. No de certificat : FSH-2013-76.

Thérèse Bouffard
Présidente du comité
Professeure au Département de psychologie

ANNEXE C
CERTIFICAT D'APPROBATION ÉTHIQUE 2



Certificat d'approbation éthique

Le Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants de la Faculté des sciences humaines a examiné le projet de recherche suivant et l'a jugé conforme aux pratiques habituelles ainsi qu'aux normes établies par le *Cadre normatif pour l'éthique de la recherche avec des êtres humains* (juin 2012) de l'UQAM :

Violence et rapport social dans le milieu urbain haïtien : les cas de Cité-Soleil et de Martissant, 2004-2012

**Emerson Jean Baptiste, étudiant au doctorat en sociologie
Sous la direction de Louis Jacob, professeur au Département de sociologie**

Toute modification au protocole de recherche en cours de même que tout événement ou renseignement pouvant affecter l'intégrité de la recherche doivent être communiqués rapidement au comité.

La suspension ou la cessation du protocole, temporaire ou définitive, doit être communiquée au comité dans les meilleurs délais.

Le présent certificat est valide pour une durée d'un an à partir de la date d'émission. Au terme de ce délai, un rapport d'avancement de projet doit être soumis au comité, en guise de rapport final si le projet est réalisé en moins d'un an, et en guise de rapport annuel pour le projet se poursuivant sur plus d'une année. Dans ce dernier cas, le rapport annuel permettra au comité de se prononcer sur le renouvellement du certificat d'approbation éthique.

Certificat émis le 27 octobre 2014. No de certificat : FSH-2013-76.

Thérèse Bouffard
Présidente du comité
Professeure au Département de psychologie

BIBLIOGRAPHIE

- Addi, L. (2001). Violence symbolique et statut du politique dans l'œuvre de Pierre Bourdieu, *Revue française de science politique*, 51, 949-963. Récupéré de www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2001-6-page-949.htm
- Akoun, A. et Ansart, P. (dir.). (1999). *Dictionnaire de sociologie*. Paris : Le Robert/Seuil.
- Arendt, H. (2008). *Du mensonge à la violence. Essais de politique contemporaine*. (G. Durand, trad.). Paris : Bussière.
- Arendt, H., Kohn, J., Widmaier, C., Frantz-Widmaier, M., Taussig, S., & Nail, C. (2014). *Qu'est-ce que la politique ?* Paris: Éd. du Seuil.
- Beaucage, P. (2009). La peur, la violence et la construction fragile du bonheur en milieu rural et urbain populaire. Dans A. Corten et A.-É. Côté (dir.), *La violence dans l'imaginaire latino-américain* (p. 145-162). Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec.
- Becker, H. S. (1985). *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*. (J.-P. Briand et J.-M. Chapoulie, trad.). Paris : Éditions Métailé.
- Becker, H. S. (2009). *Comment parler de la société. Artistes, écrivains, chercheurs et représentations sociales* (C. Merllié-Young et H. Peretz, trad.). Paris : La Découverte.

- Benjamin, W. (2012). *Critique de la violence: Et autres essais* (N. Casanova, trad.). Paris: Éditions Payot & Rivages
- Bernard, J. M. et Desormeaux, J. (1996). *Culture, santé, sexualité à Cité Soleil. Apport des sciences humaines à la médecine communautaire dans un bidonville haïtien*. Port-au-Prince: Les presses de l'Imprimerie Henri Deschamps.
- Berthelot, J.-M. (1990). *L'Intelligence du social. Le pluralisme explicatif en sociologie*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Berthelot, J.-M. (2004). *Les vertus de l'incertitude. Le travail de l'analyse dans les sciences sociales*. Paris: Presses de l'Université de France.
- Bizien, R. (1963). Criminalité diffuse, violence banales et solidarités ordinaires à Brest Pécaut à la fin de l'ancien régime. *Les cahiers de l'Iroise*, 182, 45-57.
Récupéré de <http://www.hermine.org/simclient/intergation/hermine/stream.asp?>
- Boivert, Y. (1997). *L'analyse posmoderniste. Une nouvelle grille d'analyse socio-politique*. Canada : Harmatan.
- Bouffartigue, P. (2004). *Le retour des classes sociales: Inégalités, dominations, conflits*. Paris: La Dispute.
- Bouju, J. et De Bruijn, M. (2008). Violences structurelles et violences systémiques. La violence ordinaire des rapports sociaux en Afrique, *Bulletin de l'APAD*, 1-11.
Récupéré de <Http://apad.revues.org/3673>.
- Bourdieu, P. et Passeron, J.-C. (1970). *La reproduction, éléments pour une théorie du système d'enseignement*. Paris : Les éditions de Minuit.
- Bousquet, R. (1998). La violence urbaine. Dans R. Bousquet, *Insécurité : Nouveaux risques, Les quartiers de tous les dangers* (p. 2770). Paris, Montréal : L'Harmattan.

- Boutin, G. (2008). *L'entretien de recherche qualitatif*. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Braud, P. (2003). Violence symbolique et mal-être identitaire, *Raisons politiques*, 9, 33-47. Récupéré de <http://www.cairn.info/revue-raisons-politiques-2003-1-page-33.html>
- Cailliot, N. (2004). *Faire face aux violences du quotidien*. Paris: Vuibert
- Caselli, G., Vallin, J., & Wunsch, G. J. (2001). *Démographie: Analyse et synthèse*. Paris: Institut national d'études démographiques.
- Chérubin, G. (2013). *Le ventre pourri de la bête, Une femme dans les allées du pouvoir et la saga d'une élection fissurée*. Port-au-Prince : Éditions de l'Université d'État d'Haïti.
- Corradi, C. (2009, 4 mai). Violence, identité et pouvoir une sociologie de la violence dans le contexte de la modernité. *Socio-logos*, 4, 1-15. Récupéré de <http://sociologos.revues.org/document2296.html>.
- Corten, A. et A.-É. Côté (dir.). (2009). *La violence dans l'imaginaire latino-américain* (p. 373-383). Québec: Presses de l'université du Québec.
- Cretiez, X. (2008). *Les formes de la violence*. Paris : La Découverte.
- Cusson, M. (1989). *Délinquants pourquoi ?* Québec : Éditions Hurtubise HMH.
- D'orangeville, A. (2014). Stigmatisation de la jeunesse japonaise par le discours et les représentations de la délinquance juvénile (1997-2010), 38(1), 265-282. Récupéré de <http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html>
- Delsol, C. (1992). *L'État subsidiaire: Ingérence et non-ingérence de l'État : le principe de subsidiarité aux fondements de l'histoire européenne*. Paris: Presses universitaires de France.
- Donegani, J.-M., & Sadoun, M. (2007). *Qu'est-ce que la politique*. Paris: Gallimard

Doucet, R. C. et Gilles, A. (2012). *Regards sur la violence : Résultats d'enquête*.

Rapport du séminaire organisé par le Centre d'Études et de Recherche sur le Développement des cultures et Sociétés (CERDECS) avec la collaboration du Peace Research Institute, Oslo (PRIO) à l'hôtel Le Plaza, le vendredi 29 juin 2012, Haïti, Port-au-Prince.

Dubet, F. (1994). *Sociologie de l'expérience*. Paris : Seuil.

Dubet, F. (2007). Injustices et reconnaissance. Dans Caillé, A. (dir.), *La quête de reconnaissance: Nouveau phénomène social total* (p. 17-43). Paris: La Découverte.

Dumez, H. (2013). *Méthodologie de la recherche qualitative, Les 10 questions clés de la démarche compréhensive*. Paris: Vuibert.

Édouard, R. (2013). *Violences et ordre social en Haïti. Essai sur le vivre-ensemble dans une société postcoloniale*. Canada : Presse de l'université du Québec.

Gilles, A. (2008). *État, conflit et violence en Haïti, Une étude dans la région de l'Artibonite, Haïti*, Centre d'études sur le développement des cultures et des sociétés (CEDCS). Haïti.

Girault, C. et Godard, H. (1983). Port-au-Prince : Dix ans de croissance (1970-1980), la métropole comme reflet de la crise haïtienne. Dans J. Pérez, M. Birckel, B. Lavallé, Y. Aguila, B. Chenot, W. Casanova, A. Maritza de la Mota, C. Girault, H. Godard, *Villes et Nations en Amérique Latine, Essais sur la formation des consciences nationales en Amérique Latine*. Paris: Éditions du Centre National de la Recherche Scientifique.

Hamel, J. (2010). *Woody Allen au secours de la sociologie*. Paris : Economica.

Jacob, L. (2008). La sociologie politique. Dans, J. Lafontant et S. Laflamme, (dir.), *Initiation thématique à la sociologie* (p. 375-400). Canada : Prise de parole.

- Jean-Vernet, J. (2004). Institution de la pauvreté urbaine en Haïti : Le cas de Cité Champin (Cap-Haïtien). Dans *Centre de recherches historiques et sociologiques (CREHSO)* (p. 131-151). Port-au-Prince: Faculté des Sciences Humaines, Université d'État d'Haïti.
- Kaufmann, J.-C., et Singly, F. (2016). *L'entretien compréhensif*. Paris: Armand Colin.
- Kénol, H. (2009). *Le désespoir des anges*. Haïti : Atelier Jeudi Soir.
- Khan, R. (1980). La violence et le développement socio-économique. Dans J. M. Domenach, *La violence et ses causes* (p. 177-201). Paris : UNESCO.
- Lassard, J.-F. (2008). *Question du politique dans la modernité, Comprendre le malaise contemporain*. Montréal : Liber.
- Le Goaziou, V. (2004). *La Violence*. Paris : Le Cavalier bleu.
- Lhérison, G. (1999). Les caractéristiques générales de l'agglomération de Port-au-Prince métropolitain. Dans G. Holly (dir.), *Les problèmes environnementaux de la région métropolitaine de Port-au-Prince* (p. 23-26). Port-au-Prince, Haiti : Commission pour la commémoration du 250^e anniversaire de la fondation de la ville de Port-au-Prince.
- Lhérison, G. (1999). Logement et Bidonvilles. Dans G. Holly (dir.), *Les problèmes environnementaux de la région métropolitaine de Port-au-Prince* (p. 159-172). Port-au-Prince, Haiti : Commission pour la commémoration du 250^e anniversaire de la fondation de la ville de Port-au-Prince.
- Louis, I. (2007). Rompre pour mieux comprendre, (1-14). Récupéré de http://www.ppda.org/article.php3?id_article=391
- Louis, I. (2009). Haïti, Violence et Médias, Faut-il analyser la violence dans les quartiers populaires et les bidonvilles comme de l'information journalistique?,

- Comité pour les Droits Humains en Amérique latine, (14-19). Récupéré de www.cdhal.org/.../pouvoir-distorsion-silence-médiatique
- Maffesoli, M. (2009). *Essais sur la violence banale et fondatrice*. Paris : CNRS Éditions.
- Mauger, G. (2012). Sur la domination, 19, (11-16). Récupéré de <http://www.caim.info/revue-savoir-agir-2012-1-page-11.htm>
- Meyran, R. (2006). La violence, un objet d'étude en expansion. Dans R. Meyran, (dir.), *Les mécanismes de la violence, États Institutions Individu* (p. 7-12). Paris: Sciences Humaines Éditions.
- Midy, F. (2009). Imaginaire et mémoire de la violence...espoir de changement. Dans A. Corten et A.-É. Côté (dir.), *La violence dans l'imaginaire latino-américain* (p. 245-265). Québec: Presse de l'Université du Québec.
- Miles, M. B., Huberman, A. M., Hlady, R. M., & Bonniol, J.-J. (2003). *Analyse des données qualitatives*. Bruxelles: De Boeck université.
- Morin, E. (2005). *Introduction à la pensée complexe*. Paris : Éditions du seuil.
- Mucchielli, A. (2013). *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines* (3^e édition). Paris : Armand Colin.
- Muggah, R. (2005). *Haïti : Les chemins de la transition, Étude de l'insécurité humaine et des perspectives de désarmement, de démobilisation et de réinsertion*. Genève : Small Arms Survey, Institut Universitaire des hautes Études Internationales.
- Noël, A. (2011). *La conduite d'une recherche : Mémoire d'un directeur*. Montréal : Les presses de Caius du livre.

- Oehmichen Bazán, C. (2009). Corps et terreur : nouvelles formes de violence d'État au Mexique. Dans A. Corten et A-É. Côté (dir.), *La violence dans l'imaginaire latino-américain* (p. 91-104). Québec: Presse de l'Université du Québec.
- Paillé, P. (2006). Qui suis-je pour interpréter ? Dans P. Paillé (dir.), *La méthodologie qualitative, Postures de recherche et travail de terrain* (p. 99-149). Paris : Armand Colin.
- Paillé, P., & Mucchielli, A. (2008). L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales. Paris: A. Colin.
- Parazelli, M. (2008). Violences structurelles, vol. 20, 2, 1-4. *L'Action syndicale à la croisée des chemins*. Récupéré de <http://www.erudit.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca:2048/revue/nps/2008/v20/n2/018444>
- Pécaut, D. (1997). De la banalité de la violence à la terreur : le cas colombien. *Cultures Et conflits*, 1-25. Récupéré de <http://conflits.revues.org/2169>
- Peñafiel, R. (2014). Récits et subjectivations politiques intersectionnelles transversales : l'exemple des actions collectives transgressives en Amérique latine, *Politique et sociétés*, 33(1), 15-39. Récupéré de <http://erudit.org/iderudit/1025585ar>
- Peralva, A. (2005). Violence de banlieue et politisation juvénile. *Cultures et conflits*, 18, 1-9. Récupéré de <http://www.conflits.revues.org/index451.html>
- Pharo, P. (2004). *Morale et sociologie: Le sens et les valeurs entre nature et culture*. Paris: Gallimard.
- Pierre-Lominy, M. J. (2007). La violence en Haïti : Permanences et mutations. Dans L. N. Pierre (dir.), *Haïti, Les recherches en sciences sociales et les mutations sociopolitiques et économiques* (p. 115-129). Paris: L'Harmattan.

- Pirene, M. (2010). Violence et exclusion une interprétation éthique (p. 1-6).
Récupéré de site ephilosopher.com is an online community dedicated to
philosocal thinkind.
- Pires A. P. (1997). Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et
méthodologique. Dans J. Poupart, M.A, Tremblay, & Groupe de recherche
interdisciplinaire sur les méthodes qualitatives (dir.), *La recherche qualitative:
Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, (p. 113-167). Montréal: Gaëtan
Morin.
- Pleyers, G. (2008). Sociologie de l'action et enjeux sociétaux chez Alain Touraine.
Dans M. Jacquemain et B. Frère (dir.), *Épistémologie de la Sociologie,
Paradigmes pour le XXI^e siècle* (p. 69-86). Bruxelles: De boeck.
- Porto, M. S. G. (2001). Exclusion sociale et violence : le cas du Brésil, *Sociologie
sociétés*, 33(2), 49-66. Récupéré de <http://id.erudit.org/iderudit/008311ar>
- Poupart, J. (1997). L'entretien de type qualitatif : « Considérations épistémologiques,
théories et méthodologiques ». Dans J. Poupart, M.A, Tremblay, & Groupe de
recherche interdisciplinaire sur les méthodes qualitatives (dir.), *La recherche
qualitative: Enjeux épistémologiques et méthodologiques* (p. 173-209).
Montréal: Gaëtan Morin.
- Prompsy, J.-J. (2007). *Traité des corruptions ou les pratiques incorrectes des
entreprises*. Paris : L'Harmattan.
- Ramos, E. (2015). *L'entretien compréhensif en sociologie : Usages, pratiques,
analyses*. Paris : Armand Colin.
- Rancière, J. (2005). *La haine de la démocratie*. Paris: La fabrique éditions.
- Redekop, V. N. et Paré, S. (1013). *Manifester en démocratie, l'approche du respect
mutuel*. (L. Raymond, trad.). Québec: Presses de l'Université de Laval.

- Rigouste, M. (2012). *La domination policière, une violence industrielle*. Paris : La Fabrique.
- Roy, S. et Hurtubise, R. (2013). L'Étude des problèmes sociaux, entre stagnation et renouvellement. Dans M. Otero et S. Roy. (dir.), *Qu'est-ce qu'un problème social aujourd'hui : Repenser la non-conformité* (p. 317-350). Québec : Presse de l'université du Québec.
- Salazar, G. (2006). Politiques des enfants de la rue au Chili. 30(1), (75-96).
Récupéré de <http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html>
- Sauvayre, S. (2013). *Les méthodes de l'entretien en sciences sociales*. Paris: Dunod.
- Schnapper, D. (2012). *La compréhension sociologique : Démarche de l'analyse typologique*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Soulet, M.-H. (2006). Traces et intuition raisonnée. Paillé, P. (dir.), *La Méthodologie qualitative : Postures de recherche et travail de terrain* (p. 125-147). Paris : Arman Colin.
- Trigano, S. (2007). Qui reconnaît-on? L'identité dans la reconnaissance. Dans Caillé, A. (dir.), *La quête de reconnaissance: Nouveau phénomène social total* (p. 149-181). Paris: La Découverte.
- Trouillot, L. (2001). *Haïti, (re)penser la citoyenneté*. Port-au-Prince, Haïti: Editions HSI, Haïti solidarité internationale.
- Trouillot, L. (2004). *Bicentenaire*. Arles: Actes sud.
- Wieviorka, M. (2005). *La violence*. Paris : Hachette Littératures.
- Wieviorka, M. (2006). Le nouveau paradigme de la violence (Partie 2), *Cultures & Conflits*, 29-30, 1-14. Récupéré de <http://conflits.revues.org/index726.html>
- Wieviorka, M. (2010). *Neuf leçons de sociologie*. Paris: Fayard/Pluriel

Articles de journaux imprimés et électroniques

Alphonse, R. (2012, 5 novembre). Cité Soleil : Calme précaire après la tuerie. Récupéré de <http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/110425/Cite-Soleil-calme-precaire-apres-la-tuerie>

Benodin, R. (2012, 30 novembre). Actualités Politiques : Grandes lignes. Récupéré de <http://www.idealte.com/agw.aspx?agid=1042>

Cincir, A. (2012, 31 octobre). Les gangs sèment la terreur à Simon-Pelé et Cité Soleil. *Le Nouvelliste*. Récupéré de lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/110364/Les-gangs-sement-la-terreur-a-Simon-Pele-et-Cite-Soleil

Conseil Exécutif de l'Université d'État d'Haïti. (2008, 3 juin). L'Université d'État d'Haïti appuie, sans réserve, la marche du 4 juin 2008 contre l'insécurité. *Alter Presse*. Récupéré de <http://www.alterpresse.org/spip.php?article7320#.VeZvczZRHv8>

Destiné, J. W. (2009, 28 août). L'Insécurité à son plus bas niveau. *Le Nouvelliste*. Récupéré de <http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/73576/Linsecurite-a-son-plus-bas-niveau>

Douyon, F. (2005, 23 mai). Les effets pervers de l'insécurité. *Le Nouvelliste*, 37159, p. 39, 40. Haïti.

Fils-Aimé, M.-A. (2004, 1^{er} décembre). Dans la violence des « chimères ». *Alter Infos*. Récupéré de <http://www.alterinfos.org/spip.php?article990>

- Fils-Aimé, M.-A. (2006, 20 juin). Valse de l'Insécurité et politique néolibérale. AlterPresse. Récupéré de <http://www.alterpresse.org/spip.php?article7386#.VeZw7jZRHv8>
- Lahens, Y. (2005, 24 mai). Un pays pris en otage, *Le Nouvelliste*, 37160, p. 46-49, Haïti.
- Le Monde. (2008, 12 avril). Après « émeutes de la faim », Haïti annonce une baisse du riz pour calmer la population. *Le Monde*. Récupéré de http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2008/04/12/apres-les-emeutes-de-la-faim-haiti-annonce-une-baisse-du-prix-du-riz-pour-calmer-la-population_1034067_3222.html
- Le Nouvelliste. (2004-2005, jeudi 30 décembre au dimanche 2 janvier). Bilan de l'année 2004, p. 2- 10, Haïti.
- Le Nouvelliste. (2005, jeudi 21 juillet). Le moi d'août pour juger les présumés kidnappeurs, p. 6, Haïti.
- Le Nouvelliste. (2005, lundi 3 et mardi 4 janvier). Aristide peut-il renoncer à la violence ? p. 1, 2, Haïti.
- Le Nouvelliste. (2005, mardi 13 avril). Me Gousse rassure la population et félicite les policiers... p.1, 5, Haïti.
- Le Nouvelliste. (2006, 10 mars). Les élections du 7 février : un hymne à la gloire populaire. Récupéré de <http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/26780/Les-elections-du-7-fevrier-2006-un-hymne-a-la-gloire-populaire>
- Le Nouvelliste. (2008, 22 février). L'Actualité en question. Récupéré de www.lenouvelliste.com
- Le Nouvelliste. (2009, 27 août). Haïti : « l'Insécurité à son plus bas niveau ». Récupéré de www.lenouvelliste.com/articleforprint.php?PubID=1&articleID=73576

Le Nouvelliste. (2011, le 25 septembre). Le POHDH préconise l'éradication de la violence faite aux femmes. Récupéré le 23 janvier 2013

<http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/99703/La-POHDH-preconise-leradication-de-la-violence-faite-aux-femmes>

Radio Kiskeya. (2005, jeudi 31 mars). Assassinat d'un important chef de bande de Cité Soleil. Récupéré le 4 décembre 2012 de

<http://radiokiskeya.com/spip.php?breve100>

Radio Kiskeya. (2007, le mardi 7 mars). Plus de 400 membres présumés de gangs arrêtés en Haïti depuis le début de l'année, selon l'ONU. Récupéré le 4 décembre 2012

<http://radiokiskeya.com/spip.php?article3443>

Radio Kiskeya. (2011, le 15 décembre). La police traque les gangs à la veille d'une importante opération : Un policier et un présumé bandit blessés. Récupéré le 4

décembre 2012 <http://radiokiskeya.com/spip.php?article8365>

Radio Kiskeya. (2012, le 11 octobre). Tirs nourris à Grand Ravine où la police aurait fait une vingtaine d'arrestations. Récupéré le 4 décembre 2012

<http://radiokiskeya.com/spip.php?article9209>

Radio Kiskeya. (2012, mardi 20 mars). Un demi-frère d'Amaral Duclona arrêté à Cité Soleil. Récupéré le 3 décembre 2012

<http://www.radiokiskeya.com/spip.php?article8661>

Trouillot, L. (2012, 8 novembre). L'affaire Brandt ou le prix symbolique du fonctionnement social et économique de la bourgeoisie. Récupéré de

<http://www.radiokiskeya.com/spip.php?article9265>

Rapports et autres sources

Commission Épiscopale Nationale Justice et Paix. (2001, janvier à mars).

38^e Rapport. Violence dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince. Récupéré de jilap.national@forumcityen.org.ht. www.forumcitoyen.org.ht/jilap

Commission Nationale de Désarmement, de Démantèlement et de Réinsertion (CNDDR), (2011, 1^{er} Août). Rapport. Récupéré de [www.alterpresse.org/spig.php? Article 6860](http://www.alterpresse.org/spig.php?Article=6860).

Crisis group Amérique latine/caraïbes no 44. (2 août 2012). Rapport. Vers une Haïti post-MINUSTAH : mener la transition a bien, Port-au-Prince, Bogota, Bruxelles. Récupéré de <http://www.crisisgroup.org/fr/regions/amerique-latine-caraibes>

Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC). (2005, 24 août). Pauvreté et stratégies de survie dans les quartiers précaires de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince. Rapport final, Distr. Restreinte, LC/R.886, original ; français. Récupéré le 22 février 2013 de http://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/25759/LCMEXR886f_fr.pdf?sequence=1.

Haïti, Décret du 23 novembre 2005, An 202^{ème} de l'indépendance. Récupéré de [www.gerardlatorture.org/bpm/pdt/decrets/delimitation territoriales.pdf](http://www.gerardlatorture.org/bpm/pdt/decrets/delimitation_territoriales.pdf)

Haïti, Étude réalisée pour le compte du: Ministère à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme (MCFDF) avec la collaboration du Fond de Développement des nations Unies pour les femmes (UNIFEM) et le Bureau de Technique d'Administration, d'Animation et de Gestion(TAD). (2007, mars). *Une Réponse à la violence faite aux femmes en Haïti, étude sur la violence domestique et sexuelle en Haïti*. Récupéré de www.unicef.org/french/infobycountry/haiti_statistic.html

IHSI, Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (2012). Département de l'ouest Population Totale, Ménages, superficie et densité estimés en 2012, au niveau de différentes unités géographiques (Arrondissements, Communes, Sections communales), Port-au-Prince, Haïti.

LE MONITEUR, Journal Officiel de la République d'Haïti, 38. (2002, Lundi 13 mai). Loi élargissant le nombre des communes et quartiers de la République.

Perspective Monde-US Census Bureau, International Data. Pyramide des âges : 2010 Haïti. Récupéré de <http://perspective.Usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMPagePyramide?CodePays=HTI>.

Québec, Institut National de Santé Publique et le Ministère de la sécurité publique. (2009). Guide d'organisation d'entretiens semi-dirigés avec des informateurs clés : Trousse diagnostique de sécurité à l'intention des collectivités locales, (2e édition), vol. 11. Récupéré de https://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/1315_GuideOrgaEntretiensSemiDirigInformCles2eEd.pdf

United States International Development Cooperation Agency. (mai 1984). Agency for international Development, mai 1984, Washington, D.C. 20523, Haiti. Project Paper Urban Health/Community Development II, Project number: 521-0159. Récupéré de http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PDAAU405.pdf